

Mercier, Lucien (1946-....). Les universités populaires : 1899-1914 : éducation populaire et mouvement ouvrier au début du siècle.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

\*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

\*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer [ici](#) pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

\*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

\*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [reutilisation@bnf.fr](mailto:reutilisation@bnf.fr).



Collection MOUVEMENT SOCIAL

Les **Lucien MERCIER**

# Universités Populaires : 1899-1914

Education populaire et  
mouvement ouvrier au début du siècle



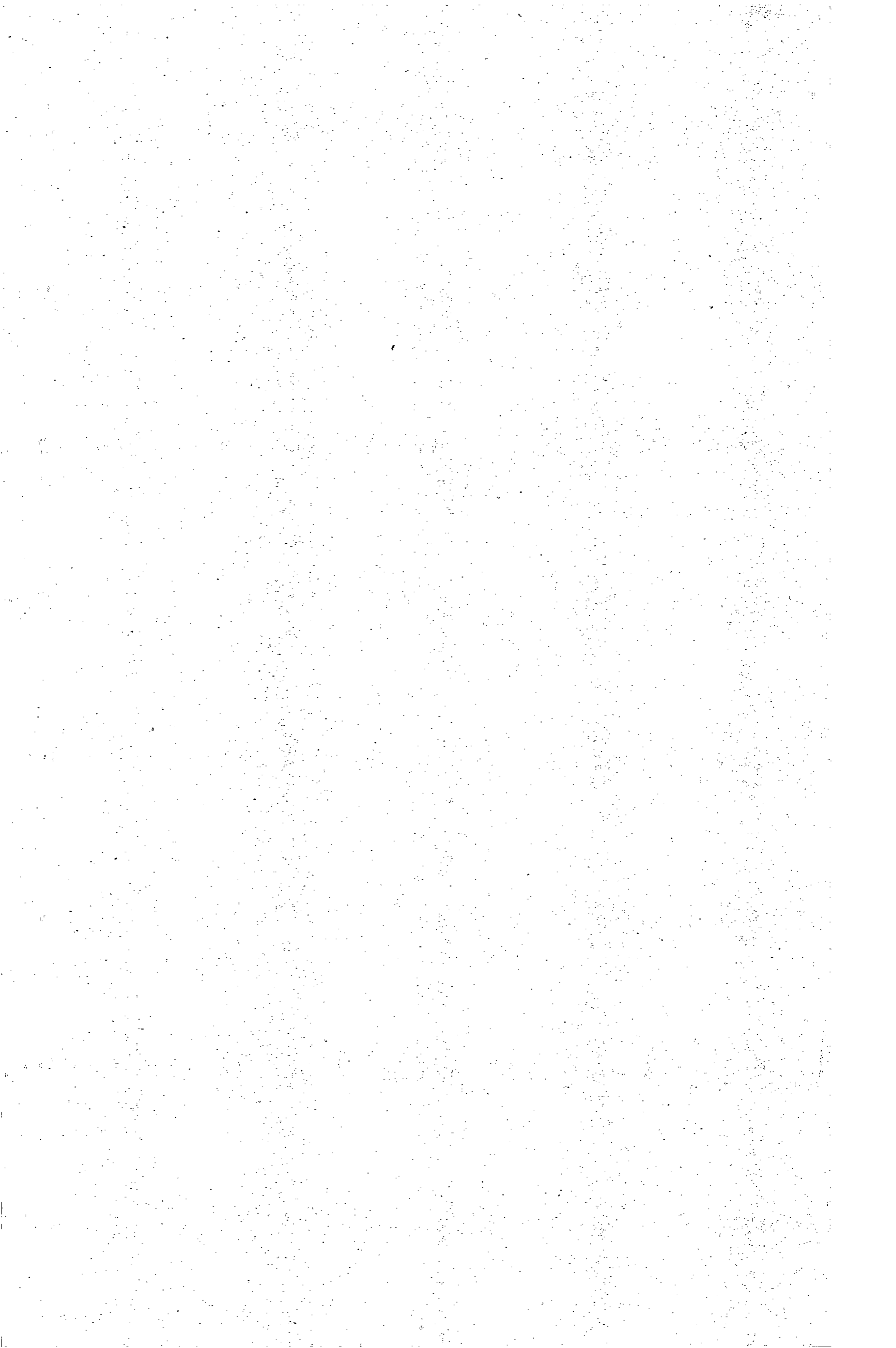
BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE



LES ÉDITIONS OUVRIÈRES



1	1	1	1
2	2	2	2
3	3	3	3
4	4	4	4
5	5	5	5
6	6	6	6
7	7	7	7
8	8	8	8
9	9	9	9
10	10	10	10
11	11	11	11
12	12	12	12
13	13	13	13
14	14	14	14
15	15	15	15
16	16	16	16
17	17	17	17
18	18	18	18
19	19	19	19
20	20	20	20
21	21	21	21
22	22	22	22
23	23	23	23
24	24	24	24
25	25	25	25
26	26	26	26
27	27	27	27
28	28	28	28
29	29	29	29
30	30	30	30
31	31	31	31
32	32	32	32
33	33	33	33
34	34	34	34
35	35	35	35
36	36	36	36
37	37	37	37
38	38	38	38
39	39	39	39
40	40	40	40
41	41	41	41
42	42	42	42
43	43	43	43
44	44	44	44
45	45	45	45
46	46	46	46
47	47	47	47
48	48	48	48
49	49	49	49
50	50	50	50
51	51	51	51
52	52	52	52
53	53	53	53
54	54	54	54
55	55	55	55
56	56	56	56
57	57	57	57
58	58	58	58
59	59	59	59
60	60	60	60
61	61	61	61
62	62	62	62
63	63	63	63
64	64	64	64
65	65	65	65
66	66	66	66
67	67	67	67
68	68	68	68
69	69	69	69
70	70	70	70
71	71	71	71
72	72	72	72
73	73	73	73
74	74	74	74
75	75	75	75
76	76	76	76
77	77	77	77
78	78	78	78
79	79	79	79
80	80	80	80
81	81	81	81
82	82	82	82
83	83	83	83
84	84	84	84
85	85	85	85
86	86	86	86
87	87	87	87
88	88	88	88
89	89	89	89
90	90	90	90
91	91	91	91
92	92	92	92
93	93	93	93
94	94	94	94
95	95	95	95
96	96	96	96
97	97	97	97
98	98	98	98
99	99	99	99
100	100	100	100





**LES UNIVERSITÉS  
POPULAIRES :  
1899-1914**

**Éducation populaire  
et mouvement ouvrier  
au début du siècle**





LUCIEN MERCIER

**LES UNIVERSITÉS  
POPULAIRES :  
1899-1914**

**Éducation populaire  
et mouvement ouvrier  
au début du siècle**

Préface de Madeleine Rebérioux

COLLECTION MOUVEMENT SOCIAL



12, avenue Sœur-Rosalie  
75621 PARIS CEDEX 13

DANS LA MÊME SÉRIE

*La Commune de 1871. Colloque de Paris, mai 1971.*

*Langage et idéologies. Le discours comme objet de l'Histoire*, par J. Guilhaumou, D. Maldidier, A. Prost, R. Robin.

*Mélanges d'histoire sociale offerts à Jean Maitron.*

Cahier n° 1 : *Christianisme et monde ouvrier*, études coordonnées par F. Bédarida et J. Maitron.

Cahier n° 2 : *1914-1918 : l'autre front*, études coordonnées par P. Fridenson.

Cahier n° 3 : *Mouvement ouvrier, communisme et nationalisme dans le monde arabe*, études coordonnées par R. Gallissot.

Cahier n° 4 : *Le Patronat de la seconde industrialisation*, études coordonnées par Maurice Lévy-Leboyer.

*Jaurès et la classe ouvrière*, études recueillies par M. Rebérioux.

*L'ingénieur dans la société française*, études recueillies par André Thépot.

*Les Universités populaires, 1899-1914*, par Lucien Mercier.

---

Tous droits réservés

© Les Éditions Ouvrières, Paris, 1986

Imprimé en France

ISBN 2-7082-2518-9

Printed in France



## PRÉFACE

*Université populaire : mesure-t-on aujourd'hui ce que pouvait signifier, au tournant du siècle, l'accouplement de ces deux mots ? Que les Saint-simoniens aient voulu, au lendemain des Trois Glorieuses, enseigner les prolétaires, hommes et femmes, d'accord. Mais c'était en 1830, et c'étaient les Saint-simoniens. Que l'intense, la constante demande ouvrière non seulement d'instruction mais d'école ait rejoint, dans une société qui s'industrialisait et s'urbanisait, les vœux d'une fraction croissante des notables conservateurs et républicains, le développement de l'enseignement primaire l'attestait, de Victor Duruy à Jules Ferry. Ils avaient finalement été entendus, ces délégués ouvriers à l'Exposition universelle de 1867 qui expliquaient que « le vote universel étant le plus grand honneur dont puisse jouir un citoyen », celui-ci « doit savoir s'en servir ». Mais seule — et c'était déjà beaucoup — la communale leur était vraiment ouverte. La République avait oublié l'enseignement technique et l'enseignement secondaire restait l'apanage des fils de la bourgeoisie : en 1889 — eh oui ! l'année du centenaire de la Révolution Française — ils avaient été moins de 7 000 à être déclarés dignes du titre de bachelier. Alors ! l'Université populaire...*

*Même démultipliée en province en effet, même échappant enfin au quasi monopole des « cours libres » pour dames du monde enveloppées dans leurs fourrures — jusqu'en 1880-1890, les « vrais cours », les « vrais étudiants » on ne les rencontrait que dans les facultés de droit et de médecine —, l'Université française restait marquée du sceau napoléonien de la rigidité, de la fermeture, de l'élitisme social. Inutile de dire que l'idée même qu'un professeur pût se syndiquer eût paru grotesque : elle n'avait même pas encore effleuré les instituteurs. Quant aux « élèves des Écoles », ils pouvaient bien avoir jadis manifesté dans les rangs du peuple, ils semblaient l'avoir oublié, malgré l'apparition toute récente des premiers groupes d'étudiants révolutionnaires, anarchistes ou collectivistes, à Paris et à Toulouse, malgré l'engagement total d'un Jean Jaurès, aux côtés des mineurs et*

*des verriers depuis les grèves de Carmaux. Alors ! l'Université populaire, le mariage de cette institution réservée aux héritiers avec le petit peuple bruyant des villes, et surtout avec la classe ouvrière, des gens qui faisaient grève et dont les militants venaient de fonder la C.G.T., quelle absurdité !*

*Et pourtant des centaines d'Universités populaires ont été fondées, pour les deux tiers à la demande des Bourses du travail ces premières cathédrales ouvrières. Et pourtant des centaines, des milliers d'intellectuels — écrivains et savants, enseignants et artistes — ont souhaité parler pour les ouvriers. Si bien que, exemple ou repoussoir, expérience vécue ou récit transmis par la mémoire, les U.P. sont devenues une référence majeure de notre histoire. Seulement, voilà, nul, avant Lucien Mercier, n'avait pris la peine d'en faire l'histoire. Fini, avec son livre, l'éternel recopiage des mêmes éloges et des mêmes plaintes. Ce qu'il nous donne à lire c'est une étude claire, forte et sagace des conditions de naissance, de floraison et de décès — ou de profonde transformation — des U.P.*

*Ceux qu'il met en scène, ce sont les « upéistes » : l'ouvrier Deherme, cet inconnu, comme Anatole France, le philosophe Victor Basch comme le grand biologiste Émile Duclaux, bref les pères fondateurs des U.P., les orateurs auxquels il fut si difficile de renouveler le contenu de leur enseignement et leur manière d'enseigner ; mais aussi, innombrables, ceux qui vinrent écouter, s'enthousiasmèrent, se lassèrent, cherchèrent ailleurs, ou, séduits par la chaleur fraternelle de « leur » université, souhaitèrent passer des leçons entendues aux « soirées familiales », de la parole du prof à celle de Labiche ; et enfin, d'Émile Pataud du syndicat des électriciens qui éteindra en 1907 les lumières de la ville... à Chartier, le secrétaire de la Bourse du travail de Bourges, les initiateurs ouvriers qui, avec leurs organisations syndicales, tirèrent plus tard des leçons de cette immense expérience nationale.*

*Son étonnant dynamisme, sa vitalité, ses faiblesses même, le mouvement des U.P. les doit pour l'essentiel au choc frontal de l'affaire Dreyfus. Elles explosent en 1899, à l'heure où l'Affaire a mis à jour les profondes déchirures de la société française et les menaces qui planent sur la République idéale, celle qu'aimaient les républicains. Les syndicalistes qui se battent pour l'émancipation ouvrière ont gardé confiance dans l'instruction et l'échange mutuel des idées pour la faire progresser, face à un patronat répressif ou paternaliste, souvent les deux à la fois, et à un gouvernement hostile, indifférent, au mieux attentif. En diffusant leurs connaissances les intellectuels, eux, espèrent faire reculer les pulsions de barbarie raciste et de nationalisme grossier dont ils ont reconnu la présence chez ceux qui voulaient « pendre Zola » et mettre à mort « tous les youpins ». Ils ont découvert que l'école ne suffisait pas au combat contre l'ignorance, responsable à leurs yeux de tous les maux sociaux. Le savoir est à nous, partageons-le, distribuons-le en tout cas. Ces attentes, ces*

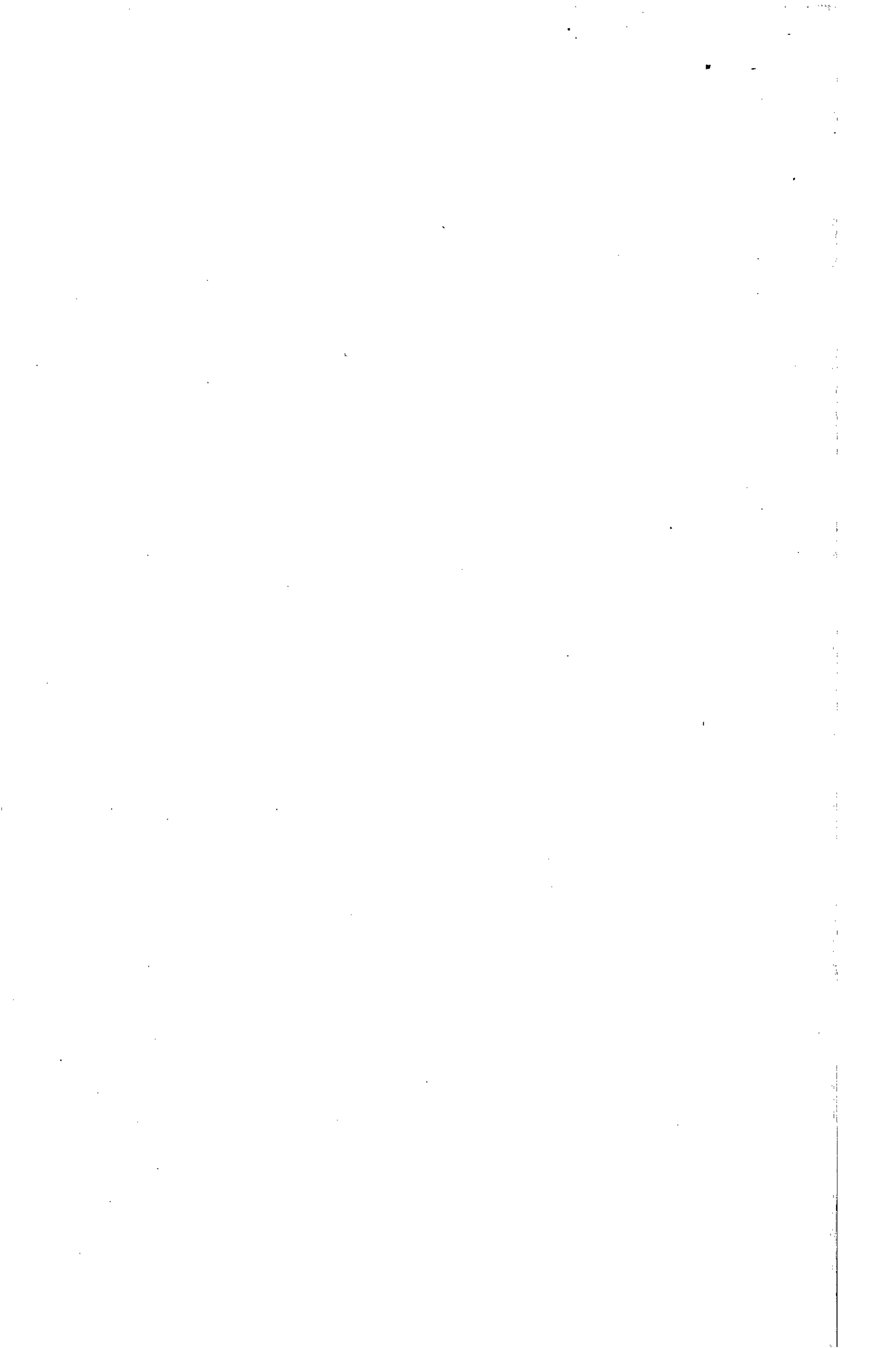


*pratiques sociales étaient-elles conciliables ? Elles le furent un temps. Rencontre admirable.*

*Mais brève rencontre. Les U.P. meurent en fait avec le dreyfusisme. Les enseignants entament, malgré l'action militante des premiers instituteurs syndicalistes, le repli sur le système enseignant qui va longtemps les caractériser. Puisqu'on ne peut communiquer avec les adultes, une seule solution à l'insuffisance scolaire : prolonger et démocratiser la scolarisation. Et la C.G.T., en plein essor, met désormais l'accent sur la critique de l'instruction diffusée par l'école, sur l'urgence d'une éducation propre à la classe ouvrière, capable de former des prolétaires libres et fiers. Bien au-delà du syndicalisme d'ailleurs, voici le temps des mouvements d'éducation ouvrière spécialisés. De la J.O.C. aux Faucons rouges, de l'Université ouvrière fondée par le P.C.F. au Centre confédéral d'éducation ouvrière placé sous la responsabilité de la C.G.T., se multiplient, pendant l'entre-deux-guerres, les associations de masse, les instances qui entreprennent de socialiser enfants, jeunes et adultes, de leur donner cette éducation sociale pour laquelle l'école est jugée impuissante. On y retrouve à l'œuvre des intellectuels, mais leur savoir ne les place plus en position d'hégémonie : c'est une litote...*

*On peut rêver, à condition de ne pas entretenir les nostalgies. Ceux qui liront le livre de Lucien Mercier dans un pays que dévore un racisme à demi proclamé, dans une société où les réseaux associatifs anciens s'affaiblissent sans qu'on en voie clairement d'autres apparaître, souhaiteront peut-être un nouveau sursaut. Les U.P. sont mortes. Rien ne peut les faire renaître. Le temps n'est plus de ce qu'on appelait le socialisme d'éducation. Jaurès lui-même considéra toujours qu'un intellectuel engagé ne pouvait se satisfaire de parler à la classe ouvrière, qu'il lui fallait trouver le moyen de militer avec elle, de mettre à jour avec elle des valeurs communes, et de les promouvoir. Rien n'interdit après tout de penser que les multiples expériences qui ont transcendé les Universités populaires ne finiront pas par se rassembler et par éclairer les chemins aujourd'hui obscurcis.*

Madeleine REBÉRIOUX



## *Avant-propos*

Ce livre emprunte pour l'essentiel à un travail universitaire, les Universités populaires en sont la matière (1). Notre ambition est de souligner l'intérêt d'une entreprise d'éducation qui a voulu couvrir toute la France, qui est née des profondeurs du pays et ancre ses racines dans l'histoire politique, économique, sociale et culturelle de cette fin de siècle.

Au lendemain de l'affaire Dreyfus la France découvre en quelques mois l'Université populaire (2). Rares sont ceux qui ignorent l'œuvre nouvelle : hommes politiques de premier plan ou intellectuels en renom apportent leur caution au côté de milliers de militants ouvriers, des représentants des professions libérales ou des membres de l'enseignement. Tous participent à l'émergence. Cette adhésion quasi unanime provoque un essor prodigieux : environ 230 Universités populaires et plus de 50 000 adhérents.

Et pourtant, l'essor des premières années et l'importance du mouvement n'ont pas suscité la curiosité des chercheurs et l'Université populaire reste méconnue. Déjà en 1919, Albert Thibaudet, professeur et critique littéraire, fondateur en 1903 de l'Université populaire d'Abbeville regrettait que leur histoire ne soit pas faite (3). Cet appel à l'étude n'a guère été entendu et bien peu de travaux lui sont consacrés (4).

Près d'un siècle plus tard plusieurs raisons incitent à sortir l'Université populaire de l'anonymat.

La première pourrait être l'actualité du phénomène : ne dit-on pas que les Universités populaires sont de retour (5). Le changement politique de mai 1981 a redonné vigueur à l'éducation populaire et dans plusieurs villes des Universités populaires naissent ou renaissent — à Nice sous l'impulsion de l'historien et romancier Max Gallo, Bourges, Auxerre —, s'ajoutant à une liste déjà longue — Paris, Tours, Mulhouse... Sous une même appellation ou sous une dénomination différente — université de quartier, maison pour tous —, ces associations veulent promouvoir et développer l'éducation des adultes,

objectif commun avec celles du début du siècle. Mais là s'arrête l'analogie.

Plus important pour nous est de montrer la richesse et l'ambiguïté du mouvement et d'insister sur les difficultés d'interprétation. Il y a en effet difficulté à baliser une expérience qui emprunte tout à la fois à l'histoire culturelle et à l'histoire ouvrière et associe deux concepts aussi chargés de sens que culture et populaire.

Cette étude n'est pas celle de « l'engagement » des intellectuels au moment de l'affaire Dreyfus. Elle veut surtout montrer quelles furent les places respectives des militants ouvriers et des intellectuels tant dans l'émergence que dans le fonctionnement du mouvement et comprendre les raisons d'un essor aussi rapide, suivi, après quelques mois, d'un repli frileux.

Elle insiste aussi sur les enjeux et les richesses de l'Université populaire, novatrice, porteuse de thèmes et problèmes qui sont encore nôtres. Lieu de rencontre des intellectuels et de l'élite ouvrière, elle symbolise l'émergence de ces deux groupes sociaux dans la société française. Elle est l'affirmation d'un pouvoir intellectuel, du parti intellectuel d'où sortira la « République des professeurs » en même temps qu'elle témoigne de la vitalité ouvrière. Pour la première fois, elle pose avec une telle ampleur la question des rapports entre monde ouvrier et intellectuels : quel rôle et quelle place pour ces derniers dans l'émancipation ouvrière ? Comment l'ouvriérisme de cette fin de siècle réagit-il à cette présence ?

La démocratisation culturelle est aussi au cœur de l'Université populaire. Intermédiaire culturel par excellence (6), elle ne peut échapper au débat sur le contenu et le sens de cette démocratisation. Est-ce seulement faire partager la culture des élites, donner un « ersatz » de culture bourgeoise dans le but avoué d'acculturer la classe ouvrière, de faire une élite ouvrière qui servira de relais auprès des masses pour faire passer le discours dominant ? Ou mieux, s'agit-il d'amorcer cette « culture prolétarienne », thème largement répandu entre les deux guerres, outil capable d'aider à l'émancipation ouvrière ? Quelle culture donc, mais aussi quelles méthodes d'enseignement ? L'Université populaire questionne sur la pédagogie destinée aux adultes, sur les conditions de réussite d'une entreprise d'éducation permanente pour laquelle l'Université populaire figure de banc d'essai.

L'Université populaire est enfin un laboratoire d'expérimentation sociale d'où sortiront des pratiques originales et une sociabilité populaire renouvelée. Cette richesse vaut bien une étude.

Nous ne saurions terminer cet avant-propos sans remercier Monsieur Jacques Droz qui a bien voulu guider notre recherche initiale et sans témoigner aussi notre profonde reconnaissance à Madame Madeleine Rebérioux dont les encouragements permanents et les précieux conseils ont permis la naissance de ce livre.



## NOTES DE L'AVANT-PROPOS

(1) MERCIER (Lucien), *Les Universités populaires en France et le mouvement ouvrier : 1899-1914*, thèse de 3<sup>e</sup> cycle d'Histoire, Université de Paris I, 1979.

(2) Ce n'est pas un phénomène spécifiquement français. L'exigence d'éducation populaire est sur toute l'Europe et l'Université populaire, variable dans ses formes et ses orientations, est présente partout. Sur ce développement, *Les Documents du progrès*, avril-mai 1908, juillet 1911; voir aussi les Congrès internationaux de l'éducation populaire, II<sup>e</sup> Congrès International de l'Éducation populaire, Paris, 1908. Compte rendu dans la *Revue pédagogique*, 1908, T. 2, p. 419-442; III<sup>e</sup> Congrès International de l'Éducation populaire, Bruxelles, 1910. Rapport préliminaire, Bruxelles, imp. V. Feron, 1910, 312 pages; pour l'exemple italien, Rosada (Maria Grazia), *Le Università Popolari*, Roma, 1975.

(3) THIBAUDET (Albert), *Les idées de Charles Maurras*, Paris, Gallimard, 1919, p. 121-122.

(4) La thèse de Droit de Daniel MALIN, *Les Universités Populaires*, Paris, 1953, est une présentation rapide des principaux articles parus sur la question au début du siècle; voir aussi l'article pionnier de Lucien DINTZER, Le mouvement des Universités populaires, *Le Mouvement social*, avril-juin 1961, p. 3-17; parmi les articles récents, TERROT (Noël), A propos de la rencontre entre ouvriers et intellectuels : les Universités populaires, *Éducation permanente*, n<sup>os</sup> 62-63, mars 1982, p. 81-95; ELWITT (Sanford) « Education and the social question : The Universités populaires in late Nineteenth Century France », *History of Education Quarterly*, T. 22, n<sup>o</sup> 1, 1982, p. 65-71. Parmi les ouvrages récents abordant la question, RITAINE (Évelyne), *Les stratégies de la culture*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1983, p. 25-43.

(5) POUJOL (Geneviève), Les Universités populaires sont de retour, *Les Cahiers de l'animation*, n<sup>o</sup> 37, 1982.

(6) Sur ce concept d'intermédiaire culturel, *Les intermédiaires culturels*. Actes du colloque du Centre Méridional d'Histoire Sociale, des Mentalités et des Cultures, 1978. Publications de l'Université de Provence, 1981.



## *Aux origines du mouvement : la coopération des idées, une initiative libérale*

### 1. GEORGES DEHERME, APÔTRE DE L'UNIVERSITÉ POPULAIRE

L'inauguration de LA COOPÉRATION DES IDÉES du faubourg Saint-Antoine le 9 octobre 1899, aboutissement d'un long cheminement, lance un mouvement qui consacre la rencontre des intellectuels et des militants ouvriers, trait dominant des Universités populaires. Cette rencontre est incompréhensible hors l'évolution intellectuelle, sociale et politique de cette décennie — dominée dans ses dernières années par l'affaire Dreyfus —, et l'action opiniâtre de Georges Deherme, ancien ouvrier typographe, son principal artisan.

De nombreux écrits — sur Auguste Comte et le positivisme, la colonisation —, qui lui vaudront quelques distinctions (1), de hautes fonctions publiques, n'ont pu faire sortir Georges Deherme de l'oubli. Le seul titre de gloire que retiennent ses brèves notices biographiques est d'être le fondateur et le propagandiste des universités populaires. Là-dessus, tous ses contemporains s'accordent. Son rôle de pionnier ne sera jamais remis en cause, même par ses adversaires qui constesteront à la fois le personnage, au caractère difficile parfois dictatorial, et l'orientation qu'il donnera au mouvement. Gabriel Séailles (1852-1922), professeur de philosophie à la Sorbonne, ardent dreyfusard, membre fondateur de la Ligue des droits de l'homme, actif président de la Société et de la Fédération des Universités populaires jusqu'en 1914, résume bien la pensée commune :

« Quand une idée répond aux besoins d'une époque et d'une société, il est rare qu'elle ne surgisse pas à la fois en plusieurs esprits, et presque toujours il est un homme qui la conçoit plus clairement, qui la définit et qui l'exprime, en qui surtout elle devient un sentiment vivant et une action positive. Dès qu'il parle, il est entendu par tous ceux qui disaient tout bas, tout ce qu'il dit tout haut » (2).

Cet homme, ce fédérateur des énergies multiples, c'est Georges Deherme.

### Le militant anarchiste

Nous savons peu de choses sur les premières années du jeune Deherme, les documents sur sa naissance, ses origines familiales font défaut et ses livres ou la très longue correspondance qu'il entretient avec l'ouvrier roannais Jules Ravaté n'apportent aucune précision (3).

Sa naissance, lieu et date, pose problème — Paris ou Marseille ? 1867 ou 1870 ? Ses origines familiales sont tout aussi incertaines. Eugène Armand, anarchiste individualiste, fondateur de plusieurs journaux — *l'Ère nouvelle*, *l'En-dehors* —, lui attribue dans un article nécrologique une filiation bourgeoise (5). La suite de son itinéraire ne permet guère de retenir cette hypothèse.

Dès son plus jeune âge, il s'installe dans le faubourg Saint-Antoine, quartier du meuble où il apprend tout naturellement le métier de sculpteur sur bois. Dans ce secteur aux fortes traditions révolutionnaires (6) il entre dans l'action militante, vers l'âge de quinze ans, par la fréquentation des milieux anarchistes.

« A quinze ans j'avais à peu près la mentalité d'un Grave ou d'un Hervé et leur même bonne volonté naïve. A dix-huit ans, j'étais proudhonien individualiste. »

confie Deherme à Jules Ravaté dans une lettre du 31 décembre 1909.

Cette action militante est brève — trois ou quatre années entre 1884 et 1887 —, elle se partage entre l'adhésion à divers groupements et sa participation à plusieurs journaux.

En octobre 1884 Deherme est secrétaire de la *Revue antipatriote et révolutionnaire* qui aura deux numéros demeurés introuvables. Un tract de propagande conservé aux archives de la Préfecture de police de Paris incite les compagnons à s'abonner afin de combattre énergiquement « l'absurdité du patriotisme, le chauvinisme et tous les préjugés ». En 1886 il collabore à la *Révolte des affamés*, journal de Calais fondé par Delcluze, puis à la *Révolution cosmopolite*, organe socialiste révolutionnaire lancé par le publiciste anarchiste Charles Malato et l'employé de commerce Jean Pausader. Deherme y défend le principe de la fédération de tous les groupes socialistes dans le respect de leur spécificité. « Sans cette union, dit-il, la Révolution sera vite réprimée par la bourgeoisie » (7). Un an plus tard, Deherme est un des principaux rédacteurs de *l'Autonomie individuelle*, revue mensuelle des idées anarchistes qui aura une quinzaine de numéros (8). Il y publie plusieurs articles, essais de synthèse de lectures très disparates où le philosophe Alfred Fouillée voisine avec le criminologiste italien Césaire



Lombroso dont le livre *L'homme criminel*, traduit en français en 1887, connaît un grand retentissement. Deherme lit également les classiques de cette fin de siècle — Darwin et Spencer —, lectures bien peu originales en une période où l'évolutionnisme imprègne l'« intelligentia » de gauche en Europe. Il s'intéresse aussi aux économistes Malthus et Frédéric Bastiat. De cette diversité naît une série d'articles sur l'individualisme où Deherme entreprend de démontrer que « le communisme est l'antithèse de l'anarchie et que l'individualisme en est au contraire le corollaire, la quintessence » (9). Il livre aussi ses réflexions sur la décadence bourgeoise, la concurrence vitale, les vertus comparées du protectionnisme et du libre-échange.

Cette période est aussi celle des premiers groupes d'éducation, rue des Boulets, où il se retrouve pour étudier avec quelques compagnons.

A cette propagande par l'écrit, Deherme associe l'action sur le terrain. Il est membre de la Ligue des antipropriétaires et participe à l'agitation antimilitariste lancée par la Ligue des antipatriotes, ce qui lui vaut d'être interpellé par la justice. Il est jugé une première fois le 22 juillet 1887, en même temps que deux autres anarchistes Moreau et Niquet, pour avoir placardé un manifeste hostile à l'armée sur les murs de la caserne du Château-d'Eau. Condamné par défaut à un an de prison et à cinq cents francs d'amende, il repasse en jugement à la fin de l'année. Défendu par le compagnon Tennevin, sa peine est réduite à un mois de prison et cent francs d'amende.

Cette condamnation, qui pourrait n'être que péripétie, marque un tournant dans la vie de Georges Deherme qui s'éloigne progressivement de l'anarchisme militant.

## La Coopération des Idées

Entre 1888 et 1892 Deherme ne laisse pas de traces. Aucun écrit n'a été retrouvé. Comment expliquer ce long silence ? Le service militaire peut être une des raisons. Une certitude cependant : sa condamnation le trouble profondément. Il s'interroge sur son action passée, son engagement anarchiste et traverse une grave crise de pessimisme qui dure jusqu'à l'âge de 25 ans, indécis qu'il est sur les moyens à utiliser pour résoudre la question sociale. Ce doute, formulé quelques années plus tard dans une lettre à Jules Ravaté, s'estompe vers 1892. Nous le retrouvons cette année-là, co-fondateur de l'Union pour l'action morale avec le philosophe Paul Desjardins, l'économiste Charles Gide (10) et Gabriel Séailles. Le virage est pris et deux ans plus tard, l'approbation des lois scélérates, votées sur proposition du gouvernement Dupuy pour lutter contre l'anarchisme, signifie une condamnation sans réserves du terrorisme et des attentats individuels. Sans récuser totalement la philosophie anarchiste, Deherme, comme beau-

coup de compagnons en 1894 après le procès des Trente, s'oriente vers d'autres moyens d'action (11). Pour lui, ce sera la coopération.

La conversion est préparée par la fréquentation en 1893-1894 d'un groupe d'ouvriers, rue Vieille du Temple, et par son activité d'employé à la Moissonneuse, la reine des coopératives de consommation qui règne sans partage sur le 11<sup>e</sup> arrondissement. C'est à la fin de 1894 qu'il manifeste son intérêt pour les questions coopératives. Son ami Charles Schaeffer — ils ont collaboré à *l'Autonomie individuelle* — alors directeur de la modeste feuille *La Coopération* annonce à ses lecteurs :

« A nos amis.

Libres et indépendants, nous prenons dans la lutte pour la diffusion des idées qui nous sont chères la place qu'il nous plaît de prendre. Inféodés à aucun parti, officiant d'aucune Église socialiste, il nous plaît de donner à notre modeste journal une forme scientifique, philosophique et littéraire en abandonnant la troisième page à la *Coopération des Idées*. Dans la *Coopération des Idées*, notre confrère et ami Georges Deherme traitera en collaboration avec des amis savants et artistes les questions qui doivent intéresser ceux dont les aspirations se résument ainsi : science, art, liberté et coopération. Nous prions nos amis de bien accueillir notre tentative » (12).

Deherme n'a pas besoin de collaborateurs. Il écrit entièrement la page généreusement offerte. Un grand article de fond — Causerie socialiste —, occupe l'essentiel complété par une rubrique — Les livres qui font penser —, qui permet de suivre ses lectures. Gustave Le Bon et ses livres à succès y sont en bonne place (13) ainsi qu'Émile Durkheim pour *Les Règles de la méthode sociologique*, Bernard Lazare (14) ou Gabriel Séailles. Il conseille aussi quelques revues littéraires d'avant-garde : la *Revue Blanche*, *l'Ermitage*, le *Mercur de France*, *l'Art et la Vie*, *l'Idée libre* mais aussi la *Revue Socialiste* ou les *Archives d'Anthropologie criminelle*. La boulimie de savoir de Deherme est déjà toute présente.

Après une dizaine de numéros, il cesse sa collaboration avec Schaeffer. La troisième page de *La Coopération* ne suffit plus. Il se lance seul et fonde en février 1896 *La Coopération des Idées*, revue mensuelle de sociologie positive. Il en est la cheville ouvrière : ayant appris la typographie, il compose, imprime les premiers numéros, assure la gestion à son domicile du 17, rue Paul-Bert. Les débuts sont modestes : une douzaine de pages, une quinzaine d'abonnés ; le premier, c'est l'écrivain poète Jean Richepin. Le pire pour une nouvelle revue est de passer inaperçue ; dès le deuxième numéro, Deherme utilise le moyen classique pour se faire connaître ; il ouvre une grande enquête auprès des célébrités les plus diverses, « les esprits cultivés, les savants, les journalistes ». Le thème. Quel sera l'idéal de demain ? titre peu explicite précisé par cinq questions :

« 1° Un idéal nouveau est-il en voie d'élaboration. 2° Cet idéal aura-t-il la puissance directrice de l'idéal religieux ? 3° Quelle sera sa formule ? Sera-t-elle mystique ou positive ? 4° Modifiera-t-il l'ordre social ? Si oui en quel sens ? 5° Dans quelle mesure contribueront les hommes d'État, les Foules, l'élite intellectuelle et les révolutionnaires à l'éclosion de cette société nouvelle ? »

Comme beaucoup de ses contemporains, Deherme considère cette fin de siècle comme une période transitoire marquée par la dégénérescence, la dégradation des mœurs. Profondément marqué par le positivisme qui exalte la science et propose l'organisation de la société sur des bases scientifiques sans recourir à la religion, Deherme recherche une doctrine pour l'action.

L'enquête présente un double avantage : elle permet de nouer des relations et fournit de la matière par la publication des réponses jusqu'en novembre 1897. Plus de 70 journaux ou revues l'annoncent, reproduisent les réponses venues d'une centaine de personnalités : des jeunes littérateurs ou poètes — Rémy de Gourmont, Saint-Georges de Bouhélier, Maurice Leblond —, mais aussi Émile Zola, les sociologues Émile Durkheim, Gabriel Tardé, l'historien Gabriel Monod, Anatole Leroy-Beaulieu membre de l'Institut, le médecin criminaliste Lombroso, Jules Lemaître futur leader de la Ligue de la Patrie française, le socialiste Eugène Fournière. Répondent également Jacques Novicow et Maxime Kovalevsky — membres de l'importante colonie russe, intégrés à la vie intellectuelle française — qui manifestent leur intérêt pour les sciences sociales et participent auprès de René Worms au lancement de la *Revue internationale de sociologie* et au fonctionnement de la Société de sociologie de Paris —, Charles Limousin, Adolphe Coste, Ernest Delbet exécuteur testamentaire d'Auguste Comte et fondateur du Collège libre des sciences sociales, l'anthropologue Charles Letourneau et le juriste Raoul de la Grasserie. Cette diversité témoigne tout à la fois de l'intérêt porté à l'enquête ainsi qu'à l'initiative de coopération des idées de Deherme. L'enquête révèle également la tonalité dominante de l'Université populaire à créer : les sciences sociales.

Pendant ces années 1896-1897, l'activité journalistique de Deherme ne se limite point à *La Coopération des Idées*.

Il participe aussi à la vie des petites revues d'avant-garde, introduit qu'il est dans ce monde marginal par Henri Mazel, fondateur de *l'Ermitage* en 1890. Ses collaborations sont nombreuses. En juillet 1897 il répond à l'enquête sur le féminisme lancée par la *Revue naturiste* de Saint-Georges Bouhélier et Maurice Leblond où il voisine avec des signatures prestigieuses ou en passe de le devenir : Paul Alexis, Maurice Barrès, Léon Balzagette, Georges Clemenceau, Henri Ghéon, Francis Jammes, Catulle Mendès, Max Nordau, Adolphe Retté, Gabriel Séailles, Émile Zola. En novembre de la même année et en

janvier 1898 il livre deux articles qui traitent de sociologie. Par la suite, la revue informera régulièrement ses lecteurs, avec une évidente sympathie, sur la mise en route de l'Université populaire (15).

Deherme est également très proche de *L'Enclos*, d'inspiration libertaire lancé en avril 1895 par Louis Lumet, le poète et romancier Charles-Louis Philippe et le musicographe Jacques-Gabriel Prodhomme. Avec pour fière devise « Détruire et édifier », cette revue veut changer une société d'égoïsme fondée sur l'argent et lutter pour que l'individu libre et responsable évolue dans l'altruisme ; projet classique d'une jeunesse généreuse.

La présence de Deherme dans ces revues ne doit pas étonner car l'Université populaire emprunte beaucoup au courant « d'art social » qui mobilise une partie de la jeunesse intellectuelle et la dirige vers le peuple au début des années 1890. Nous y reviendrons.

### La rue Paul-Bert

En décembre 1897 Deherme publie ses conclusions sur l'enquête. Les diverses réponses et la pression de ses amis l'encouragent dans son désir d'action pour la promotion d'un enseignement supérieur populaire.

Un mois plus tard il décide la création d'un groupe d'études au titre alambiqué — La Coopération des Idées pour l'instruction supérieure et l'éducation éthique sociale du peuple —, dont le but est d'organiser

« l'éducation syndicale, politique, sociale en un mot, du peuple, de faire des administrateurs intègres et éclairés des coopératives et des syndicats et de former ainsi une puissante élite prolétarienne, noyau vivant de la future société ».

Cet élitisme emprunte beaucoup à l'air du temps qui conforte Deherme dans sa croyance sur l'incapacité politique des masses. Il l'écrit à Ravaté le 18 février 1898 :

« Une étude plus sérieuse l'arrachera (l'élite prolétarienne) aux superstitions qui l'égareront. Et connaissant les principales lois de la sociologie et de la psychologie collective, elle aura la puissance de suggestion sur la masse moutonnaire pour la mener vers la liberté et la justice. »

Disciple de Darwin, lecteur de Spencer, Deherme applique à la société, « organisme vivant », les principes de sélection naturelle. Avec l'université populaire, il veut favoriser l'émergence des plus aptes : l'élite ouvrière.

Le soutien d'Henri Mazel qui assure le concours de quelques intellectuels et l'appui financier de Maurice Barrès — un petit billet de



cent francs — lancent définitivement le projet. D'un peu partout les offres de conférences se multiplient, les bonnes volontés ne font pas défaut : l'Union pour l'action morale dont Deherme est secrétaire, le Musée social, répondent favorablement. Dès février Deherme annonce la participation de Gabriel Séailles, du pasteur Charles Wagner, du peintre Alexandre Séon. Le succès est assuré.

L'ouverture est fixée au 23 avril. Des centaines d'affiches rouges, placardées sur tous les murs du quartier, préviennent de l'événement. L'appel « aux travailleurs » annonce les buts de l'initiative et propose un programme varié de causeries quotidiennes pour mai-juin. C'est dans une arrière-boutique au 19, rue Paul-Bert, rue calme à dix minutes de la Bastille, dans une salle aménagée sommairement — deux tables recouvertes d'une étoffe rouge, vingt tabourets, une chaise pour le conférencier, deux lampes à pétrole et un tableau noir —, devant une salle comble — cinquante à soixante personnes —, que le pasteur Wagner, remplaçant Gabriel Séailles malade, inaugure l'œuvre nouvelle.

Le succès est immédiat. *L'Aurore* publie chaque lundi la liste des causeries de la semaine, *Le Moniteur du syndicat ouvrier*, organe des chambres syndicales ouvrières souligne l'intérêt de l'initiative et en province, *L'Émancipation*, journal des coopérateurs de l'École de Nîmes, encourage ces efforts d'éducation sociale.

Les adhésions ne tardent pas — près d'une vingtaine le premier soir —, et fin juin le groupe compte déjà 70 adhérents dont une cinquantaine d'ouvriers. Ces chiffres satisfont pleinement Deherme.

« Notre tentative a parfaitement réussi. Tous les soirs, très régulièrement, nous avons un public d'ouvriers très intelligents et très attentifs » (16)

Recrutés surtout parmi les typographes, les ouvriers d'art, dessinateurs, sculpteurs ou graveurs.

Conférences et causeries quotidiennes se succèdent très régulièrement jusqu'au 7 août de huit à dix heures du soir ; seuls quelques rappels à l'ordre sur des questions de ponctualité témoignent des négligences de quelques conférenciers. Pendant ces trois premiers mois une quarantaine de personnalités-professeurs, Séailles, Desjardins, Camille Léger, Henri Lasserre, avocats, Émile de Saint-Auban, Maurice Pujo, hommes de lettres, Henry Bérenger, Paul Vérola —, entretiennent l'auditoire des sujets les plus variés où la littérature et l'art voisinent avec les questions sociales, les problèmes d'hygiène ou les sujets historiques. Dans la semaine du 13 au 18 juin, les adhérents découvrent le théâtre en France, son histoire et sa fonction, Marc Aurèle, la théorie de l'union libre, la chanson française, la poésie civique depuis 1789, la solidarité dans la cité moderne. Le conférencier est entièrement libre, sans contrainte pour la présentation. Deherme aurait souhaité partager la causerie en trois séquences de vingt minutes

— la première réservée à une interrogation sur la conférence précédente suivie de l'exposé du sujet du jour et d'une discussion — mais ce découpage trop scolaire enlève toute spontanéité ; il n'est pas suivi. Les vacances interrompent la série au grand regret de Deherme.

La reprise, le 3 octobre, se fait dans un nouveau local, succès oblige, à deux pas du premier au 17, rue Paul-Bert. Réouverture très brillante avec un discours de Gabriel Séailles et un divertissement musical. Même sobriété des lieux : au fond d'une cour, une petite salle éclairée au gaz, une longue table à tapis vert où les présents trouvent journaux et brochures, du papier s'ils veulent prendre notes. Aux murs, peints de couleurs claires, des maximes positivistes, une pensée du philosophe Jules Lagneau — « Dans la société, il n'y a qu'une force vive : l'homme » — et cette règle de conduite — « Nous acceptons les plus audacieuses utopies en nous préparant à les vivre » —. Dans un coin, la bibliothèque riche d'une cinquantaine de volumes et de périodiques en grand nombre.

Seul changement notable, Deherme, ne pouvant suffire à toutes les tâches qu'impose la croissance de l'œuvre, est assisté d'un comité d'administration où l'on retrouve des fidèles de la première heure : les typographes Chanut et Gaucher, le graveur sur métaux Goldshmitt, le sculpteur Legoff et le dessinateur Ricci.

Le rythme quotidien des causeries n'a pas varié — le programme s'est enrichi d'activités dominicales — et les sciences sociales sont toujours en bonne place. Parmi les conférenciers peu de têtes nouvelles, peu de représentants ouvriers : seuls Auguste Keufer, secrétaire de la Fédération du Livre, dans une série sur le positivisme et Fernand Pelloutier, secrétaire de la Fédération des Bourses du Travail, prennent la parole.

Le bon fonctionnement de la rue Paul-Bert n'épuise pas l'ambition de Deherme. Ce n'est qu'une étape vers un projet qui se dessine à la fin de 1898 : l'Université populaire.

### **L'Université populaire**

Le projet de Georges Deherme s'insère tout naturellement dans le climat intellectuel des années 1890, imprégné par un positivisme scientifique qui règne sans grand partage et par l'émergence des sciences sociales. L'Université populaire, lieu de confluence d'aspirations diverses, bénéficie du mouvement d'ardente curiosité qui pousse vers l'étude des problèmes sociaux toute la jeunesse des écoles, troublée par les crises successives de la République. Entre 1890 et 1900 les sciences sociales se structurent, acquièrent droit de cité. Les multiples initiatives d'enseignement privé — l'École de sociologie fondée par Gustave Francolin, l'Institut d'ethnographie de Henri Galimont où interviennent Maurice Charnay, Victor Dalle, Jules Guesde, Jules Sembat,

l'Enseignement supérieur de l'Hôtel de ville de Paris (17), le Collège libre des sciences sociales et l'École des hautes études sociales fondés par Dick May (18) —, toutes dominées par l'esprit positiviste en témoignent, tout autant que l'amorce de reconnaissance officielle par l'Université à travers la création de chaires de sociologie (19). L'Université populaire apparaît alors comme un centre de vulgarisation des sciences sociales auprès d'une élite ouvrière exclue des lieux d'enseignements traditionnels.

C'est en septembre 1898 que Deherme évoque pour la première fois l'Université populaire. Jusqu'à l'inauguration d'octobre 1899, il n'aura cesse de s'expliquer longuement pour convaincre et vaincre les préventions, le scepticisme que fait naître l'idée d'un enseignement supérieur populaire (20). Deherme se fait avocat, soutenu par l'intime conviction que cet enseignement est accessible tout autant qu'indispensable à l'élite ouvrière.

Cette conviction est née de la vie et de l'expérience personnelle. Après un bref séjour sur les bancs de la communale, il entre dans le monde du travail où il exerce plusieurs métiers : sculpteur sur bois, typographe et employé de coopérative. Assoiffé de savoir, il occupe ses rares moments de loisirs à étudier seul ou avec quelques compagnons dans l'arrière-boutique d'un marchand de vin sous l'œil vigilant de la police. Ces conditions ne sont guère propices à l'étude et Deherme souffre beaucoup de ne pas trouver le guide capable de l'aider et de l'orienter dans sa formation intellectuelle. Sa quête vers le savoir dans une quasi-solitude a connu bien des errements. Il l'écrit à Gabriel Séailles :

« Faute de direction et d'initiation intellectuelle, faute de source où satisfaire sa soif de savoir, le jeune travailleur peut tomber dans les plus grossières erreurs que sont les doctrines simplistes et absolutistes du socialisme et de l'anarchie » (20).

et Deherme d'ajouter :

« Pour ma part, comme ouvrier, je sais quelles difficultés nous avons à surmonter pour atteindre dans la nuit de l'inconscient la vérité morale, et mon cœur s'est déchiré à toutes les aspérités de l'erreur, et mon âme est encore meurtrie des crises douloureuses et dangereuses qu'elle eût à traverser » (21).

Ce sentiment d'exclusion face au savoir est renforcé par la mésaventure de son ami Ravaté. Désireux d'emprunter *Le discours de la méthode*, il s'entend répondre par l'employé de la bibliothèque de Roanne, au vu de son habit d'ouvrier : « Qu'est-ce qu'il va bien pouvoir y comprendre ? C'est bon pour un professeur de philosophie. » C'est pour ne plus subir ces remarques que Deherme s'entête dans son

projet et ignore toutes les objections. Avec la complicité de Séailles, il est, en cette année 1899, le porte-parole d'une idée qui fait son chemin.

Il justifie l'Université populaire par sa nouveauté. Elle n'entend pas copier les œuvres post-scolaires déjà existantes comme les cours du soir qui connaissent un regain de faveur depuis 1895, les conférences populaires très à la mode en cette fin de siècle ou « l'extension universitaire » dont plusieurs tentatives existent à Dijon, Clermont-Ferrand... L'université populaire n'est pas non plus une pâle copie de l'université officielle. Elle ne veut pas reprendre l'instruction supérieure donnée dans les écoles ou les facultés. Deherme et Séailles sont catégoriques. Le premier veut

« une instruction moins pédante, moins sèche, plus large, plus vivante qui agira plus sur l'âme que sur la mémoire »

et Séailles exprime la même idée :

« Il n'est pas question d'une imitation artificielle de la Sorbonne, des cours sans auditeurs, un institut officiel qui n'ait qu'un défaut, celui de ne répondre en rien aux besoins de ceux à qui il serait destiné. »

Au contraire, elle doit être une œuvre vivante et s'adapter aux désirs de ceux qui la fréquentent. Avec cet instrument original, Deherme souhaite offrir

« une large description de l'évolution laborieuse de l'esprit humain, un impartial résumé de toutes les hypothèses dont l'humanité s'est satisfaite jusqu'à maintenant, une étude respectueuse de toutes les vastes synthèses tentées par le génie de l'homme pour dominer l'absolu ; la diffusion de la forte méthode de la sociologie positive : l'éveil en un mot de l'esprit scientifique et philosophique ».

L'Université populaire transcendera toutes les divisions et offrira une approche de toutes les disciplines passées au crible de la méthode scientifique.

L'enseignement proposé n'a pas une visée immédiatement utilitaire. Le but n'est pas l'instruction mais l'éducation et surtout l'éducation sociale du peuple. Pour Séailles

« l'ambition n'est pas de diminuer le nombre de conscrits illettrés et d'obtenir des statistiques honorables, nous voudrions agir sur l'individu, développer sa puissance de penser, au sens propre du mot : l'élever ».

Il faut nourrir l'âme, fournir une éducation plus personnelle, plus humaine afin

« que l'ouvrier soit mis à même de faire ce que fait tout homme digne de ce nom ; il faut qu'il puisse continuer l'éducation de lui-même, il faut



qu'il puisse participer aux plaisirs humains pour n'être pas tenté par les jouissances de la bête. L'existence d'une démocratie sans esclaves implique que la vie humaine soit possible pour tous. Les promoteurs de l'enseignement supérieur du peuple ne demandent rien de plus, rien de moins » (24).

Pour atteindre ce but, une seule méthode : l'éducation mutuelle dans un esprit d'amitié.

« Ce n'est point par hasard que nous avons choisi pour notre œuvre le titre de Coopération des Idées. Par là, nous affirmons... que l'action de l'individu ne se complète, ne s'achève que par celle des autres hommes, donc qu'elle doit être avant tout un effort pour chercher par l'entente des esprits, le concert des volontés. »

L'ouvrier a besoin du savant pour acquérir une méthode d'étude. De même, l'intellectuel reçoit du travailleur manuel une expérience concrète de la vie « qui vaut toutes les expériences de laboratoire, toutes les méditations abstraites du philosophe ». Et l'Université populaire est « une sorte de société où l'on met en commun, non des marchandises mais des idées pour les échanger au plus grand profit de tous ». Ce rapprochement, ce désir de partager les expériences supprime toute hiérarchie comme il convient à une coopérative.

« Coopérative, notre œuvre n'est pas une "bonne œuvre", une condescendance de la charité; nous ne venons pas imposer des dogmes, défendre une tradition, justifier la hiérarchie sociale en jouant les bons riches. Il n'y a ni maîtres, ni chefs, ni patrons... nous sommes des hommes libres, des égaux volontaires » (25).

Cette formule générique est reprise sur le terrain par l'université  
VOLTAIRE :

« Dans une université populaire, il n'y a ni ouvriers, ni bourgeois, il n'y a que des camarades mettant intégralement en pratique la fière et belle devise républicaine — Liberté, Égalité, Fraternité —. »

et par la FONDATION UNIVERSITAIRE DE BELLEVILLE

« Il n'y a dans notre association, ni maîtres, ni chefs, ni patrons. Nous ne venons pas justifier une hiérarchie, inculquer des idées, imposer des dogmes. Notre propriété est collective, nous sommes des égaux volontaires. »

Ainsi l'Université populaire doit être une « amitié entre intellectuels et manuels ».

Tel est le projet que Georges Deherme met au service d'une ambition chimérique : l'Université populaire sera le creuset d'où sortira

l'homme nouveau dont il rêve, le « noyau vivant de la future société ». Elle doit « faire des hommes, des volontés énergiques, des consciences hautes et claires, des cœurs ardents, des intelligences saines ». Pour y parvenir, elle ne limitera pas son action au seul besoin scientifique. Œuvre d'éducation sociale, elle accorde une large place aux questions d'hygiène, de santé, de propreté, de tempérance qui

« ne sont point d'humbles choses, parce que faisant à l'homme un corps humain, déjà dans les habitudes, elles manifestent la suprématie de l'intelligence et de la volonté ».

L'Université populaire s'intéresse à l'homme tout entier, dans son travail comme dans ses loisirs : « nous pénétrerons le peuple dans ses plaisirs, dans ses travaux, dans ses souffrances ».

L'« adresse aux travailleurs », d'octobre 1899, résume toute l'ambition. La liste des services offerts est impressionnante. Sous le même toit sont rassemblés des salles de cours, une salle de spectacle pour les fêtes familiales et les auditions musicales, une salle d'escrime et de gymnastique, une salle de bains-douches, une bibliothèque constamment ouverte, des laboratoires, un cabinet de consultations médicales, juridiques ou économiques, une pharmacie, un restaurant de tempérance, un musée du soir où défileront les chefs-d'œuvre de la peinture et de la sculpture, où les ouvriers d'art pourront exposer le produit de leur industrie. A tout cela s'ajouteront quelques chambres meublées à louer aux jeunes gens de toutes conditions, des offices de placement, de mutualité, une école normale d'éducateurs populaires.

L'université populaire se propose aussi d'organiser pour les beaux jours des excursions scientifiques, esthétiques, des visites aux musées ou simplement des promenades amicales.

Cette diversité des services doit permettre d'atteindre le but avoué : l'émancipation sociale, l'accès de tous à la beauté, à la vérité avec le secret espoir de préparer la réconciliation des classes par l'intégration de l'élite ouvrière au reste de la société. Les discours unanimistes des fondateurs nient les différences sociales. Il n'y a plus d'ouvriers, de bourgeois, il n'y a que des égaux volontaires. Avec cette vision de l'Université populaire, version Deherme soutenue par la bourgeoisie libérale, il s'agit de s'opposer à l'explication collectiviste de la société, au déterminisme économique, au socialisme scientifique. L'Université populaire affirme la primauté des individus, tout changement social doit passer par une réforme morale. Il faut changer l'homme pour changer la société. Mais à qui s'adresse un tel discours ? Par qui peut-il être entendu ?

## 2. ALLER AU PEUPLE

En cette fin de siècle, Georges Deherme est largement entendu. En effet dans la « vulgate » républicaine l'éducation est la panacée, le remède à la question sociale (26). Le culte de la science est alors bien partagé. L'éducation mutuelle, la solidarité occupent nombre de discours. Le solidarisme n'est-il pas la philosophie officielle de la République, nuance radicale ? (27). Aller au peuple est alors la réponse de toute une classe politique soucieuse de renforcer la République, pour toute une « intelligentsia » effrayée par la montée des luttes sociales. Le peuple devient l'obsession et l'enjeu des luttes idéologiques. L'université populaire voulue par Deherme, soutenue par la bourgeoisie libérale, fait partie de l'arsenal mis en place pour disputer au socialisme le monopole sur la classe ouvrière.

Cet intérêt pour le peuple s'explique par la croissance du mouvement ouvrier, l'essor du socialisme et son organisation au plan politique, syndical et coopératif. L'amnistie de 1879 ramène en France les grands leaders du socialisme — Jean Allemane, Édouard Vaillant, Louise Michel — qui participent aux côtés de Jules Guesde, Jean Jaurès, Millerand et des milliers d'obscurs militants à la reconstruction et à l'extension de ce mouvement ouvrier. Les scissions et l'émiettement en diverses tendances — guesdistes, allemanistes, broussistes ou socialistes indépendants — n'empêchent pas le socialisme d'affirmer une grande vitalité comme en témoignent les succès électoraux aux législatives de 1893 — une cinquantaine de députés — ou aux municipales de 1892 et 1896. Autour de la personnalité de Jaurès, le socialisme devient une des composantes essentielles de la vie politique (28).

Parallèlement le mouvement syndical sort des limbes avec la création en 1892 de la Fédération des Bourses du Travail et trois ans plus tard la naissance de la Confédération générale du travail.

Ce survol trop rapide de la réalité ouvrière en cette fin de siècle ne saurait oublier la renaissance du fait coopératif. Malgré les divisions, les querelles d'écoles — École de Nîmes, École de Saint-Claude —, l'opposition entre l'Union coopérative et la Bourse des coopératives socialistes, la coopération connaît un regain d'intérêt dont l'Université populaire profitera grandement (29).

La réalité ouvrière c'est aussi diverses actions — les commémorations du 1<sup>er</sup> mai, les attentats anarchistes (1892-1894), la multiplication des grèves dont certaines jouent un rôle déterminant dans la symbolique ouvrière à l'exemple de celle des mineurs de Carmaux en 1892 ou des verriers en 1895 (30) — qui illustrent la force et la vitalité

du monde du travail. Cette montée du socialisme, les progrès de l'organisation et de l'action revendicative font alors apparaître le monde du travail comme l'élément dynamique d'une société en pleine évolution.

« La classe ouvrière est au cœur du présent et elle définit l'avenir. ... Elle est « l'agent de transformation » d'un monde intolérable... »

Cette représentation qui est celle de Jaurès (31) vaut pour beaucoup. Dans une enquête lancée par *La Petite République* en 1898 auprès d'intellectuels, la plupart des réponses font du prolétariat l'agent de rénovation sociale : « c'est dans le prolétariat, c'est dans la classe ouvrière qu'il faudra chercher le salut » (32).

Cette prééminence, ce dynamisme, inquiètent, confortent les discours alarmistes sur la décadence, la dégénérescence, la faillite des élites et la désorganisation du corps social (33). Aller au peuple prend alors une signification bien précise pour toute une fraction de la bourgeoisie libérale : il s'agit de le connaître, l'éduquer et favoriser ainsi le rapprochement des individus, la réconciliation des classes. L'œuvre éducative doit permettre l'émergence de nouvelles élites sorties du monde ouvrier, intermédiaires culturels capable de faire passer auprès des masses le discours dominant.

C'est l'ambition des animateurs de l'Union pour l'action morale qui organisent des conférences dans les quartiers populeux avec l'objectif de « pacification sociale par l'accès de tous à la vérité, la réflexion, la science » (34). C'est aussi celle de l'Union démocratique pour l'éducation sociale, fondée en 1896, et de la Ligue Michelet créée en 1898 en pleine tourmente de l'affaire Dreyfus. On y retrouve Georges Deherme, Maurice Bouchor, Daniel Halévy, Gabriel Séailles, Charles Wagner (35), tous piliers de l'Université populaire. Cette ligue veut, par l'éducation, « favoriser le développement de la solidarité nationale ».

Aller au peuple est aussi une volonté de l'Église qui se traduit par diverses actions favorables à l'éducation populaire. Dans les années 1890, le christianisme social — catholique ou protestant — multiplie les initiatives dans le désir de reconquête du monde ouvrier. Le faible intérêt pour la question sociale ajouté à l'hostilité de l'Église envers la République favorise la montée de l'anticléricalisme ouvrier que n'entame pas un paternalisme bienveillant (36). L'encyclique *Rerum novarum* de mai 1891 jette les bases d'un catholicisme social et recommande l'intervention dans la vie sociale.

Les initiatives d'apostolat ouvrier vont alors se multiplier.

Pour les catholiques, de *La justice sociale* fondée par l'abbé Naudet en 1893 (37) au *Sillon* de Marc Sangnier créé en 1899 (38), la question sociale devient la priorité. Il faut aller au peuple pour lutter



contre son irréligion et porter la contradiction au socialisme ; il faut aller au peuple pour lutter contre la culture laïque que la République veut substituer à une culture catholique dominante depuis des siècles. Longtemps incontestée, cette dernière subit, avec l'avènement du monde moderne, le développement de la science, de l'industrie et de l'urbanisation, la concurrence d'une nouvelle culture se réclamant des Lumières, de la Raison, prônant les droits de l'homme et la liberté de l'individu (39). Ce désir de reconquête commande toute une politique d'encadrement avec la création de patronages, de sociétés de gymnastique, de journaux pour enfants et le soutien à l'Université populaire, au moins à ses débuts.

Même préoccupation chez les protestants sociaux de la revue *Foi et Vie* du pasteur Paul Doumergue ou ceux groupés autour du journal *L'Avant-Garde*. Ils fondent des Maisons du peuple chrétiennes, les Solidarités — Rouen, Alès, Lille, Orthez, Paris — petites contre-sociétés dotées d'un réseau d'œuvres nombreuses aux fins de modifier le cadre de vie des adhérents — ouvriers et bourgeois — et transformer ainsi leur comportement (40) ; projet comparable en beaucoup de points à l'Université populaire. Il n'est pas étonnant que la communauté protestante prenne une si grande place dans le mouvement et collabore régulièrement tant à Paris que dans plusieurs villes de province.

Cette nécessité d'aller au peuple confusément ressentie pendant toute la décennie se fait plus urgente dans les années 1895-1896, portée par la revendication sur l'art social et en 1898-1900 pendant l'affaire Dreyfus.

## L'art social

Au début des années 1890, la jeunesse intellectuelle est traversée de multiples courants. Dans le domaine littéraire, les proclamations sur la « faillite » ou la banqueroute du naturalisme sont nombreuses. Entre 1885 et 1895, les goûts littéraires se transforment avec le renouveau du spiritualisme, la diffusion des valeurs symbolistes dont l'enquête sur l'évolution littéraire menée par Jules Huret en 1891 atteste le succès (41). Mais cette hégémonie est brève ; vers 1896 la réaction antisymboliste triomphe. Pour Michel Decaudin.

« On assiste ainsi aux manifestations les plus diverses... d'une réaction contre le symbolisme, au nom de la vie, de la nature, de la cité, des valeurs du cœur, de la simplicité et de la clarté » (42).

Des rapports différents s'établissent entre le poète, l'écrivain, l'artiste et le monde, d'où sortiront le Naturisme et tout le courant d'Art social. C'est la naissance d'un « esprit nouveau », d'une esthétici-

que nouvelle, mouvement complexe limité aux élites bourgeoises, aux cercles gravitant autour des petites revues — d'une durée parfois éphémères — qui se multiplient à l'exemple de *La Plume* ou des *Entretiens politiques et littéraires* proches de l'anarchisme (43). Ce bouillonnement d'idées, cette remise en cause du rôle du poète, de l'écrivain, n'échappent pas au jeune Bernard Lazare.

« Aujourd'hui les préoccupations sociales hantent toutes les cervelles ; l'idée de la révolution se fait jour, ceux qui la combatte, même la propage, et tous les palliatifs, tous les remèdes que cherche une bourgeoisie que l'avenir affole, ne servent qu'à en montrer la nécessité.

Un courant révolutionnaire et socialiste agite la jeunesse, non seulement la jeunesse ouvrière, mais celle qui pense, qui lit et qui écrit. L'art se soucie de devenir un art social. Les poètes descendent de leur tour d'ivoire, ils veulent se mêler aux luttes, une soif d'action domine les écrivains et si pour quelques uns le but de l'action se voile de brume, pour beaucoup il se précise. Jamais depuis les années qui précédèrent 1789, on ne s'est autant inquiété des besoins du peuple et de son bien » (44).

L'art social, affirmation de l'esprit de révolte, pousse les premiers mouvements de jeunes intellectuels vers le peuple. Pendant les années 1890, plusieurs revues font de l'art militant le centre de leur réflexion et un objectif d'action (45).

Le premier groupe est le club de l'Art social fondé en 1889 par Bernier, Léon Cladel, Georges Renard et Adolphe Tabarant ; son but : « grouper les écrivains et les artistes que sollicitent les grandes idées sociales ». Hommes de plume et militants ouvriers adhèrent, tels Jean Ajalbert, Lucien Descaves, Benoît Malon, Jean Grave ou Louise Michel. La tentative est éphémère, elle s'éteint après quelques mois.

Un an plus tard, les socialistes Eugène Chatelain et Gabriel de la Salle prennent la relève avec leur revue *L'Art social* lancée en novembre 1891 ; elle aura 28 numéros. En mars 1893 une expérience théâtrale échoue après la première représentation. Le groupe reprend vie en 1896, il s'élargit avec la venue de Charles Albert, Paul Delesalle et Fernand Pelloutier. Les objectifs sont alors de publier une revue, d'organiser des conférences et des représentations théâtrales.

Le premier numéro de *L'Art social* de juillet 1896 — sorte de manifeste — précise que le but est « de se mettre en communication avec la foule » cela par quatre principes.

« 1. Donner une série de conférences dans tous les quartiers de Paris, de préférence dans les quartiers populeux. Libres de choisir leurs sujets, les conférenciers auront en vue de faire cesser le malentendu qui existe entre les ouvriers manuels et les ouvriers intellectuels et de réunir ainsi les uns et les autres pour l'étude et la recherche des moyens propres à hâter la transformation sociale.

2. Publier une revue... Ceux qui y écriront seront simplement et

suivant leur tempérament, des écrivains, des poètes, des artistes pour le peuple.

3. Faire aussi souvent que cela sera possible, des expositions d'art publiques et gratuites, d'art sous la forme combat et d'art sous la forme beauté.

4. Organiser enfin des représentations théâtrales. »

Plusieurs conférences ont lieu. Le 4 avril 1896, Bernard Lazare définit l'art social comme celui qui s'adresse, non à une classe, mais à l'humanité entière.

« Il faut que l'art aide à transformer la société, et c'est ainsi qu'il devient révolutionnaire. L'œuvre de l'écrivain, l'œuvre de l'artiste, l'œuvre de l'art social est de faire comprendre à l'homme d'aujourd'hui d'autres formes de beauté pour le rendre apte à habiter la cité de demain (46). »

Deux mois plus tard, Fernand Pelloutier « confère » le 30 mai sur le thème « L'Art et la Révolte ». Après avoir présenté le groupe — « des hommes qui sont du peuple et non seulement par la naissance... mais aussi par la communauté des souffrances et des sentiments, par une égale soif de révolte contre les iniquités » — il réfléchit sur le rôle de l'artiste. Pelloutier ne voit qu'une alternative pour celui-ci : être « le plus ferme soutien de l'oligarchie capitaliste » ou bien se ranger du côté du peuple (47).

Le groupe ne réussit guère ; les réunions sont peu fréquentées, la revue n'a que six numéros et les représentations théâtrales restent à l'état de projet.

L'art social est aussi la raison d'être de *L'Enclos*, petite revue dont l'action capitale s'inscrit dans le combat que mènent de jeunes syndicalistes pour l'éducation artistique du peuple. Elle s'interroge et interroge sur la nature de celui-ci dans une enquête lancée en novembre 1896.

« 1. Pourquoi la Société actuelle est-elle incapable de s'exprimer en art ?

2. Quelle société pourrait produire un Art social et quelles en seraient les idées génératrices ? »

Cette réflexion théorique s'accompagne d'une action concrète avec la création du Théâtre civique en juin 1897 qui doit permettre de réaliser le théâtre d'art social, théâtre de lutte, de propagande et d'instruction, tant souhaité.

L'art social c'est aussi, Saint-Georges de Bouhélier et Maurice Leblond fondateurs de la *Revue naturiste*, un mouvement sensible dans plusieurs villes de province avec « l'École de Toulouse » et la revue *L'Effort* où Maurice Magre et Jean Viollis réagissent contre la

théorie de l'Art pour l'Art. Tout ce bouillonnement fait dire au journaliste Charles Max dans son commentaire sur l'enquête faite par *L'Effort* sur « le sens énergique chez la jeunesse » :

« Les théories de l'Art pour l'Art sont bien mortes et à jamais. L'Art devient maintenant le levier d'impulsion des foules, le souffle créateur d'un monde nouveau, le générateur des passions et des rêves humains. Dans cette enquête, s'affirme la pensée d'une élite intellectuelle qui vient œuvrer pour... la masse des souffrants, pour le peuple. L'art va donc remplacer la politique. Il soulèvera les foules et leur fera comprendre la joie et l'amour de la vie. Nous allons assister à une résurrection de la Beauté, à une puissance surhumaine de l'Idée (48). »

Ainsi, entre 1890 et 1900, le « prolétariat intellectuel », composé d'étudiants, de journalistes à la recherche d'un emploi, de jeunes écrivains..., groupe social aux contours mal définis, sensible à la dégradation de son statut, en proie aux difficultés d'insertion dans un monde en évolution, a des préoccupations proches de celles du monde ouvrier ou du moins l'imagine (49). Beaucoup seront auprès de Georges Deherme pour faire cesser le malentendu qui existe entre manuels et intellectuels.

### L'affaire Dreyfus et ses conséquences

« Il est impossible de ne pas attribuer à l'affaire Dreyfus la cause immédiate du mouvement » (50).

L'opinion de Dick May, observatrice attentive des Universités populaires, est partagée par tous les contemporains. Deherme en premier reconnaît que l'Affaire a donné l'impulsion.

« Les vieux fanatismes que l'affaire Dreyfus avait exaspérés, la misère intellectuelle qu'on découvrit, firent sentir fortement à quelques-uns quelle œuvre urgente d'éducation, de discipline mentale il y avait à entreprendre » (51).

Ce rôle déterminant est confirmé, quelques années plus tard, par l'enquête de la Fédération des Universités populaires sur les origines du mouvement : toutes les réponses montrent que les créations sont déterminées par la commotion des esprits née de l'Affaire.

A quel niveau situer cette influence ? Notre propos n'est pas d'écrire l'histoire de l'affaire Dreyfus. C'est déjà fait (52). Nous voulons seulement insister sur le renforcement de tendances, déjà observées, qui conduisent à l'Université populaire.

L'Affaire confirme l'impérieuse nécessité de l'éducation afin de lutter contre la résurgence des vieux démons et des préjugés de toutes



sortes. Pour faire taire les antagonismes, susciter les prises de conscience, l'éducation semble la panacée. Deherme, peu suspect de sympathie pour Dreyfus, refusant de se lancer dans la mêlée, reconnaît le rôle décisif « des tragiques événements ».

« Nous avons vu la bestialité, l'inconscience, l'ignorance morale des foules, nous avons vu l'iniquité, une République d'allures sud-américaines. C'est suffisant. Nous savons que tout le bien est à organiser. Mieux, nous connaissons le remède à ce chaos. Une seule besogne, urgente, capitale, s'impose à cette heure décisive, besogne qui, en dehors de tout ce qui s'oppose, doit unir tout ce qui a une conscience et une volonté : c'est l'éducation populaire » (53).

La finalité est précise : diffuser dans le peuple l'esprit critique. En effet, l'affaire Dreyfus met en évidence la facilité avec laquelle on peut abuser tout un peuple, dans sa majorité hostile à Dreyfus. Que l'utilisation par les antidreyfusards de faux témoignages, de suppressions de documents, d'irrégularités dans le procès, de témoins suspects n'aient pas balayé les doutes sur la culpabilité de Dreyfus, étonne. Et pour Théodore Ruysen, dreyfusard de la première heure,

« que ces faits aient troublé si peu de conscience, qu'il n'est pas mis au moins en défiance plus d'esprits scrupuleux, qu'enfin l'inculpé n'ait pas tout au moins bénéficié du doute dans l'esprit des juges et du public antirévionniste... c'est le scandale de la Raison » (54).

L'éducation du peuple devra apporter réponse.

L'affaire renforce l'« engagement » des intellectuels, terme polémique né en ces années troublées (55). Cet engagement en constitue même l'originalité, la nouveauté (56). Non pas qu'avant, les intellectuels soient restés à l'écart de la vie publique, mais avec ces événements, l'ensemble du groupe social et professionnel qualifié d'intellectuel a pris position.

« Pour la première fois on peut avoir légitimement l'impression de se trouver en présence d'un comportement collectif que rendent manifeste des prises de positions publiques, des déclarations accompagnées de signatures » (57).

Pour nombre de professeurs, d'écrivains, jusque-là peu préoccupés des questions sociales et de la vie de la cité, l'Affaire sert de révélateur, Victor Basch (1863-1944), professeur à l'Université de Rennes, dreyfusard, porte témoignage de cette influence.

« Il se produisit en moi, un phénomène étrange. Moi qui jusqu'alors n'avait à proprement parlé éprouvé aucun sentiment social, qui n'avait vécu que pour moi-même, pour mon enseignement, pour mes livres et

pour ma famille qui était encore moi-même, je me sentis transformé devant la monstrueuse iniquité faite à Dreyfus » (58).

Cette transformation — elle vaut pour beaucoup — fera de Victor Basch l'un des fondateurs de la section locale la Ligue des droits de l'homme et le principal artisan de l'Université populaire de Rennes.

L'entrée des intellectuels dans la mêlée sociale connaît plusieurs étapes. Au lendemain du procès et de la condamnation de décembre 1894, les partisans de Dreyfus sont une poignée ; ses proches parents — sa femme, Mathieu le « frère admirable » —, le journaliste Bernard Lazare et Scheurer-Kestner, vice-président du Sénat. Les accusateurs sont le nombre.

Les origines du condamné en font la cible de la presse antisémite. *La Libre parole* d'Édouard Drumont, *La Patrie* de Lucien Millevoye ou *L'Éclair* d'Alphonse Humbert, se déchaînent.

Son appartenance à l'armée n'incite pas les socialistes à défendre le représentant d'une institution militaire qui apparaît de plus en plus comme un instrument de répression pour la classe ouvrière ; la fusillade de Fourmies du 1<sup>er</sup> mai 1891 est encore présente dans tous les esprits.

Face à cette hostilité, Bernard Lazare, passionné de justice et de liberté, est sans contredit le dreyfusard de la première heure ; troublé par le délire hystérique qui accompagne l'arrestation et la condamnation, il rassemble des documents publiés sous forme de brochure le 6 novembre 1896 à Bruxelles.

L'Affaire se noue seulement fin 1897 ; les prises de position se multiplient, les convictions se font plus sûres. Le médiéviste Gabriel Monod, directeur de la *Revue historique*, affirme dans une lettre du 6 novembre au journal *Le Temps*, l'innocence de Dreyfus ; il demande la révision (59). Lucien Herr, le silencieux bibliothécaire de l'École normale supérieure, certain de l'innocence dès la fin de 1896 (60), entreprend ses proches : les élèves de l'École. — dont Charles Péguy sera le chef d'état-major des bataillons dreyfusistes faisant le coup de poing avec les nationalistes dans les couloirs de la Sorbonne et les rues du quartier Latin — mais aussi nombre de militants qui viennent chercher auprès de cette « force tranquille » du socialisme des certitudes pour l'action.

Les démarches de Scheurer-Kestner pendant l'été n'entament pas l'assurance des pouvoirs publics même si elles reçoivent un large écho dans la presse. L'acquiescement d'Esterhazy est un véritable camouflet et ne laisse plus d'espoir (61).

Dans cette désespérance, un trait de lumière avec la publication, le 13 janvier 1898 par *L'Aurore*, de la lettre de Zola à Félix Faure. Un mot se détachait en lettres capitales sur six colonnes à la première page : « J'accuse » avec en sous-titre, « Lettre ouverte au président de

la République par Émile Zola ». La presse n'abusait pas encore de gros titres, celui-ci fit sensation, il était de Clemenceau. Ce fut la bombe. L'affaire devient l'Affaire ; pendant deux ans elle divisera la France entraînant une mobilisation générale du monde des lettres, des arts, de l'enseignement.

Gabriel Monod pouvait dire, en octobre 1897, que les dreyfusards se comptaient sur les doigts de la main. Au lendemain du 13 janvier la situation change radicalement. *L'Aurore* publie sous le titre « Une Protestation » le texte suivant :

« Les soussignés, protestant contre la violation des formes juridiques au procès de 1894 et contre les mystères qui ont entouré l'affaire Esterhazy, persistent à demander la révision. »

La première signature est de Zola, la seconde d'Anatole France. Le poète Fernand Gregh raconte dans son livre de souvenirs la réponse de France à sa sollicitation : « étant donné ce que je pense, je ne peux pas ne pas signer » (62). Les sanctions et poursuites contre le colonel Picquart, le suicide d'Esterhazy, alimentent le torrent de la révision. Dans les milliers de signatures, beaucoup d'anonymes mais aussi des noms célèbres ou en passe de le devenir. Presque tous les jeunes écrivains prennent parti pour Dreyfus — l'ancien groupe de *La Conque* avec André Gide, l'ancien groupe du *Banquet* avec Gregh, Daniel Halévy, Jacques Bizet, la *Revue blanche* et les frères Natanson (63), la *Revue bleue* et son directeur Henry Ferrari — les plus grands éditeurs aussi — Ollendorf, Colin —. En littérature et en art, Gustave Geffroy, Paul Adam, Maurice Bouchor, Claude Monet le pape de l'impressionisme et tous les jeunes peintres de cette époque, apposent leur signature.

L'Université n'est pas moins représentée. L'École normale supérieure sous l'influence de Lucien Herr est le berceau rayonnant du dreyfusisme avec le surveillant général Paul Dupuy et le zélé sergent recruteur Charles Péguy. L'École, c'est aussi Charles Andler, Léon Blum, Bérard, Jean Perrin, Paul Langevin, Albert Thomas... (64). Tout à côté, la Sorbonne rivalise : Charles Seignobos, Ferdinand Brunot, Gustave Lanson, Jean Psichari. Gabriel Séailles, qui venait de corriger une leçon de morale quand un étudiant lui apporte le texte et la liste de la pétition, commente : « notre enseignement serait sans autorité si nous n'étions pas prêts à le confirmer par des actes » et il signe sur-le-champ (65). De nombreux membres de l'Institut — Gabriel Monod, Émile Duclaux, Édouard Grimaux, Louis Havet, Charles Friedel, Arthur Giry, Paul Mayer. Charles Richet, Paul Viollet, sont signataires.

*L'Aurore* et *Le Siècle* ne publient pas seulement les pétitions, les publicistes maison signent en nombre.

Les listes circulent également en province malgré la crainte de

sanctions pour les normaliens et les professeurs. Il fallait en effet bien du courage pour braver une administration et une opinion publique hostile à Dreyfus, stimulées dans l'antirévisionnisme par une presse toute acquise à l'antidreyfusisme (66). Célestin Bouglé, alors en poste à Saint-Brieuc ne trouva que deux âmes sœurs (67).

L'engagement prend des formes multiples : signatures de pétitions, témoignages devant les tribunaux, lettres ouvertes et articles dans la presse, manifestations de rue, adhésions à des organisations rarement politiques, surtout à des groupements qui fleurissent en temps de crise, les ligues — la Ligue des droits de l'homme, née de l'Affaire en 1898, est un des moyens privilégiés de la socialisation de ces intellectuels — et l'Affaire finie, les Universités populaires continueront dans les salles de cours, l'action amorcée sur le terrain.

Cet engagement des intellectuels nourrit tout un courant d'hostilité dont les principaux représentants, Maurice Barrès et Ferdinand Brunetière, récuse à l'écrivain, l'artiste ou l'enseignant tout droit d'intervention publique dans les affaires de la cité. Dans un article du 1<sup>er</sup> février 1898 paru dans *Le Journal*, Barrès condamne le manifeste des intellectuels en termes véhéments.

« Ces prétendus intellectuels sont un déchet fatal dans l'effort tenté par la société pour créer une élite... Ces génies mal venus, ces pauvres esprits empoisonnés dont *L'Aurore* dresse la collection, méritent une sorte d'indulgente pitié, analogue à celle que nous inspire les cochons d'Inde auxquels les maîtres du laboratoire Pasteur communiquent la rage » (68).

Brunetière n'est pas en reste :

« L'intervention d'un romancier même fameux, dans une question de justice militaire, m'a paru aussi déplacée que le serait dans les questions des origines du romantisme, l'intervention d'un colonel de gendarmerie » (69).

Cette participation des savants semble une prétention outreucidante et scandaleuse, prétention à guider le monde qui sera d'ailleurs contestée au sein des Universités populaires.

Autre problème : qu'y a-t-il de commun entre tous ces intellectuels dreyfusards au-delà d'un ardent désir pour faire éclater la vérité, la justice ? Qu'y a-t-il de commun entre Anatole France et Émile Duclaux dont l'Affaire est le point de ralliement au socialisme, et Daniel Halévy, jeune bourgeois libéral de 27 ans, jouissant déjà d'une réputation acquise comme homme de lettres, fondateur avec Marcel Proust et ses condisciples du lycée Condorcet de la revue *Le Banquet*, traducteur reconnu de Nietzsche ? Peu de choses en vérité. Halévy, bourgeois en rupture de milieu, veut mettre en échec l'impuissance et l'impéritie d'un gouvernement incapable de s'opposer à la montée du nationa-



lisme et de l'antisémitisme. Hostile à la révolution, au socialisme, partisan de l'apaisement par la mise à jour de la vérité, Halévy interprète l'Affaire comme le révélateur de la faillite des élites au pouvoir. Par qui remplacer cette bourgeoisie opportuniste qui fait banqueroute ? L'engagement des dreyfusards apportent une réponse : c'est du peuple que viendra le salut, la rénovation sociale.

« L'agitation révolutionnaire, écrit-il, a déjà fait sortir du peuple une race d'hommes si remarquables qu'il est impossible de ne pas en être frappé... Hommes supérieurs... Nos contemporains demandent souvent des professeurs d'énergie et de santé morale : ils sont là. Certains de nos contemporains se plaignent que notre temps manque de héros : ils sont là. Il n'y a qu'à ouvrir les yeux » (70).

Mais cette élite populaire, il faut la conforter, l'étendre, car si elle subjugué, le peuple dont elle est issue, inquiète.

« Le peuple a toujours été l'ennemi de la société. La solution aristocratique est de le vaincre ; la solution démocratique (mot détestable) est de le supprimer en le transformant » (71).

Halévy aurait pu ajouter, par l'éducation et l'Université populaire.

Le seul vrai point commun de tous ces intellectuels est leur rapprochement avec l'élite ouvrière, la découverte de celle-ci dans les réunions publiques, dans les défilés de rue. Combien ont dû être impressionnés par cette foule à l'image d'Anatole France, pour sa première réunion publique du 28 novembre 1898 devant des milliers de personnes, ou Daniel Halévy ému par la manifestation de Longchamp du 11 juin 1899 ? « C'était beau, c'était très beau. Nous eûmes plaisir à sentir un peuple naïf près de nous. » Charles Péguy n'est pas non plus insensible à cette foule défilant rue Saint-Antoine, au seuil de l'Université populaire de Deherme, le jour de l'inauguration du bronze du sculpteur Dalou, symbolisant le triomphe de la République.

Ainsi à la faveur de l'affaire Dreyfus, le peuple prend place dans l'univers mental des intellectuels. La participation aux réunions publiques fait sentir à ces derniers la vanité du discours s'il n'est pas relayé sur le terrain par l'action des militants ouvriers. L'Affaire fait percevoir le peuple comme l'agent historique capable d'impulser la nécessaire rénovation sociale.

Mais de quelle rénovation s'agit-il ? Lorsque Deherme propose LA COOPÉRATION DES IDÉES, œuvre de réconciliation des classes, d'enseignement mutuel et d'apaisement au moment où l'Affaire déchaîne les passions, où les bandes nationalistes et antisémites occupent le pavé de Paris et envahissent les couloirs de la Sorbonne, il est entendu par quelques dreyfusards libéraux — Daniel Halévy, Paul Desjardins — et par tous les intellectuels qui ont jusque-là conservés une stricte neutralité à l'image d'Anatole Leroy-Beaulieu (72). Dans ces soutiens

point d'Anatole France ni d'intellectuels proches du socialisme pour qui la rénovation sociale présente d'autres résonances et d'autres accents. L'affaire Dreyfus fait sortir de sa réserve un groupe social, jusque-là très éloigné de la chose publique. Il se retrouve en entier dans l'Université populaire pour y faire l'éducation du peuple. Mais l'éducation populaire n'est que prétexte à des interventions aux fins très divergentes : il y a ceux qui veulent aménager le régime républicain, ceux qui veulent soutenir la République bourgeoise en confortant l'ordre social, enfin ceux pour qui l'Université populaire est la promesse de la République sociale. Ces trois interprétations font toute la richesse, la diversité et l'ambiguïté du mouvement.

### 3. LA COOPÉRATION DES IDÉES, PREMIÈRE UNIVERSITÉ POPULAIRE

C'est sur ce fond d'affaire Dreyfus que le projet longuement caressé par Deherme prend forme.

La Société des Universités populaires est la première étape. En janvier 1899, Deherme lance un appel pour la constitution de cette société ; elle est destinée à aider la fondation d'Universités populaires dans toutes les grandes villes de France et d'abord à Paris. Quelques journaux reproduisent cet appel et la personnalité de Deherme fait le reste. Il est vrai que le modeste employé a fait une percée remarquable dans l'intelligentsia parisienne préoccupée des questions sociales. Au milieu de 1899, il est membre de la commission d'organisation du Congrès international de l'Enseignement des sciences sociales prévu à Paris en juillet 1900, au titre de directeur de LA COOPÉRATION DES IDÉES. Il voisine avec de nombreux professeurs d'Universités — Aulard, Bouglé, Bourgin, Buisson, Durkheim, Espinas, Charles Gide, Guernier, Raoul Jay, Lavis, Jules Leveille, Henry Michel, Georges Renard, Seignobos, Thaller, Truchy, Turgeon — et des membres de l'Institut — Arthur Giry, Eugène Muntz, Anatole Leroy-Beaulieu — (73).

Ce voisinage est bien utile ; l'appel est entendu, les adhésions affluent. Une première réunion privée est organisée dans l'après-midi du 27 février 1899 au 17, rue Paul-Bert. Elle réunit 70 à 80 personnes dont une dizaine de dames. Deherme, maître d'œuvre, donne lecture de lettres d'encouragement venues d'écrivains et de professeurs qui n'ont pu se déplacer. Le principe de la création d'Université populaire est adopté après la communication d'un rapport soulignant leur nécessité et l'utilité des différents services que rendra l'œuvre projetée. Un comité est aussitôt nommé pour préparer les statuts et trouver des ressources. Une liste de 50 noms est proposée et adoptée à l'exception de Barrès et de Zola, personnalités trop sensibles à certains épidermes.

Les personnes sollicitées sont les habitués de l'éducation populaire, celles qui ont répondu à l'enquête sur « l'Idéal de demain ». Un seul nom mérite l'attention, celui de Jaurès qui apparaît pour la première fois. Pressenti, il refusera de participer à la mise en œuvre de LA COOPÉRATION DES IDÉES.

Quinze jours plus tard, le dimanche 12 mars — La Coopération des Idées, Société des Universités populaires — est définitivement constituée. La présidence est confiée à Gabriel Séailles assisté du député de la Seine, le docteur Delbet et d'Henry Michel professeur à la Sorbonne, à la vice-présidence. Deherme est secrétaire général, l'institutrice Rouselle et les publicistes Mazel et Robert Dreyfus sont secrétaires adjoints ; Henri Gonet est trésorier et Rabut le seconde.

La Société se dote aussi d'un comité de propagande et d'un comité d'administration constitués d'une soixantaine de personnalités de l'Université, du monde des lettres, des arts, du journalisme. Ferdinand Buisson, Émile Duclaux, Charles Gide voisinent avec Anatole Leroy-Beaulieu. L'enseignement est représenté par Micouleau professeur de philosophie, Édouard Petit inspecteur général de l'Instruction publique, Dick May ou Pauline Kergomard. L'équipe de *L'Enclos* — Louis Lumet et Charles-Louis Philippe — côtoie le chantre de la poésie pour enfants et des lectures populaires Maurice Bouchor, l'écrivain anarchisant Lucien Descaves et le promoteur des Musées du soir Gustave Geffroy. Le monde des lettres et les publicistes sont nombreux : Henry Bauer, Henry Béranger, Charles Brun, Daniel Halévy, Paul-Armand Hirsch, Jules Lermina. Un seul représentant du monde du travail, Auguste Keüfer, secrétaire de la Fédération du Livre, membre du Conseil supérieur du Travail. Pas d'hommes politiques de premier plan ; aucun représentant notoire du socialisme. Cette absence est regrettée par Deherme.

« Jusqu'à présent les socialistes sont restés à l'écart. Pourquoi ? Est-ce parce que nous nous refusons à toute action électorale ? Leur place est cependant parmi nous » (74).

Il est vrai que les violentes attaques lancées par Deherme contre le socialisme parlementaire et les orientations qu'il donne à la Société ne peuvent que les détourner d'une entreprise investie par la bourgeoisie libérale, destinée à la collaboration de classes. Au-delà de cette absence et de cette orientation fondamentale, la composition des comités et l'œuvre de coopération des idées caractérisent parfaitement l'esprit de cette période par la diversité des opinions représentées : catholiques, protestants, libres penseurs, conservateurs ou libéraux. L'Affaire a décomposé les combinaisons, reconstitué des corps nouveaux, fait se côtoyer des individus, aux opinions politiques différentes qui se retrouvent autour des idées de justice, de vérité. Elle favorise des fractures au sein de chaque famille d'esprits et de chaque école de

pensée. Elle permet des glissements et des agrégations d'individus, étrangers et adversaires la veille. Comme toute crise elle a révélé des hommes à eux-mêmes, précipité des évolutions et entraîné une dérive vis-à-vis du milieu d'origine. Mais cette large représentation qui peut paraître une force se révélera très rapidement être une cause de faiblesse mortelle.

La presse fait un large écho à la Société. Lucien Descaves dans *L'Aurore* et Henry Béranger dans *La Dépêche de Toulouse* saluent le « réveil de l'énergie nationale » et la mise en chantier des futures « cathédrales de la démocratie ». L'objectif premier de la Société est de trouver des moyens financiers. Une souscription qui court de mars à décembre 1899 rapporte 26 500 francs. Il est difficile de saisir l'origine de ces contributions, les listes publiées dans la revue de Deherme ne mentionnant que les noms et les sommes données. Cependant les défenseurs de l'éducation populaire — Guieysse, Bouchor, Séailles, l'équipe de *l'Enclos* —, quelques banquiers et industriels — Goudchaux —, la communauté israélite participent généreusement à côté d'une masse de petits donateurs anonymes.

Avec l'argent collecté, la Société loue un local de 500 m<sup>2</sup>, un ancien café situé 157, faubourg Saint-Antoine en plein quartier du meuble. Les travaux d'aménagement commencent fin juin sous la direction de l'architecte Vinay et de Sylvain Pitt engagé comme secrétaire et animateur (75). Ce n'est pas une mince affaire : les professionnels — menuisiers, tapissiers, peintres — travaillent avec de nombreux bénévoles. Le local est simple. A l'entrée, un vestiaire puis la bibliothèque qu'il faut créer avec des rayonnages à poser, des livres à quêter, un service de prêt à installer. Un couloir latéral dessert toutes les autres salles : un salon de conversation avec un billard et des jeux divers, un musée du soir où les tableaux et dessins d'Alexandre Séon côtoient les œuvres des adhérents ; à côté, la salle des conférences, la salle de spectacle, de 300 à 400 places, aux murs tapissés d'un papier gris uni, avec dans un coin un piano à queue.

Après trois mois d'un dur labeur, l'inauguration, tant espérée par Deherme, est annoncée par affiches aux habitants du quartier pour le lundi 9 octobre. La veille, le comité visite, avec une satisfaction mêlée d'appréhension, le local où s'affairent les bénévoles pour les dernières retouches. Le jour venu, ce fut une réunion très mondaine. Une demi-heure avant le début de la séance, 500 personnes se pressent dans une salle trop petite pour satisfaire toutes les curiosités. Parmi les présents, des amis de l'œuvre, des « bourgeois » invités (77) ; Ferdinand Buisson, Frédéric Passy, le sénateur belge Lafontaine, Gustave Gefroy, Clemenceau, Edmond Thiaudière... ; « trop de rive gauche », pas assez de « faubourg ». La participation ouvrière est faible. Il est vrai que le jour choisi — un lundi — est peu propice et les travailleurs du quartier, en raison de l'heure avancée de la séance — 8 heures —, trouvent salle comble et n'ont rien entendu du discours chaleureux de



Gabriel Séailles au titre ambitieux « Éducation et Révolution » où il rappelle les projets du Comité et l'esprit parfaitement libéral dont il s'inspire : faire l'économie d'une révolution et d'une réaction en favorisant la concorde sociale. Ils n'ont rien entendu non plus du beau poème de Gregh, « La Maison du peuple », spécialement composé pour eux. Drôle d'inauguration en vérité où les principaux intéressés devront attendre le départ des bourgeois pour découvrir le lieu qui leur est destiné !

Ce premier détournement de l'œuvre laisse mal augurer de la suite. Pourtant l'inauguration connut un grand succès. Elle est très commentée, le plus souvent avec une sympathie qui étonne Deherme. Les grands journaux parisiens — *L'Aurore* sous la plume de Clemenceau, *La Petite République*, *Le Siècle* — ou provinciaux — *La Dépêche de Toulouse* — font un large écho à l'événement et cette publicité joue un rôle déterminant dans l'extension du mouvement.

En ce début d'octobre 1899, l'Université populaire semble bien partie. Et, sous une même appellation, chacun orientera l'œuvre selon sa sensibilité pour faire de l'éducation du peuple, raison d'être commune, un moyen de conservation sociale ou à l'opposé, une œuvre d'émancipation du monde du travail. De cette double interprétation naîtront toutes les difficultés.

## NOTES DU CHAPITRE PREMIER

(1) Son livre, *L'Afrique occidentale française. Action politique-Action économique-Action sociale*, Paris, Bloud, 1908, est couronné par l'Académie française et par la Société anti-esclavagiste de France.

(2) SÉAILLES (Gabriel), *La Coopération des Idées et les Universités populaires*, n° 7, *La Revue Bleue*, 12 août 1899, p. 193-201.

(3) Cette correspondance, très riche, est consultable à la Bibliothèque municipale de Roanne. Jules RAVATÉ (1875-1916) fonde l'Université populaire de Roanne en 1901. Sur la personnalité de Ravaté, cf. MAITRON (Jean), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, T. 15, Les Éditions ouvrières, 1977.

(4) Le catalogue général de la Librairie française fait naître DEHERME en 1867 à Paris. La notice biographique du Larousse du XX<sup>e</sup>, T. II, 1929, retient 1870 et Marseille. Une enquête auprès des Archives de l'État civil de cette ville n'a pas apporté de réponse définitive. Nous retenons cependant 1867 comme année de naissance, seule date compatible avec les activités ultérieures de DEHERME.

(5) *L'En Dehors*, n° 305, avril 1937.

(6) MAGADUR (Y), *L'évolution de l'opinion publique du faubourg Saint-Antoine, 1871-1914*, D.E.S., Paris, sd, 148 pages.

(7) DEHERME (Georges), *L'Union socialiste et la Fédération*, *La Révolution cosmopolite*, n° 3, 18-25 septembre 1886.

(8) Le premier numéro paraît en mai 1887. Une grande partie de la collection est à l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam.

(9) *L'Autonomie individuelle*, n° 1, mai 1887.

(10) Cf. *Paul Desjardins et les décades de Pontigny, Études, témoignages inédits*, Paris, P.U.F., 1964. Sur Charles GIDE (1847-1932), théoricien de la coopération, cf. *Charles Gide. Sa vie et son œuvre*, Paris, Recueil Sirey, 1933, 157 pages, et FATH (E.), *Charles Gide et le mouvement coopératif*, Maîtrise, Paris I, 1975.

(11) Sur l'évolution des anarchistes, MAITRON (Jean), *Le mouvement anarchiste en France, T. I, Des origines à 1914*, Paris, Maspero, 1975, p. 251-281.

(12) Le premier numéro paraît le 15 octobre 1894, neuf seront publiés jusqu'en juillet 1895.

(13) Gustave LE BON publie deux livres qui connaissent un grand succès. *Lois psychologiques de l'évolution des peuples*, Paris, Alcan, 1894, et *Psychologie des foules*, Paris, Alcan, 1895, seront réédités une dizaine de fois avant 1914. Sur la pensée de LE BON et de Gabriel TARDE, deux maîtres à penser de DEHERME, cf. MOSCOVICI ((Serge), *L'âge des foules. Un traité de psychologie des masses*, nouvelle édition, Bruxelles, édition Complexe, 1985.

(14) Bernard LAZARE (1865-1903), écrivain, journaliste aux sympathies libertaires, théoricien de l'art social, joue un rôle déterminant dans l'affaire Dreyfus, cf. GULLON (Jean), *Bernard Lazare*, thèse du 3<sup>e</sup> cycle, Université de Nice, 1967 ; WILSON (Nelly), *Bernard Lazare*, Paris, Albin Michel, 1985.

(15) DEHERME donne un dernier article pour l'Enquête sur la presse dans *La Revue naturaliste*, n° 4, mars 1900. D'autres revues, *La Trêve dieu* animée par Yves Berthou, *L'Idée libre* d'Émile BESNOS et le déjà très célèbre *Mercure de France* font une large publicité à DEHERME.

- (16) *La Coopération des Idées*, n° 29, juin 1898.
- (17) Cf. CHABOSEAU (Augustin), La première Université populaire, *Le Mouvement socialiste*, n° 93, 24 mai 1902, p. 978-982.
- (18) Jeanne WEILL (1860-1925), sœur de l'historien Georges WEILL, sociologue et romancière plus connue sous le nom de plume de Dick MAY, est au centre de plusieurs initiatives. Elle est à l'origine du Collège libre des sciences sociales créé en 1896, puis en 1900 de l'École des hautes études sociales. Très influente dans les milieux intellectuels parisiens, ses initiatives ne font pas l'unanimité. Émile DURKHEIM la qualifie de « farceuse » et la range dans la catégorie des « sociologues amateurs », nombreux à l'Université populaire ; sur l'École des hautes études sociales, PROCHASSON (Christophe). Sur l'environnement intellectuel de Georges SOREL : l'École des hautes études sociales (1899-1911), *Cahiers Georges Sorel*, n° 3, 1985, p. 16-38.
- (19) Cf. WEISZ (Georges), L'idéologie républicaine et les sciences sociales. Les durkheimiens et la chaire d'histoire d'économie sociale à la Sorbonne, *Revue française de sociologie*, n° 1, janvier-mars 1979, p. 83-112.
- (20) Madame DESPARMET-RUELLO, professeur à Lyon, conteste l'expression Université populaire car « l'enseignement supérieur ne peut pas se greffer sur les simples connaissances primaires enseignées en vue du certificat d'études ». *Annales de l'Université populaire lyonnaise*, n° 1, janvier 1900.
- (21) SÉAILLES (Gabriel), *La Coopération des Idées*, *op. cit.*
- (22) *La Coopération des Idées*, septembre 1898.
- (23) Cf. les rapports de l'Inspecteur général Édouard PETIT sur l'Éducation populaire publiés au *Journal officiel* ; sur les expériences « d'extension universitaire » voir la *Revue internationale de l'enseignement*, 1899-1900.
- (24) *La Coopération des Idées*, janvier, septembre 1898 ; SÉAILLES (Gabriel), *La Coopération des Idées*, *op. cit.*
- (25) SÉAILLES (Gabriel), *Éducation ou Révolution*, Paris, Armand Colin, 2<sup>e</sup> édition, 1914, p. 133-135.
- (26) CITRON (Suzanne), Enseignement secondaire et idéologie élitiste, *Le Mouvement social*, n° 96, 1976, p. 81-102.
- (27) HAYWARD (J. E. S.), The official social philosophy of the French Third Republic, « Léon Bourgeois and solidarism », *International Review of Social history*, vol. VI, 1961, part 1 ; c'est en 1896 que Léon BOURGEOIS publie « *Solidarité* », petit livre qui sert de base doctrinale à toute une génération de radicaux.
- (28) Pour une vue plus complète cf. REBÉRIOUX (Madeleine), Le socialisme français de 1871 à 1914 dans *Histoire générale du socialisme* (DROZ Jacques dir.), T. II, Paris, P.U.F., 1974.
- (29) Sur la coopération en général, voir l'ouvrage ancien mais indispensable de GAUMONT (Jean), *Histoire générale de la coopération en France, les idées et les faits, les hommes et les œuvres. T. 1 : Précurseurs et prémices, T. 2 : Formation et développement de l'institution coopérative moderne*, Paris, Fédération Nationale des Coopératives de Consommation, 1923-1924, 2 vol ; sur la coopération socialiste la thèse récente de VERDIER (Roger), *La longue marche de la Coopération de la verrerie ouvrière (1895) au pacte d'unité (1912)*, thèse de 3<sup>e</sup> cycle, E.H.E.S.S., 1981 ; sur l'école de Nîmes, voir les œuvres de Charles GIDE ; sur l'opposition entre les tendances, cf. DESROCHE (Henri), *Solidarités ouvrières. T. 1. Sociétaires et compagnons dans les associations coopératives (1821-1900)*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1981, p. 159-202.

(30) BRIVE (Marie-France), *La Verrerie ouvrière d'Albi, étude historique (1895-1914)*, thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Université de Toulouse II, 1980.

(31) REBÉRIOUX (Madeleine), *Jaurès et la classe ouvrière*, dans *Jaurès et la classe ouvrière*, Paris, Les Éditions ouvrières, collection Mouvement social, 1981, p. 13.

(32) Gaston GAGNIARD donne un compte rendu de cette enquête dans *Les Intellectuels et l'affaire Dreyfus*, *La Revue socialiste*, n° 172, avril 1899.

(33) Voir les nombreuses revues, les articles. La décadence est même un thème d'aspiration romanesque, cf. CITTI (Pierre), *Contre la décadence : un aspect de l'imagination française dans le roman de 1890 à 1914*, thèse d'État, Paris IV, 1982. Sur cet état d'esprit voir aussi CARASSUS (Émilien), *Le snobisme et les lettres françaises de Paul Bourget à Marcel Proust, 1884-1914*, Paris, Armand Colin, 1966, 647 pages; DIGEON (Claude), *La crise allemande de la pensée française 1870-1914*, Paris, P.U.F., 1959, 568 pages; *Décadence, Romantisme*, n° 42, 1983; *L'esprit de décadence*, I, Colloque de Nantes (21-24 avril) organisé par l'Institut des Lettres de l'Université de Nantes, Minard, coll. « La Thésothèque », n° 8, 1981.

(34) En 1900, le *Bulletin de l'Union* compte dans son comité de rédaction 7 membres de la Société des Universités populaires : Maurice BOUCHOR, Ferdinand BUISSON, DEHERME, KEÜFER, Henri PROVIN, SÉAILLES et Charles WAGNER. C'est le même vivier que celui de l'Université populaire.

(35) Maurice BOUCHOR (1855-1929), poète et journaliste socialiste, actif militant de l'éducation populaire fonde vers 1895 les Lectures populaires; sur la personnalité de Daniel HALÉVY, voir l'introduction d'Éric CAHM au livre de Daniel HALÉVY, *Péguy et les Cahiers de la Quinzaine*, Paris, Grasset, 1941, réédition Grasset, collection Pluriel, 1979.

(36) Cf. BRUHAT (Jean), Anticléricalisme et mouvement ouvrier en France avant 1914, Esquisse d'une problématique, dans *Christianisme et mouvement ouvrier*, Cahier Mouvement social, n° 1, Paris, Les Éditions ouvrières, 1975.

(37) HENRY (Michel), *La justice sociale de l'abbé Naudet, journal des intérêts démocratiques, 1893-1908*, D.E.S., Paris, 1961.

(38) CARON (Jeanne), *Le Sillon et la démocratie chrétienne, 1894-1900*, Paris, Plon, 1967, 799 pages.

(39) POULAT (Émile), Le catholicisme à la française, *Le Monde dimanche*, 8 février 1981.

(40) BAUBÉROT (Jean), L'évangélisation protestante et la classe ouvrière; les solidarités, dans *Christianisme et mouvement ouvrier*, op. cit., et également *Un christianisme profane? Royaume de Dieu, socialisme et modernité culturelle dans le périodique « chrétien social » L'Avant-Garde (1898-1911)*, Paris, P.U.F., 1978, 290 pages.

(41) HURET (Jules), *Enquête sur l'évolution littéraire*, Paris, Charpentier, 1891, 455 pages, réédition aux Éditions Thot, 1982.

(42) DECAUDIN (Michel), *La crise des valeurs symbolistes. Vingt ans de poésie française 1895-1914*, Toulouse, Privat, 1960, p. 55.

(43) Cf. AUBERY (Pierre), L'anarchisme des littérateurs au temps du symbolisme, *Le Mouvement social*, n° 69, 1969, p. 21-34; HERBERT (R. L.), Les artistes et l'anarchisme, *Le Mouvement social*, juillet-septembre 1961.

(44) *Entretiens politiques et littéraires*, avril 1892, cité par DRÖBER (Erich), *Les poètes français et l'esprit d'anarchie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*, thèse Lettres, Lyon II, 1977.



(45) Sur cette question, voir DURAND (Xavier), L'art social au théâtre : deux expériences (1893, 1897), *Le Mouvement social*, n° 91, 1975; SCOFFHAM-PEUFLY (Françoise), *Les problèmes de l'art social à travers les revues politico-littéraires en France, 1890-1896*, mémoire de maîtrise, Paris VIII.

(46) Cité par LACAZE-DUTHIERS (Gérard de), *C'était en 1900. Souvenirs et impressions, 1895-1905, T. 1 Les laideurs de la Belle époque*, Paris, imp. La Rucho ouvrière, 1956, p. 181.

(47) Le texte de cette conférence est publié dans le livre de JULLIARD (Jacques), *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Paris, Seuil, 1971, p. 502-518.

(48) *L'Enclos*, avril 1898.

(49) Sur les difficultés de ces écrivains, cf. CHARLE (Christophe), Champ littéraire et champ du pouvoir : les écrivains et l'Affaire Dreyfus, *Annales E.S.C.*, mars-avril 1977, p. 240-264.

(50) MAY (Dick), Quelques réflexions sur les Universités populaires, *La Revue socialiste*, n° 193 et 194, janvier et février 1901, p. 32-49, 165-184.

(51) *La Coopération des Idées*, octobre 1899.

(52) La bibliographie de l'Affaire est considérable. Une tentative de recensement a été faite par LIPSCHUTZ (Léon), *Une bibliographie dreyfusienne, essai de bibliographie thématique et analytique de l'affaire Dreyfus*, Paris, Société littéraire des Amis d'Émile Zola, Fasquelle, 1970, 104 pages ; de cet ensemble il faut ressortir l'ancienne, mais indispensable somme de REINACH (Joseph), *Histoire de l'Affaire Dreyfus*, Paris, La Revue Blanche, 1901-1911, 7 vol. ; pour une mise au point récente, l'introduction de Pierre VIDAL-NAQUET au livre d'Alfred DREYFUS, *Cinq années de ma vie*, réédité chez Maspero, 1982, et le livre de Jean-Denis BREDIN, *L'Affaire*, Julliard, 1983, 552 pages ; sur l'antisémitisme au temps de l'Affaire, WILSON (Stephen), *Ideology and Experience. Antisemitism in France at the Time of Dreyfus Affair*, London and Toronto, Fairley Dickinson University Press, Associated Univer Presses, 1982, 812 pages.

(53) *La Coopération des Idées*, octobre 1899.

(54) *Bulletin de l'Union pour l'action morale*, 15 décembre 1899.

(55) Sur la naissance du terme, BODIN (Louis), TOUCHARD (Jean), Les intellectuels dans la société française, *Revue française de science politique*, décembre 1959 ; IDT (Geneviève), L'intellectuel avant l'affaire Dreyfus, *Cahiers de lexicologie*, n° 2, 1969, p. 35-46 ; sur le milieu intellectuel, CHARLE (Christophe), *Intellectuels et élites en France (1880-1900)*, thèse d'État, Paris I, 2 tomes, II + 926 pages, 1985 ; pour une mise en perspective historique de l'engagement des intellectuels, ORY (Pascal), SIRINELLI (Jean-François), *Les Intellectuels en France, de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, A. COLIN, 1985, 264 pages.

(56) Cet engagement a été bien étudié : articles et colloques se sont multipliés sur la question. Parmi les dernières contributions citons MAYEUR (Jean-Marie), Les catholiques dreyfusards, *Revue historique*, n° 530, avril-juin 1979, p. 337-361 ; le colloque, Zola et la République publié dans *Les Cahiers Naturalistes*, n° 54, 1980, et celui sur *Les Écrivains et l'Affaire Dreyfus*. Actes du colloque organisé par le Centre Charles-Péguy et l'Université d'Orléans (LEROY Géraldi dir.), P.U.F., collection « Université d'Orléans », n° 2, 1983, 300 pages.

(57) RÉMOND (René), Les intellectuels et la politique, *Revue française de science politique*, op. cit.

(58) Propos rapportés par Paul LANGEVIN, dans son discours pour la commémoration de l'assassinat de Victor BASCH dans : *Victor Basch (1863-1944)*, Ligue des droits de l'homme, 1945.

(59) Sur la place des historiens, REBÉRIOUX (Madeleine), Histoire, historiens et dreyfusisme, *Revue historique*, avril-juin 1976, p. 407-432.

(60) FRAISSE (Simone), Lucien HERR, journaliste, *Le Mouvement social*, juillet-septembre 1975, p. 93-102.

(61) Sur l'état d'esprit qui animait les dreyfusards « de la veille », voir BLUM (Léon), *Souvenirs sur l'affaire*, Paris, Gallimard, 1935, réédition Gallimard, 1981, préface de Pascal ORY.

(62) Sur l'engagement d'Anatole France, GRECH (Fernand), *L'âge d'or*, souvenirs d'enfance et de jeunesse, Paris, Grasset, 1947, p. 291 ; REBÉRIOUX (Madeleine), ZOLA, JAURÈS et FRANCE : trois intellectuels devant l'Affaire, in *Colloque Zola et la République*, op. cit., p. 266-281 ; BANCQUART (Marie-Claire), *Anatole France polémiste*, Paris, A. G. Nizet, 1962, p. 325-459.

(63) JACKSON (A. B.), La Revue Blanche et l'affaire Dreyfus, *Revue des lettres modernes*, n° 35, 1958, p. 37-146.

(64) SMITH (Robert J.), L'atmosphère politique à l'École normale supérieure à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1973, p. 248-268.

(65) GRECH (Fernand), op. cit., p. 290 ; sur le personnel de l'Université, *Le Personnel de l'enseignement supérieur en France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, actes publiés par Christophe CHARLE et Régine FERRÉ, Paris, C.N.R.S., 1985.

(66) PONTY (Janine), La presse quotidienne et l'Affaire Dreyfus en 1898-1899. Essai de typologie, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1974, p. 193-220 ; pour s'opposer à l'antidreyfusisme de la presse, Émile TERQUEM fonde les *Journaux pour tous*.

(67) REBÉRIOUX (Madeleine), De l'affaire Dreyfus à la Ligue des droits de l'homme, *Le Monde*, 11 mai 1978.

(68) Cité par SIRINELLI (Jean-François), Les intellectuels de droite de Boulanger à Poujade, *Le Magazine littéraire*, n° 183, avril 1982.

(69) *Revue des Deux Mondes*, 15 mars 1898.

(70) HALÉVY (Daniel), *Essais sur le mouvement ouvrier*, Paris, Librairie Bellais, 1901, p. 292-295.

(71) Id., *Journal inédit* du 14 novembre 1897, cité par Éric CAHM, op. cit., p. 64.

(72) Cf. LE BEGUEC (Gilles), Zola repoussoir ? Les intellectuels libéraux et le refus du dreyfusisme, in *Colloque Zola et la République*, op. cit., p. 282-298.

(73) *La Revue socialiste*, n° 173, mai 1899.

(74) *La Coopération des Idées*, n° 48, juin 1899.

(75) Sur la personnalité de Sylvain PITT, cf. JAKUBEC (Doris), *Sylvain Pitt ou les avatars de la liberté*, Fribourg, Éditions universitaires, 1979.

(76) C'est le terme utilisé dans le compte rendu que donne le journal *Le Temps* dans son édition du 11 octobre, compte rendu qui ne fait par ailleurs aucune allusion au rôle joué par Deherme dans l'édification du faubourg Saint-Antoine.

## *L'émergence du mouvement : l'impulsion ouvrière*

Quelques chiffres permettent de saisir l'impulsion spectaculaire des premières années. Le nombre des Universités populaires tout d'abord — 15 à la fin de 1899, 116 en 1900, 124 en 1901 —, celui des effectifs ensuite — 50 000 adhérents à la fin de 1901 — chiffre respectable si l'on considère qu'à la même époque la C.G.T. n'en compte guère que le double. Essor prodigieux tant à Paris que dans les grandes villes de province qui fait dire à l'économiste Charles Gide, un fidèle de l'éducation populaire, que 1900 restera dans les mémoires l'année des Universités populaires et de l'Exposition universelle (1).

L'essor se mesure également à d'autres indices : ainsi les nombreuses communications aux divers congrès réunis pendant « l'Expo » attestent l'intérêt suscité (2). La toute jeune Société des Universités populaires, créée quelques mois plus tôt, est reconnue d'utilité publique grâce à l'aimable sollicitude de Pierre Baudin, ministre des Travaux publics. L'écho accordé par la presse est tout aussi significatif. Les journaux républicains et socialistes — *La Petite République*, *L'Aurore*, *La Lanterne* —, les journaux anarchistes — *Les Temps Nouveaux*, *Le Libertaire* — créent une rubrique Université populaire pour annoncer et rendre compte des conférences ou autres activités ; la presse de province ne reste pas à l'écart (3).

Vraiment en ce début du siècle il est bien difficile d'ignorer le phénomène Université populaire qui n'échappe même pas à l'effet de mode si l'on en croit un chroniqueur de l'époque :

« Le succès est tel qu'il conduit jusqu'au snobisme : l'on voit s'arrêter des équipages devant le modeste portail de la Coopération des Idées et des gens venir parler au faubourg Saint-Antoine en habit noir et en cravate blanche au sortir d'un bon dîner (4). »

Cette explosion n'était guère prévisible. Comment l'expliquer ? L'engagement des « intellectuels » ne suffit pas à lui donner une telle ampleur. Il y faut l'adhésion du mouvement ouvrier.

## 1. L'ADHÉSION OUVRIÈRE

### L'éviction de Georges Deherme

L'adhésion ouvrière à l'idée d'Université populaire est tardive. Pendant toute la période préparatoire, d'avril 1898 à octobre 1899, les chefs du mouvement ouvrier sont absents, à l'exemple de Jaurès qui refuse la sollicitation faite par Deherme. Ce retrait est confirmé par Eugène Fournière qui reconnaît dans *La Petite République* du 6 novembre 1899 que les socialistes ont pris le train en marche. Cet étrange silence traduit le malaise ressenti face à l'expérience Deherme tournée vers la collaboration de classe et la critique du socialisme. L'adhésion ouvrière suppose une clarification qui se fait dès la fin de 1899 avec la mise à l'écart de Deherme, très rapidement contesté dans son rôle dirigeant et dans son désir d'hégémonie sur l'ensemble des Universités populaires.

Le désaccord porte sur l'organisation du mouvement. Dès 1898, bien avant l'inauguration, Deherme formule des vœux pour la multiplication d'établissements semblables à LA COOPÉRATION DES IDÉES.

« Nous serions heureux de voir des hommes dévoués fonder des sections dans d'autres quartiers. Cela faciliterait considérablement notre tâche si dans chacun des quartiers laborieux de Paris on pouvait créer une de ces chambrées de coopération morale et intellectuelle, cela serait merveilleux ! Non pas seulement par l'action directe qui serait exercée sur la poignée des auditeurs assidus, mais surtout par celle beaucoup plus étendue et féconde que ceux-ci exerceraient sur leur entourage, à l'atelier, en famille, au syndicat, à la coopérative (5). »

Son souhait est rapidement exaucé. Fin 1898 à Montreuil-sous-Bois, lui-même et quelques intellectuels — Henri Mazel, le docteur Créé —, redonnent vie aux SOIRÉES OUVRIÈRES fondées vers 1895 par un groupe d'ouvriers qui, à l'initiative d'Émile Méreaux, se réunissent tous les samedis pour se former « à l'étude des différentes théories émises par les savants qui ont pour base de leur recherche l'observation expérimentale ».

A Paris, quelques employés de commerce — Paulis, Ducharne et Paillet — fondent L'ENSEIGNEMENT MUTUEL aux Batignolles. Pour avoir fréquenté la rue Paul-Bert, ils transposent les mêmes méthodes et orientations. C'est un échec dans un quartier peu favorable. D'autres groupes apparaissent pendant tout l'été 1899 à Passy, Montmartre, Montparnasse, rue Monge où est créée une annexe de la rue Paul-Bert, LA COOPÉRATION DES IDÉES, groupe B.



Dans plusieurs villes de province, l'expérience parisienne inspire. Camille Léger, professeur au lycée de Beauvais, fonde un Cercle laïque d'éducation morale dans le but « d'établir des liens d'amitié entre manuels et intellectuels ». Léger, membre de l'Union pour l'action morale, veut imiter Deherme et faire de Beauvais « la première ville de France à avoir son Université populaire (6) ».

A Rennes les contacts entre ouvriers et intellectuels remontent au mois d'octobre 1898, moment d'échange de salutations fraternelles entre délégués ouvriers et délégués universitaires venus assister à leur congrès respectif des Chambres syndicales et de la Ligue de l'enseignement. Victor Basch et quelques enseignants décident de poursuivre ce rapprochement. La rencontre à la Bourse du travail, endroit inhabituel pour des professeurs, avec Charles Bougot, puissante personnalité du syndicalisme rennais, est des plus cordiales. Décision est prise de faire toutes les quinzaines une conférence réservée en principe aux syndiqués, ouverte de fait à tous les ouvriers. Huit réunions sont organisées pendant l'hiver 1898-1899 : Basch parle de l'œuvre de Michelet, l'historien Henri Sée évoque la Révolution de 1848. Les dangers de l'alcoolisme, les questions d'hygiène ou les accidents du travail sont autant de thèmes soumis à la discussion des cent auditeurs régulièrement présents (7).

Un petit groupe d'étudiants socialistes de Montpellier, déjà en relation avec les ouvriers de la Bourse, sollicite vers 1898 quelques professeurs pour des causeries hebdomadaires. Le sociologue Célestin Bouglé, nouvellement promu dans cette ville répond favorablement et, lorsque l'inauguration de LA COOPÉRATION DES IDÉES aura porté sous les feux de l'actualité l'Université populaire, à Montpellier comme à Rennes, à Beauvais comme à Paris, des équipes déjà bien rodées par plusieurs mois de coexistence reprendront le flambeau allumé faubourg Saint-Antoine.

Dans cette multiplication tant espérée, LA FONDATION UNIVERSITAIRE DE BELLEVILLE fait œuvre originale (8). Inaugurée le 5 novembre 1899, elle s'inspire de l'exemple anglais d'extension universitaire, les « settlement's university » et le célèbre Toynbee Hall. Ces centres d'instruction dans les faubourgs des villes industrielles sont étroitement liés à l'université officielle qui fournit maîtres, livres, argent pour l'enseignement du noyau central de résidents.

A l'origine de LA FONDATION UNIVERSITAIRE DE BELLEVILLE, quelques étudiants de confession protestante, Jean de Schlumberger, Jacques Bardoux (9), lancent un appel fin 1898 pour la création d'un foyer dans un quartier réputé pour « l'intelligence de ses ouvriers ». Une importante publicité au printemps 1899 assure des adhésions, le soutien de nombreuses personnalités du monde universitaire — Jules Tannery, le philosophe Henri Bergson, Charles Gide — et la caution du Conseil de l'Université de Paris. Grâce aux fonds recueillis, un modeste pavillon est loué 151, rue de Belleville. Après les vacances, l'appui du

faubourg Saint-Antoine et de plusieurs associations relancent l'idée. L'entremise de Jean Baptiste Dumay, régisseur de la Bourse du travail et de Félix Fitsch, président de l'Union coopérative, permet le soutien de l'Égalitaire, coopérative du XIX<sup>e</sup>, et de l'Union ouvrière du même arrondissement. La distribution de 10 000 prospectus achève la propagande et le 5 novembre, Bardoux et Tannery prononcent les discours d'ouverture devant un parterre bien rempli.

L'originalité de LA FONDATION UNIVERSITAIRE DE BELLEVILLE est le résident, rouage essentiel du fonctionnement.

« Le groupe de résidents est formé soit par des étudiants qui veulent se mettre au courant de la question ouvrière, soit par des étudiants ou ouvriers étrangers qui désirent trouver à Paris une amicale hospitalité, soit par des ouvriers membres actifs de l'association depuis plus d'un an, admis par le comité exécutif et voulant entreprendre un travail déterminé. »

La Fondation offre une chambre ; en échange le résident s'engage à gérer et faire fonctionner le foyer. Présent tous les soirs, il assure le travail administratif, encaisse les cotisations ; c'est lui qui présente le conférencier ou le supplée en cas d'absence et fait le lien entre tous les membres. Le résident

« est cette figure bien connue et vite amie que nos camarades retrouvent chaque soir, que nos camarades connaissent pour la plupart. Il va voir ceux de nos adhérents qui sont malades ; il rencontre les autres ici ou là, à l'heure des repas, dans ses courses ; tel ou tel d'entre eux l'invite à venir causer chez lui. Il est l'âme de notre association ».

L'écrivain Pierre Hamp, un des premiers résidents a fort bien décrit ce rôle (10). Mais après deux années, LA FONDATION UNIVERSITAIRE DE BELLEVILLE — qui existera jusqu'en 1909 — renonce, faute de candidats. Mal logés, souvent seuls, bien peu de volontaires souhaitent tenter l'expérience.

Cette effervescence, ces initiatives, tant souhaitées par Deherme ne manquent pourtant pas de l'inquiéter. Fort de l'antériorité de LA COOPÉRATION DES IDÉES et de son rôle de pionnier, il est souhaité un développement plus harmonieux sous son entière direction avec l'ambition de faire du faubourg Saint-Antoine le centre dirigeant dont les autres groupes parisiens seraient des annexes. Dans ce projet, il n'oublie pas les universités de province rassemblées en une fédération contrôlée par lui-même. Cette volonté hégémonique est mal acceptée. Chaque groupe souhaite la plus grande autonomie possible permettant d'échapper à l'autoritarisme de Deherme.

L'éviction de Georges Deherme a une autre raison : beaucoup de fondateurs d'Universités populaires réproouvent sa condamnation du socialisme. Les programmes de la rue Paul-Bert montrent le peu

d'empressement des conférenciers socialistes et la *Revue Socialiste* ne ménage pas les critiques sur cette première expérience. Augustin Chaboseau reproche à LA COOPÉRATION DES IDÉES, l'éclectisme des sujets de conférences et la présence trop voyante de fonctionnaires et de littérateurs parmi les orateurs. Au-delà d'une certaine sympathie, il aspire à la fondation d'une autre œuvre où l'on démontrerait aux prolétaires que « toutes les sciences justifient le socialisme..., que toute l'histoire converge vers le socialisme... (11).

La condamnation virulente que Deherme porte au socialisme est ancienne, héritée de son passé anarchiste dont il conserve la phobie du parlementarisme. Dès le premier numéro de *La Coopération des Idées* de février 1896, il situe bien son champ d'intervention.

« Notre publication s'adresse tout particulièrement à l'élite prolétarienne aveuglée et corrompue par un socialisme de sentiments et d'appétits. Nous voulons éveiller les énergies latentes : celles qui s'ignorent et celles qui se dépensent en vain pour les rêves communistes et rétrogrades. »

Pendant quatre ans ce sera la même antienne. Son hostilité au socialisme parlementaire, sentiment largement partagé par les militants syndicaux, est sans nuances.

« En France le socialisme c'est l'inertie, la veulerie érigée en principe. Attendre les élections, attendre la révolution, rien d'autre à faire. »

Et Deherme de souhaiter

« moins de députés, d'électeurs et plus d'hommes, moins de politique, de violence et plus de dignité, moins d'agitation vaine et plus d'action consciente ».

Ces attaques n'empêchent pas l'attachement à un certain idéal socialiste :

« Si le socialisme abandonnait ses formules étroites, sa tactique électorale, son sectarisme incompréhensif, son fétichisme économique, son passivisme d'illuminés ou d'esclaves ; s'il était ce qu'il devait être : l'effort constant, l'organisation des volontés, la coordination des énergies, qui pourrait ayant une âme, n'être pas socialiste ? Qui ne le serait aujourd'hui avec Proudhon ou Malon ? »

La critique vise particulièrement le collectivisme et ses principaux représentants, Guesde, Lafargue et Vaillant. Deherme ne croit pas à la doctrine. Le concept de lutte de classe : « c'est de la phraséologie » dit-il. Jaurès, Fournière ou Gustave Rouanet sont épargnés et considérés comme l'élément énergétique, intelligent, humain et vivant du parti

socialiste. Mais cette distinction et les dénégations apportées à ceux qui l'accusent d'antisocialisme —

« Je tiens à déclarer tout d'abord que je n'ai et ne peut avoir aucun parti pris contre le socialisme. Prolétaire, je ne cherche pas à devenir un bourgeois, et je veux sincèrement de toutes mes forces l'émancipation complète du prolétariat » —

ne peuvent vaincre les préventions de ses détracteurs.

C'est en octobre 1899, juste après l'inauguration du faubourg Saint-Antoine que s'enclenche le processus qui mène à son éviction. Persuadé que le mouvement se développera autour de LA COOPÉRATION DES IDÉES, il propose sa revue comme organe de la Société des Universités populaires et abandonne la direction à un comité de rédaction. Mais dans la livraison de décembre, une note précise que

« contrairement à ce qui a été annoncé dans notre dernier numéro, *La Coopération des Idées* reste l'organe de l'Université populaire du faubourg Saint-Antoine, qui est autonome (12). »

Que s'est-il passé ? Une dernière polémique à propos de la brochure d'Edgard Milhaud, préfacée par Jaurès, sur « Le Congrès socialiste de Stuttgart » provoque des protestations au sein même de la Société des Universités populaires. Le jeune militant André Hesse reproche à Deherme de laisser croire que ses attaques contre le socialisme français viennent de toute la Société. Désormais l'action commune n'est plus possible. Cette ultime controverse convainc définitivement les socialistes du fossé qui les sépare de Deherme.

De son côté, il réproouve l'orientation des premières Universités populaires. L'inauguration du faubourg Saint-Antoine donne des idées et dans tous les quartiers de Paris les projets fleurissent, rarement conformes à la ligne Deherme. Les militants socialistes jusque-là réservés ne sont pas les derniers comme en témoigne l'ouverture de L'ÉMANCIPATION du XV<sup>e</sup> le 21 novembre : plus de 1 000 personnes sous la présidence d'Anatole France. La présence de Gabriel Séailles, Ferdinand Buisson, Eugène Fournière, Maurice Bouchor, Fernand Gregh, des plus grands artistes — Lucien Guitry, Georgette Leblanc, Jane Henri —, donne un éclat particulier à la fête. L'exposé de Paul Mantoux, sur les intentions et le programme de L'ÉMANCIPATION inquiète Deherme. L'orientation socialiste est évidente (13) et pour lui qui depuis plusieurs années vitupère le socialisme parlementaire et le collectivisme, un tel détournement de son œuvre est insupportable. Il démissionne de ses fonctions à la Société des Universités populaires. Il l'écrit à Jules Ravaté dans une lettre du 11 janvier 1900 :

« J'ai donné ma démission de secrétaire général de la Société des Universités populaires pour conserver notre autonomie au faubourg Saint-Antoine, autonomie par rapport à la hideuse politique. »



Quelques jours plus tard il confirme :

« La Société je crois a du plomb dans l'aile. En tout cas je ne m'en occupe plus. Je ne veux pas être un instrument pour un tas de jeunes arrivistes. »

La rupture est consommée le 28 février 1900 à l'assemblée générale constitutive de la Société pour l'enseignement supérieur populaire et l'éducation mutuelle (14). Deherme est nommé vice-président, titre honorifique accordé pour services rendus à la cause de l'éducation populaire, Charles Guieysse lui succède au secrétariat général tandis que Séailles assure la présidence. L'assemblée confirme deux orientations que ne voulait pas Deherme : l'autonomie des groupes et la référence à la laïcité, contraire à l'esprit de neutralité. Il ne jouera plus désormais de rôle dirigeant dans le mouvement mais ses initiatives et ses démêlés avec les adhérents de La Coopération des Idées ne le feront pas oublier.

### L'impératif pédagogique

L'adhésion ouvrière à l'Université populaire ne connaît aucune réserve. Elle confirme l'aspiration de la classe ouvrière à la culture. Mais de quelle culture s'agit-il ? Est-ce le désir d'une culture propre au monde du travail ou la volonté de partager les modèles culturels des classes supérieures, de s'aligner sur le comportement culturel des classes aisées et de mimer la bourgeoisie lettrée ?

La réponse n'est pas simple. Une chose est sûre cependant : le soutien à l'Université populaire témoigne d'une grande confiance dans la culture perçue comme un pouvoir pour ceux qui la détiennent et comme outil d'émancipation. Œuvre d'éducation, l'Université populaire ne pouvait que satisfaire les exigences éducatives qui courent dans tout le mouvement ouvrier. Libérés de la tutelle Deherme et de l'image conservatrice qui était sienne, les socialistes de toutes tendances — à l'exclusion des guesdistes —, les syndicalistes des Bourses du travail ou de la C.G.T., les anarchistes et les coopérateurs font de l'Université populaire une revendication ouvrière.

Cette adhésion ne peut se comprendre hors l'appréciation que porte le mouvement ouvrier sur l'éducation officielle. Au tournant du siècle, l'école laïque, gratuite et obligatoire, après vingt ans d'existence, figure en bonne place dans le cahier de doléances que le mouvement adresse à la République bourgeoise. Les griefs ne sont pas minces : l'école est accusée de conforter le patriotisme, de véhiculer un esprit chauvin et belliciste ; les manuels scolaires sont critiqués et l'enseignement inadapté — qui ne remet pas en cause les inégalités — est récusé (15). La tentation est alors grande d'avoir son propre système d'enseignement, d'autant plus que les critiques faites à l'école n'entament pas les

convictions profondément ancrées sur les vertus émancipatrices de l'éducation (16), les nombreux articles dans la presse ou les discussions de Congrès le confirment.

L'essor du mouvement ouvrier en cette fin de siècle donne en plus l'impression d'une force capable de pallier les insuffisances constatées. Un peu partout naissent des projets d'écoles parallèles qui remplaceraient l'école républicaine. Un exemple de ces constantes préoccupations est donné par les Bourses du travail et son secrétaire Fernand Pelloutier.

L'itinéraire de ce militant n'est plus à faire (17). Inutile d'y revenir sinon pour cerner au plus près son attitude face à l'expérience des Universités populaires.

A notre connaissance, Pelloutier n'a pas laissé de trace écrite permettant d'apprécier avec certitude son sentiment. Ce silence est-il un désaveu ? C'est l'interprétation de Jacques Julliard. Pour notre part, la place prépondérante prise par les Bourses du travail dans le mouvement, de même que la participation de Pelloutier à la première expérience de la rue Paul-Bert, laissent à penser qu'il jugeait avec embarras l'Université populaire. Au débit de celle-ci, il peut inscrire sans conteste l'orientation de collaboration de classe que lui donne Deherme. A son crédit, une volonté de valoriser l'individu qui rejoint toute son action au secrétariat de la Fédération des Bourses où pendant six ans, de 1895 à 1901, il ne cesse de faire de l'éducation — « instruire pour révolter », « la culture de soi-même » lui sont deux formules chères —, sa constante préoccupation : cette éducation doit accoucher d'hommes fiers et libres.

Pelloutier figure même de précurseur. Dans *L'Enclos* où il tient la rubrique sociale en 1895-1896, il présente la Bourse du travail comme le noyau de cette société équitable tant souhaitée, comme la cellule de l'organisation sociale, formule très proche de celle de Deherme qui fait de l'Université populaire le noyau vivant de la future société. Il fait siennes les théories de l'art social dont le but avoué est de faire partager l'art à tout le peuple. Dans sa conférence « L'Art et la Révolte » du 30 mai 1896, il appelle au rapprochement des intellectuels et des ouvriers. Cet appel est reformulé quelques jours plus tard lorsqu'il expose son projet d'Institut populaire qui emprunte largement à l'Université Nouvelle belge où, comme à Bruxelles, seraient professées l'économie sociale, l'art indépendant, les sciences physiques et naturelles. L'Institut populaire

« apprendrait à ses membres que toute connaissance, toute découverte, en art comme en science, doivent être le profit commun et augmenter les matérielles et intellectuelles satisfactions » (18).

L'invitation aux intellectuels de rejoindre les ouvriers afin de réaliser cet objectif est sans ambiguïté. Tous ceux qui veulent joindre au

communisme du pain le communisme de l'art n'attendent plus « que l'obole des exploités de la plume, en révolte contre les servitudes sociales ». Nécessité de l'éducation, appel à la collaboration des intellectuels, comment ne pas reconnaître dans l'Institut populaire de 1896 l'ébauche de l'Université populaire de 1899.

*L'Enclos* ne donne qu'une faible portée aux propos de Pelloutier. Le secrétariat de la Fédération des Bourses lui offre une tribune bien plus vaste où il reprend et développe ses idées sur l'importance de l'éducation. Ne fait-il pas de l'enseignement un des quatre grands services de la Bourse du travail avec l'organisation de bibliothèques, d'une presse ouvrière, de cours professionnels et son projet mort-né de Musée du Travail ?

Le Congrès des Bourses répond en 1900 à l'enquête sur les compléments à donner aux cours professionnels et décide une action pour un enseignement primaire réservé aux enfants d'ouvriers, enseignement parallèle qui serait le complément des conférences éducatives décidées quelques années plus tôt (19). Ces recommandations du Congrès n'auront pas de suite mais elles sont le symptôme de préoccupations qui reparaîtront quelques années plus tard dans le projet d'écoles syndicales ; elles se manifestent dans l'immédiat par la création d'Universités populaires.

Cet impératif pédagogique n'est pas l'apanage des Bourses du travail. Il est partagé par tout le mouvement ouvrier (20) à l'image des anarchistes qui font de l'éducation un préalable à toute transformation sociale. L'idée d'une autre école est concrétisée par l'École libertaire, initiative des *Temps Nouveaux*, et par les Bibliothèques libertaires, version anarchiste des Universités populaires (21).

Le socialisme n'est pas absent avec les cercles d'études sociales et toutes les œuvres d'éducation post-scolaires. En cette fin de siècle cette exigence est personnifiée par Lucien Herr, grande figure du socialisme français, dont toute la vie est orientée vers la recherche d'outils capables de favoriser le travail d'éducation socialiste, priorité des priorités (23). La lutte sur le terrain intellectuel prendra des formes diverses. Les moyens seront la presse, la Société Nouvelle de Librairie et d'Édition, l'École socialiste inaugurée en décembre 1899 par un futur grand du socialisme, Léon Blum (24).

Cette exigence d'éducation prépare les initiatives ouvrières et l'entrée à l'Université populaire encouragée par l'approbation quasi unanime des principaux « leaders » du mouvement ouvrier.

## Une large approbation

Les encouragements viennent des plus grands du socialisme. Jean Allemane, leader du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, est à l'origine du RÉVEIL des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> arrondissements (25). Il est le premier à

ouvrir une Université populaire au début de février 1900. Une dizaine de militants se réunissent, discutent des statuts calqués sur ceux de L'ÉMANCIPATION de Grenelle, constituent un bureau provisoire. La publicité faite dans *Le Parti ouvrier* amène, huit jours plus tard, soixante adhésions où l'élément ouvrier domine nettement. Ce chiffre paraît suffisant pour clore la liste des membres fondateurs, adopter les statuts et écouter le soir même, Ernest Tarbouriech, professeur au Collège libre des sciences sociales, dans une conférence sur « L'enseignement populaire du droit ». L'Université populaire est bien née : 450 à 500 personnes assistent à l'inauguration du 4 mars dans une salle trop petite pour les 250 qui restent dans la cour. Le soutien d'Allemane ne se démentira pas : sa participation à plusieurs séances inaugurales, des articles flatteurs dans *Le Parti ouvrier* et les conférences qu'il donne ici et là sont des preuves tangibles de l'intérêt porté aux Universités populaires.

Le ministre du Commerce et de l'Industrie Alexandre Millerand, alors au faite de sa popularité dans le monde ouvrier, ne peut, par sa charge officielle, intervenir directement. Il participe seulement au comité de propagande créé en 1900 pour soutenir le projet de Palais du Peuple lancé par Deherme. Déchargé de son ministère, il « confère » à LA COOPÉRATION DES IDÉES en 1903 sur un thème qui lui est cher : l'association ouvrière. C'est l'occasion de rendre hommage à l'action opiniâtre de son ami Deherme.

Jean Jaurès, figure de proue incontestée du socialisme français, ne participe pas directement à la vie des Universités populaires. Quelques séances inaugurales bénéficient bien de sa présence mais nous n'avons trace de conférences faites par lui. Preuve d'un désintérêt ? Certes non, et Jaurès manifeste à plusieurs occasions une grande attention pour cette œuvre d'éducation populaire, en particulier lors du Congrès des Étudiants socialistes réunis à Paris du 20 au 22 septembre 1900.

Une demi-journée est consacrée à l'Université populaire. Cette séance de travail a été préparée par une enquête menée auprès des militants (26). Elle veut cerner l'histoire du mouvement déjà vieux d'un an, le fonctionnement de l'Université populaire, la nature de l'enseignement et les orientations générales, socialistes ou non. La discussion est vive mais l'unanimité est presque faite sur la nécessité pour les étudiants socialistes de participer. Seul Camille Polack, délégué de Paris, propose de délaissier les Universités populaires bourgeoises « accusées de fournir à un certain nombre de membres de la bourgeoisie un sport nouveau très smart ». Il veut créer des Universités populaires socialistes (27). Ce projet est combattu par Jaurès qui invite les congressistes à ne négliger aucun terrain de lutte et à entrer dans toutes les Universités populaires existantes. Finalement sur proposition de Jean Longuet et de André Hesse, le Congrès déclare :



« 1) Partout où une Université populaire se formera, socialiste ou non, il est du devoir des étudiants socialistes d'y entrer.

2) Partout où les ouvriers membres des Universités populaires seront assez conscients, il y a intérêt à ce que l'Université populaire soit une université socialiste.

3) Partout où une Université populaire sera créée dans un but hostile au socialisme, il y a intérêt et devoir à la combattre. »

Les deux premiers points sont adoptés à l'unanimité et le troisième sur proposition de Uhry, délégué de Paris, devient :

« les étudiants socialistes sont invités à pénétrer au besoin même dans les Universités populaires bourgeoises » (28).

Nous ignorons les effets de telles recommandations. Une chose est sûre : les vives discussions du Congrès attestent déjà d'une forte participation des étudiants socialistes et de l'intérêt de Jaurès. Mais alors pourquoi est-il si peu présent ?

Ces trois grands noms n'épuisent pas la liste des soutiens. Il faudrait y ajouter Gustave Hervé à Sens, René Viviani, les jeunes loups du socialisme que sont Hubert Lagardelle, Albert Thomas et bien d'autres...

L'enthousiasme des anarchistes n'est pas moins grand et leur participation est réelle au début du mouvement. Ernest Girault fonde beaucoup d'espoirs :

« Puisse-t-on comprendre le grand rôle de l'Université populaire, l'agrandir encore, le rendre plus révolutionnaire, libertaire même et ainsi le prolétariat possédera la plus grande puissance transformatrice du siècle qui commence » (29).

La presse ouvre largement ses colonnes. Charles Albert, André Girard, collaborateurs des *Temps Nouveaux*, justifient l'Université populaire par la nécessité de former l'esprit critique et d'entreprendre l'éducation du peuple. A Calais et Grenoble, les anarchistes sont les instigateurs de l'Université populaire et un peu partout les conférences faites par les compagnons sont nombreuses. Un exemple avec LA COOPÉRATION DES IDÉES où l'écrivain Han Ryner fait une série sur l'individualisme et son histoire ; il y côtoie Eugène Armand qui traite de la crise de l'anarchie, Charles Malato, Antoine Cyvoct...

Les diverses composantes syndicales, révolutionnaires ou réformistes, soutiennent l'expérience : Auguste Keüfer mais aussi Léon Jouhaux qui rappelle l'importance, dans son itinéraire militant, des conférences suivies dans sa prime jeunesse à Aubervilliers. Pierre Monatte fut même proposé au secrétariat de la Fédération des Universités populaires (30). Victor Griffuelhes fait des conférences à LA COOPÉRATION DES IDÉES du XI<sup>e</sup> et Georges Yvetot, successeur de

Pelloutier au secrétariat de la Fédération des Bourses, considère, en 1900, l'Université populaire comme une pépinière pour les syndicats.

« Que les Universités populaires, que les bibliothèques d'éducation libérale, après avoir fait des individus débarrassés de tous les préjugés..., deviennent des pépinières de militants, d'apôtres qui s'en iront dans toutes les organisations ouvrières » (31).

Un an plus tard, au IX<sup>e</sup> Congrès des Bourses, il encourage celles-ci à fonder des Universités populaires.

« Dans ces institutions d'enseignement populaire et d'éducation mutuelle, on étend non seulement le champ des connaissances humaines que tout travailleur doit posséder pour affranchir son cerveau des préjugés et des superstitions, mais encore on l'emploie à développer les énergies et les individualités, à constituer des esprits libres, des caractères indépendants ; en un mot, on y apprend à savoir et à vouloir. Ainsi l'Université populaire est un précieux auxiliaire de la Bourse du Travail. »

Yvetot engage les syndiqués qui profite quotidiennement des bienfaits des Universités populaires à s'en faire les propagandistes en insistant sur leur rôle dans la lutte contre l'alcoolisme, dans le développement de l'esprit de solidarité ou dans la mise en cause de la durée de la journée de travail. Elles sont utiles car elles complètent, par leurs cours d'instruction primaire supérieure, les cours professionnels des Bourses. Et de conclure :

« quelques-unes de nos Bourses du Travail ont déjà créé des Universités populaires en leur sein. C'est très bien » (32).

La C.G.T. par son journal *La Voix du Peuple* annonce l'activité de quelques Universités populaires. La création de LA MUTUALITÉ de Corbeil-Essonnes est bien accueillie car elle permet de faire des hommes conscients. En 1902, dans une série d'articles sur l'éducation ouvrière, Louis Niel, secrétaire de la Bourse du Travail de Montpellier, recommande à tous les syndiqués

« de fréquenter et d'encourager tant qu'ils pourront les Universités populaires qui constituent à notre avis le meilleur complément direct des syndicats, tant cherché depuis quelque temps ».

Niel insiste sur l'influence positive chez les syndicalistes dont « les luttes ont revêtu tout à coup un caractère profondément digne et sérieux ». Quelques mois plus tard, Daniel Sieurin, typographe de tendance révolutionnaire, membre du RÉVEIL du 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> arrondissements, présente les réformes possibles pour l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière : à côté des revendications anciennes

sur le repos hebdomadaire, les logements ouvriers, la lutte contre le travail des femmes, l'alcoolisme, l'Université populaire, qui ne doit pas effrayer les syndiqués, figure en bonne place (33).

L'approbation ouvrière vient aussi du mouvement coopératif. L'Union coopérative de la rue Christine, dont Deherme est secrétaire en 1901, apporte un soutien sans réserve. La Chambre consultative des Associations ouvrières de production est également très attentive. Déjà en 1898, son journal *L'Association ouvrière* annonce le programme de la rue Paul-Bert, puis un an plus tard, l'inauguration du faubourg Saint-Antoine est saluée avec ferveur par Raphaël Barré. Au Congrès de 1900 des Associations ouvrières de production, il présente le mouvement naissant, formulant l'espoir qu'il sera capable de favoriser la « paix sociale » (34). La Bourse des coopératives socialistes n'est pas en reste. Son premier congrès national (7-10 juillet 1900) exprime le vœu que les sociétés coopératives apportent leur soutien aux Universités populaires. Et c'est Xavier Guillemin, secrétaire de la Bourse, qui fait la première conférence à LA SEMAILLE du XX<sup>e</sup> créée par un petit groupe de coopérateurs autour d'Henri Jullien, gendre de Paule Minck, Philippe Landrieu et du sociologue Marcel Mauss, trois membres de l'équipe du *Mouvement socialiste*.

Ainsi en cette année 1900, l'Université populaire fait presque l'unanimité dans le monde ouvrier. Cependant tous les actes d'encouragements socialistes, syndicaux ou coopératifs ne doivent pas abuser. L'attitude ouvrière ne se limite pas à la parole des chefs et on trouverait sans doute des appréciations contraires. Nous voulons quand même voir dans ces prises de positions favorables, un jugement positif qui se traduira sur le terrain par une floraison d'initiatives ouvrières.

## 2. UN ESSOR FULGURANT

### L'implantation

Entre 1899 et 1914, 222 Universités populaires sont créées : 38 à Paris, 31 en banlieue (35) et 153 dans les départements (36). Les premières années — fin 1899, 1900 et 1901 —, celles de l'essor, représentent près de 80 % des créations.

La distribution des Universités populaires est difficile d'interprétation. Elle suggère d'abord une implantation sociologique urbaine (37). L'Université populaire est un phénomène de grandes villes et de préfectures ; sur 60 villes de plus de 30 000 habitants au recensement de 1901, 12 seulement n'auront pas d'université. Cette localisation ne doit pas surprendre. C'est là que se rencontrent les éléments constitu-

tifs, l'ouvrier et l'employé pour l'auditoire et la petite bourgeoisie des professions libérales et des professeurs de lycée, les orateurs attitrés.

Cette prédominance urbaine c'est d'abord Paris, la banlieue et les communes limitrophes de Seine-et-Oise regroupant plus du tiers des créations.

A cela des raisons diverses. Paris présente la plus forte concentration d'ouvriers et d'intellectuels et chaque groupe veut son Université populaire. Daniel Halévy témoigne :

« Au temps de l'Affaire Dreyfus, le rendez-vous des dreyfusards libéraux est rue Paul Bert. La crise terminée, chacun se disperse et malgré les réticences de Deherme, les Universités populaires se multiplient. C'est avec nos Universités populaires que nous témoignâmes de notre individualisme : chaque quartier en 1899 voulut avoir la sienne, voire les siennes » (38).

Lui-même et quelques intellectuels — Maxime Leroy, André Spire — constituent le noyau de base de L'ENSEIGNEMENT MUTUEL du XVIII<sup>e</sup> avec un groupe d'ouvriers et d'employés : les frères Altayrac employés de librairie, les frères Gasbert graveurs, le contremaître Francillon, l'employé de commerce Bruneteaux et l'égoutier Koerling. D'abord installée rue Davy, elle se reconstitue fin 1899 et se transporte quartier de la Chapelle ; Hubert Lagardelle et l'anarchiste Libertad seront des conférenciers assidus.

La forte présence d'intellectuels et d'ouvriers n'explique pas tout : l'étendue de l'agglomération parisienne impose aussi la multiplication en un temps où le moyen de déplacement privilégié est la marche. Pour permettre à tous de participer, les arrondissements ont leur Université populaire, parfois deux ou plus. Les plus fortes densités sont dans le XVII<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> arrondissements qui compte chacun cinq créations : pour le premier, LE FOYER DU PEUPLE dans le quartier des Ternes, LA SEMEUSE, L'AUBE SOCIALE, LA COOPÉRATION DES IDÉES née dans la coopérative Le Foyer de la Ménagère et l'Université populaire de Batignolles. Pour le second, à L'ENSEIGNEMENT MUTUEL s'ajoutent L'ÉDUCATION SOCIALE, LA SOLIDARITÉ, L'IDÉE et HOLLANDIA. Le XI<sup>e</sup> arrondissement est également bien quadrillé. Les habitants du quartier peuvent choisir entre LA COOPÉRATION DES IDÉES, pionnière du mouvement, VOLTAIRE ou l'Université polonaise. Les quartiers ouvriers les ont multipliées — deux dans le X<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> — au contraire des arrondissements bourgeois : une seule dans le VII<sup>e</sup>, L'ÉGALITÉ créée en juin 1900 et une dans le VIII<sup>e</sup>, la dernière née qui disparaît rapidement après quelques mois de fonctionnement.

L'importance des distances est confirmée par une enquête de LA COOPÉRATION DES IDÉES sur l'origine géographique de ses adhérents. Elle révèle que 70 % d'entre eux viennent du proche voisinage avec moins d'une demi-heure de marche, maximum possible pour assister au



début des conférences sans prendre sur son temps de travail et trop entamer le temps de sommeil par un long trajet de retour (39).

Les divergences idéologiques provoquent scissions et créations : c'est d'elles que naissent VOLTAIRE et l'Université populaire DIDEROT d'un différend avec Deherme. La militante socialiste, Barré, secrétaire à L'IDÉAL SOCIAL lui rappelle qu'elle a fréquenté assidûment la rue Paul-Bert comme beaucoup de fondateurs. Mais le désaccord sur les moyens pour parvenir à l'émancipation morale et intellectuelle du prolétariat l'oblige à créer son Université populaire, hébergée dans les locaux de L'Alliance communiste.

En province l'unicité est la règle. Seules quelques grandes villes font exception. L'Université populaire lyonnaise créée par la directrice du lycée de jeunes filles, Desparmet-Ruello, a plusieurs sections : la Croix-Rousse, la Guillotière (40). Marseille, Toulon, possèdent trois universités et à Limoges la maison mère essaime dans différents quartiers ; même situation à Lorient, Reims ou Tours.

La distribution des Universités populaires révèle un lien étroit entre implantation et centres ouvriers à l'exemple du département de la Loire, alors en pleine expansion industrielle (41), qui compte quatre universités : Roanne, Saint-Étienne, Le Chambon-Feugerolles et Firminy. Ce lien semble opératoire pour tout le Nord-Est où le département de l'Aisne a quatre Universités populaires — Laon, Saint-Quentin, Soissons, Château-Thierry — et la Marne, sorte de record, six unités : Châlons-sur-Marne, Sainte-Ménéhould, Reims, Suippes, Épernay, Vitry-le-François.

En opposition certaines zones semblent étrangement désertes : le Limousin est de celles-là. Faut-il évoquer l'archaïsme culturel, trait dominant du Massif Central au XIX<sup>e</sup> siècle ? (42) Même absence pour l'Est des Pyrénées qui tranche nettement avec l'Ouest. Il est difficile d'avancer une explication générale. Il suffit parfois d'un pionnier, d'un défricheur pour que les Universités populaires se multiplient. Tout le Sud-Ouest a bénéficié de l'exemple de l'université de Tarbes et de l'inlassable activité de son président Émile Recejac.

Comment expliquer le vide que représentent les départements de l'Aude, la Lozère, l'Aveyron comparé à la floraison de l'Hérault, du Gard et de l'Ardèche ? Est-ce dans ces trois départements la forte imprégnation protestante, valable aussi pour les Deux-Sèvres et le Poitou où entre Niort et Poitiers, Brioux-sur-Boutonne, Civray et Chey doivent beaucoup à l'initiative des pasteurs ?

L'implantation idéologique est aussi à retenir en particulier pour l'Ouest où le nombre d'universités est sans commune mesure avec l'influence de la classe ouvrière. L'université recouvre alors les vieilles oppositions politiques et culturelles dans des régions de vifs affrontements entre les « forces du passé » et celles du présent (43).

Cette mise à plat de l'implantation ne rend pas compte de la frénésie

des créations. Comment mieux l'exprimer qu'en citant la longue liste des inaugurations parisiennes ? Après LA COOPÉRATION DES IDÉES, c'est L'ÉMANCIPATION du XV<sup>e</sup> qui ouvre la série le 21 novembre 1899, suivie quelques jours plus tard de L'ENSEIGNEMENT MUTUEL du XVIII<sup>e</sup>, de L'UNION POPULAIRE du XIV<sup>e</sup> ; l'année se termine avec LE FOYER DU PEUPLE du XVII<sup>e</sup>. La pause de janvier — seules L'UNION MOUFFETARD du V<sup>e</sup> et LA COOPÉRATION DES IDÉES du XVII<sup>e</sup> voient le jour — est vite compensée par les cinq inaugurations de février : LE RÉVEIL du I<sup>er</sup> et II<sup>e</sup> arrondissements, LA SOLIDARITÉ OUVRIÈRE du XIX<sup>e</sup>, L'IDÉAL SOCIAL du X<sup>e</sup>, LA SOLIDARITÉ du XIII<sup>e</sup> et LA FRATERNELLE du III<sup>e</sup>. Quel programme pour les Séailles, Anatole France, Charles Guieysse, préposés aux discours officiels !

Les premiers mois ont absorbé beaucoup d'énergie. Mars et avril sont plus calmes et n'ajoutent que L'AURORE du XVI<sup>e</sup>, inaugurée le 8 avril et L'ÉDUCATION SOCIALE du XVIII<sup>e</sup>, fondée par Madame Horace Weill et Albert Cahen, professeur de rhétorique à Louis-le-Grand, aidés par les députés socialistes de l'arrondissement Gustave Rouanet et Marcel Sembat, soutenus par Ferdinand Buisson et Eugène Fournière. L'appui de ces hommes politiques connus et appréciés des habitants du quartier permet le contact avec les coopératives et le syndicat des ouvriers du gaz. Le succès est assuré.

L'été est la période creuse, vacances obligent, celles des professeurs bien sûr. Seules LA SEMAILLE du XX<sup>e</sup> émanation du syndicat des mécaniciens, inaugurée le 22 juillet par Émile Duclaux et Maurice Bouchor et L'ÉGALITÉ du VII<sup>e</sup> résistent à la désertion des intellectuels.

L'automne ramène son lot de créations avec LA MAISON COMMUNE du XIX<sup>e</sup>, DIDEROT du XII<sup>e</sup>, LA MAISON RÉPUBLICAINE du X<sup>e</sup> et LE CONTRAT SOCIAL du XVI<sup>e</sup>.

En tout pour ces quinze premiers mois, vingt universités populaires soit la moitié de toutes les créations. 1900 est bien l'année des Universités populaires et 1901-1902, avec seulement VOLTAIRE du XI<sup>e</sup>, L'AUBE SOCIALE du XVII<sup>e</sup>, L'AUBE du IV<sup>e</sup>, L'ÉGALITÉ des IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> et l'Université populaire des Batignolles, figurent déjà les années creuses.

Le phénomène est identique pour les communes de banlieue. LES SOIRÉES OUVRIÈRES de Montréuil, « l'aïeule des Universités populaires », vieilles de quelques années retrouvent une seconde jeunesse. L'inauguration du faubourg Saint-Antoine donne un nouvel essor ; l'œuvre est réorganisée et Anatole France assisté de Gabriel Séailles inaugurent, le 7 janvier 1900, des locaux tout neufs 15, rue des Écoles. Cette réorganisation prélude à quinze créations en 1900 : L'ÉDUCATION MUTUELLE de Choisy-le-Roi, LA VÉRITÉ de Levallois-Perret, GERMINAL de Nanterre, LE PROGRÈS SOCIAL des Lilas, FLORÉAL d'Asnières, L'ÉMANCIPATION de Vincennes, L'ÈRE NOUVELLE de Courbevoie et de Vanves, LE TRAVAIL de Clichy, L'ESPRIT LIBRE de Boulogne, L'IDÉE de Puteaux, L'AVENIR de Colombes, L'ESSOR de Charenton, LA GERVAISIENNE du Pré-Saint-Gervais et LA CLAIRIÈRE de Saint-Denis.

En comparaison l'année 1901 avec seulement, L'IDÉE d'Alfortville, L'AURÔRE SOCIALE de Plaisance, L'EFFORT de Montrouge, SCIENCE ET TRAVAIL de Saint-Ouen, paraît bien pauvre.

Il est impossible de rappeler la liste complète des créations des départements. La différence essentielle avec Paris tient dans l'étalement : 47 créations en 1900, soit seulement 30 % contre plus de 50 % pour Paris et la banlieue et 1901, avec 34 nouvelles universités, n'est pas quantité négligeable.

Comment expliquer ce décalage ? Les difficultés retardent parfois la mise en route. A Calais, au Puy ou à Roanne, quinze ou dix-huit mois sont nécessaires avant que l'université soit réellement créée. Le noyau fondateur de Lorient juge qu'une année entière n'est pas trop pour remuer l'opinion, répandre l'idée et recruter les éléments de base.

L'émulation entre villes et la concurrence prolongent aussi le flux créateur. Forte de son succès, l'université de Rennes porte la bonne parole en diverses villes : trois professeurs aident à la formation de la Société d'instruction populaire de Saint-Brieuc, deux étudiants organisent une université à Saint-Servan et une demande d'assistance est faite par les ouvriers de Fougères.

Ce dédoublement des bonnes volontés, la découverte tardive de vocations pour l'éducation populaire prolongent dans les départements nombre de créations jusque dans les années 1910.

### Les initiatives ouvrières

Nous avons déjà souligné la forte approbation des « leaders » du mouvement ouvrier. Il faut étudier maintenant les réactions de la base.

L'Université populaire est une création d'intellectuels, c'est l'opinion la plus couramment admise. Or une étude attentive montre que les deux tiers des créations sont d'origine ouvrière. Bourses du travail, Coopératives, Syndicats, groupements politiques — anarchistes ou socialistes —, militants inorganisés, prennent une part essentielle dans la naissance des Universités populaires. Quelques exemples le démontrent à l'envi.

L'Université populaire naît souvent de la transformation d'une association déjà existante.

Il en est ainsi pour L'ÉMANCIPATION du XV<sup>e</sup>. A l'origine quelques ouvriers et employés, appartenant à divers groupements socialistes, se réunissent en avril 1899 pour fonder le groupe d'études sociales L'Émancipation. Émile Pataud, plus tard actif secrétaire du syndicat des industries électriques, le décorateur Georges Crépin et l'employé de commerce Pinac, sont convaincus de l'insuffisance de l'action politique pour affranchir le prolétariat. Il faut la conforter par l'action économique — coopérative et syndicale — et par l'action intellectuelle dans des

groupes d'éducation sociale mutuelle. Ils décident la création d'un tel groupe encouragés dans leur projet par un membre de la coopérative La Thémis, Lenoir, qui fait un compte rendu élogieux de l'inauguration de la Maison du Peuple de Bruxelles et de son action positive auprès de la classe ouvrière.

Les débuts de L'Émancipation sont modestes : quelques causeries faites par les membres du groupe suivies d'une libre discussion, un embryon de bibliothèque constituée de livres apportés par Charles Michel, comptable à la coopérative la Famille, sont les seules activités. L'adhésion de jeunes ouvriers conforte l'œuvre et en octobre 1899 L'Émancipation s'ouvre sur l'extérieur. Eugène Fournière, député socialiste de l'Aisne, actif militant de la coopération, fait une conférence sur « L'Idéal social ». C'est la dernière conférence du groupe d'études sociales ; en effet, l'inauguration du faubourg Saint-Antoine et de la Fondation universitaire de Belleville donne à quelques intellectuels — Marie Baertschi « la muse des Universités populaires » agrégée de l'enseignement secondaire de jeunes filles et Paul Grunbaum-Ballin — l'idée de transformer le groupe d'études sociales en université populaire, proposition favorablement accueillie. Les statuts sont rapidement élaborés ; le titre D'ÉMANCIPATION est conservé.

L'Université populaire se greffe souvent sur un rameau syndical ou coopératif.

Il en est ainsi pour L'ÉDUCATION MUTUELLE de Nancy, inaugurée dans les premiers jours de 1900 après quelques rencontres entre militants et intellectuels favorisées par des contacts déjà anciens. Dès 1898 la Fédération des Syndicats organise plusieurs conférences éducatives, seul moyen pour combattre la misère. C'est en ces termes qu'elle interpelle les lecteurs de son journal *L'Ouvrier de l'Est* :

« Si vous en avez assez d'être trompé et persécuté..., il faut que vous vous instruisiez politiquement et scientifiquement afin d'arriver à la possession des connaissances nécessaires au développement de toutes les intelligences et de toutes les facultés (44). »

Au début de 1899, un accord est signé avec la société d'instruction et d'éducation populaire — l'Union de la Jeunesse lorraine — pour organiser des conférences communes. Lorsqu'à la fin de l'année la Société des Universités populaires est créée le terrain est déjà bien préparé pour imiter l'exemple parisien.

En décembre la Fédération des Syndicats estime le moment venu de lancer une Université populaire, là où il n'en existe pas encore, dans le but d'affirmer la nécessaire solidarité qui devrait exister entre toutes les classes. La réunion préparatoire du 12 décembre regroupe 120 personnes sous la présidence du militant socialiste Perreau, président de l'Union de la Jeunesse lorraine et professeur à l'Université de Nancy, assisté de Jean Grillon, étudiant en droit, futur député et du secrétaire



de la Fédération des Syndicats ouvriers Ernest Lacaille. Les buts de la Société sont précisés — développer l'enseignement supérieur du peuple et l'éducation morale, sociale, mutuelle en France — ainsi que les conditions de fonctionnement. En moins d'un mois les fonds nécessaires sont recueillis, un local est loué rue de Montesquiou, agencé et inauguré. Il fallait faire vite pour devancer les cléricaux qui voulaient copier Deherme et le faubourg Saint-Antoine. L'ÉDUCATION MUTUELLE fonctionne dès le lendemain des fêtes de fin d'année.

A Nîmes, l'inauguration de LA COOPÉRATION DES IDÉES ne passe pas inaperçue. Déjà *L'Émancipation*, journal d'économie politique et sociale, porte-parole des coopérateurs de l'École de Nîmes, a salué avec enthousiasme l'expérience de la rue Paul-Bert. La Société d'éducation populaire nîmoise avec ses conférences d'économie sociale fut une Université populaire avant que LA COOPÉRATION DES IDÉES eût lancé le mot et la chose. Mais il fallait faire plus. Le 15 octobre, huit jours après la solennelle réunion du faubourg Saint-Antoine, Théodore Rancel, secrétaire de la Bourse du travail, évoque la possible création d'une Université populaire lors d'un discours de remises de prix aux élèves des cours professionnels. Existe-t-il meilleur moment pour associer formation professionnelle et culture générale ? Trois jours plus tard, le mercredi 18 octobre, Tholozan, secrétaire de la Société d'économie populaire convoque une réunion préparatoire pour l'organisation d'une Université populaire. Quarante personnes présentes montrent l'empressement et le bon vouloir général. Décision est alors prise de rencontrer la Bourse du travail et d'unir les efforts. La réunion commune du 25 octobre, rue Pavée au local de la Bourse, décide la création. La commission de douze membres chargée des statuts travaille très vite ; le soir même tout est près. Huit jours sont nécessaires pour régler les derniers détails, informer les militants, la population nîmoise et le mardi 31 octobre, c'est l'inauguration. La Société d'économie populaire se dissout dans l'œuvre nouvelle ; emporté par la chaleur de la réunion, Charles Gide, paraphrasant une formule célèbre, conclut : « La Société d'économie populaire est morte, vive l'Université populaire ». Trois semaines ont suffi, il est vrai que la nouvelle venue n'a guère rencontré d'obstacles (45).

Il en est de même pour L'ÉDUCATION MUTUELLE de Bourges. La Bourse du travail, fondée le 15 mars 1897, se préoccupe dès ses débuts d'offrir à ses adhérents la possibilité de s'informer, de s'instruire en créant un bulletin officiel dont le premier numéro paraît le 15 mars 1899. L'objectif est de publier

« tout ce qui pourra intéresser la classe ouvrière tant au point de vue du travail, qu'au point de vue de la littérature, de l'hygiène ».

Mais le bulletin se révèle vite insuffisant. En octobre 1899 des contacts épistolaires sont pris par le Conseil d'administration, à l'initiative de plusieurs syndicats ouvriers, avec Garnier, proviseur du

lycée, afin d'étudier la possibilité d'organiser des conférences à la Bourse pour « élever le niveau moral du travailleur en l'instruisant ». Pour emporter l'adhésion et atténuer les craintes, la lettre précise que cette pratique existe déjà dans plusieurs Bourses, Clermont-Ferrand, Rennes ou Toulouse, sur des sujets d'économie sociale, d'histoire de France, de littérature et de philosophie.

La rencontre avec le proviseur augure bien des suites de cette tentative de coopération intellectuelle mais des problèmes, avec l'administration universitaire et les conférenciers pressentis qui veulent faire seulement des conférences privées, retardent l'ouverture. Celle-ci a finalement lieu le 18 janvier 1900. Onze conférences sont données jusqu'au 29 mars. Le succès est encourageant ; Chartier, secrétaire de la Bourse, propose au comité d'administration d'aller plus loin :

« Dès le premier jour il fut entendu que les conférences ne seraient qu'un point de départ, la préface en quelque sorte d'une institution plus vaste et plus haute de l'Université populaire que nous aurions résolu de fonder en cette ville. »

Les habitants de Bourges se prononcent sur l'Université populaire aux élections municipales de 1900 car, fait unique, sa création est inscrite au programme électoral de la liste de concentration républicaine, élue au deuxième tour avec huit candidats de la Bourse du travail. Pendant l'été les réunions préparatoires se multiplient. Le 26 juillet, le conseil municipal, tous les corps de l'enseignement — inspecteurs et directrices d'école, professeurs de lycée, instituteurs du département —, les notabilités locales et le conseil d'administration de la Bourse adoptent à l'unanimité les statuts provisoires : Chartier est président et le conseiller général et municipal Gaston Cougny, secrétaire ; le siège social tout naturellement est à la mairie. Une ultime réunion, fin août, complète l'organisation et le 17 septembre l'Université populaire est définitivement fondée. Elle est inaugurée le 15 novembre.

Les exemples de Nîmes et de Bourges sont idylliques. L'Université populaire ne rencontre pas d'obstacles majeurs, elle profite d'un solide appui ouvrier et bénéficie, au moins à Bourges, de la compréhension d'une municipalité socialiste. Cette situation se retrouve à Tulle, Angoulême, Amiens, Épernay...

Dans ce soutien ouvrier une place particulière est à réserver aux coopératives : GERMINAL de Nanterre reçoit l'appui de La Ruche, L'ESPRIT LIBRE de Boulogne naît de la Maison du Peuple. La Revendication importante coopérative de consommation de Puteaux, est à l'origine de L'IDÉE. La coopérative apporte tout à la fois le local, les moyens financiers dégagés par les ventes et fournit les premiers adhérents.

S'il est difficile d'apprécier les influences respectives des corpora-

tions il semble cependant que les syndicats de mécaniciens — LA SEMAILLE du XX<sup>e</sup>, l'Université populaire de Tarbes — et surtout les syndicats du Livre aient joué un rôle très important : au Puy, Reims, Abbeville, Nîmes, les ouvriers du Livre sont en première ligne ainsi qu'à L'ÉMANCIPATION INTELLECTUELLE d'Épernay. L'idée de l'université sparnacienne revient à des ouvriers membres de la 94<sup>e</sup> section de la Fédération des travailleurs du Livre. Pour Camille Lowenguth il s'agit d'imiter l'exemple de quelques grands centres ouvriers. Grâce au soutien de l'Université populaire de Reims et des membres de l'enseignement L'ÉMANCIPATION INTELLECTUELLE est inaugurée en janvier 1901.

Cette forte présence des ouvriers du Livre s'explique par l'exercice d'un métier qui ne requiert pas seulement un savoir technique mais exige de grandes qualités artistiques et intellectuelles qui préparent tout naturellement ces travailleurs à l'Université populaire (47).

L'appui ouvrier n'est pas toujours suffisant pour assurer une naissance rapide ; des difficultés font parfois avorter les bonnes intentions.

Le projet de la Bourse de Perpignan n'aboutit pas pour des raisons non élucidées (48). Il en est de même pour la tentative de celle de Châteauroux (49). A Blois, l'hostilité du conseil municipal conduit à l'échec ; après quelques conférences en juillet 1900, la Bourse décide la création d'une Université populaire. Le conseil municipal « républicain », élu aux élections de 1900, hostile, retire le local et les subventions allouées jusque-là. Tenaces, les syndiqués reprennent l'idée en janvier 1901. Mais l'inspecteur d'académie, président du comité provisoire, pose une exigence très stricte : l'indépendance totale par rapport à la Bourse et un local différent. Il ne veut surtout pas que l'opinion blésoise considère l'Université populaire comme une œuvre socialiste et, suprême garantie contre les mauvaises interprétations, il veut adjoindre au comité d'initiative des personnalités dites « républicaines ». C'est trop d'exigences ! les ouvriers refusent d'être séparés de la Bourse. Il n'y a pas accord et l'Université populaire est abandonnée (50).

Les difficultés viennent parfois des « intellectuels » et des réticences de l'administration universitaire. Il en est ainsi pour LA COOPÉRATION DES IDÉES de Roanne. L'ouvrier tisseur Jules Ravaté, actif militant syndical, réunit chez lui dès octobre 1896, quelques amis pour des lectures communes. Vers cette période il entre en relation avec Deherme qui l'entretient de son projet de la rue Paul-Bert. Ravaté copie l'exemple parisien et organise quelques conférences. Soucieux d'efficacité, il écrit en novembre 1899 à Jules Thomas, professeur du lycée, pour l'interroger sur leur bien-fondé.

« Est-ce suffisant, ces réunions dans différents quartiers à un mois de distance pour élever la mentalité sociale ? Je ne le crois pas. N'y aurait-il

pas à créer à Roanne un lieu fixe de réunions où le peuple, les hommes de bonne volonté se coudoieraient, pratiqueraient la solidarité en augmentant leurs connaissances et par conséquent, se prépareraient à la pratique de la liberté? En un mot, ne pourrait-on établir une sorte d'Université populaire sur le modèle de celle qui existe à Paris. Je crois que oui, mais moins grandiose parce que nous disposerions de moyens plus restreints. »

Et Ravaté de conclure : « il faut l'union entre les intellectuels et le peuple ». Jules Thomas semble d'accord si l'on en croit sa réponse du 4 décembre 1899 : « C'est un rêve qui m'occupe depuis le moment où je suis arrivé ici. » Un rendez-vous est pris au début de janvier 1900 pour une première réunion où professeurs, instituteurs et ouvriers élaborent un projet et forment le bureau. La seconde n'a pas lieu : les membres enseignants après des pressions universitaires et administratives se retirent. Cette défection ne décourage pas les énergies. Ravaté s'obstine et crée à l'automne 1900 une annexe de LA COOPÉRATION DES IDÉES de Paris. Mais des oppositions au sein du comité ouvrier font avorter la tentative. Finalement, l'idée, reprise en mars 1901, aboutira à l'ouverture de LA COOPÉRATION DES IDÉES (51).

Les questions locales ne sont pas seules à contrarier les créations. LA MUTUALITÉ INTELLECTUELLE de Saint-Quentin devait ouvrir en mars 1900 à la veille des élections municipales. Pour ne pas apparaître comme une officine électorale les promoteurs retardent la mise en route ; même scrupule pour L'UNION populaire de Tours.

La volonté de succès amène les responsables du Puy à différer la création. Dans cette ville ce n'est qu'après deux années de probation que l'Université populaire est officiellement fondée. Les responsables veulent réunir au préalable deux conditions : conduire les esprits à l'habitude de la pensée, de la discussion, de la récréation en commun et habituer les auditeurs aux conférenciers et réciproquement. Quand la confiance sera là, l'Université populaire sera fondée.

La création se heurte enfin à l'hostilité patronale soutenue par les organisations syndicales « jaunes » (52). C'est le cas pour Le Creusot. La militante socialiste Barré, fondatrice de L'IDÉAL SOCIAL du X<sup>e</sup>, réclame pour cette ville une Université populaire pour faire pièce au pouvoir des grandes familles mais elle reconnaît les difficultés d'une entreprise qui n'aboutira pas (53).

Tous ces exemples révèlent la diversité des situations qui président à la naissance de ces universités sorties du giron ouvrier. Mais au-delà des différences, le point commun est la recherche de la collaboration des intellectuels.



## Le soutien des intellectuels

La forte présence ouvrière ne doit pas faire oublier la participation active des intellectuels qui apportent un soutien permettant à l'Université populaire de vivre. Lorsqu'ils s'abstiennent — à la Fraternelle du III<sup>e</sup>, Valréas ou à Calais — l'échec ne tarde pas.

L'essor des premiers mois doit beaucoup aux groupements que sont la Ligue des droits de l'homme, la Ligue de l'enseignement, l'Union pour l'action morale, l'Union démocratique pour l'action sociale, les Loges maçonniques, la Libre pensée, viviers communs de tous les intellectuels, des notables locaux ou des professions libérales qui se retrouvent dans l'Université populaire.

L'UNION MOUFFETARD, inaugurée le 20 janvier 1900, est l'exemple type d'initiative intellectuelle. Dès février 1898, Bourrette, secrétaire d'administration au lycée Condorcet et Pujol, tous deux membres de la Croix Bleue, société antialcoolique d'inspiration protestante, créent, rue Monge, une salle de lectures et de conversations dans un local prêté par une société de conférences présidée par le pasteur Couve. Deux fois par semaine, le mardi et le jeudi, une trentaine de personnes — ouvriers, employés, étudiants — se réunissent pour lire, étudier ou jouer aux échecs. En novembre 1899 le groupe devient une annexe de LA COOPÉRATION DES IDÉES mais la dépendance à l'égard de Deherme est très pesante. Bourrette aspire à l'autonomie. Il apprend que des étudiants de l'École normale supérieure, soutenus par les enseignants, veulent créer une Université populaire. Des contacts sont noués. Un comité de propagande de 29 membres est formé, véritable « Gotha » du monde des lettres et de l'enseignement. Anatole France voisine avec les historiens Lavissee, Seignobos, Aulard et Gabriel Monod; le philosophe Bergson côtoie les fidèles de l'éducation populaire Séailles, Bouchor, Duclaux, Ferdinand Buisson. Tous apportent leur autorité morale à cette initiative. En parallèle le comité d'organisation fort de 33 membres compte 6 ouvriers, 7 étudiants de l'École normale supérieure, 3 de la Faculté de Droit, les autres étant enseignants, médecins ou avocats. Cette forte majorité d'enseignants et d'étudiants fait dire dans le « Tout-Paris » que L'UNION MOUFFETARD est « l'école d'application de l'E.N.S. ».

La participation des normaliens se retrouve dans plusieurs villes de province où d'anciens pensionnaires de la rue d'Ulm sont les chevilles ouvrières des Universités populaires : René Litalien à Brest, Célestin Bouglé à Montpellier, Félicien Challaye à Laval, Paul Crouzet à Toulouse, Léon Rosenthal à Dijon...

La participation étudiante traduit une préoccupation commune à toute la jeunesse des écoles. Nous avons déjà mentionné l'intérêt des étudiants socialistes pour les Universités populaires. Les étudiants

libéraux ne sont pas absents du mouvement. L'Association générale des étudiants de Paris, en son comité du 10 février 1900, décide d'interrompre les causeries faites dans un quartier populaire, rue de l'Arbalète. L'échec de l'entreprise — le public ouvrier ne s'est pas déplacé — n'entame pas la volonté de ces jeunes gens d'œuvrer pour l'éducation populaire. Après consultation des aînés, Bouchor et Duclaux, ils conviennent d'une Université populaire pour l'automne 1900. Le projet restera lettre morte (54).

A Dijon, des professeurs du lycée — Cestre, Labouesse, Malye, Rosenthal — soutenus par un avocat — de Berault — et par deux préparateurs de la Faculté des sciences — Roy et Terre — organisent quelques conférences en octobre 1899. Pour garantir le succès, ils contactent à la Bourse du travail Henri Barabant, employé de chemin de fer, futur maire socialiste, qui assure le relais et facilite les rapports entre les intellectuels et des ouvriers très méfiants sur les intentions de ces professeurs.

Dans la ville de Châlons-sur-Marne, Jules Payot, inspecteur d'académie et deux professeurs de philosophie — Louis Flot et Gérard — sont favorablement impressionnés par l'inauguration du faubourg Saint-Antoine. L'idée d'une Université populaire pour compléter la série de conférences faites depuis le printemps 1899 est soumise aux ouvriers de la Bourse enthousiasmés par cette proposition. Un appel est lancé immédiatement : 150 adhérents s'inscrivent dès la première heure et Jules Payot inaugure LA SOLIDARITÉ, œuvre nouvelle d'inspiration résolument républicaine, fin octobre 1899.

Plusieurs sections locales de la Ligue des droits de l'homme sont à la pointe du mouvement (55). A Rouen c'est le secrétaire, Adeline, qui lance le projet par une demande de renseignements auprès de Deherme et Achille Lefort cumule les présidences de LA COOPÉRATION DES IDÉES et de la Ligue des droits de l'homme.

Quelques membres des sections locales de Vitry-le-François — Ligue des droits de l'homme, groupe d'études sociales, Loge maçonnique — suivent l'exemple de Paris et redonnent vie à des cours et conférences qui existaient depuis l'hiver 1900. L'UNION POPULAIRE de Tours naît d'un comité d'initiative formé au sein de la loge « Les Persévérants » ; il reçoit le soutien de quelques personnalités républicaines, de la Bourse du travail en la personne de son secrétaire Pommier, de professeurs du lycée Descartes. Après une première réunion le 20 juillet 1900, l'initiative, soutenue par le journal local *La Dépêche*, se développe dans l'indifférence de la bourgeoisie tourangelle. Mais cela n'empêche pas l'inauguration le 28 octobre au théâtre municipal où 2 000 personnes applaudissent Ferdinand Buisson chargé du discours de circonstance. L'influence de la maçonnerie se retrouve à l'Université populaire DIDEROT du XII<sup>e</sup> arrondissement, L'UNION POPULAIRE du XIV<sup>e</sup> ou L'ÉMANCIPATION de Vincennes.

L'école primaire n'est pas absente. A Vierzon c'est le directeur d'école, Réau, déjà créateur de plusieurs sociétés d'enseignement qui veut fonder une Université populaire. Les associations amicales d'anciens élèves d'écoles primaires, les Petites A, appellation familière, ne restent pas à l'écart. C'est à leur initiative que naît LE FOYER DU PEUPLE de Toulouse. L'appui de diverses associations — Ligue de l'enseignement, Ligue antialcoolique, Ligue de moralité publique, Ligue des droits de l'homme, Caisse des Écoles —, le soutien de l'Union des syndicats ouvriers (56), de *La Dépêche* puissant journal régional, font le reste. LE FOYER DU PEUPLE ouvre ses portes à l'automne 1900. L'Université populaire de Moulins et de Saint-Étienne sont aussi redevables aux amicales d'anciens élèves.

Dans ces initiatives qualifiées d'intellectuelles, les professions libérales — médecins, avocats — sont très présentes. A Crest dans la Drôme, Laon et au Cateau dans le Nord, les médecins sont en pointe, symbole d'une place toute nouvelle dans la société française liée au prestige d'une médecine en plein essor.

Ces multiples exemples illustrent le processus conduisant à la création de l'Université populaire, née de la convergence d'intérêts venus de divers horizons et de la rencontre obligée des ouvriers et des intellectuels. L'important maintenant est de vivre ensemble.

### 3. OUVRIERS ET INTELLECTUELS. LE DIFFICILE ÉQUILIBRE

#### L'organisation

La vie officielle de l'Université populaire commence dans l'allégresse de la séance inaugurale, moment important pour la nouvelle association permettant de la faire connaître dans la ville. Elle suscite un réel engouement : 1 500 personnes à Tarbes, 1 000 à L'ÉMANCIPATION du XV<sup>e</sup> ainsi qu'à LA MAISON COMMUNE du XIX<sup>e</sup>, 1 200 à Reims, 2 000 à Tours, 800 à L'ÉMANCIPATION INTELLECTUELLE d'Épernay. Et ces chiffres ne prennent pas en compte tous les mécontents qui n'ont pas pu trouver place dans des salles trop petites pour satisfaire tous les curieux.

Toute la ville en parle. Les journaux républicains favorables à l'œuvre nouvelle font un large écho à l'événement, à l'exemple du *Réveil de la Marne* qui apporte un soutien sans réserve à l'Université populaire d'Épernay. Il annonce le 15 janvier 1901 que

« dans une courte conférence, Monsieur Allard, notre sympathique inspecteur primaire exposera l'organisation et le but de l'Université

populaire... Il montrera que c'est un foyer de vie intellectuelle et une école de solidarité ».

Puis le jour venu le journal donne un compte rendu fort élogieux de la manifestation.

L'inauguration est préparée avec un soin minutieux et la recherche d'un éclat maximum. L'ÉDUCATION MUTUELLE du Mans envoie des cartons d'invitation à tous les notables locaux qui ont leur place réservée au premier rang du théâtre municipal. La solennité de l'événement est renforcée par la présidence du député de la Sarthe, d'Estournelles de Constant. Dans toutes les villes les personnalités sont sollicitées : Granet, préfet des Alpes-Maritimes, est présent à la conférence inaugurale de l'université de Nice le 5 décembre 1901. A Épernay, le sous-préfet Hardy, le député Peignot, le maire Fleuricourt et ses deux adjoints Évrard et Bonnet, l'inspecteur du travail Razous, les professeurs de collège, les instituteurs et institutrices, sont aimablement invités ainsi que les présidents des sociétés amies.

Paris n'échappe pas à la règle. Tous les proches de l'éducation populaire sont là : Buisson, Bouchor, France, Guieysse ainsi que tous les grands noms de la politique, Jaurès, Allemane, Clemenceau...

Le rituel de ces séances ne varie guère : après la conférence d'usage sur les buts du mouvement, les espoirs mis dans l'Université populaire, place est faite aux divertissements. Les Troyens inaugurent L'ÉDUCATION SOCIALE le 15 octobre 1901. Discours de Maurice Bouchor suivi d'une partie littéraire et musicale, avec au programme *La Muse et l'ouvrier*, *Ruy Blas*, *l'Article 330* de Courteline joué par les artistes du Théâtre municipal de Marguerite Nathan du Conservatoire de Paris. Bouchor interprète quelques chants pour clore une bien belle soirée qui restera dans les mémoires.

Il est bien difficile de cerner exactement ce qui attire le public : l'intérêt pour l'œuvre nouvelle, la curiosité pour un orateur célèbre ou le simple désir de se distraire à l'écoute d'une pièce inédite ? Peu importe, l'essentiel n'est-il pas que l'Université populaire soit connue.

La brillance des journées inaugurales ne doit pas masquer les difficultés d'organisation des premiers mois : la recherche d'un local et la mise en place d'un programme d'activité. Vraiment pas de quoi être oisif pour tous les bénévoles !

Le problème du local est diversement résolu. L'hébergement dans une salle prêtée par la municipalité — Bourges, Saint-Quentin —, l'installation dans l'arrière-boutique d'un marchand de vin — L'ÉMANCIPATION du XV<sup>e</sup> — ou dans le local d'une loge maçonnique — Vincennes — ne sont que des solutions provisoires. LA SOLIDARITÉ d'Annecy partage un modeste deux-pièces avec une société de tir, un vélo-club et les syndicats. Cette cohabitation impose des contraintes ne



permettant pas un plein épanouissement. Aucun doute, il faut être chez soi, c'est l'objectif affiché, la condition d'un bon fonctionnement.

Les obstacles sont nombreux surtout à Paris où la cherté des loyers est peu compatible avec les maigres ressources des universités. LE FOYER DU PEUPLE du XVII<sup>e</sup> ne peut payer dans le quartier des Ternes les 1 000 à 1 500 francs, prix demandé pour la moindre petite boutique. Ces difficultés financières suffiraient à rendre la vie impossible : s'y ajoute pourtant l'hostilité des habitants du quartier. LE RÉVEIL du I<sup>er</sup> et II<sup>e</sup> rencontre la méfiance des petits commerçants et des bourgeois ; il en est de même pour GERMINAL de Nanterre surnommée « La Verminale ». Parfois les propriétaires sollicités sont fermement dissuadés : L'ÉDUCATION MUTUELLE de Choisy-le-Roi, installée chez une marchande de vin, est expulsée après intimidation de la police accusant les adhérents de n'être « qu'une bande de seïdes à Vaillant ».

Les difficultés en province sont moins grandes, l'Université populaire est souvent installée gracieusement dans une salle municipale, à la Bourse du travail ou dans un foyer coopératif. Quand ce n'est pas le cas, la modestie des loyers n'est pas un obstacle. Avignon paye 350 francs de location par an alors que pour GERMINAL de Nanterre, c'est le double et 820 francs pour VOLTAIRE du XI<sup>e</sup>. Rares seront les Universités populaires qui réussiront vraiment à être dans leurs meubles comme L'ÉDUCATION MUTUELLE de Nancy. Modestement logée rue de Montesquiou à sa création, elle prend possession en mars 1902 de La Maison du Peuple, sise 2, rue Drouin, don de l'ancien communard Charles Keller. Cette immense bâtisse permet de multiplier les activités et d'accueillir les associations de la ville. Les groupements républicains — Libre pensée, Amicale des instituteurs —, politiques et syndicaux y tiennent réunion. La Maison du Peuple devient rapidement le centre de la vie politique et sociale de Nancy.

La recherche du local met en évidence la question budgétaire, principale source des difficultés rencontrées. Édouard Dujardin, secrétaire-adjoint de la Société des Universités populaires, chiffre les besoins financiers annuels entre 2 000 et 4 000 francs selon l'importance du prix du local et du loyer (57). Évaluation moyenne bien sûr car dans le même temps, L'UNION MOUFFETARD estime à 5 000 francs la somme annuelle nécessaire alors que 1 000 francs suffisent à L'ÉMANCIPATION du XV<sup>e</sup>. L'ÉDUCATION MUTUELLE de Bourges dépense 6 300 francs en 1901, 6 500 francs en 1905 ; celle de Nancy présente un budget de 7 000 francs pour 1904.

D'où vient l'argent ? Les cotisations des adhérents rapportent peu en raison de la modicité des sommes demandées — 0,50 franc en moyenne par mois — et surtout des difficultés de recouvrement, mal chronique des organisations ouvrières. Les fêtes ou tombolas ne sont que palliatifs ne pouvant assurer l'autonomie financière. Incapable de subvenir à ses besoins, l'Université populaire fait appel à l'extérieur, ouverturé qui provoque d'après discussions sur une question fonda-

mentale : une association ouvrière peut-elle vivre de l'argent des bourgeois ? Les réponses sont divergentes : au non catégorique de Limoges, l'université de Meaux répond en n'acceptant que des dons anonymes. Pour se protéger d'un moyen de financement indispensable, les statuts des universités introduisent des clauses restrictives interdisant aux donateurs d'être éligibles au Conseil d'administration. La mainmise, le danger de détournement de l'œuvre par les bailleurs de fonds, paraissent ainsi écartés.

D'autres ressources remplissent aussi les caisses. Les subventions municipales peuvent être d'importance : L'ÉDUCATION MUTUELLE de Bourges reçoit 4 000 francs en 1901, presque la totalité de son budget. La municipalité montpellieraine verse 1 000 francs qui, aux dires du président Louis Planchon, font « de nous des Crésus car nous avons bien peu de chose à payer étant logés, éclairés et chauffés partout où nous allons ». Pour l'ensemble, ces subventions bien que plus modestes sont indispensables et le Conseil général, les sociétés amies — Ligue des droits de l'homme, Ligue de l'enseignement — apportent également leur écot.

Les charges sont lourdes, surtout la première année avec les frais d'installation dans un local pas toujours approprié. L'IDÉE de Puteaux hérite d'un hangar à charbon qui, après force lavages et couches de peinture, fait merveilleusement l'affaire. Un minimum de mobilier est nécessaire — des tables, des chaises —, tout cela coûte fort cher. Heureusement, les adhérents fortunés n'ont pas encore déserté. Par la suite, le loyer constitue l'essentiel des dépenses. Examinons le budget de L'ÉDUCATION MUTUELLE de Bourges pour 1901. Sur 6 300 francs, le loyer et ses 1 200 francs représente 20 %, pourcentage modeste car l'université est logée par la municipalité. Les autres lignes budgétaires sont les frais de fonctionnement — chauffage, éclairage —, les frais de bureau, de mobilier, l'abonnement aux journaux et revues, les frais d'organisation de conférences. C'est le budget type. L'ÉDUCATION MUTUELLE présente en plus deux originalités : elle rétribue le secrétaire de l'association et utilise une partie de ses deniers à la publication d'un bulletin d'information. Toutes les universités n'ont pas cette vitalité, cette richesse et se contentent de gérer au plus près un budget de misère.

Ces problèmes d'intendance n'altèrent pas l'engouement ; le flot des adhésions est significatif. Mais qui sont donc ces upistes ? Il est bien difficile de les connaître, les dénombrer, de savoir quelles raisons les poussent à franchir la porte des Universités populaires. Ni fichiers retrouvés, ni journaux d'adhérents ne permettent une telle approche ; apprécier leur nombre relève de l'approximation. Aucun recensement n'a été fait et seuls divers témoignages et recoupements permettent d'avancer quelques chiffres.

Paris et la banlieue regroupent 5 à 6 000 adhérents en 1901. C'est

l'assistance à la fête organisée pendant l'hiver 1900 par la Société des Universités populaires, chiffre confirmé par Daniel Halévy (58).

L'appréciation pour les universités de province est beaucoup plus délicate. Le croisement de diverses sources, de différents témoignages permet de chiffrer de 40 à 50 000 adhérents pour 1901-1902, apogée du mouvement.

La taille des universités est variable : L'UNION MOUFFETARD et LA COOPÉRATION DES IDÉES du XI<sup>e</sup> dépassent le millier d'adhérents ; bien que plus modestes Firminy, Nancy, Rouen, Reims, Épernay et Châlons-sur-Marne en ont plus de 500. En comparaison, L'AVENIR de Colombes, LA MUTUALITÉ INTELLECTUELLE de Saint-Quentin et l'Université populaire de Valréas, avec quelques dizaines d'upistes font pâle figure. Les universités de province sont généralement plus grandes que celles de Paris ou de banlieue, phénomène normal si l'on considère que dans les départements, l'unicité est la règle et que la concurrence avec d'autres sociétés aux buts similaires ne joue pas.

Les adhésions sont très rapides. Après quelques mois l'Université enregistre son maximum d'adhérents. LA COOPÉRATION DES IDÉES de Rouen nous renseigne sur cette évolution (59). A ses débuts le 7 février 1900, 75 membres, le 25 mars, 155, un mois plus tard, 327 et le 29 mai, 402. L'été interrompt le recrutement qui reprend lentement à l'automne sans retrouver le flot des premiers jours. 456 adhésions le 10 octobre 1900 et seulement 558 le 21 mars 1901 lors du bilan fait à l'Assemblée générale. Le maximum est atteint l'année suivante avec 593 sociétaires et dès 1902 les effectifs diminuent régulièrement.

Nous retrouvons le même profil pour L'ÉDUCATION MUTUELLE de Nancy et de Bourges. 500 adhérents dans les six premiers mois à Nancy pour seulement 350 nouveaux entre 1901 et 1903. Dès sa naissance, L'ÉDUCATION MUTUELLE de Bourges ne manque pas de soutien : 300 membres en septembre 1900, 500 sept mois plus tard. La même rapidité des adhésions — règle générale — s'observe au FOYER DU PEUPLE d'Amiens — 40 membres en février 1900, 200 en juin —, à L'ÉMANCIPATION INTELLECTUELLE d'Épernay — 94 en janvier 1901, 400 le 29 mars.

Ces chiffres bruts ne renseignent pas sur la sociologie des adhérents. Quelles catégories socio-professionnelles sont représentées ? Quelle part pour les femmes et les enfants ? Cette connaissance est difficile : aucune source ne permet de connaître avec précision l'origine sociale. Si pour certaines universités il est possible d'appréhender la composition des instances dirigeantes — bureau, conseil d'administration —, pour la quasi-totalité les adhérents restent anonymes.

Cependant des données partielles permettent des hypothèses : Daniel Halévy, observateur attentif ventile, en 1900, les 6 000 adhérents des universités parisiennes en un quart de petits-bourgeois, la moitié d'employés et un quart d'ouvriers. Cette répartition est à manier

avec précaution. Elle ne correspond pas aux quelques profils bien connus. L'ÉMANCIPATION du XV<sup>e</sup> annonce en mars 1900, 414 membres dont 37 femmes avec pour les premiers 60 % d'ouvriers, 15 % de professeurs et d'étudiants, 20 % d'employés de commerce et de fonctionnaires. 22 femmes sur 37 sont sans profession, les 15 autres sont dans l'enseignement. Les 150 inscrits aux SOIRÉES OUVRIÈRES de Montreuil en juin 1900 sont presque tous des ouvriers et la même présence se retrouve à LA SEMAILLE du XX<sup>e</sup>, L'IDÉE de Puteaux, LE RÉVEIL du I<sup>er</sup> et II<sup>e</sup>, L'ÉDUCATION MUTUELLE de Choisy-le-Roi où les faïenciers dominent. Pour l'ensemble des universités parisiennes la présence ouvrière est incontestable même s'il existe des contre-exemples avec L'ENSEIGNEMENT MUTUEL du XVIII<sup>e</sup> — 30 à 40 % d'ouvriers sur les 200 adhérents de juin 1900 —, L'AURORE du XVI<sup>e</sup> ou VOLTAIRE du XI<sup>e</sup> où l'élément ouvrier est peu nombreux comparé aux commerçants, industriels, docteurs et ingénieurs.

La situation en province est moins homogène. La répartition sociologique dépend beaucoup de l'implantation géographique — centre ouvrier ou ville marchande — et des orientations données par les membres fondateurs.

La Société d'éducation populaire mutuelle de Valréas est fondée par des manuels à l'exclusion de tout intellectuel. Les 730 adhérents, en juin 1900, de L'ÉDUCATION MUTUELLE de Nancy, se répartissent pour moitié en ouvriers et employés, le reste est à classer parmi les « bourgeois ». Pour les ouvriers, l'industrie de la chaussure et l'industrie d'art, importantes dans cette ville, sont bien représentées. Parmi les bourgeois, beaucoup de commerçants, d'universitaires et d'industriels. A Nîmes, université fondée sous les auspices de la Bourse du travail, « les ouvriers ne sont pas en nombre, pas même en majorité ». LA SOLIDARITÉ d'Annecy groupe 120 travailleurs manuels sur 180 adhérents. Pour clore cet échantillonnage, citons l'exemple de Besançon dont les 170 ouvriers — sur 250 adhérents en 1903 — se répartissent dans les divers métiers de l'horlogerie et l'industrie du bâtiment ; pour le reste, 73 étudiants et 58 membres de l'administration.

Parmi ces ouvriers, quelles catégories vont à l'Université populaire ? Essentiellement des militants, adhérents de syndicats et d'organisations politiques, déjà acquis aux idées d'émancipation et souvent privilégiés par leurs conditions de travail. C'est la constatation d'André Hesse, secrétaire du RÉVEIL des I<sup>er</sup> et II<sup>e</sup> arrondissements.

« Les rares ouvriers qui habitent le quartier sont pour la plupart imprimeurs, typographes, mécaniciens, voire cordonniers, acquis à nos idées, énergiques et relativement instruits parce que leurs professions sont parmi les moins mal payées, parmi celles où le labeur est moins écrasant : ce sont eux qui forment dès à présent le noyau de notre Université populaire... Les ouvriers qui travaillent aux Halles ne viendront pas, leur travail est trop dur, trop absorbant, il les écrase et les abrutit » (60).



Est-ce à dire que l'Université populaire fait double emploi avec les organisations ouvrières déjà existantes. Certes non, car les activités proposées ne sont pas du même ordre. De plus, par la sensibilisation aux problèmes sociaux, l'Université populaire prépare nombre d'adhérents à l'action militante.

### L'emprise des intellectuels

L'initiative populaire, la présence massive des adhérents ouvriers et employés, n'empêchent pas l'Université populaire de subir très rapidement l'emprise des intellectuels dont le rôle dans le fonctionnement et dans la vie de tous les jours est sans commune mesure avec leur importance réelle dans l'émergence du mouvement, pas plus qu'il ne correspond à leur représentation parmi les adhérents. Il importe de situer les lieux et les moments de cette « prise du pouvoir ».

Dans l'administration tout d'abord. Peu d'universités se donnent un président ouvrier ; c'est souvent un notable ou un enseignant. Le rôle ouvrier se réduit à la portion congrue même si les Universités populaires adoptent des statuts très vigilants pour éviter un tel détournement.

La distinction entre membres actifs et membres honoraires a cette ambition : ces derniers jouissent des mêmes avantages que les membres actifs mais ne participent pas à l'administration et n'ont pas droit d'entrée à l'Assemblée générale. Le principe de la cooptation et une stricte répartition dans le conseil d'administration entre ouvriers et intellectuels complètent l'arsenal des mesures pour éviter toute dérive. Le conseil d'administration de L'ÉDUCATION MUTUELLE de Bourges, fort de 10 membres, compte 6 ouvriers ; c'est la même proportion à L'ÉDUCATION MUTUELLE de Laval au contraire de Rouen où l'Université populaire, d'initiative bourgeoise, fait peu de place aux travailleurs manuels. Mais les meilleurs statuts ne peuvent rien contre la disponibilité des intellectuels comparée à celle des ouvriers. Si l'on ajoute une plus grande familiarité avec les dossiers, la « paperasse », cette mainmise semble inévitable.

L'absence de consultation des adhérents participe de cette mise à l'écart. Conviés annuellement pour entendre le rapport moral lors de l'Assemblée générale, ils se désintéressent vite de ce qui n'est qu'une parodie de démocratie et leur participation à cette rencontre annuelle diminue avec le temps. A Rouen, elle est de 50 % en 1901, chiffre élevé pour qui connaît la vie des associations, mais elle tombe à 12 % en 1906 ; même tendance à L'ÉDUCATION MUTUELLE de Nancy où les adhérents sont nombreux à l'Assemblée générale de 1901 alors que celle de 1904 se fait devant une assistance plutôt clairsemée.

L'adhérent est tout aussi absent dans le fonctionnement quotidien, dans le choix des thèmes étudiés ou dans l'exposé des conférences.

Quelques Universités populaires tentent bien de mettre en place des structures de concertation sous forme de commissions d'enseignement — Tours, Annecy, Bar-le-Duc —, initiatives heureuses qui auraient permis aux « upistes » de participer à l'élaboration des programmes mais le plus souvent ces commissions sont uniquement composées de professeurs et des membres du conseil d'administration. Pourquoi? Est-ce la formule choisie qui est mauvaise et n'incite pas à participer? Seule, L'ÉDUCATION MUTUELLE de Nancy réussit la concertation : après une consultation par questionnaire, elle réunit au début de chaque année les adhérents et les conférenciers pour faire le programme et choisir les thèmes d'études, une université sur plus de 200, c'est peu !

La programmation, terme bien impropre, se fait au jour le jour et doit beaucoup à l'improvisation du secrétaire. Pour trouver des collaborateurs, plusieurs réseaux sont possibles : faire jouer des amitiés, des connaissances, répondre à la sollicitation d'un « bavard » voulant présenter ses dernières découvertes ou encore pratiquer l'échange avec l'Université populaire voisine. La correspondance entre Jean Raynal et Daniel Halévy est riche d'enseignements sur la gymnastique et la souplesse nécessaires pour composer les programmes. Une lettre du 8 avril 1904 donne le ton.

« Mon cher ami.

Pouvez-vous vous charger de trouver des conférenciers? Peut-être pourriez-vous demander aux philosophes que vous aviez pu amener jadis. Il y a aussi Théodore Reinach qui a beaucoup plu et qui pourrait peut-être donner sa conférence sur la musique grecque qu'il avait remplacée la dernière fois par « Aristophane ». Pensez-vous que je pourrais demander à votre beau-frère une soirée littéraire... C'est dimanche que je ferai prendre deux conférences par Gasbert à la Fédération; mais il me semble qu'il ne choisit pas très bien : si vous n'avez rien de mieux à faire, ne pourriez-vous passer à la Fédération... sans en avoir l'air et l'aider de vos conseils » (61).

Comment composer un programme quand le parti pris est de permettre à tous de s'exprimer? Sylvain Pitt témoigne sur le fonctionnement de LA COOPÉRATION DES IDÉES où Deherme voulait accueillir toutes les bonnes volontés, du savant à la notoriété bien établie, à l'illustre inconnu désireux de prendre la parole sur tout et n'importe quoi. Des conférenciers non illustres

« s'offrirent en si grand nombre que dans les premiers mois deux conférences eurent lieu en même temps chaque jour. Tous les sujets furent traités. Un charretier y disputa sur le droit et la force avec une agrégée de l'Université, sur la mendicité des enfants avec un professeur de la Sorbonne. Des cours d'allemand, de russe, d'anglais, d'hygiène, de mandoline, de piano, de chant... surgirent presque en même temps se disputant la place... J'ai vu se promener le jeune professeur d'allemand venir en dernier lieu avec ses élèves, le tableau noir sous le bras,

cherchant une place et n'en trouvant pas. Un soir je l'installai dans un petit coin du musée... le professeur d'harmonie, premier occupant, voulut bien se contenter d'un autre coin » (62).

Délibéré ou imposé, ce nécessaire appel aux bonnes volontés empêche tout programme bien ordonné. Rien ne sert de retenir des thèmes et des dates précises si, le jour venu, l'orateur capable d'exposer la question n'est pas disponible.

La multiplicité des activités n'est guère plus favorable à une programmation cohérente. Il est difficile de prévoir 25 conférences pour le mois ou plus, si l'ambition de planifier est sur l'année. L'exemple de LA COOPÉRATION DES IDÉES de Deherme est significatif de cette débauche d'animation. Suivons les activités de mars 1900. Une conférence — parfois deux — chaque jour de la semaine ; le dimanche, matinée littéraire et musicale à 3 heures et soirée littéraire et artistique à 8 heures. A ce programme déjà copieux s'ajoutent des cours de langues — allemand, russe, français pour étrangers —, de sténographie, des consultations juridiques et médicales. Vraiment pas de quoi être oisif, c'était le but recherché.

Cette abondance se retrouve à L'UNION MOUFFETARD et à LA SOLIDARITÉ du XIII<sup>e</sup> qui profitent d'un environnement intellectuel exceptionnel ; la règle pour les universités parisiennes est de trois ou quatre conférences par semaine. Mais l'enthousiasme des débuts, la disponibilité des conférenciers diminuent vite. L'exemple de VOLTAIRE du XI<sup>e</sup> est parlant : la première semaine sept conférences, la seconde quatre et un mois plus tard deux.

L'activité en province est moins soutenue, les universités donnant deux conférences par semaine sont rares. Dans l'empressement des débuts, c'est le cas de Rennes qui propose deux causeries hebdomadaires et plusieurs cours pour les ouvriers mécaniciens. Deux mois de ce régime montrent que c'est trop : l'auditoire s'amenuisait et menaçait de se disperser. La conférence hebdomadaire devient la règle. Ce souci de ménager les auditeurs facilite la tâche car les conférenciers se firent vite rares en province.

Les thèmes abordés reflètent plus les compétences des orateurs qu'ils ne répondent aux attentes des adhérents lorsque l'occasion leur est donnée de les formuler. Quels furent les sujets les plus étudiés ?

Deherme souhaitait que tous les domaines de la science soient abordés. Son vœu fut exaucé : L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR POUR TOUS de Besançon, LA COOPÉRATION DES IDÉES de Rouen, LA MAISON COMMUNE du XIX<sup>e</sup> parlent philosophie, histoire, littérature, économie politique et sciences.

Les programmes publiés dans la presse permettent de saisir quelques grandes tendances dans cette diversité. LE FOYER DU PEUPLE de Toulouse propose entre 1900, année de création, et le 1<sup>er</sup> janvier

1906, 230 conférences : 18 consacrées aux problèmes religieux, 49 aux études sociales, 36 aux études littéraires et artistiques, 17 aux études politiques, 12 à la politique extérieure, 16 aux études historiques, 25 aux questions scientifiques, 4 à l'éducation et 26 à divers sujets. Les questions sociales, les plus prisées, traitent de la théorie du socialisme, du féminisme et présentent plusieurs monographies sur la Verrerie ouvrière d'Albi, les coopératives, les syndicats. Les études littéraires proposent à la réflexion quelques romanciers célèbres — Zola, Hugo — ainsi que des auteurs dramatiques avec les classiques — Molière, Corneille — ou les contemporains — Octave Mirbeau, Eugène Brieux —, Wagner, Berlioz et Charpentier sont au premier rang des musiciens. L'hygiène est en bonne place dans les préoccupations du FOYER DU PEUPLE où la priorité est donnée à l'étude de l'alcoolisme et aux problèmes d'habitation (63).

LA COOPÉRATION DES IDÉES du XI<sup>e</sup> présente 106 conférences au dernier trimestre 1899 et en mars 1900. Les questions sociales sont encore au premier rang suivies par les études littéraires et les problèmes de l'hygiène.

Cette hiérarchie se retrouve souvent, elle ne doit pas étonner. La prépondérance des études sociales et l'importance faite à l'hygiène correspondent bien aux objectifs de l'Université populaire qui veut lutter contre l'alcoolisme et améliorer le quotidien des travailleurs. Cette dominante emprunte à l'air du temps marqué par l'essor des sciences sociales et leur institutionnalisation, par la révolution pastoriennne qui promeut l'hygiène au rang de véritable science. Elle met en évidence que la maladie n'est pas le produit d'une malédiction divine mais le résultat d'attaques microbiennes. Cette découverte introduit de nouvelles chaînes de responsabilités sociales entre malades et bien portants. Il est du devoir de tout bon citoyen de se prémunir, de se préserver contre la maladie et l'Université populaire participe grandement à l'apprentissage de la propreté, à la promotion de l'hygiène, à la médicalisation de la société.

L'adhérent, absent dans le choix des sujets abordés, n'est pas plus présent comme orateur où l'omniprésence des intellectuels est incontestable.

Dans le Gard et l'Hérault en 1902, sept conférences sur dix sont faites par des enseignants, deux par des professions libérales, la dernière par un ouvrier. À LA COOPÉRATION DES IDÉES de Rouen, entre 1900 et 1905, aucune conférence n'est donnée par un ouvrier, cinq seulement sont faites par des employés. Ici les conférenciers se recrutent parmi les membres de l'enseignement, le plus souvent professeurs au lycée Corneille ; parmi eux, quelques grands noms de la philosophie française — Léon Brunschwig, Alain — et de l'histoire politique — André Siegfried. Interviennent également dix médecins, neuf scientifiques, huit publicistes et cinq avocats. Ce quasi-monopole



des enseignants et des professions libérales se retrouve à Angers, Toulouse, Tours, Nancy... Même les Universités populaires à dominante ouvrière sont une tribune pour intellectuels. LA FRATERNELLE du III<sup>e</sup> invite, en octobre 1900, trois publicistes, trois professeurs et un pasteur et à DIDEROT, les conférences sont données par « des savants, des philosophes et des hommes de lettres ». C'est le même profil à L'Émancipation du XV<sup>e</sup>, L'UNION MOUFFETARD et LA SOLIDARITÉ du XIII<sup>e</sup>.

Le recrutement des conférenciers ne fait pas problème pendant les premiers mois. Les Universités populaires voient défiler les plus grands représentants des lettres, des sciences et des arts, la fine fleur de l'Université. On y rencontre les meilleurs artistes, on y entend les meilleurs morceaux, c'était beau, c'était trop beau. Avec le temps les conférenciers deviennent rares. Alors les bonnes volontés se dédoublent. Le docteur Poirrier fait, en 1901, plusieurs conférences sur la télégraphie sans fil. Le 5 mars à l'Université populaire DIDEROT, il est le 30 à Bougival, le 12 avril à L'UNION POPULAIRE du XIV<sup>e</sup>, le 21 novembre à L'ÉDUCATION SOCIALE du XVIII<sup>e</sup>. Un dénommé Arnould est programmé dans 14 Universités populaires entre septembre 1902 et janvier 1903. Pas étonnant qu'elles aient toutes un air de famille.

Tous les conférenciers sont bénévoles; seuls quelques frais de déplacement sont parfois pris en compte pour des interventions éloignées.

La présence aux conférences est faible, rarement plus du tiers des adhérents. Elle est fonction de la saison, du thème et de l'orateur. Jules Ravaté est un chroniqueur de premier intérêt. Ses carnets de notes mentionnent toutes les conférences faites à LA COOPÉRATION DES IDÉES de Roanne, le thème et le nombre de participants. Dans la marge il donne ses réflexions personnelles. Le 5 février 1903, l'affluence est grande — 88 personnes — pour écouter le docteur Waitz parler de l'alcoolisme et de la misère, causes de la tuberculose. Cette forte présence s'explique, selon Ravaté, par la venue de « personnes bien habillées, riches par conséquent » attirées par la personnalité de l'orateur et que le beau temps incite à sortir. Les discussions du 26 mars et 2 avril — 18 et 14 « upéistes » présents — sont contrariées par la pluie et le vent violent remplissant de boue le chemin d'accès de l'Université populaire. L'absence de convocations, le 29 décembre 1904 et le 5 janvier 1905, fait un public maigrelet; la fête foraine du dimanche 29 octobre détourne le public. Cette chronique de la participation pourrait intégrer d'autres variables : les campagnes électorales dont les réunions concurrencent les conférences ou un « fâcheux microbe » qui cloue au lit avec une bonne grippe les adhérents de Nancy.

L'insuccès des conférences, rapidement constaté, conduit les Universités populaires à rectifier le tir. La désertion des auditeurs ouvriers, leur passivité envers l'orateur sont preuves d'inefficacité. La conférence, trop austère, magistrale, empreinte de solennité, ne permet pas

un réel échange et l'adhérent ne peut intervenir impressionné qu'il est par le savant discours délivré par le brillant « causeur ». Pour trouver remède, les Universités populaires multiplient les causeries au caractère bon enfant qui autorisent de meilleures relations et des contacts plus étroits entre manuels et intellectuels.

Les causeries permettent la prise de parole des adhérents ouvriers. L'ÉDUCATION MUTUELLE de Nancy lance une série traitant des problèmes concrets de la vie quotidienne exposés par les ouvriers eux-mêmes. Les dernières grèves à Nancy, la loi sur les accidents de travail et la situation sociale sont évoquées. Cette expérience ne dure pas ; après quelques mois il y a difficulté pour recruter des « conférenciers » animateurs. Qu'à cela ne tienne, le relais est pris par des causeries scientifiques. Ces moments de réflexion plus vivants sont très prisés à Rochefort-sur-Mer, Besançon mais aussi Tarbes où l'on discute autour d'une tasse de thé. Même formule à Agen : l'exposé d'un sujet choisi en commun est suivi d'une vive discussion qui fait oublier l'heure ; après celui du militant socialiste René Cabannes, en décembre 1903, sur le thème de l'agriculture et la question sociale, les échanges sont interrompus d'autorité car ils durent encore à 11 heures du soir.

Les ouvriers de Montpellier parlent de leur métier, de même à L'UNION POPULAIRE du XIV<sup>e</sup> où un boulanger traite de l'évolution de sa profession, le secrétaire de la Fédération du Livre et celui de la Fédération du papier font une monographie de ces groupements ; un délégué du syndicat des typographes présente la réalisation d'un journal. Il faudrait connaître la composition des auditoires de ces réunions pour apprécier justement le succès des causeries.

Ces causeries font leur place à l'élément ouvrier ; elles ne doivent pourtant pas masquer l'essentiel : l'omniprésence des intellectuels qui disposent du temps et du savoir. Le fonctionnement des premiers mois montre le transfert opéré au sein de l'Université populaire : l'initiative ouvrière n'est plus dans le fonctionnement quotidien. La mainmise intellectuelle rend difficile le dialogue et l'éducation mutuelle. Elle suscite rapidement des craintes qui commandent l'évolution du mouvement.

## NOTES DU CHAPITRE II

(1) Le Musée social 7, rue Las Cases, convaincu de l'importance du mouvement, adresse une lettre circulaire à toutes les Universités populaires pour demander des renseignements sur les activités, programmes, statuts, publications. Cette perspicacité a permis la constitution d'un dossier très intéressant.

(2) L'Université populaire est à l'ordre du jour au Congrès international de l'Assistance publique et de la bienfaisance privée (30 juillet-5 août), du Congrès international des associations d'étudiants (5-12 août), du Congrès de la Ligue de l'enseignement, du Congrès de la Jeunesse (1-3 décembre), cf. Petit (Édouard), L'école et les Congrès de 1900, *Revue pédagogique*, T. 36, 1901.

(3) C'est à partir du 9 mars 1900 que *La Petite République* ouvre une rubrique Université populaire. Un dépouillement complet a été fait pour 1900-1901. Pour les autres années nous avons opéré par sondage. Pour la province, seuls quelques journaux ont été consultés : *Le Cri socialiste* d'Amiens, *La Dépêche* journal républicain du Centre, *L'Elbeuvien* journal d'Elbeuf.

(4) DELPON DE VISSEC (L.), La crise des Universités populaires, *La Revue Bleue*, n° 5, janvier 1904, p. 138-145.

(5) DREYFUS (Robert), La Coopération des Idées, *La Revue Blanche*, n° 130, 1<sup>er</sup> novembre 1898, p. 360-367.

(6) Sur Beauvais, cf. BOURGIN (Hubert), Le Cercle laïque d'éducation sociale de Beauvais, *Pages libres*, n° 125, 23 mai 1903, p. 437-448 ; le rapport de Camille LÉGER à l'assemblée générale du 21 mars 1899 est déposé aux archives départementales de l'Oise.

(7) *Bulletin de la Ligue de l'enseignement*, n° 174, mars-avril 1899.

(8) La F.U.B. fait l'objet de plusieurs communications. La source essentielle est la brochure des fondateurs. BARDOUX (Jacques), GIDE (Charles), *La Fondation universitaire de Belleville*, Paris, Alcan, 1901 ; voir également, DUDON (Paul), La Fondation universitaire de Belleville, *Études*, T. 84, 1900 ; SIEGFRIED (André), La Fondation universitaire de Belleville : une expérience de cinq ans, *Revue politique et parlementaire*, T. XLI, 1904 ; *id.*, La Fondation universitaire de Belleville (exercice 1903-1904), *Le Musée social*, août 1904, mémoire et documents, n° 8.

(9) Sur la personnalité de Jacques BARDOUX, CHIROUX (René), Jacques BARDOUX, un libéral sous la République parlementaire, *Revue politique et parlementaire*, n° 860, 1976, p. 9-27 ; *id.*, « Jacques Bardoux, témoin de la III<sup>e</sup> République », *Revue d'Auvergne*, n° 461, 1975, p. 113-157.

(10) HAMP (Pierre), *La Peine des hommes ! Il faut que vous naissiez de nouveau*, Paris, Gallimard, 1935.

(11) CHABOSEAU (Augustin), L'extension universitaire, *La Revue socialiste*, septembre 1898.

(12) Toutes les citations sont extraites de *La Coopération des Idées*, juillet, septembre, décembre 1899.

(13) Sur l'inauguration et l'orientation, *L'Émancipation, Université populaire du XV<sup>e</sup> arrondissement*, Paris, imp. Jean Allemane, 1900, 31 pages.

(14) C'est le titre officiel qui ne sera jamais utilisé, Société des Universités populaires restera l'appellation courante. Cette Société fait paraître un bulletin dont les deux numéros sont une source indispensable, n° 1, 15 mars 1900, n° 2, juin-juillet

1900 ; Charles GUEYSSE (1868-1920), officier, démissionne de l'armée en 1899 ; il fonde la revue *Pages libres* début 1900. Sur son itinéraire, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, Paris, Les Éditions ouvrières, T. 13, 1975.

(15) Sur ces questions, OZOUF (Jacques et Mona), Le thème du patriotisme dans les manuels scolaires, *Le Mouvement social*, n° 49, octobre-décembre 1964, p. 5-31 ; OZOUF (Mona) « La presse ouvrière et l'école laïque en 1908 et 1909 » *Le Mouvement social*, juillet-septembre 1963 ; AMALVI (Christian), La guerre des manuels autour de l'école primaire en France : 1899-1914, *Revue historique*, octobre-décembre 1979, p. 359-398.

(16) Sur le rôle de l'éducation et l'intérêt pour l'enseignement mutuel, DUVEAU (Georges), *La pensée ouvrière sur l'éducation pendant la seconde République et le second Empire*, Paris, Domat-Montchrestien, 1948.

(17) Cf. l'étude de Jacques JULLIARD, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, *op. cit.*

(18) *L'Enclos*, n° 8, juin 1896. Le titre d'Institut populaire sera repris, en juin 1901, par Marc SANGNIER et les membres du Sillon, très éloignés de PELLOUTIER.

(19) PICA (Germinal), La fonction éducative des Bourses du travail dans le mouvement ouvrier (1895-1914), *Cahiers d'histoire de l'I.R.M.*, 1<sup>er</sup> trimestre 1984, p. 4-26.

(20) DUMAS (Éliane), *La pensée ouvrière et socialiste sur l'éducation et l'instruction au début du xx<sup>e</sup>*, D.E.S., Faculté des Lettres et Sciences humaines, Paris, 1966 ; HALLÉ (Bertrand), *Les expériences de culture générale dans la formation de l'ouvrier en France depuis 1892*, Paris, Thèse droit, 1947 ; NICOLAS (Jean), *Le syndicalisme et les grands problèmes de l'évolution post-scolaire depuis les débuts de la III<sup>e</sup> République*, D.E.S., Paris, 1950.

(21) SIMON (Perrine), *Les attitudes culturelles dans Les Temps nouveaux, journal et supplément littéraire : janvier 1898-mars 1901*, mémoire de maîtrise, Paris I, 1969 ; sur les bibliothèques libertaires, voir la revue *L'Éducation libertaire*, 1900-1901, en particulier l'article de LARIVIÈRE (Étienne), Les Bibliothèques d'éducation libertaire et l'action sociale, *L'Éducation libertaire*, n° 1, 15 juin 1900.

(22) HAMON (Dominique), *La Petite République au tournant du siècle, 1898-1903*, mémoire de maîtrise, Paris I, 1969 ; LEROUX-HUGON (Véronique), *Les initiatives para- et post-universitaires liées au socialisme français au début du xx<sup>e</sup> siècle*, mémoire de maîtrise, Paris VIII, 1972.

(23) Sur Lucien HERR, le classique ANDLER (Charles), *La vie de Lucien Herr*, Paris 1932, réédité chez Maspero, 1977 ; LINDENBERG (Daniel), *Le marxisme introuvable*, Paris, Calmann-Lévy, 1975 ; LINDENBERG (Daniel), MEYER (Pierre-André), *Lucien Herr, Le socialisme et son destin*, Paris, Calmann-Lévy, 1977.

(24) PROCHASSON (Christophe), *Le socialisme normalien*, mémoire de maîtrise, Paris I, 1981 ; *id.*, Jaurès, L'École socialiste et le socialisme normalien, *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 84, janvier-mars 1982, p. 3-6.

(25) Sur la personnalité de Jean ALLEMANE, REYNOLDS (Siân), *La vie de Jean Allemane (1843-1935)*, thèse du 3<sup>e</sup> cycle, Paris VII, 1981 ; *id.*, Allemane avant l'allemanisme : jeunesse d'un militant (1843-1880), *Le Mouvement social*, n° 126, janvier-mars 1984, p. 3-28.

(26) LAGARDELLE (Hubert), A propos des Universités populaires, *Le Mouvement socialiste*, n° 41, septembre 1900, p. 303-309.

(27) *La Revue socialiste*, n° 191, novembre 1900.



- (28) *Le Mouvement socialiste*, 1<sup>er</sup> décembre 1900.
- (29) *Le Libéraire*, 13-20 décembre 1901.
- (30) RENAULD (Anne-Marie), Mémoires de Léon Jouhaux, *Le Mouvement social*, n° 47, avril-juin 1964, p. 80-109.
- (31) *La Coopération des Idées*, 2 juin 1900.
- (32) *La Typographie française*, n° 473, 16 juin 1901.
- (33) *La Voix du Peuple*, 5 mai 1901 ; n° 67, mars 1902 ; n° 92, 17-24 août 1902. Il est difficile de suivre la position de la C.G.T. à travers le journal car le premier numéro paraît fin 1900 lorsque le premier élan est déjà passé.
- (34) *L'Association ouvrière*, n° 60, 79, 80, 83, avril 1898, novembre, décembre 1899, mars 1900.
- (35) Par banlieue, nous entendons les communes du département de la Seine, autres que Paris.
- (36) Ces chiffres ne prétendent pas à l'exhaustivité. Un dépouillement complet des journaux de province ferait apparaître, ici et là, une université oubliée.
- (37) L'éloignement et les difficultés matérielles freinent le développement dans les campagnes. Il y a cependant quelques associations ; cf. HALÉVY (Daniel), L'Université populaire de Cressenssac (Lot), *Pages libres*, n° 136, 1903 ; MAZEN (A.), La coopération au village, *Bulletin de l'Union pour l'action morale*, 4-15 décembre 1901.
- (38) HALÉVY (Daniel), *Pays parisiens*, Paris, Grasset, 1932, p. 179.
- (39) *Les Cahiers de l'Université populaire*, 10 mars 1906.
- (40) Sur l'Université populaire lyonnaise, *Annales de l'Université populaire lyonnaise*, 1900-1901, le *Bulletin officiel de la Bourse du travail de Lyon*, janvier-mars 1902 ; Roulleau-Berger (Laurence), Sociographie des universités populaires : le cas de Lyon, in *Éducation, fête et culture*, Presses universitaires de Lyon, 1981.
- (41) LEQUIN (Yves), *Le monde ouvrier dans la région lyonnaise dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup>, 1848-1914*, thèse d'État, Lyon II, 1975, p. 304-360.
- (42) CORBIN (Alain), *Archaisme et modernité en Limousin au XIX<sup>e</sup>, 1845-1900*, Paris, M. Rivière, 1975, 2 vol.
- (43) REBÉRIOUX (Madeleine), *La République radicale ? 1898-1914*, Paris, Seuil, 1975, p. 47.
- (44) Sur cette naissance, *L'Ouvrier de l'Est*, n° 14 et 20, 5 mars et 4 juin 1898 ; n° 36, 14-17 janvier 1899 ; voir aussi le dossier des Archives départementales.
- (45) Pour une étude détaillée, voir la collection de *L'Émancipation* ainsi que le *Bulletin officiel de la Bourse du travail*, 1899-1910.
- (46) FORGEOT (Guy), *La Bourse du travail de Bourges et le syndicalisme dans le Cher (1897-1914)*, mémoire de maîtrise, Paris VIII, 1973 ; sur l'Université populaire, l'essentiel de l'information vient du *Bulletin officiel de la Bourse du travail*.
- (47) Sur les ouvriers du livre, REBÉRIOUX (Madeleine), *Les Ouvriers du Livre et leur Fédération, un centenaire, 1881-1981*, Paris, Messidor, collection Temps actuels, 1981.
- (48) *La Coopération des Idées*, 1<sup>er</sup> juin 1903 ; sur le mouvement syndical en pleine expansion, FRENAY (E.) « Les débuts du mouvement syndical dans les Pyrénées-

Orientales, 1894-1914 », *Centre d'études et de recherches catalanes des archives*, n° 29, 30, 1965, p. 223-242, 289-307.

(49) *Bulletin officiel de la Bourse du travail de Bourges*, n° 34, décembre 1901.

(50) *La Coopération des Idées*, 30 mars 1901; sur l'environnement politique, DUPEUX (Georges), *Aspects de l'histoire sociale et politique du Loir-et-Cher, 1848-1914*, Paris, imp. Nationale, 1962, 562 pages.

(51) Cf. La correspondance RAVATÉ-DEHERME; GRELAUD (Lucien), L'Université populaire de Roanne (1901-1907), *Le Mouvement social*, avril-juin 1961, p. 26-29.

(52) Sur le syndicalisme jaune, STERNHELL (Zeev), *La droite révolutionnaire : 1885-1914. Les origines françaises du fascisme*, Paris, Le Seuil, 1978, p. 245-263.

(53) *La Voix du Peuple*, n° 10, 3-10 février 1901.

(54) *L'Université de Paris*, Bulletin mensuel de l'Association générale des étudiants, n° 100-101, février-mars 1900.

(55) MORHARDT (Mathias), *L'œuvre de la Ligue des droits de l'homme : 1898-1910*, Paris, Ligue des droits de l'homme, 1911; SEE (Henri), *Histoire de la Ligue des droits de l'homme*, Paris, Ligue des droits de l'homme, 1927. See mentionne que le Congrès des sections bretonnes, réunit en juillet 1902, souhaite l'extension du mouvement.

(56) Sur le syndicalisme toulousain, CARAYOL (Marie-Amélie), *Le syndicalisme à Toulouse*, D.E.S., Toulouse, 1957.

(57) DUJARDIN (Édouard), La question budgétaire, *Cahiers de la Quinzaine*, 10<sup>e</sup> Cahier, 3<sup>e</sup> série.

(58) HALÉVY (Daniel), *Essais sur le mouvement ouvrier*, *op. cit.*, p. 182.

(59) LA COOPÉRATION DES IDÉES de Rouen est la seule université dont les comptes rendus des séances du conseil d'administration ont été retrouvés. De 1900 à 1910, le secrétaire Millot a noirci trois cahiers d'écolier, consultables à la bibliothèque municipale.

(60) *Bulletin de l'Université populaire*, n° 2, juin-juillet 1900, p. 3.

(61) Lettre aimablement communiquée par M<sup>me</sup> Joxe, fille de Daniel Halévy.

(62) JAKUBEC (Doris), *Sylvain Pitt ou les avatars de la liberté*, *op. cit.*, p. 119-120.

(63) *Les Cahiers de l'Université populaire*, n° 2, 10 février 1906.

### CHAPITRE III

## *L'évolution du mouvement*

L'évolution du mouvement des Universités populaires questionne l'observateur : comment expliquer qu'à l'essor d'une extrême rapidité et d'une grande ampleur succède, après quelques mois, le désenchantement et le déclin. Pourquoi cette fugacité ? La raison essentielle tient dans l'ambiguïté qui préside à la naissance. Toutes les bonnes volontés sont accueillies pour participer à une œuvre d'éducation mutuelle. De quoi parlera-t-on exactement ? Sous quelles formes ? Les réponses ne sont qu'esquissées pendant la gestation de LA COOPÉRATION DES IDÉES. L'enthousiasme, le volontarisme, qui conduisent nombre d'intellectuels, gommement toutes les difficultés. Quelle sera la fonction de l'Université populaire ? Œuvre d'enseignement certes, mais au-delà, comment doit-elle se situer dans l'environnement socio-politique ?

Les premiers mois de fonctionnement mettent à jour ces questions essentielles et font éclater les contradictions. Quelle orientation pour l'Université populaire : instrument de « lutte de classes » ou de « fusion de classes » ? Les difficultés naîtront de la divergence des réponses. Née du soutien bourgeois et de l'adhésion ouvrière, du « frottement de la jaquette et du bourgeron », elle ne peut satisfaire à la fois deux groupes sociaux aux intérêts divergents. Qu'importe la réponse donnée à une question posée, l'une des deux parties sera mécontente et l'Université populaire connaîtra soit la critique ouvrière, soit la désaffection bourgeoise, avec à terme la disparition. L'alliance d'intellectuels et de militants ouvriers pose à l'Université populaire un problème insoluble : la recherche d'une identité.

### 1. L'IMPOSSIBLE NEUTRALITÉ

L'Université populaire bute d'abord sur l'épineux problème de la neutralité. En cette fin de siècle, les multiples crises — le boulangisme,

l'Affaire de Panama, les attentats anarchistes — ébranlent sérieusement la République ; pendant l'Affaire Dreyfus les menées nationalistes et l'action des factieux menacent de l'engloutir. Waldeck-Rousseau et son gouvernement de « défense républicaine » de juin 1899 marque un coup d'arrêt et annonce la consolidation (1). Dans la lutte pour la République, dans le conflit qui oppose l'Église et l'État, dans le combat pour la laïcisation, quelle place pour l'Université populaire ? Où la situer ? Neutralité ou engagement : c'est dans les réponses divergentes, illustrées par la querelle sur la définition de la neutralité, que se joue son avenir.

Georges Deherme avait placé l'Université populaire sur le terrain de la neutralité politique et religieuse, à l'écart des partis et des coteries. Son projet de statuts élaboré fin 1899, retenu comme modèle, résume bien les préoccupations d'alors. L'article 1 précise : « l'Université populaire est une association ouverte à tous, sans caractère religieux et politique ». La majorité des Universités populaires y font référence. LA MUTUALITÉ de Corbeil-Essonnes

« société purement laïque ne s'occupe d'aucune manière de politique électorale et ne prônera aucun dogme religieux si ce n'est celui de l'Humanité entière ».

Même profession de foi pour L'ÉMANCIPATION de Grenelle. Prudentes, LES SOIRÉES OUVRIÈRES de Montreuil écartent résolument les questions religieuses et politiques afin d'éviter toutes discordes.

Ces proclamations d'intentions sont nombreuses. L'accord est quasi unanime pour ne pas faire de l'Université populaire un centre de propagande électorale. La difficulté commence lorsqu'il faut définir ce qui est politique et ce qui ne l'est pas. Où commence le politique ?

Les réponses divergent, Émile Duclaux, directeur de l'Institut Pasteur situe bien la distinction. Dans une conférence faite sur « L'Enseignement dans les universités populaires » lors de l'inauguration de LA SEMAILLE, il précise les limites qui sont siennes. L'apolitisme, c'est rester en dehors des joutes électorales et il n'est pas question d'être une tribune : « ce serait les tuer que d'en faire une sorte de centre ou de comité électoral ». Mais il ajoute aussitôt que son but est de faire l'éducation de l'électeur sans lui dicter son bulletin, en donnant par les conférences des notions politiques, économiques et sociales sans éluder les problèmes d'actualité. Accusé d'orienter l'enseignement vers le socialisme, sa réponse est catégorique :

« Il n'est pas douteux pour nous que le secteur sur lequel vous évoluerez sera posé plus ou moins à gauche... Peu importe à gauche ou à l'extrême gauche, cela m'est égal » (2).

Interpellé sur les rapports de l'Université populaire et la politique, André Hesse, secrétaire du RÉVEIL des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> arrondissements, répond



dans le même esprit que Duclaux. A travers les conférences aux sujets scientifiques, philosophiques ou littéraires

« ce n'est pas de la politique que nous faisons, mais par suite de notre état d'esprit, nous ne pouvons pas ne pas apercevoir les liens qui unissent toutes choses, qui font des phénomènes même moraux les manifestations d'un état social déterminé » (3).

Écoutons enfin Anatole France dans un discours de mai 1902 à L'ÉDUCATION SOCIALE de Montmartre, en un moment où la crise est déjà très présente, où les questions politiques agitent nombre d'Universités populaires.

« Il semble que, pour s'en tirer heureusement, il suffirait aux Universités populaires de ne pas faire de politique. Mais ne pas faire de politique, c'est là encore faire une politique, et l'on ne peut pas affirmer que ce soit faire la meilleure. Quoi qu'elles veuillent, les Universités populaires ne peuvent se refermer dans les vérités de laboratoire. Elles seront toujours plus vivantes que savantes. Et si l'on est vivant, on n'échappe pas au souci des affaires publiques, parce que les affaires publiques sont composées uniquement de nos affaires particulières et que le soin de celles-là nous incombe forcément. Et puis enfin, ... il s'agit de rendre supportable la condition des travailleurs, et cette affaire-là, qui doit être la grande affaire de toute réunion prolétarienne, n'est pas quoi qu'on en dise sans lien avec la politique » (4).

A l'opposé, il y a tous ceux qui veulent tenir l'Université populaire à l'écart du monde réel, refusant d'aborder la moindre question sociale comme à Bar-le-Duc où, par crainte de la politique, on refuse les journaux dans la salle de lecture.

Nées avec l'Affaire Dreyfus, les Universités populaires reflètent la diversité du dreyfusisme. Par-delà les querelles et les ambitions personnelles se cachant derrière les proclamations d'autonomie et d'indépendance, deux tendances s'opposent nettement.

La première dérive de cette idée que le désirable avant tout c'est la paix et l'union entre tous, l'amour entre les hommes. C'est LA COOPÉRATION DES IDÉES, titre générique repris à Paris et aussi en province, Avignon, Versailles, Roanne, Lyon, Elbeuf, Rouen... C'est la tendance philanthropique, humanitaire voulant la réconciliation de tous dans un généreux élan de justice et d'amour. Ces Universités populaires regroupent des esprits inquiets, libéraux convaincus que c'est du brassage des idées que naîtront des individus affranchis de tous les préjugés. Ils veulent une culture désintéressée, une éducation plus personnelle, « un luxe de l'esprit ». L'ÉDUCATION MUTUELLE et L'UNION INTELLECTUELLE — Reims, Nancy —, LA SOLIDARITÉ — Brest, Rennes, Montauban, Châlons-sur-Marne — et LA FRATERNITÉ — Lorient, Lagny — seront les moyens de cette réconciliation.

La seconde tendance porte en elle l'idée que le but à poursuivre avant tout est le développement intellectuel des ouvriers afin qu'ils puissent convenablement lutter contre les institutions et obtenir justice pour leurs propres efforts. Tendance qui considère l'intérêt de la classe ouvrière engagée dans la lutte contre le capitalisme pour son ÉMANCIPATION — Montbéliard, Poitiers, Épernay, Vincennes, Aubervilliers, Nogent-sur-Marne... L'Université populaire est alors une étape vers L'ÈRE NOUVELLE — Courbevoie, Vanves — un commencement — LE RÉVEIL, L'AURORE, L'AUBE SOCIALE, L'ESSOR... Par la science qu'elle diffusera, l'Université apportera LA VÉRITÉ — Levallois-Perret — et donnera à l'esprit une authentique liberté (5).

Ces deux tendances expriment des conceptions très différentes de l'éducation, de l'action sociale et recouvrent l'éternel dilemme : intégration ou émancipation, l'Université populaire n'échappe pas aux querelles de finalités.

### L'Université populaire et la politique

Georges Deherme et LA COOPÉRATION DES IDÉES lancent, quelques jours après l'inauguration, la première passe d'armes. Ses violentes attaques contre le socialisme et la politique politicienne ne peuvent nourrir le moindre soupçon : pas question pour lui de transformer l'université populaire en officine électorale. Pourtant au nom de la liberté d'expression, du pluralisme, d'une conception active de la neutralité, il accueille tous les orateurs — « nous n'excluons que l'exclusion » est sa formule favorite — et invite deux conférenciers socialistes en novembre 1899. Eugène Fournière parle de « La propriété sociale » et Charles Prolès, rédacteur à *La Petite République* entretient les auditeurs sur « La Commune de 1871 ». Ces deux conférences provoquent un véritable tollé dans les milieux conservateurs et libéraux. LA COOPÉRATION DES IDÉES est accusée de tous les maux : d'être le dernier refuge du dreyfusisme, la citadelle du collectivisme, la bastille de l'antichristianisme.

Quel charivari dans la presse libérale ! A la vue du programme. *Le Figaro* du 6 novembre proteste : « les classes bourgeoises qui avaient patronné l'Université populaire se méfieront désormais ». *Le Temps* s'étonne et se scandalise, accusant Deherme de ne pas tenir les promesses faites aux fonctionnaires, professeurs et publicistes libéraux. Les mises en garde se multiplient. Marcel Fournier, dans la *Revue politique et parlementaire*, voit « une erreur certaine et grave », un germe de dislocation et de mort ; il demande que l'ambiguïté soit levée et rappelle le discours d'inauguration de Séailles qui repoussait l'idée du socialisme collectiviste et de la Révolution.

« Si on veut faire des Universités populaires un centre de propagande, d'action socialiste ou électorale, qu'on le dise, mais alors qu'on ne parle plus de paix sociale, ni d'union pour la vie » (6).

*Les Débats*, rappelant qu'ils furent parmi les premiers à encourager l'œuvre, se prennent à douter, surpris qu'ils sont par la présence des conférenciers socialistes mais également du sujet de quelques cours. L'allusion vise la conférence de l'homme de lettres Victor Charbonnel, abbé récemment défroqué qui propose une étude critique et sociale du livre de Zola, *Fécondité*. C'en est trop ! Faire un sujet sur « un roman obstétrical », vraiment les auditeurs ont mieux à entendre :

« Le domaine de la science et de l'histoire, Dieu merci, est assez vaste pour qu'on n'aille pas y chercher de préférence, les sujets qui nous divisent et qui tiennent non seulement à la politique mais encore à la polémique » (7).

*Les Débats* s'associent à « l'avertissement » lancé en ajoutant : « l'Université populaire a fait un départ malheureux ». Le ton est donné.

La riposte est vive. Gabriel Séailles, mis en cause, justifie la présence d'orateurs socialistes (8). Eugène Fournière doute du libéralisme invoqué par *Le Temps* pour condamner LA COOPÉRATION DES IDÉES. Pourquoi diable, dit-il, *Le Temps* ne proteste pas contre l'enseignement socialiste donné au Collège libre des sciences sociales ? Est-ce parce que les ouvriers y sont absents, serait-ce « qu'il y a donc des choses, des idées qu'on doit cacher au peuple » ? Voilà une bien curieuse conception du libéralisme ! Fournière persiste et signe. Il ne renie pas sa présence et se sent bien à LA COOPÉRATION DES IDÉES « car enfin il y a au moins un élément socialiste dans l'Université populaire... c'est le public qui suit les conférences » (9).

Cette première controverse, un mois après l'inauguration révèle déjà toute l'ambiguïté du mouvement. *Le Figaro*, prémonitoire — « les bourgeois se méfieront désormais » —, avait vu juste. L'élément bourgeois déserte rapidement et les programmes des mois suivants, proposés par Deherme, ne suscitent plus de passion. Charles Prolès revient pourtant le 16 décembre sur un sujet qui aurait dû chatouiller l'épiderme sensible des libéraux du *Temps* et des *Débats* mais l'évocation de « La Commune, de l'Internationale et du rôle d'Eugène Varlin » se fait dans l'indifférence. Seule la conférence de l'anarchiste Émile Janvion sur « L'École, antichambre de la caserne et de la sacristie », sujet provocateur, entraîne le boycott de la presse libérale. Dorénavant il n'y aura plus de publicité pour LA COOPÉRATION DES IDÉES.

Les programmes des autres universités parisiennes ne soulèvent pas de telles empoignades. Les références au socialisme, aux questions ouvrières sont pourtant très fréquentes. Il est vrai qu'à la différence de

LA COOPÉRATION DES IDÉES, elles affichent clairement leurs orientations ; il ne peut y avoir confusion et les adhérents, soucieux de libéralisme, ne s'y bousculent pas.

Ainsi L'IDÉAL SOCIAL du X<sup>e</sup> prend le sous-titre d'université socialiste et s'installe dans les locaux de l'Alliance communiste proche d'Édouard Vaillant. Les ouvriers des Batignolles, des Ternes, des Épinettes, de la Plaine Montceau réunis salle Hérel, le samedi 9 juin 1900 pour créer une Université populaire sur le modèle de celles déjà existantes, précisent que les conférences porteront

« sur les conditions d'existence actuelle de la classe ouvrière, sur son organisation économique et politique et sur la doctrine qui seule correspond à l'heure actuelle à ses intérêts et à sa mentalité : ce sera donc un enseignement socialiste et uniquement socialiste » (10).

L'UNION MOUFFETARD du V<sup>e</sup> accueille en mars 1901 l'École socialiste, groupe constitué autour de la Société nouvelle de librairie et d'édition, dont les cours animés par Andler, Blum, Herr, Lagardelle, Mauss, Longuet doivent préparer les étudiants à une action socialiste effective et réfléchie (11). Quelques années plus tard L'ÉDUCATION SOCIALE de Montmartre hébergera la seconde École socialiste inaugurée le 4 novembre 1909.

L'Affaire Denis sur laquelle nous reviendrons permet, fin 1900, de réaffirmer l'adhésion au socialisme et à l'esprit laïque. L'ÉMANCIPATION du XV<sup>e</sup> et L'AURORE du XVI<sup>e</sup> invitent toutes les universités de l'Ouest de Paris à une réunion le 29 octobre 1900, sous la présidence de Francis de Pressensé, afin de confirmer leur « véritable caractère » : ce sera une manifestation importante de l'esprit anticlérical et socialiste (12). Un mois plus tard Didon, bibliothécaire de L'ÉDUCATION SOCIALE de Montmartre, constate que malgré Deherme et l'Affaire Denis les Universités populaires restent entièrement « anticléricales et socialistes », à preuve la venue pour deux conférences de Fournière et Gustave Rouanet (13).

Dans les villes de province, les rapports à la politique sont aussi sources de discussions et de conflits ; ils dépendent beaucoup de l'adéquation entre l'orientation de l'Université populaire et la dominante politique de la municipalité. Quelques exemples permettent de saisir la diversité des situations.

LA COOPÉRATION DES IDÉES de Rouen est très proche du modèle parisien. Les organisateurs reprennent la formule (14) et les orientations de Deherme, invité d'honneur à la réouverture d'octobre 1900. Créée le 5 avril de cette même année, elle est présidée par Achille Lefort entouré dans son Conseil, de professions libérales, d'enseignants et de quelques employés. L'élément ouvrier est absent des organes dirigeants. Par souci d'ouverture, des conférences abordant les questions sociales sont organisées. Eugène Fournière évoque le 17 novem-



bre 1900 les rapports entre « Coopération et socialisme ». Le succès de cette première expérience est encourageant. L'adhérent Ernest Lepez, secrétaire de la Fédération régionale du Parti socialiste, propose d'inviter deux propagandistes parisiens. Le Comité ne voit pas d'objection. Au début de 1901, la venue de Maxence Roldes, rédacteur au *Petit Sou*, journal socialiste fondé par Edwards pour contrecarrer la politique de son beau-frère Millerand, et d'Aristide Briand, rédacteur à *La Lanterne*, provoque de violents remous dans les milieux conservateurs de la ville. Ces conférences, reconnaît Lefort, « ont indisposé contre nous une partie de l'opinion rouennaise, jusque-là bien intentionnée ». Elles provoquent des discussions animées à l'Université populaire. Le modéré Lefort n'est pas hostile à la venue de conférenciers socialistes « en philosophe ou en théoricien » tel Fournière « indiscuté et estimé de tous » mais il récuse les Parisiens à la personnalité trop affirmée, laissant cependant porte ouverte à des orateurs socialistes de la région. Raoul Fauconnet, fondateur du *Peuple*, Lecomte employé comptable et Lepez, membres du Conseil, tous militants socialistes, jugent cette proposition inacceptable. Ils estiment la venue de personnalités socialistes indispensables si l'on veut attirer la classe ouvrière, principale raison d'être de l'association. Fauconnet réaffirme qu'en adhérant, « il avait en vue de faire une Université populaire à tendance socialiste ». La réplique de l'avocat Crépieux-Jamin est cinglante.

« Nous n'avons pas fondé l'Université populaire pour qu'elle soit socialiste ou modérée mais un terrain neutre où nous pourrions les uns et les autres apprendre à nous connaître et à nous supporter. »

Le ton conciliant de Lefort n'empêche pas le problème de resurgir au Conseil d'administration de mars 1901. La proposition de Lepez de faire venir Louis Dubreuilh, l'actif propagandiste du Parti socialiste de France, est rejetée par 14 voix contre 5. Lepez publie alors un article vengeur dans *Le Petit Sou* qui porte le conflit sur la place publique. Il attaque violemment « Messieurs les Universitaires » et annonce la démission des membres socialistes — lui-même, Benoît, Destin — et son intention de fonder une nouvelle Université populaire qui sera

« syndicaliste et socialiste et afin de bien montrer à nos bourgeois rouennais que nous ne désarmons pas, nous prierons notre ami Dubreuilh de venir à l'inauguration » (15).

Le projet n'a pas de suite. Quinze jours plus tard l'assemblée générale du 21 mars règle définitivement le problème en acceptant la proposition du pasteur Théodore Monod.

« L'Université populaire de Rouen entend rester fidèle au principe de la coopération des idées et elle donne mandat au conseil d'administra-

tion d'appeler ou d'accepter tous les conférenciers qui acceptent eux-mêmes le principe de la libre discussion. »

La démission de Lepez met un terme au conflit. L'étude du socialisme n'est pas totalement écartée ; il est seulement présenté au plan théorique dans le cadre de discussions contradictoires animées par les professeurs de philosophie du lycée Corneille. Parmi eux, Émile Chartier dont la notoriété naissante est gage de sérieux pour un président très modéré (16).

Les Universités populaires de l'Ouest — Laval, Le Mans, Angers — sont également agitées par la politique. Dans cette région marquée d'un fort conservatisme politique et religieux, l'Université représente une avancée démocratique, une œuvre laïque en butte aux querelles et oppositions menées par les cléricaux.

L'ÉDUCATION MUTUELLE de Laval et son premier président Félicien Challaye, jeune professeur de philosophie, sont une cible de choix (17). L'Université populaire est inaugurée le 15 décembre 1901 sous les auspices de la Bourse du travail, tout juste créée le 12 janvier de la même année. La Bourse est l'aboutissement d'une longue campagne menée par les syndicalistes — François Acambon, Charles Lanslin, Tonnelier — et la réalisation d'une promesse faite à la classe ouvrière lavalloise par la municipalité républicaine. Dès son arrivée au lycée de Laval en octobre 1901, Challaye sollicite Acambon pour une réunion à la Bourse de tous ceux intéressés par la création d'une Université populaire. Fin novembre, les secrétaires de syndicats, le conseiller municipal Dupré, quelques ouvriers et intellectuels fondent un bureau provisoire présidé par Challaye. Quinze jours plus tard, le 15 décembre l'Université populaire est définitivement créée.

Née en dehors de toutes influences catholiques, elle est contestée dès les premiers jours ; tout est prétexte à critique et Challaye concentre les attaques. Une conférence sur le livre de Zola, *Travail*, suffit à déclencher l'ire des journaux cléricaux. *Le Courrier du Maine* entame une violente polémique, dénonçant la nocivité de l'œuvre : « Malheureux ouvriers auxquels on va faire renier l'Évangile du Christ et imposer l'évangile de Zola » (18). Challaye reçoit également des mises en garde officielles. Il est convoqué par le préfet de la Sarthe pour avoir participé à une fête terminée sous les accents de l'Internationale ; menace est faite d'empêcher les fonctionnaires d'adhérer à l'Université populaire en cas de récidive. Les conservateurs profitent de l'incident pour accuser la municipalité, qui prête le local, de favoriser les menées socialistes. Aux élections législatives de 1902, Challaye soutient avec ostentation la candidature du socialiste Lanslin en accrochant un drapeau rouge à sa fenêtre. La colère enfle contre lui et atteint son paroxysme lorsque la ville apprend qu'il a charge de prononcer le discours de distribution des prix, rituel dévolu au professeur de

philosophie. Cette information déchaîne la colère des journaux catholiques. *La Mayenne* et *Le Patriote de Mayenne* mènent campagne.

« Le bruit court que Monsieur C..., professeur de philosophie prononcera le discours d'usage lors de la distribution des prix du lycée de Laval. Cela est pour surprendre... Tout le monde connaît également ses opinions socialistes et collectivistes qu'il affiche avec ostentation ». « Sait-on qui doit prononcer le discours de distribution des prix du lycée de Laval ? Monsieur C..., l'illustre M. C..., le commentateur admiratif de Zola... Voilà ceux que l'Université des francs-maçons met en vedette » (19).

Cette campagne aboutit. Challaye est privé de discours ; quelques jours plus tard, il apprend sa nomination au lycée d'Évreux.

« Je suis contre mon gré, éloigné d'une ville où j'avais demandé à rester pour y faire œuvre utile comme je croyais en avoir le droit » (20).

L'ÉDUCATION MUTUELLE du Mans connaît les mêmes difficultés. Elle naît, comme à Laval, de l'initiative des syndicats de la Bourse. Elle est inaugurée le 27 octobre 1900 sous la présidence du député local d'Estournelles de Constant. Très vite, elle jouit d'une grande vitalité : des adhérents par centaines, la multiplicité des cours et des conférences, un bulletin mensuel, attestent de la réussite. Cette prospérité gêne. Bien qu'à l'écart de toutes initiatives politiques, L'ÉDUCATION MUTUELLE est l'objet d'attaques pendant toute la campagne électorale de 1902. Le Comité réagit et

« regrette que des déclarations faites au cours de la campagne électorale, tendent à dénaturer le rôle de l'Université populaire en laissant entendre que certains cours qui y sont faits peuvent avoir un caractère politique. Il déclare que conformément à ses statuts, l'Université populaire est toujours restée en dehors et demeurera toujours une œuvre d'éducation laïque et républicaine » (21).

Dans une ville essentiellement cléricale où l'élément militaire et réactionnaire a tenu trop longtemps les ouvriers sous sa tutelle, L'UNION POPULAIRE de Tours rejetée de partout a la possibilité de s'installer à la Bourse du travail. Mais cela est impossible car il faut éviter de froisser les susceptibilités et d'effrayer certaines timidités qu'il faut bien ménager.

D'autres exemples illustrent les difficultés rencontrées. Victor Basch, animateur de l'Université populaire de Rennes, fait état « d'un milieu extraordinairement hostile ». L'ÉDUCATION MUTUELLE de Nancy est accueillie avec scepticisme dans une ville dominée par les nationalistes et les conservateurs. LA MUTUALITÉ INTELLECTUELLE de Saint-Quentin connaît les mêmes préventions.

« Certains esprits autoritaires et bornés, qui craignent toute société indépendante, ont envisagé sa formation et son essor avec une certaine malveillance ; les intentions de quelques-uns de ses fondateurs ont pu même être suspectées et le sont encore ».

La municipalité de Dijon reproche à l'Université populaire d'être un tremplin pour prédicateurs socialistes et le conseil municipal fait dépendre la subvention d'un contrôle sur les sujets de conférences.

Ces divers cas illustrent l'opposition des milieux conservateurs à des œuvres républicaines, opposition parfois soutenue par des pressions administratives auprès des fonctionnaires. Hors le cas Challaye, il n'y a guère de témoignages sur ces pratiques mais il semble qu'elles soient courantes. Un responsable d'Université populaire qui veut garder l'anonymat lance un cri de détresse.

« Si l'on ne nous vient pas en aide, en haut lieu, l'Université populaire de X. aura vécu, ou du moins déviara-t-elle du chemin où nous l'avons lancée. Déjà des professeurs du lycée ont déserté à la suite des mauvaises dispositions, franchement déclarées, du recteur surtout. »

Malgré tous les gages de bonne volonté — affirmation de la neutralité politique et religieuse, sujets de conférences soumis au préalable au recteur —

« certaines personnes persistent à croire du moins en apparence, que notre œuvre, pour l'avenir sera autre chose qu'une œuvre d'éducation intellectuelle et morale » (23).

Ces pressions sont évoquées par Charles Péguy dans un dialogue imaginaire où René Lardenois l'entretient de quelques amis communs :

« — Que devient notre ami Desbois ?

— .....

— Il a déménagé ?

— Oui, on l'a déménagé.

— Comment ça ? il était en rhétorique à Bordeaux.

— Oui, on lui a donné de l'avancement. On l'a envoyé en troisième au lycée de Vesoul. Pour le récompenser d'avoir travaillé aux Universités populaires » (24).

Un autre ami, Duchêne, subit le même sort. Ces personnages fictifs représentent des proches de Péguy. Fils de petit fonctionnaire ou de paysans, ces professeurs sans grand éclat, de Pithiviers ou de Blois, d'Orléans ou de Sens, de Vendôme ou de Saumur, fidèles lecteurs des *Cahiers de la Quinzaine* se retrouvent tout naturellement à l'Université populaire près d'un peuple d'où ils sont sortis.

Ce devoir de réserve est imposé aux fonctionnaires par une



administration vigilante, inquiète de constater que le fonctionnement des Universités populaires est intimement mêlé à la vie du quartier et aux luttes politiques.

Elles sont de toutes les campagnes électorales. Les activités régulières sont suspendues : à quoi bon des conférences dans des salles désertées par des adhérents sollicités par les réunions politiques ? Un temps fort de cet engagement pour les universités parisiennes fut la mobilisation de tous les républicains après la victoire des nationalistes aux municipales de 1900. L'UNION MOUFFETARD soutient résolument une candidature socialiste aux législatives de 1902. Dans un appel lancé aux habitants du quartier, la nécessité de continuer l'œuvre d'enseignement pour barrer la route à l'esprit clérical est réaffirmée avec vigueur.

« Au lendemain de la lutte électorale qui a mis en présence, une fois de plus, la Réaction et le Progrès social, l'Autorité qui s'impose et la Raison qui discute, nous faisons auprès de vous un nouvel et fraternel effort. Vous venez de voir combien notre arrondissement... était envahi par l'esprit clérical et rétrograde... Que tous les citoyens conscients... viennent auprès de nous comme dans les syndicats ou les coopératives, travailler à l'émancipation intellectuelle ou matérielle du prolétariat » (25).

L'engagement politique des Universités populaires profite à quelques adhérents. Le député de Rouen, Achille Lefort reconnaît publiquement l'importance de LA COOPÉRATION DES IDÉES dans sa carrière politique. Il attribue son élection de 1906 à son titre de président de l'Université populaire ; en favorisant le rapprochement d'hommes d'opinions différentes, elle a réuni toutes les voix républicaines. Le jeune étudiant Jean Grillon, inconnu en 1900, doit beaucoup à sa fonction de secrétaire de L'ÉDUCATION MUTUELLE de Nancy pour son élection à la députation en 1906. L'Université populaire, centre de la vie sociale nancéienne grâce à un grand local qui abrite de nombreuses associations, le met en contact avec tous les groupes républicains de la ville.

Les Universités populaires ne sont pas absentes des grands mouvements d'opinion qui agitent la période. Elles prennent toute leur place, dans le combat pour la paix, auprès des organisations ouvrières.

Le Congrès des Universités populaires de 1904 adopte à l'unanimité le vœu déposé par le socialiste Gustave Rodriguès, professeur de philosophie délégué du FOYER DU PEUPLE d'Amiens.

« Au moment où le conflit russo-japonais multiplie en Extrême-Orient les souffrances, les massacres et les calamités de toutes sortes, le Congrès des Universités populaires... proteste une fois de plus contre les horreurs de la guerre et émet le vœu que dans les prochaines

conférences... on développe le plus souvent possible cette belle et utile maxime : si tu veux la paix, prépare la paix ».

Le Congrès de 1905 réuni dans les locaux de L'UNION MOUFFETARD reprend le flambeau; il adresse un message de sympathie aux congressistes des Sociétés françaises de la Paix réunis à Lille. Le 3<sup>e</sup> Congrès de 1907

« considérant que la suppression de la guerre est le problème dont la solution la plus urgente s'impose impérieusement, tant parce qu'elle est indispensable au progrès social qu'à cause des immenses périls que la conservation de la guerre ferait courir à l'Humanité, engage les Universités populaires adhérentes à prêter au pacifisme international leurs concours le plus actif » (26).

Ces proclamations annuelles ne sont que les réaffirmations solennelles d'une pratique quotidienne. L'hostilité aux choses de la guerre passe dans les nombreuses conférences. Les pouvoirs publics et l'autorité militaire ont bien senti le danger de cette propagande pour le moral des troupes, à preuve l'interdiction faite aux membres du contingent d'adhérer aux Universités populaires.

Les grands événements — hexagonaux ou internationaux — ne laissent pas indifférents. La catastrophe de Courrières, en mars 1906, suscite un grand élan de solidarité. Les événements de Russie en 1905 provoquent des réactions : conférences, réunion publique à Paris sous la présidence d'Anatole France, pétitions à Laval à l'initiative de L'ÉDUCATION MUTUELLE.

Les exemples d'interventions publiques pourraient se multiplier. Une étude fouillée permettrait de faire une typologie précise sur les engagements. Ils suffisent amplement pour montrer que la neutralité est une chimère dans le domaine politique.

### **L'Université populaire et la question religieuse**

Il peut paraître tout à fait incongru de mêler la question religieuse à la vie d'une association se réclamant de la Laïcité, de la Raison, de l'esprit critique et du refus de tous les dogmatismes. Pourtant cette question se pose avec acuité en une période où l'anticléricalisme est la chose la mieux partagée par tous les républicains. Quelle place pour l'Université populaire dans ce combat pour la laïcité, jalonné par la loi sur les associations de juillet 1901 et le vote de la séparation de l'Église et de l'État en 1905 ? (27).

La naissance de LA COOPÉRATION DES IDÉES est bien accueillie dans les milieux religieux. Henry Mazel, catholique notoire, est parmi les premiers soutiens de Deherme. L'inauguration est relatée en termes bienveillants par plusieurs journaux ou revues catholiques tels *Le*

*Correspondant* ou *L'Univers* (28). La publiciste Paule Vigneron, du *Pain*, s'offre même de participer. Elle formule deux souhaits auprès de Deherme : elle voudrait ajouter au programme de conférences, un cours de catéchisme qui serait un enseignement plutôt qu'un sermon et exposerait la doctrine catholique ; elle réclame aussi un cours de morale sociale catholique parlant de l'Évangile. Deherme n'accédera pas à ses demandes (29).

La référence à la laïcité précisée par les statuts de février 1900 ne décourage pas les catholiques sociaux. Marc Sangnier fait trois conférences à LA COOPÉRATION DES IDÉES : le 28 avril 1900 sur la certitude mathématique, les 5 et 12 mai sur la certitude morale et religieuse. Il est accueilli avec la plus parfaite courtoisie et il encourage les catholiques à entrer dans les Universités populaires pour y défendre une religion qui ne mérite pas toutes les attaques qu'elle subit (30).

L'affirmation socialiste des universités parisiennes vaut bien quelques accusations. Sous la plume de Paul Dacier, l'Université populaire est soupçonnée de vouloir désorganiser l'armée, ruiner le catholicisme, d'être une œuvre soutenue par les banquiers juifs, une œuvre favorable au protestantisme et à la franc-maçonnerie. Même accusation d'anticléricalisme, de juiverie et de sectarisme pour François Le Baumier dans *Le Peuple français* (31). Tous ces griefs ne portent guère à conséquence et ne gênent pas le fonctionnement. Plus dommageable pour le mouvement est l'évolution provoquée par l'affaire Denis (32).

Lorsque Georges Deherme invite, en octobre 1900, l'abbé Charles Denis, directeur des *Annales de philosophie chrétienne*, pour deux conférences sur « Le Christ et son influence sociale », cela ressemble à de la provocation. Ce n'est pas la première fois que des questions religieuses sont débattues et que la parole est donnée à des personnalités connues de l'Église. Mais l'abbé Denis innove : un prêtre en soutane est sur l'estrade. La première causerie du 8 octobre se passe bien, les réactions beaucoup moins. Harrent, prêtre démissionnaire, clame son indignation le vendredi 19 octobre dans une conférence sur le thème « La Science et la Religion » devant des adhérents de LA COOPÉRATION DES IDÉES beaucoup plus réceptifs à ses propos. Quelques uns rédigent une protestation à l'adresse du Conseil d'administration de l'Université populaire : elle invite à exclure les prêtres. Reproduite dans *L'Aurore*, elle est suivie d'une note menaçante signée Bernard Guinaudeau, prêtre démissionnaire. Le lendemain Francis de Pressensé signe, dans ces mêmes colonnes, un article condamnant l'initiative Deherme. Celui-ci ne s'en laisse pas compter et le soir même il lui porte contradiction dans la discussion qui suit sa conférence à L'UNION POPULAIRE du XIV<sup>e</sup>.

Pour la deuxième causerie prévue le mardi 23 octobre, les esprits sont bien remontés. *L'Aurore*, *La Petite République* orchestrent une campagne contre Deherme afin d'empêcher la conférence. Le jour

même, *L'Aurore* publie une seconde note de Guinaudeau pour mobiliser les opposants. Le soir venu, la salle est très partagée. Sylvain Pitt encore secrétaire de LA COOPÉRATION DES IDÉES pour quelques jours a raconté la soirée (33).

Une grande fébrilité anime les adhérents discutant très fermement sur l'opportunité de la venue d'un prêtre. Deherme averti qu'il y aura du « potin » est rempli d'une tranquille assurance, sûr d'avoir raison. Sa tactique : dire à ceux qui ne veulent pas entendre Denis de s'en aller ; ils n'oseront pas voter, retenus par la curiosité. L'abbé Denis arrive à huit heures et demie, entre dans le bureau attendant d'être présenté. Deherme parle à la salle. Il réaffirme le droit de chacun à formuler sa pensée, à chacun ensuite d'apprécier la valeur des arguments et de faire son choix. Tumultes, sifflets, obstruction accueillent Deherme. Une heure plus tard, Pitt intervient pour faire entendre le conférencier.

« Ce n'est pas dimanche aujourd'hui. En venant ici, en vous inscrivant comme adhérents, vous avez pris l'engagement d'écouter et de laisser écouter le conférencier. Quel qu'il soit vous devez l'écouter.

— A bas la calotte.

— Je suis contre la calotte plus que vous, parce que j'en ai souffert plus que la plupart d'entre vous (34). »

Le tumulte continue. La conférence est annulée. L'abbé Denis est reconduit jusqu'à la Bastille au milieu d'un charivari indescriptible. On chante *la Camargnole*.

L'affaire provoque des réactions nombreuses. Les journaux la commentent dans des articles signés par les plus grandes plumes. Clemenceau dans *La Dépêche* de Toulouse, Fournière dans *Le Petit Troyen*, Viviani dans *La Lanterne*. L'« Universitaire » de *La Petite République* sous le titre « A bas la Calotte » se réjouit :

« quand il s'agit de réfuter la doctrine du bayado, je goûte fort les objections présentées sous cette forme synthétique » (35).

Si l'affaire Denis prend tant d'importance parmi les laïques, c'est que de toute part, l'Université populaire est menacée « d'entrisme » — pour employer un terme anachronique — par les catholiques. LA COOPÉRATION DES IDÉES est un symbole et l'affaire Denis veut être un coup d'arrêt au flirt catholique (36).

L'« Universitaire » s'interroge. Pourquoi offrir une tribune à des gens d'Église, intolérants, qui n'accepteraient jamais que des socialistes viennent exposer leur doctrine en chaire ? Deherme, estime-t-il, est en contradiction avec un principe essentiel : l'Université populaire accueille tous ceux qui parlent au nom de la raison.



« Or, de son propre aveu, le catholicisme n'est-il pas la négation brutale de tout ce qui est rationnel? N'est-ce pas l'absurdité même, érigée en dogme? »

et l'« Universitaire » de conclure :

« Ce n'est pas à l'heure où les cléricaux rôdent autour des Universités populaires et cherchent à s'y glisser sournoisement, afin d'en modifier l'esprit, qu'il convient de leur ouvrir les bras et d'essuyer leur baiser Lamourette » (37).

Deherme attaqué de toutes parts — Maurice Bouchor le supplie de ne pas confondre l'esprit et le Saint-Esprit (38) — se défend pied à pied précisant les raisons qui le guident :

« Ce n'est pas pour plaire à l'Église, pour lui montrer notre impartialité que nous avons convié un prêtre. C'est pour que les travailleurs s'habituent à se trouver en face des idées contraires et à les discuter. »

Il y a chez Deherme cette préoccupation constante de mettre en concurrence toutes les idées et doctrines, les meilleures l'emportant sur les autres. C'est pour faire découvrir aux ouvriers, par eux-mêmes et non par les racontars des journaux, l'esprit actuel de l'Église, c'est pour qu'ils aient devant eux le passé et ses erreurs. Et d'accusé, Deherme devient accusateur : pourquoi son initiative provoque-t-elle des remous alors que dans le même temps au Collège libre des sciences sociales ou à l'École des hautes études sociales, des socialistes patentés — Fournière, Vaillant, Sorel, Lagardelle, Adrien Veber — côtoient l'abbé Naudet, le Père Maumus ou l'abbé Feuillette sans provoquer le moindre commentaire de ceux qui fustigent LA COOPÉRATION DES IDÉES ? Pour Deherme, pas d'équivoque : cette cohabitation bonne pour des bourgeois l'est aussi pour des ouvriers. « On trouve cela bon pour de jeunes bourgeois. Il nous a plu de trouver cela bon pour nous » (39).

Les conséquences de l'affaire Denis sont importantes, pour LA COOPÉRATION DES IDÉES d'abord. Selon Charles Péguy, c'est l'occasion d'un règlement de compte entre Deherme et les universités parisiennes. Le contentieux est ancien, le moment paraît favorable : Deherme connaît des difficultés avec l'échec du Palais du Peuple, le déficit financier du journal, la contestation interne qui regimbe devant son « despotisme » de plus en plus mal ressenti. C'est l'occasion de lui « casser les reins » et de remettre en cause l'utilité de l'Université populaire. Beaucoup d'adhérents lâchent Deherme. Pitt a recopié dans ses carnets la longue lettre d'un protestataire qui refuse l'équivoque proposée par Deherme.

« En me faisant inscrire à l'Université populaire je pensais que la direction était animée sérieusement du désir de faire un monde

nouveau, c'est-à-dire faire la classe ouvrière consciente de ses droits, de ses devoirs, ainsi que de sa dignité par la solidarité humaine, partant de ce principe que nous devons combattre les trois plaies sociales qui servent de support aux capitalistes exploités, l'armée, le clergé et la magistrature. Grande a été ma surprise en apprenant hier soir que vous admettez les vieux errements, tels les prêtres à venir faire des conférences sur le christianisme. Ainsi nous les avons subis jusqu'à l'âge de raison, à l'école, à l'Église et maintenant que grâce au progrès et à la science nous avons pu rompre les ténèbres où nous étions ensevelis, on voudrait nous la faire subir encore, grand merci.

Toujours au nom de la liberté vous pouvez inviter Deroulède à faire une conférence sur la Ligue des Patriotes, ainsi que Drumont sur l'antisémitisme, de Cassagnac sur le bonapartisme, de Beaurepaire sur le syndicat de trahison, ainsi à l'infini.

Ne voulant en aucun cas servir une phalange aussi disparate, je vous prie d'accepter ma démission avec regrets de mes illusions envolées » (41).

Nombreux, comme ce sociétaire, sont ceux qui partent et fondent, fin novembre, l'Université populaire DIDEROT installée 8, rue Rondelet.

Le mouvement des Universités populaires n'est pas indemne de l'affaire Denis. Charles Guieysse y voit le moment où se détache définitivement le rameau bourgeois. C'est tout à fait vrai pour les universités parisiennes qui réaffirment à cette occasion, avec force et vigueur, le camp d'où elles viennent et entendent rester : celui de la laïcité et de la raison. Les incidents se multiplient. A Levallois-Perret, la parole est retirée aux contradicteurs de l'ex-abbé Charbonnel. FLORÉAL d'Asnières expulse tous les catholiques aux cris « A bas la calotte ». L'UNION MOUFFETARD, dans son assemblée générale du 16 décembre 1900, prend nettement position sur le caractère rigoureusement laïque de l'œuvre :

« Dans aucun cas le conseil d'administration ne pourra admettre à prendre la parole comme conférencier un homme qui, professionnellement, est revêtu d'un caractère confessionnel » (42).

Tous les exposés et discussions ne pourront porter sur les questions politiques ou religieuses qu'à la condition d'être placés sur le terrain rationnel et positif.

Les retombées en province ne sont pas moindres. Deherme reçoit quelques lettres de soutien. La Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes du Lot-et-Garonne affirme : « toutes les opinions, toutes les idées, toutes les doctrines doivent pouvoir être exposées devant des travailleurs avides de savoir » (43). Mais dans l'ensemble la participation des catholiques fait problème. C'est le cas de l'université de Rennes qui organise, début 1902, une réunion publique avec Jean Allemane sur le thème de la neutralité. Pour répondre à l'orateur socialiste, le professeur à la Faculté de droit, Charles Bodin, catholique

convaincu, se propose pour des cours. La réponse de Victor Basch reprend l'argumentation déjà avancée par ceux qui reprochaient à Deherme la venue de l'abbé Denis.

« On ne saurait faire entrer dans le cadre d'un enseignement scientifique, des conférences faites par un homme qui en serait réduit à répondre aux objections par ce simple mot : je crois... L'Université populaire doit se borner à l'étude des faits et des idées qui ne relèvent que de la raison » (44).

Nous n'avons pas d'autres exemples précis des retombées de l'affaire Denis mais il n'est guère douteux que la présence d'un prêtre au titre de conférencier relève de l'exception. Cette affaire permet une clarification en levant définitivement les ambiguïtés entretenues autour de la « neutralité ». Elle accélère le départ de ceux qui conservaient l'espoir de faire de l'Université populaire un instrument de conservation sociale. Elle favorise, selon Charles Guieysse, une reprise en main des ouvriers, vision optimiste et contestable. Elle permet surtout de mettre en évidence la place de l'Université populaire dans la diffusion de l'anticléricalisme et dans la préparation des esprits à la loi de séparation.

## 2. LA REMISE EN CAUSE DES INTELLECTUELS

### L'Intellectuel : une intervention contestée

L'affaire Dreyfus a fait sortir les intellectuels de leur tour d'ivoire ; ils se retrouvent en masse dans l'Université populaire où ils jouent un grand rôle. Cette forte présence des dreyfusards suscite des réactions et tous ceux qui avaient fustigé les « prétendus intellectuels », qui avaient nié aux travailleurs de la pensée tout droit d'intervention dans les affaires de la cité, vont à leur tour être bien présents sur le terrain de l'éducation populaire. Ferdinand Brunetière et ses pairs de l'Académie française sont nombreux à signer l'« appel aux travailleurs » du 5<sup>e</sup> arrondissement, lancé par les fondateurs de l'Institut populaire du *Sillon* de Marc Sangnier pour se démarquer des Universités populaires. Un peu partout — Angers, Blois, Poitiers — naissent des Universités populaires catholiques. L'initiative de l'abbé Léon Cros, dans la ville d'Alais, est destinée à contrecarrer « une université populaire d'esprit protestant et libre penseur » (45).

Les nationalistes s'intéressent aussi à l'œuvre nouvelle. A Paris dans une réunion électorale, plaine Monceau le 19 mars 1900, Jules Lemaitre est très critique envers les Universités populaires existantes. Il regrette le caractère trop officiel, la présence trop voyante de la

franc-maçonnerie, du protestantisme, tout autant que l'enseignement trop ambitieux et empreint de solennité. La Ligue de la Patrie française n'entend pas laisser le champ libre à ses adversaires sur le terrain de la classe ouvrière (46). En même temps qu'elle tente, sous l'influence de Léon Fatoux et de Rochefort, de créer des syndicats nationalistes, Jules Lemaitre expose son projet d'Université populaire.

« Nous voudrions être plus pratiques. Il s'agirait d'abord d'ouvrir dans chaque quartier une ou plusieurs salles où des ouvriers, des employés, des commis, tous ceux enfin qui voudraient entrer, pourraient lire le soir ou l'après-midi des dimanches, des instructifs intéressants ou même tout bonnement amusants et des journaux plutôt nationalistes... Puis sous forme de causeries familières, des professeurs, des avocats, des médecins, des pharmaciens, des étudiants, des commerçants, des industriels, traiteraient dans leurs rapports avec quelque intérêt général, les sujets où ils sont particulièrement compétents et d'où ils extrairaient les notions et les idées qui peuvent être comprises de tous et être utiles à tous... » (47).

Ces propositions ne relèvent pas de la simple conjoncture électorale. Déjà une bibliothèque populaire fonctionne rue Léon-Coignet et Louis Dausset, conseiller municipal du III<sup>e</sup>, désapprouvant les tendances de LA FRATERNELLE, veut créer une université nationaliste.

Universités populaires catholiques, universités nationalistes, cette déviation inquiète les hommes qui voyaient dans l'Université populaire une œuvre de défense républicaine, marquée du sceau de la Raison et de laïcité, et même de l'empreinte socialiste.

Cette tentative de détournement, de perversion est dénoncée par Anatole France (48) dans son article « Spectacle consolant » parut dans *Le Figaro* du 17 janvier 1900. Il fait parler Paulin Ligier, membre d'une société nationaliste, qui présente l'Université populaire comme l'ultime aboutissement de projets charitables.

« Laissez les mendigots se tirer d'affaire comme ils pourront, et fondez des œuvres pour les ouvriers. Enseignez au peuple, sous le nom de socialisme, les bienfaits de la propriété individuelle, et persuadez à ceux qui souffrent qu'il est excellent de souffrir. Allez et enseignez. Votre mission dépend du succès de cette mission charitable. A Paris, en province, partout des Universités populaires ont été fondées dans lesquelles d'odieux intellectuels recherchent avec les ouvriers les moyens d'émanciper le prolétariat. Capitalistes et nationalistes, fondons partout d'autres universités pour instruire le peuple dans l'ignorance, l'exhorter à la résignation et l'induire à se contenter du bonheur qui l'attend dans l'autre monde. Allons ! Semons aux quatre vents la bonne semence ! Proclamons-nous socialistes pour que le peuple ait foi en nous, et allons défendre le capital contre ses ennemis. Aux Universités populaires opposons des universités. J'ai trouvé un bon nom pour le nôtre :

— Lequel ?

— Université populaire. »



Dans ce discours fictif, Anatole France s'oppose à l'entreprise de récupération, de mystification et refuse la tromperie d'hommes peu soucieux d'émancipation ouvrière. En somme, il dénie à son tour à ces « intellectuels » tout droit d'intervention.

D'accusateur, Anatole France figure bientôt au rang des accusés. Les procureurs sont les socialistes guesdistes et vaillantistes, visant à travers lui, tous les intellectuels progressistes et plusieurs leaders socialistes — Jaurès, Millerand —, pris à parti pour leur participation directe ou leur soutien à l'Université populaire.

Au-delà de cette critique immédiate, l'opposition relève d'une conception très différente de la pratique socialiste. En cette fin d'année 1899, l'entrée de Millerand dans le gouvernement bourgeois de Waldeck-Rousseau est l'objet d'appréciations divergentes (49). Jaurès, malgré ses craintes pour l'unité, soutient la participation. Il considère socialistes, toutes les réformes qui peuvent améliorer les conditions de vie du monde du travail. Coopératives, lois sociales, Ministère du Travail sont des avancées vers un monde meilleur. La participation d'un ministre socialiste aux affaires permet de peser sur la vie nationale et donne droit de cité aux socialistes dans la République bourgeoise ; elle fortifie ainsi le prolétariat (50). Jules Guesde refuse au contraire tout compromis avec la société capitaliste. Le salut réside dans un prolétariat autonome, vivifié par la seule science émancipatrice : le socialisme scientifique. Le Congrès de Japy de décembre 1899 ne lève pas les divergences et c'est avec en toile de fond ce désaccord stratégique et tactique, qu'il faut interpréter les positions de Guesde et de Lafargue sur les universités populaires et les « intellectuels » (51).

L'affaire Dreyfus conduit nombre d'entre eux au socialisme. Beaucoup de militants s'interrogent sur l'utilité de ces adhésions. Quelle force apportent-elles à l'action socialiste ? N'y a-t-il pas risque de dérive provoquée par ces socialistes du « lendemain » ? La critique essentielle est que ces universitaires ne viennent pas au socialisme pour être des militants mais des chefs qui veulent tout réformer.

Cette accusation emprunte au fonctionnement des Universités populaires. A l'origine et dans l'esprit, ce sont des associations d'« égaux volontaires » mais les premiers mois d'existence montrent que les principes résistent mal à la réalité du fonctionnement, qui met en évidence l'omniprésence des intellectuels. Ils sortent de l'affaire Dreyfus convaincus que « c'est la pensée qui conduit le monde comme la boussole dans la tempête montre encore la route aux navires », affirmation d'Anatole France dans son discours inaugural à L'ÉMANCIPATION de Grenelle.

Cette mise en avant est dénoncée par Lafargue dans un article au vitriol publié, le 11 mars 1900, dans l'hebdomadaire *Le Socialiste*. Le prétexte de cette violente diatribe est l'inauguration du RÉVEIL des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> arrondissements où Allemane et Jaurès entourent Anatole France.

Cette inauguration — le 4 mars sous le préau de l'école Étienne Marcel, trop étroit pour contenir tous les curieux qui veulent voir et entendre les trois leaders — est l'occasion pour France et Jaurès de redire tout le bien-fondé des Universités populaires. Dans son discours au titre significatif — « Prolétariat et Science » — Anatole France réaffirme le pouvoir émancipateur de la science qui libère des servitudes arbitraires alors que l'ignorance nourrit les préjugés. L'Université populaire doit répandre les richesses intellectuelles trop longtemps enfermées et réservées à une minorité bourgeoise et permettre d'acquérir, non pas toute la science, mais la méthode qui procurera les moyens de conduire l'esprit dans toutes les recherches désirées. S'emparer des armes puissantes de la pensée pour défendre la République et marcher plus sûrement vers la conquête des pouvoirs publics, la grande voix de Jaurès fait écho :

« La science, en déroulant sous le regard des prolétaires les vicissitudes de l'univers et le changement incessant des formes sociales, est, par sa seule vertu, libératrice et révolutionnaire. Nous n'avons même pas besoin que les maîtres qui enseignent dans les Universités populaires concluent personnellement et explicitement au socialisme. Dans l'état présent du monde, c'est la science elle-même qui conclut » (52).

Jaurès ne s'en tient pas au plaidoyer pour la science. Il fustige au passage tous

« les socialistes qui voient un calcul machiavélique de la bourgeoisie et un piège pour les travailleurs dans les Universités populaires comme ils voient un piège dans la coopérative, dans le syndicat ».

La réponse de ces « socialistes » ne tarde pas. Elle est cinglante. Dans son article, Lafargue dénonce la prétention des intellectuels à guider le peuple, rejoignant des positions anciennes du Parti ouvrier français. Au moment de l'Affaire déjà, sous la plume de Charles Bonnier, les guesdistes se montrent sceptiques sur l'engagement des intellectuels. Confinés dans leur laboratoire, coupés du monde, ils ignorent tout de la question sociale et ne peuvent prétendre servir de guide car, « en venant chez nous, ils ont peut-être plus à apprendre qu'à enseigner » (53). Cette méfiance envers les individus ne rejait pas sur la science qui reste l'instrument d'émancipation par excellence, mais il ne s'agit pas d'enseigner n'importe quoi. La science qui amènera l'émancipation du prolétariat, le levier qui fera basculer le régime capitaliste, c'est le socialisme scientifique, non la science bourgeoise qui ignore tout de la question sociale.

Lafargue reprend les mêmes arguments que Bonnier. Il récuse la pensée bourgeoise comme moyen d'émancipation et dénie à un philosophe de cabinet — Anatole France — une connaissance de la lutte des classes et la capacité de cerner réellement les forces agissantes

de la société. Lafargue oppose à l'esprit théologique, dénoncé par France comme cause du mal dont souffre l'humanité, la propriété individuelle, source de toutes les misères. Il s'en prend à tous les philosophes qui veulent cacher aux opprimés la cause véritable de leur malheur. Les Universités populaires sont une chimère destinée à détourner l'ouvrier de l'étude de la vraie science libératrice car « le socialisme non émasculé par les intellectuels et les intégralistes est banni des Universités populaires ». Lafargue précise :

« Que les bourgeois qui s'intéressent aux Universités populaires en aient conscience ou non, ce mouvement est un essai de captation intellectuelle de la classe ouvrière et une tentative pour donner à l'idéologie bourgeoise une nouvelle prise sur le cerveau ouvrier. »

En effet

« L'ouvrier mal nourri, que dix à douze heures d'atelier épuisent, ne peut avoir qu'une très petite somme d'énergie pour organiser des syndicats, des coopératives, des groupes politiques et socialistes ; rien donc ne serait plus profitable à la classe capitaliste que d'entraîner les militants des syndicats et des organisations socialistes à absorber ce faible résidu d'énergie intellectuelle dans des études scientifiques, littéraires et autres ».

Une seule science mérite des sacrifices, c'est le socialisme scientifique (54). Lafargue n'est cependant pas trop inquiet : le fonctionnement des universités populaires le rassure. L'absence de plans d'études et de méthodes d'enseignement lui donne bon espoir et, avec lucidité, il prévoit la suite du mouvement : « Les Universités populaires flamberont comme feu de paille, tôt allumé, tôt éteint. » Quelques jours plus tard Jules Guesdè, répondant à un journaliste du *Temps*, enfonce le clou.

« Les Universités populaires ont autant d'importance que l'œuvre des petits teigneux. C'est avec de pareilles inventions qu'on amuse le peuple » (55).

L'opposition guesdiste sera constante. Elle se manifeste en toute occasion. Lors de la fête civique, organisée par les Ligues républicaines et les Universités populaires en l'honneur de Diderot, salle Wagram le 29 juillet 1900, Anatole France présente Diderot comme un véritable ami du peuple, « un grand serviteur du peuple, un défenseur du prolétariat, j'oserai dire, en prenant le mot dans une large acception, un socialiste ». Il montre aussi que l'Université populaire est capable d'apporter des « parcelles » de science et un peu de liberté. Guesde rétorque que le peuple n'a à mendier, ni un brin de science, ni un brin de liberté, il lui faut tout. Lors de l'ouverture de L'ÉMANCIPATION

INTELLECTUELLE d'Épernay, le Cercle d'études sociales fait paraître une note dans les journaux socialistes.

« Considérant que le parti socialiste est un parti de classes... (qui) ne saurait entrer en contact avec n'importe quel parti de la classe bourgeoise, le Cercle d'études sociales décide qu'aucun de ses membres ne peut et ne doit collaborer, à quelque titre que ce soit à l'Université populaire » (56).

Le XXIX<sup>e</sup> congrès de la Fédération du Nord du Parti ouvrier français, réuni à Douai, le dimanche 17 avril 1901, sous la présidence de Guesde, considère les Universités populaires comme des « officines politiques désertées par le prolétariat » (57).

Louis Dubreuilh, proche d'Édouard Vaillant est tout aussi catégorique dans le rejet :

« On n'ignore pas le danger que peuvent présenter pour le développement socialiste, ces universités dominées par l'esprit capitaliste. »

## Il les accuse

« de vouloir détourner le prolétariat de sa vraie voie et de favoriser un compromis nouveau entre la classe exploiteuse et la classe exploitée ».

Dubreuilh propose de les tuer en remplaçant les enseignants bourgeois par des éducateurs socialistes (58).

La condamnation des intellectuels est aussi le fait des « déçus » des Universités populaires. A la fin de 1900, Lagardelle, dans une conférence faite au « Groupe des étudiants collectivistes de Paris », reproche aux intellectuels leur incapacité à se fondre dans le mouvement socialiste ; il les accuse de ne considérer le prolétariat que comme un instrument capable de satisfaire leurs ambitions personnelles. Cette conférence provoque des réactions. Charles Guieysse, secrétaire de la Société des Universités populaires, gérant des *Pages libres*, essaie de convaincre qu'un intellectuel peut aller au peuple sans arrivisme mais sa réponse traduit bien le désarroi de ces intellectuels qui sont allés sincèrement au peuple avec la conviction qu'ils pouvaient aider à une réelle émancipation, mais sont forcés, après un an d'expérience, de reconnaître leur échec (59).

L'antagonisme entre Université populaire et socialisme, principale accusation des guesdistes, est repoussé par toutes les autres tendances de la gauche. Célestin Bouglé, fondateur de l'Université populaire de Montpellier, estime que cette opposition n'existe pas, bien au contraire. Dans une conférence à la Bourse du travail de Toulouse, il montre que le prolétariat ignore tout de la science du socialisme. A preuve dit-il, la quasi impossibilité de trouver ce qui a paru en français sur Marx ; à preuve également les registres de lecture des bibliothèques des Bourses



révélant combien les livres qui enseignent la théorie et l'histoire du socialisme sont peu demandés. L'Université populaire doit expliquer les concepts de base, être une source de vulgarisation du socialisme (60).

Anatole France revient sur les reproches qui lui sont faits. L'occasion lui est donnée par la parution de la brochure du socialiste belge Louis de Brouckère, *Le Socialisme et les travailleurs*, parue fin 1900, dont il fait la préface. Il réaffirme que le rapprochement entre savants et ouvriers est une condition de l'émancipation, même si elle n'est pas la seule :

« Ceux qui jugent qu'on exagère les bons effets de ces réunions auraient raison si on y enseignait que la science est un instrument unique et suffisant d'émancipation et que les parcelles de cette science, que le travailleur manuel pourra acquérir dans des conférences du soir, suffisent à son affranchissement...

Ce qui est vrai, c'est qu'en acquérant par l'étude la connaissance sommaire, mais exacte des conditions de la vie, l'ouvrier se procure les moyens de reconnaître sûrement celle de ces conditions qu'il est désirable et possible de changer. Ce qui est vrai encore, c'est que l'étude exerce notre intelligence et nous donne l'occasion de penser. Penser, c'est bien quelque chose. Ce ne sont pas les fusils, c'est la pensée qui en définitive mène le monde » (61).

Et voilà, la boucle est bouclée. En novembre 1899, France affirmait déjà que la pensée mène le monde. Un an plus tard il n'a pas changé d'avis. La constance de cette affirmation situe bien l'enjeu du débat qui s'est tenu pendant l'année 1900 sur les Universités populaires et les intellectuels. Reconnaître à ces derniers une fonction émancipatrice, c'est nier le rôle historique du prolétariat que lui assigne la théorie marxiste. Cette remise en cause et ce retournement est inacceptable pour l'extrême gauche socialiste des années 1900.

### L'enseignement en question

Contesté dans leur statut, les intellectuels le sont aussi dans leur fonction enseignante. La méfiance à leur endroit est confortée par l'incapacité qu'ils ont de donner un enseignement satisfaisant la demande des adhérents. Selon l'économiste Francis Delaisi, un des fondateurs de l'université de Rennes, le déclin n'a d'autres raisons que le décalage, la distorsion entre l'offre et la demande.

« Que demandait l'ouvrier ? La connaissance précise et pratique de la société où il peine. Que lui a offert l'Universitaire ? La connaissance des métaphysiques, des littératures, des arts du passé : en somme des distractions, une culture d'oisifs. Comme d'ordinaire le peuple demandait du pain, comme d'habitude on lui a offert de la brioche » (62).

La mise en cause d'un enseignement pour adultes précède même les premières réalisations. L'exposé du projet élaboré par Deherme suscite quelques doutes sur l'opportunité de proposer un enseignement supérieur à des ouvriers qui n'ont fréquenté que les bancs de la communale. Comment pourraient-ils suivre ? La diversité des thèmes abordés, l'absence de suivi, ne sont pas pour rassurer. De toutes parts les mises en garde ne manquent pas à l'exemple des anarchistes qui tempèrent vite l'enthousiasme des premiers jours. Delesalle atténue l'optimisme qui était sien.

« Il me semble utile de calmer toute admiration exagérée à leur endroit (les Universités populaires), de dissiper en passant toute illusion sur leur valeur scientifique... les causeries sont faites à des travailleurs n'ayant ni le livre, ni le laboratoire et sont privés du temps matériel pour se livrer à un examen ultérieur... Rien n'est moins scientifique que l'incohérence dans l'enseignement... Non, les Universités populaires ne peuvent prétendre donner un enseignement véritablement scientifique » (63).

Ce doute sur l'efficacité engendre d'autres expériences. Les anarchistes lancent les Bibliothèques libertaires, des universités municipales sont créées à Paris sous la responsabilité de Paul Brousse, à Lyon sous l'égide d'Alexis Bertrand (64).

Le principal grief porte sur l'absence de méthodes, la diversité des cours et des causeries, plus capables de dérégler les esprits que de donner des notions claires sur la science. L'idée que l'Université et l'enseignement soient tout justes bons à produire des « déracinés » n'est pas nouvelle ; elle est reprise pour l'Université populaire. Paul Bourget dans son roman *L'Étape*, comme Daniel Halévy dans *Un Épisode* présentent des héros désorientés par l'enseignement qu'ils reçoivent. Julien Guinou, personnage principal d'*Un Épisode*, membre de l'Université populaire Le Foyer, se suicide, renforcé qu'il est dans son inadaptation à la vie sociale par son passage à l'Université populaire (65).

Les avis les plus autorisés proposent des remèdes. La très sérieuse Société d'enseignement supérieur met en place les bases d'un programme. Émile Durkheim, le pape de la sociologie française, dans une communication au Congrès international de l'éducation sociale de 1900, tenu dans le cadre de l'Exposition, considère les Universités populaires incapables de remplir leur mission car elles manquent aux conditions fondamentales de tout enseignement : la suite et l'unité de vues. La diversité, poursuit Durkheim, ne peut qu'accroître la confusion des idées. Il fait trois propositions. Il faut substituer au système des conférences isolées celui des leçons suivies, méthodiquement enchaînées. Il faut apporter un enseignement approprié au public, pas un demi-savoir qui ne peut faire que des dilettantes :

« Ce qu'il faut, c'est munir les travailleurs de notions précises qui puissent guider leur action politique, et des connaissances techniques qui puissent leur servir dans leur pratique professionnelle et relever leur condition tant morale que matérielle. »

Enfin Durkheim souhaite une homogénéité intellectuelle et morale des enseignements. Pour satisfaire à ces trois conditions, il propose tout bonnement d'annexer l'Université populaire à l'université officielle (66).

C'est la tentative faite par LA SOLIDARITÉ du XIII<sup>e</sup> et L'UNION MOUFFETARD du V<sup>e</sup> qui profitent d'un bon environnement intellectuel.

Lors de la mise en route, les fondateurs de LA SOLIDARITÉ — Dick May, Ferdinand Buisson, Émile Duclaux, Pierre Coupat le très réformiste secrétaire de la Fédération des mécaniciens —

« estiment inutile de déranger chaque soir de braves gens épuisés par une longue journée de travail, si c'était seulement pour leur faire entendre des conférences d'apparat, sans suite, sans lien entre elles ».

Ils décident d'organiser de véritables cours confiés à des directeurs d'études qui dressent le programme et distribuent les leçons à différents professeurs. Au premier trimestre 1900, sept cours sont proposés : histoire de France, littérature, philosophie, sciences physiques et naturelles, géographie, économie politique et sociologie, hygiène et cuisine. Le « nec plus ultra » de l'université parisienne est représenté : Seignobos et Henri Hauser pour l'histoire, Émile Faguet et Estaunié pour la littérature, Ferdinand Buisson pour la philosophie, Duclaux et Félix Le Dantec pour les sciences, Vidal de la Blache, le fondateur de la géographie moderne, Charles Gide pour les sujets économiques et le docteur Poirrier pour l'hygiène. A ces cours réguliers s'ajoutent des conférences du samedi soir « destinées à tenir les membres de LA SOLIDARITÉ au courant de l'actualité en science, en littérature, en art, en politique ou en industrie ». Cette première expérience n'est pas concluante, les leçons faites sur un même thème par des professeurs différents ont des effets négatifs.

« Toute rupture de suite et d'unité dans l'enseignement a produit parmi les auditeurs, d'abord de la surprise puis de la contrariété... Il a fallu renoncer... au système de la direction des études, il a fallu substituer définitivement l'organisation franche et claire des cours universitaires. »

L'année suivante, chaque jour de la semaine est réservé à une matière : histoire des doctrines économiques, géographie économique de la France, histoire de la morale et histoire de la littérature, biologie et cours d'hygiène, histoire du peuple de France, sciences. Programme copieux et bien sérieux, pour des étudiants populaires, suivi par une cinquantaine d'auditeurs (67).

L'UNION MOUFFETARD a beaucoup tâtonné. La première année révèle le peu d'efficacité des causeries isolées faites par des conférenciers étrangers à la maison. Elle décide, en octobre 1900, d'y substituer un enseignement méthodique sous la direction de professeurs de la Sorbonne et de l'École normale supérieure : les questions économiques et études professionnelles, l'histoire politique de l'Europe contemporaine, l'histoire de l'art, les sciences physiques et naturelles, la philosophie, la morale sociale sont confiés à François Simiand, Jardé, Léon Deshairs, Louis Lopicque, Gustave Lanson et Frédéric Rauh.

Les Universités populaires ne bénéficient pas toutes d'un personnel enseignant si nombreux et si compétent. Elles tentent cependant d'approcher ces modèles et présentent des séries sur un même thème — Laval, Le Mans, Sens, L'UNION POPULAIRE du XIV<sup>e</sup>, LA FRATERNELLE du III<sup>e</sup> — qui permettent de mieux fixer l'attention et l'esprit des auditeurs, de mieux connaître le conférencier, ainsi de s'enhardir à demander des éclaircissements, à formuler des questions. Braut, membre du FOYER DU PEUPLE d'Amiens, insiste sur cette nécessité vitale de la méthode si l'on veut éviter la stérilité des débuts.

« Les Universités populaires allaient n'importe où, cahin-caha, au hasard de la toquade ou de la fantaisie du corps enseignant de ces prétendues universités, alors que le principe primordial, base de tout enseignement sérieux est la *Méthode* » (68).

Le secrétaire de cette même université, Jules Malbranque, regrette que faute de temps les activités de la première année soient une succession de conférences sans lien. Entre février et avril 1900, les adhérents peuvent écouter une explication sur la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, un cours sur l'œuvre de Voltaire, l'utilité de la houille, les trusts et les monopoles aux États-Unis, l'astronomie populaire, la découverte de l'imprimerie, l'enseignement populaire en Angleterre. Ce programme hétéroclite, né dans la précipitation des premiers jours, ne donne pas satisfaction et par la suite, les cours seront réguliers et planifiés sur l'année. En 1901-1902, quatre cours sont au programme : l'histoire avec l'étude de la Renaissance, un cours de sciences sociales qui présente le mouvement ouvrier en Allemagne, en Angleterre, aux États-Unis, un cours de sciences insistant sur les phénomènes géologiques et les sociétés animales, enfin la littérature traitant de l'évolution de la comédie en France.

Ces tentatives d'adaptation et de mimétisme par rapport à l'enseignement traditionnel, présentées comme remède miracle à la désaffection des adhérents, ne donnent pas les résultats espérés, l'abandon rapide de l'expérience de LA SOLIDARITÉ du XIII<sup>e</sup> en porte témoignage.

La diversité des conférences reste la règle. A cela plusieurs raisons dont l'une est indépendante de la volonté des responsables : les difficultés rencontrées et l'improvisation permanente pour trouver un



orateur sont des conditions peu propices à l'élaboration d'un programme cohérent. Mais l'éclectisme peut être tout à fait volontaire. C'est le cas pour LA COOPÉRATION DES IDÉES de Deherme. Ici, « chacun vient dire ce qu'il sait le mieux, ce qu'il croit surtout et s'en va » et l'Université populaire donne dans l'encyclopédisme, aborde tous les domaines de la science ; l'homme conscient est celui qui a des clartés de tout.

Le programme fixé par Deherme comprenait toutes les branches générales du savoir physique, biologique et sociologique : astronomie, cosmologie, géographie, anthropologie, ethnologie, physiologie, hygiène, psychiatrie, psychologie, linguistique, logique, esthétique, démographie, droit, économie politique, pédagogie, philosophie de l'histoire, criminologie, philosophie, éthique... LES SOIRÉES OUVRIÈRES de Montreuil ont un égal appétit de savoir. Elles s'intéressent aux idées philosophiques générales sur l'Univers — l'astronomie, les astres et leur composition, la loi de gravitation universelle, le refroidissement de la terre —, la transformation et l'évolution des êtres vivants — la vie primitive de l'humanité, les documents préhistoriques, l'antiquité de l'homme —, les commencements de la société humaine — origine de la civilisation, histoire ancienne avec l'étude des Égyptiens, des Grecs, des Romains —, les races humaines civilisées, l'histoire moderne...

Deherme justifie cette volonté d'embrasser toute la connaissance :

« Plus on remue de sujets, plus on a de chance de révéler des aptitudes et de stimuler la curiosité intellectuelle qui est toujours plus frappée par quelque chose qu'on ne peut savoir à l'avance. »

Sa conception de l'éducation des adultes emprunte au darwinisme : il transpose au domaine des idées la concurrence qu'il observe dans les sociétés animales, les bonnes idées chassant les mauvaises. Son refus de cours trop programmés se justifie aussi par la différence qu'il fait entre l'enseignement de l'Université populaire et celui de l'Université.

« La première et capitale différence qu'il y a entre cet étudiant et l'ouvrier qui suit la conférence de LA COOPÉRATION DES IDÉES, c'est que celui-ci ne cherche pas à obtenir un diplôme, il ne cherche pas à savoir parce qu'on l'y oblige, parce qu'il espère exploiter sa science. Sa curiosité est de la plus haute humanité. Le désintéressement absolu la fait sainte et forte » (69).

L'Université populaire n'est pas une boîte « à bachot ». Le travailleur qui est adulte, peut ordonner ses connaissances comme il le souhaite. Rien n'est imposé. C'est le libre choix. Et puis, à quoi serviraient les belles séries de conférences, impossibles à suivre pour la majorité des adhérents, retenus un soir à la maison par la grippe du dernier-né, empêchés par une réunion syndicale ou par un travail d'urgence imposé par le patron.

L'absence de méthode ne porte pas l'entière responsabilité de l'échec de l'enseignement. Conférences isolées ou en séries, causeries, donnent les mêmes résultats, peu satisfaisants. Le problème est ailleurs. Il est dans le contenu de l'enseignement et dans les difficultés d'échange entre l'orateur et son public.

Le conférencier vient pour dire ce qu'il sait, non pour répondre à une demande. L'Université populaire néglige l'étude du concret. Ce reproche formulé par Guieysse explique l'insuccès des conférences.

« Beaucoup d'ouvriers parisiens..., producteurs soucieux des lois de la production et de leurs conséquences, ont abandonné les Universités populaires. Ils n'y trouvaient pas ce qu'ils étaient venus y chercher. »

L'explication est simple :

« Les Universités populaires sont rapidement tombées entre les mains des socialistes lettrés, des gens qui construisent dans leur cerveau la cité de demain et trouvent plus commode de négliger l'étude des réalités économiques » (70).

C'est dire que les conférences littéraires ou scientifiques, très présentes dans les programmes ne correspondent pas vraiment à ce qu'attendent les auditeurs. Henry Béranger en fait l'expérience rue Paul-Bert. Après quarante minutes d'exposé sur Michelet, la discussion dévie sur la question sociale, les problèmes de la vie quotidienne, les salaires et la misère.

Sensibles à cette demande de sujets sociaux, certaines Universités populaires essaient de répondre aux besoins exprimés. L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR POUR TOUS de Besançon connaît une crise vers 1906. Soucieux de relancer l'activité, le secrétaire interroge les syndiqués sur le meilleur moyen pour faire repartir les activités. La solution paraît être des conférences liées aux curiosités de la classe ouvrière : sur l'organisation de la société contemporaine, des leçons d'hygiène, de sciences pratiques, de géographie économique. La commission exécutive s'adresse alors au jeune agrégé Lucien Febvre, le futur fondateur des *Annales*, dont le programme mérite d'être rapporté. Le thème général traite de l'histoire politique et sociale de la France de 1789 à nos jours et de l'organisation de la société contemporaine. Le premier chapitre étudie les grands facteurs, c'est-à-dire la Révolution française — son esprit, ses conséquences politiques, économiques et sociales — et la Révolution matérielle — la vapeur, le machinisme, les chemins de fer, la grande industrie —. Ensuite, place est faite aux idées et partis d'action sociale pour la période 1815-1875 avec une mention toute particulière pour les premiers systèmes socialistes — le socialisme utopique —, les partis républicains, la crise de 1848, le second Empire, l'Internationale, la Commune et la III<sup>e</sup> République. Dans une troisième partie, Lucien Febvre propose de traiter les institutions de la Républi-

que bourgeoise — le budget, la justice, la presse, l'enseignement — pour terminer par l'étude des idées et des partis depuis 1875 où large place est faite aux partis prolétariens, à l'anarchisme et à l'étude du syndicalisme. Bienheureux sont les adhérents de Besançon qui ont dans leurs murs un précurseur d'histoire sociale.

Tous n'ont pas cette chance et le témoignage de l'inspecteur d'Académie, Martin, responsable du CERCLE EDGARD QUINET de Bourg, vaut pour beaucoup. Il avait programmé des cours sur les grands moralistes — Socrate, Marc Aurèle —, l'œuvre de Jean-Jacques Rousseau, la Révolution. Ce fut un échec, ces sujets n'étant pas d'actualité pour des travailleurs réclamant encore et toujours de l'économie politique. Martin reconnaît qu'il n'a pas de spécialiste qui puisse se charger de cet enseignement et de promettre qu'il se transformera, s'il le faut, en conférencier économique. L'absence de telles compétences s'explique, selon Édouard Dolléans, par l'enseignement des lycées.

« Un enseignement de l'Histoire exclusivement politique... Aucune allusion aux ferments de l'économie... Encore moins une allusion au mouvement ouvrier » (71).

Cette ignorance, cette méconnaissance des intellectuels envers le monde ouvrier sont la cause réelle de l'échec. En effet, comme le souligne Charles Guieysse,

« on n'enseigne pas des ouvriers qui finissent tard leur travail comme on enseigne des jeunes gens obligés de venir en classe ; on ne confère pas devant un auditoire d'ouvriers comme devant un auditoire de petits-bourgeois constamment à la recherche de distractions et d'amusements bon marché... Le bon conférencier qui a fait ailleurs ses preuves d'éloquence réelle, change complètement de ton quand il parle à l'Université populaire. Il dépose son panache au vestiaire et fait à ses auditeurs le grand honneur de ne pas faire tourner devant eux le miroir aux alouettes » (72).

La règle de toute bonne pédagogie c'est de bien connaître son public, dans le cas des Universités populaires, c'est de s'intéresser à la classe ouvrière, d'étudier ses conditions d'existence. L'incapacité des intellectuels d'assumer leur tâche d'enseignement populaire est ressentie par les intéressés. En effet, quelle différence entre un cours magistral, dans un amphithéâtre de la Sorbonne, écouté religieusement par quelques fidèles qui ont su résister à l'ennui, et la conférence faite autour d'une table au milieu de militants prompts à poser la question qui dérouté et qui demande réponse immédiate sans le secours de notes bien préparées. Combien ont dû ressentir l'anxiété des débuts de carrière que de longues années de pratique avaient fait disparaître !

Deux initiatives tentent de trouver remède. Deherme inscrit dans son projet de Palais du Peuple, une école normale pour éducateurs

populaires. L'intention est là, même si elle n'eut pas de suite. Plus intéressant, pour avoir reçu un début d'application, est le cours préparatoire à l'enseignement des Universités populaires proposé par l'École des hautes études sociales. Elle est fondée à l'initiative de Dick May et inaugurée le 12 novembre 1900 ; elle comprend trois sections : une école de morale, une école sociale, une école de journalisme. C'est dans le cadre de l'école sociale que se fera la préparation pour l'enseignement à l'Université populaire sous forme de conférences et d'exercices confiés à des professeurs prestigieux : Ferdinand Buisson est chargé du cours de morale, Émile Duclaux des sciences physiques et naturelles, Paul Dupuy des lectures dramatiques, Charles Gide de l'économie politique et du droit. L'enseignement littéraire est confié à Lanson, l'histoire à Gabriel Monod, Henri Hauser et Émile Bourgeois, la pédagogie à Charles Richet, la philosophie sociale à Séailles, la composition des conférences à Charles Guieysse. Cet enseignement doit, selon Duclaux, éviter aux conférenciers les difficultés du début

« devant un auditoire qui est différent des auditoires auxquels ils sont habitués, un auditoire qui, déjà aux prises avec les nécessités de la vie... est parfois préoccupé de problèmes autres que ceux qui tourmentent les élèves ordinaires ou les professeurs ».

Ces conférences doivent faciliter l'adaptation, aider à l'adéquation des leçons, en un mot régler le problème d'incompétence des conférenciers, non pas celle du savoir — à preuve les titres universitaires de chacun d'eux — mais celle de l'échange. Nous ignorons combien de cours furent réellement faits, combien et qui sont les « élèves » qui les suivent, mais une chose est sûre : les souhaits manifestés par Duclaux dans la séance inaugurale du 27 novembre n'ont pas abouti. Les conférenciers ont échoué dans leur tentative pour faire partager leur savoir, incapables qu'ils sont d'adapter leur discours aux auditeurs présents.

Il est vrai que tous ne viennent pas à l'Université populaire avec les scrupules d'un Duclaux ou d'un Charles Guieysse. La conférence est trop rarement commandée par le souci de satisfaire le public. L'intérêt personnel prime. Pour beaucoup d'étudiants et de professeurs, elle est un banc d'essai, une dernière mise au point pour roder un cours ou préparer un examen ; on vient s'y exercer pour un concours, nombre de jeunes agrégés y font leurs premières armes. C'est ce que dit Marcel Martinet, propagandiste dans l'entre-deux-guerres de la culture prolétarienne, lorsqu'il rappelle un refrain d'école normale :

*« En allant aux U.P.  
Parler de c' qu'on ignore  
On s' prépare à briller  
Au mois d' juillet encore ! » (74)*



Cette fonction d'apprentissage est reconnue de manière très officielle. Le Congrès de septembre 1900 des Sociétés laïques d'instruction primaire adopte le vœu

« que les étudiants des universités de l'État soient invités à prêter leur concours comme professeurs et conférenciers à l'œuvre de l'instruction populaire et que le stage volontaire, accepté par ceux d'entre eux qui deviendront professeurs de l'Université, soit considéré comme un apprentissage dont il devrait être tenu compte par l'Administration » (75).

LA SOLIDARITÉ de Montauban met en pratique ces recommandations. Sur les 26 orateurs inscrits en 1901 il y a plusieurs élèves-maîtres de l'École normale sollicités par le secrétaire général qui pense

« faire œuvre utile en facilitant à ces futurs éducateurs l'exercice de la parole devant un public différent de celui auquel ils s'adressent la plupart du temps » (76).

Le public n'est que prétexte, il n'est pas pris au sérieux. Au début, tous les concours sont acceptés, mais toutes les bonnes volontés ne sont pas également soutenues par des capacités incontestables et « les bavardages tiennent souvent lieu de science ». La conférence n'est pas préparée, le ton s'en ressent. Trop souvent aussi, une conférence improvisée doit remplacer celle annoncée parce que l'orateur « a un empêchement ». Devant cette désinvolture, les auditeurs se font rares, les conférenciers sérieux qui préparent leurs exposés se dégoûtent à leur tour, lassés de perdre une soirée pour parler devant trois personnes. Cette situation n'échappe pas aux congressistes du 1<sup>er</sup> Congrès des Universités populaires de mai 1904. Ils réaffirment

« que les conférenciers sont faits pour les Universités populaires et non celles-ci pour exercer à l'apprentissage de la parole. Elles sont destinées bien moins encore à servir de tremplin à qui est impatient de se lancer dans la notoriété ».

#### POUR L'ÉDUCATION MUTUELLE de Choisy-le-Roi

« il ne faudrait accepter comme conférenciers que des personnes d'une compétence certaine : en grande partie d'eux dépend le succès de l'Université populaire car, s'il faut des adhérents pour assurer l'existence du groupe, il faut des conférenciers non seulement instruits mais susceptibles de contacts avec les auditeurs » (77).

Avoir le contact, c'est le problème des intellectuels. Comment aborder un auditoire ouvrier ? Certainement pas comme Daniel Halévy qui vient en ethnologue assouvir la curiosité que lui inspire le monde ouvrier, vêtu d'un bourgeron et chaussé de gros sabots, déguisement

qui attende à la dignité ouvrière. Pierre Hamp décrit l'impression produite :

« L'habit négligé nous paraissait une insulte, et les gros souliers nous indiquaient qu'il croyait se rapprocher de nous et se faire une apparence populaire » (78).

Comment ne pas être gêné alors que les ouvriers vont à l'Université populaire vêtu de leurs plus beaux atours qui les font se confondre avec les adhérents bourgeois.

Quel langage utiliser ? Le tutoiement et la qualification de « citoyen » ou « camarade » ne sont pas toujours goûtés. La familiarité ne sied pas à tous. Comment faire passer la conférence ? Pour Delaisi, le « jargon » utilisé par les conférenciers, bourré de mots abstraits, incompréhensible pour les non-initiés, est un obstacle majeur. Il illustre son propos par deux exemples. Un jour, il va écouter un conférencier qui présente un tableau de Giotto en ces termes :

« Les attitudes ont encore une certaine raideur hiératique, vous y apercevrez facilement des traces de byzantinisme. »

Et Delaisi d'ajouter :

« Le Bellevillois mon voisin, ouvrait des yeux énormes, mais non vraiment il ne voyait pas le byzantinisme. »

Un autre jour, avec un ami menuisier, il entre dans une université de province. Le professeur faisait un cours de grec, relevant les expressions obscures, comparant avec les formes analogues en sanscrit, latin ou gaélique. Le menuisier, considérant cela comme une préface ennuyeuse mais nécessaire pour la bonne compréhension questionne :

« — Quand il aura fini de comparer ses manuscrits, qu'est-ce qu'il va faire ?

— Il passera à un autre auteur. »

Incrédule, l'ouvrier va à d'autres cours. Il y entend parler de subjectivité, des sensations, des théories littéraires de Stendhal ou de l'histoire des Étrusques, sujets qui le laissent pantois.

« C'est donc ça les gens instruits ? Des bourgeois occupés à s'amuser d'une façon intelligente, des professeurs de distractions intellectuelles, bien supérieures certes au noble jeu de la manille mais fatigantes d'ailleurs et tellement au-dessus de la lassitude des soirs de travail ! Crois-tu qu'un forgeron qui a battu le fer pendant dix heures ait encore assez de ressort moral pour s'offrir le luxe " des jouissances de l'esprit critique " ? Toutes ces sciences-là, vois-tu, c'est bon pour des bourgeois riches qui n'ont rien à faire qu'à lire des livres, aller au théâtre ou dans

les expositions de peinture et en causer ensuite aux belles dames. Le peuple a autre chose à faire. Avant de goûter toutes ces distractions, il doit d'abord conquérir les loisirs et l'aisance nécessaire. Pour cela, il a besoin de s'instruire, mais ce ne sont pas les tragédies de Sophocle qui l'aideront à sortir de la misère : c'est la connaissance des conditions du travail dans le monde. Et cette connaissance-là, je vois bien maintenant que ce ne sont pas les professeurs de littérature qui nous la donneront » (79).

Même quand la conférence aborde les questions sociales, a priori plus accessibles, le vocabulaire utilisé est toujours une barrière à la compréhension. L'intellectuel parle en théoricien, agite des grandes idées alors que l'ouvrier préfère de loin, aux concepts abstraits, l'exposé simple des réalités quotidiennes.

Les personnages du roman de Louis Guilloux, *La Maison du peuple*, concluent à merveille sur les difficultés de l'enseignement et les problèmes de communication. Le Braz, petit homme sec et ardent, prétend que l'Université populaire sert au racollage électoral — « les bourgeois essayent de nous endormir ». En réponse à l'ouvrier plâtrier Pélo, défenseur de ces œuvres d'enseignement, Le Braz insiste :

« Qu'est-ce que tu veux que les ouvriers aillent s'intéresser à des conférences sur le costume des femmes, sur l'éducation anglaise ou sur l'Indochine... Ils (les intellectuels) ne nous connaissent pas, et puis, ils veulent nous flatter et se servir de nous » (80).

L'échec de l'enseignement dans l'Université populaire n'est pas entièrement dû aux conférenciers ; tout aussi important est le manque de disponibilité des adhérents. La question posée en ce début de siècle est à la fois simple dans la formulation et complexe dans la réponse : comment concilier une expérience d'éducation ouvrière avec les longues journées de travail et l'absence de temps libre ?

Les fondateurs ont très vite perçu les inconvénients d'un dur labeur qui laisse peu de loisirs à l'ouvrier et provoque une lassitude peu propice à l'étude. L'ancien ouvrier qu'est Georges Deherme sait de quoi il parle lorsqu'il réclame avec insistance aux conférenciers, une stricte ponctualité afin que les séances commencent à 9 heures précises pour ne pas trop entamer le temps de repos, souhait repris en écho par la commission exécutive de Voltaire, s'adressant à ses adhérents :

« Ne venez pas trop tard, si cela vous est possible, ça prolonge la soirée et gêne les camarades qui ont besoin de se lever le lendemain de bonne heure. »

Les programmes mensuels rappelleront ce souci constant de l'exactitude.

Georges Yvetot partage ces opinions. Il estime que la fatigue empêche l'ouvrier de se rendre à l'Université populaire.

« Malheureusement, tous ceux qui devraient fréquenter et profiter de ces organisations nouvelles, où le Paris qui pense se mêle au Paris qui travaille et reconnaît que les travailleurs ont eux aussi droit à la Beauté, ceux-là, le plus souvent ne le peuvent pas, car si grande que soit l'envie qu'on puisse avoir de belles et fortes choses, faut-il encore être dispos pour les voir, les entendre et en jouir. »

Une grande fatigue physique indispose pour écouter un conférencier.

« Je comprends qu'un homme qui a été comme nous le sommes, enfermé dix heures et plus dans un réduit malsain, n'ait guère d'autres désirs que celui de dormir assez pour recommencer le lendemain le manège de la veille car la fatigue nécessite un effort d'attention et de compréhension, qui pris sur le temps de sommeil, ôte tout le plaisir » (81).

Tous les fondateurs d'Universités populaires s'accordent pour faire des dix à douze heures de travail quotidien, le responsable de l'échec. Pas étonnant que la réduction du temps de travail — la journée de huit heures — thème central des revendications ouvrières, soit présente dans les réflexions des « upistes ». Un débat sur ce sujet est amorcé par l'article de Dick May dans *La Petite République* du 3 novembre 1902. Elle s'interroge sur les conditions de la rentrée, après deux ans de fonctionnement, et pose crûment la question :

« Cette rentrée de nos Universités populaires sera-t-elle honnêtement réelle et toute simple comme les autres ou s'accompagnera-t-elle, une fois de plus, d'efforts associés pour masquer le néant sous le trompe-l'œil des séances inaugurales. »

Le diagnostic est sévère, l'échec est patent (82). Les raisons avancées ne sont pas nouvelles : l'Université populaire s'adresse plus à l'élite ouvrière, qu'à la masse des travailleurs, adhérents espérés qui ne viennent pas car les conditions de travail ne permettent pas le luxe de sacrifier quelques heures d'un repos chichement accordé. Prise d'un doute, elle s'interroge : « Alors, nous sommes-nous trompés ? » La réponse est double : non, car l'idée est bonne, oui, car le moment est mal choisi.

« L'Université populaire qu'il fallait faire n'était pas faisable avant la journée de huit heures. »

Ce constat ne doit cependant pas conduire à l'arrêt d'un mouvement auquel Dick May reconnaît quelques vertus : c'est un excellent terrain d'expérience qui fournira de bons et solides matériaux à l'Université



populaire de l'avenir. De plus, quitter la place, c'est laisser le champ libre aux adversaires politiques eux-mêmes lancés dans le vaste mouvement d'éducation populaire. Il faut conserver l'outil intact et

« il faut prendre et garder l'Université populaire pour ce qu'elle est, une maison d'attente que nous avons à tenir en état continu d'attente et d'hospitalité ».

Ainsi, pour Dick May, seules les conditions économiques expliquent l'échec. Les principes fondateurs de l'Université populaire ne sont pas mis en cause ; pas un mot non plus sur les difficultés de relation entre ouvriers et intellectuels, rien sur les illusions émancipatrices qu'a fait naître l'affaire Dreyfus parmi ces derniers.

Cet article provoque des réactions émues. Maurice Bouchor lui répond vertement (83). Il se satisfait de la présence de l'élite ouvrière qui participe largement. Il observe malicieusement que la déception causée est à la mesure des espoirs grossis par l'Affaire et qu'elle est moins grande pour les personnes qui n'avaient pas attendu la crise pour coopérer patiemment, suivant des forces qu'elles savaient très minimes, à l'émancipation intellectuelle du prolétariat. Bouchor est très sévère à l'égard de ces « intellectuels » du lendemain, ignorant tout de la classe ouvrière, qui pensaient naïvement que par leur seule présence et la magie de leur verbe, ils deviendraient l'avant-garde de la révolution sociale. Sa longue expérience d'éducateur populaire lui interdit de céder au désenchantement ; il ne veut retenir que les aspects positifs du mouvement. L'élite ouvrière participe, c'est déjà bien. Les Universités populaires ont aussi un rôle important à tenir dans l'animation des fêtes organisées par les syndicats pour concurrencer, avec leur chorale et les troupes de théâtre, les inepties des professionnels du spectacle.

« Bien des ouvriers m'ont dit leur dégoût de l'ignoble et stupide répertoire du café-concert qu'il leur faut accepter et faire subir à leur femme, à leurs enfants, lorsque ne sachant à qui s'adresser, ils chargent un entrepreneur quelconque d'assurer la partie " artistique " de leur fête. »

Déjà, les nombreuses chorales et groupes théâtraux répondent par avance aux souhaits de Bouchor.

Eugène Fournière ne conteste pas l'utilité de l'Université populaire même si, dans un premier temps, elle ne s'adresse qu'à l'élite ouvrière, profitant de conditions de travail moins contraignantes. N'était-ce pas l'objectif de Georges Deherme de créer une puissante élite prolétarienne (84) ?

Dans leur fonctionnement quotidien, les Universités populaires ont une action modeste dans la revendication pour la journée de huit

heures. La société coopérative de consommation, La Solidarité des Travailleurs, prolongement de LA SOLIDARITÉ du XIII<sup>e</sup>, accorde les huit heures et le repos hebdomadaire à son personnel. LE FOYER DU PEUPLE de Marseille prend l'initiative, en décembre 1901, d'une pétition adressée au Parlement afin d'obtenir la modification des heures de travail dans les bureaux et le droit au repos dominical pour les travailleurs manuels. Les divers congrès des Universités populaires sont l'occasion de prises de positions favorables : celui de 1904 émet un vœu sur l'instauration de la journée de huit heures. Au lendemain de l'échec du 1<sup>er</sup> mai 1906, le Congrès de 1907 s'interroge sur la place réelle que peuvent prendre les Universités populaires pour faire aboutir la juste revendication sur la réduction du temps de travail.

Pour expliquer l'échec de l'enseignement, référence a été faite au problème de méthode, au contenu des conférences, à l'incompréhension mutuelle des partenaires ouvriers et intellectuels. Il faut revenir sur un point essentiel. La nouveauté de l'œuvre aurait dû produire une réflexion approfondie sur l'éducation des adultes. Elle fut très limitée. Dans beaucoup d'Universités populaires, l'enseignement n'est pas considéré comme une question à résoudre mais comme une question résolue. Cinq ans après les débuts, Charles Guieysse s'interroge à l'issue du Congrès de 1904. « Quel enseignement pour l'Université populaire ? Il est prudent de dire que nous n'en savons rien ! » La conviction d'Ernest Tarbouriech, formulée dans *Le Socialiste* du 10 mars 1906 — « le prolétariat doit avoir son propre enseignement » —, n'est guère partagée. Faute d'avoir effacé la distinction entre enseignants et enseignés, d'avoir imaginé une pédagogie originale, les partenaires de l'Université populaire ont oublié l'éducation mutuelle — raison d'être de leur rencontre — qui fait place à l'incompréhension mutuelle.

### L'Université populaire, quelle identité ?

La création de l'Université populaire, mélange d'intellectuels, d'ouvriers syndiqués ou non, d'employés, pose un problème au sein des organisations ouvrières, problème de hiérarchie essentiellement. Quels rapports doit-elle entretenir avec les comités politiques, les syndicats, les coopératives ? Peut-elle prétendre se situer sur le même plan ou être dans une relation d'étroite dépendance ? Autre question : la présence d'intellectuels ne risque-t-elle pas de dénaturer les organisations ouvrières ? Deux conceptions vont s'opposer.

La première est celle du Palais du Peuple de Georges Deherme pour qui l'Université populaire, institution ouvrière, doit dépasser, transcender les œuvres déjà existantes — syndicats, coopératives — pour éviter la concurrence et à terme, les réunir toutes dans le Palais du Peuple, aboutissement ultime, université idéale.

Les fastes de l'inauguration du faubourg Saint-Antoine sont à peine oubliés que déjà Deherme lance l'idée d'un Palais du Peuple devant compléter l'œuvre entreprise. Le projet est grandiose, 300 m<sup>2</sup> sur trois étages : « C'est l'espace minimum qui sera nécessaire pour satisfaire aux besoins moraux, intellectuels et sociaux des 20 000 adhérents ouvriers que nous prévoyons. » La façade et les sous-sols seront réservés aux magasins des coopératives, aux bains, à une salle de lecture pour les passants, à un café de tempérance et un grand restaurant coopératif pouvant contenir 200 personnes. Au centre, un théâtre de 1 500 places, réalisation du théâtre populaire tant espéré. Une galerie spacieuse le séparera du jardin. Elle servira de musée. Le jardin sera utilisé l'été pour donner des concerts avec tout autour, un fumoir, une salle de repos et le gymnase où on travaillera joyeusement au développement harmonieux du corps ; au fond du rez-de-chaussée seront installés un hall pour la récréation des enfants et une salle d'escrime. Le premier étage comprendra essentiellement des salles : petits et grands bureaux loués à différentes sociétés ouvrières, salons, bibliothèque et salle de lecture puis salles de cours et de conférences où en plus des cours du soir, le Palais du Peuple proposera un véritable collège populaire et donnera aux enfants des sociétaires un enseignement complet.

« Nous commencerons l'instruction intégrale du peuple, le jour pour les enfants et jeunes gens, le soir pour les adultes. »

Le deuxième étage sera occupé par des ateliers destinés à l'enseignement professionnel. Le Palais du Peuple veut une réhabilitation du travail manuel favorisée par une exposition permanente des chefs-d'œuvre d'ouvriers, encouragés ainsi à la création. Au troisième étage, de petites chambres seront louées à des jeunes ouvriers célibataires.

Deherme intéresse à ce projet ambitieux quelques grands noms de la politique, du syndicalisme et des milieux intellectuels. Dans le comité de patronage, rien moins qu'Alexandre Millerand ministre du Commerce et de l'Industrie, Pierre Baudin ministre des Travaux Publics, Auguste Keüfer, Alexandre Vila, Arthur Fontaine directeur de l'Office du Travail. Les hommes de lettres et les professeurs ne sont pas absents : Gustave Geffroy, Ernest Lavisse, Zola, Clemenceau directeur du journal *Le Bloc*. La présence de Millerand, des syndicalistes et réformateurs sociaux, confirme l'orientation de Deherme et l'objectif commun poursuivi avec le « millerandisme » : l'encadrement et l'intégration de la classe ouvrière par le Palais du Peuple qui doit concurrencer les organisations déjà existantes — syndicales et coopératives — plus ou moins hostiles aux projets gouvernementaux.

Il faut de l'argent, Deherme lance une souscription dont les modestes résultats l'obligent à créer, en juin 1900, une société anonyme aux parts sociales de 50 francs. Mais les souscripteurs ne se bousculent pas et le Palais du Peuple ne verra jamais le jour (85).

La deuxième conception fait de l'Université populaire une annexe de la Bourse du travail ou des coopératives. Les fondateurs ne voient qu'avantages à cette dépendance. C'est du moins l'avis du publiciste Émile Buré : l'élaboration des programmes sera plus sérieuse, les conférences plus utilement écoutées dans la mesure où le sujet sera choisi par les auditeurs et le conférencier invité par le secrétaire. Cela permettra aussi de limiter les ambitions des Universités populaires qui ne peuvent donner à l'ouvrier, disposant seulement de quelques heures, qu'une méthode scientifique et logique. Cette dépendance apportera enfin les ressources financières et un local. Tous ces avantages justifient pleinement la liaison organique entre l'Université populaire et le mouvement ouvrier organisé (86).

L'Université populaire, service de la Bourse du travail, c'est l'orientation de la Bourse d'Agen. De même que celle-ci a une bibliothèque, des cours du soir, un enseignement professionnel, elle crée une université populaire pour favoriser le progrès intellectuel et moral des travailleurs, condition indispensable à l'amélioration de leur situation économique. Elle est officiellement fondée en janvier 1903. Au mois de décembre précédent, un comité est chargé de l'organiser. Une première conférence est faite par Rayeur, professeur au lycée, le 23 décembre, devant toutes les personnalités de la ville : le député Dauzon, le Préfet, l'Inspecteur d'académie Berthelout. Le secrétaire du comité, Marius Alibert, militant syndical et socialiste, affirme que

« l'orientation désirée, dès que notre œuvre aura des chances de longue durée, est la pensée libre, le rationalisme, la philosophie libertaire. Pour le présent nos statuts sont neutres — l'article 1 interdit toute propagande politique ou religieuse — mais notre espoir est de les réviser dès que possible ».

Les premières conférences ont du succès. Faites à la mairie, elles attirent un public nombreux, pas vraiment celui espéré : les déclarations d'intentions socialistes n'ont pas déplacé la classe ouvrière. Il faut trouver remède et le comité d'administration adopte, en octobre 1903, diverses mesures destinées à donner à l'Université populaire un vrai caractère ouvrier : toutes les séances se tiendront à la Bourse, le choix des conférences sera limité à deux types de sujets : les questions purement ouvrières — les syndicats, la coopération, la législation du travail — et les questions politiques. Plus de causeries sur les problèmes philosophiques, littéraires ou scientifiques car

« de pareilles questions n'ont en effet, aucun intérêt immédiat pour le travailleur ; le temps si court dont il dispose, après le dur labeur quotidien, il veut le consacrer soit à la recherche des moyens qui lui permettront d'améliorer sa condition, soit à une distraction salutaire. Tout ce qui ne tend pas à satisfaire ce double besoin lui paraît ennuyeux et l'éloigne de l'Université populaire » (87).



L'Université populaire s'est très bien portée de cette orientation et de cette symbiose avec la Bourse. L'expérience doit être étendue. Le journaliste Émile Roubaud estime que

« les Bourses ne seront réellement complètes que le jour où le syndiqué sera en même temps mutualiste, coopérateur et étudiant populaire » (88).

La définition donnée par Charles Guieysse à l'issue du Congrès de 1904 résume bien l'état d'esprit :

« L'Université populaire, service de la Bourse du travail, a pour but de fournir aux syndiqués, au fur et à mesure qu'ils en ont besoin, les connaissances utiles pour une extension de la puissance syndicale » (89).

Cette volonté de lier Bourse du travail et Université populaire, largement partagée, soulève pourtant quelques défiances. A Nîmes, la discussion porte sur l'admission des intellectuels et des non-syndiqués. Un camarade craint que leur entrée et celle de toutes les sociétés fasse perdre à la Bourse sa véritable physionomie ; pour un autre, c'est faire « bon marché de la lutte des classes ». Ne risque-t-elle pas de juguler l'esprit de révolte en distillant l'esprit réformiste, de favoriser la résignation et de détourner l'ouvrier de l'action militante, de le détacher de sa classe, d'en faire un « déraciné », un nouveau bourgeois.

Cette discussion sur l'admission des intellectuels dans les Universités populaires s'insère dans un débat plus vaste suscité par le développement du syndicalisme enseignant, en particulier celui des instituteurs qui désirent adhérer à la C.G.T. Les avis sont partagés sur cette requête. Yvetot, secrétaire de la Fédération des Bourses, demande, dans une circulaire de février 1905, que tout soit mis en œuvre pour les accueillir et aider à l'obtention de ce droit syndical. Cette ouverture — qui vaut pour l'enseignement primaire dont les membres sont en majorité sortis du peuple — peut-elle être étendue aux autres catégories d'enseignants (90) ? La réponse n'est pas simple. Le Congrès de 1905 discute du problème de l'ouverture des Bourses. Ernest Klemczynski, secrétaire de la Fédération syndicale de l'Oise, délégué de l'Université populaire de Mouy, regrette l'hostilité affichée par de nombreux syndiqués. Il reconnaît volontiers qu'au début cette défiance était justifiée par la présence de groupes ennemis, prêchant l'unité morale mais en 1905, cette opinion n'a plus raison d'être. Le temps a fait son œuvre, épuré l'Université populaire : les intellectuels et les représentants des professions libérales se font rares et ceux qui restent ne doivent pas susciter l'inquiétude des militants. Ce sentiment lui fait recommander la participation sans réserve à ces groupements

d'éducation qui permettent, par l'habitude des discussions, de faire des militants plus sûrs (91).

Les hésitations, les doutes, les divergences d'interprétation sur la définition de l'Université populaire et sa place réelle dans le mouvement ouvrier expriment bien les ambiguïtés d'une institution vivante qui évolue avec le temps. Après quelques années, l'Université populaire termine une révolution faite de trois phases : la première, celle des initiatives, naît dans le giron ouvrier, la seconde est marquée par l'empreinte des intellectuels qui, avec le temps se désintéressent d'une œuvre décevant leurs espérances. L'Université populaire en modifiant ses activités, en changeant ses priorités — c'est la troisième phase — colle désormais à la demande de ses adhérents — ouvriers, employés — et réaffirme son identité populaire.

### 3. LE DÉCLIN

#### Des formes multiples

Sans considérer avec l'historien Édouard Dolléans que 1902 marque l'arrêt du mouvement, force est de constater que cette date est un tournant dans l'évolution. C'est le début d'une stagnation qui dure jusqu'à l'été 1904, prélude à un lent dépérissement ne laissant, à la veille de la guerre, qu'une vingtaine d'Universités populaires.

Aux débats passionnés provoqués par la neutralité et à l'insatisfaction née de l'enseignement, il faut ajouter pour expliquer ce déclin, la modification de l'environnement socio-politique et culturel. 1899, c'est le dreyfusisme, la « défense républicaine », l'engagement militant des intellectuels voulant continuer dans les salles de cours, l'action amorcée auprès de la classe ouvrière dans les réunions publiques ou les défilés de rue. C'est aussi chez les travailleurs les plus conscients, l'impression de ne pas avoir répondu comme il fallait à l'affaire Dreyfus, non-réponse qui permet l'extension du nationalisme, du militarisme, autant de menaces pour la République que l'Université populaire aura charge de défendre. L'essor de 1900, c'est aussi l'effet de mode, le soutien de tous ceux attirés par le désir de paraître ou le prestige de la nouveauté.

En 1902, le dreyfusisme est déjà loin. Le ministère Combes affirme le triomphe « définitif » de la République. L'inquiétude fait place à la sérénité et toute la fougue « révolutionnaire » de la bourgeoisie est retombée. Les Universités populaires furent les premières à le remarquer. Le climat social s'est modifié. L'échec du « millerandisme » et l'agitation sociale à partir de 1904 détournent la classe ouvrière d'institutions qui n'apparaissent plus porteuses d'améliorations

sociales. Le syndicat semble plus efficace. La crise du « Bloc » politique se double de l'éclatement du bloc qui avait soudé, au temps de l'Affaire, l'intelligentsia scientifique et une fraction du socialisme. Nombreuses sont les convictions militantes qui s'atténuent et faute de faire passer son message, le parti « intellectuel » disloqué retourne à ses « chères études ». La mort du dreyfusisme met fin à l'alliance qui avait uni au temps de l'Affaire le prolétariat socialiste à la bourgeoisie libérale.

La crise des Universités populaires, partout constatée, est l'objet de nombreuses interprétations. Certains militants de l'éducation populaire voient dans la jeunesse du mouvement l'essentiel des difficultés. Pour ces optimistes, le temps fait beaucoup à l'affaire : il faut laisser vieillir les Universités populaires avant de les blâmer et de les condamner.

L'absence de tolérance, la domination du socialisme, les conférenciers qui n'ont pu se mettre à la portée des auditeurs, sont les coupables désignés par l'enquête du journal *La Fronde* du 22 juin 1902. Dans cet inventaire, il faut faire une mention particulière à l'argument d'un membre de LA FRATERNELLE expliquant l'échec par le rapprochement contre nature de la « chèvre socialiste » et du « chou bourgeois », cohabitation dans une même association qui ne peut faire que des mécontents (92).

La crise est perceptible à plusieurs indices. D'abord la quasi-absence d'informations sur le mouvement, dans les journaux ou revues, qui tranche avec l'abondance des premiers mois ; à partir de 1902-1903, l'Université populaire n'intéresse plus.

La rareté des créations est plus importante pour apprécier le déclin : vers 1902-1903, elles deviennent l'exception surtout à Paris et dans les communes de banlieue. Huit universités naissent à Paris, entre 1904 et 1914, deux seulement en banlieue, de la transformation et de la réorganisation de celles déjà existantes. C'est le cas pour LA SOLIDARITÉ de La Chapelle qui s'installe 13, rue des Roses. Fondée en 1907 par le socialiste Victor Dalle, professeur au Collège libre des sciences sociales, elle fait suite à L'ENSEIGNEMENT MUTUEL ; de même, LA MAISON COMMUNE du XIV<sup>e</sup>, créée en 1909, rue du Château, continue L'UNION POPULAIRE. Pendant cette période, l'Université populaire sert de cadre pour le rassemblement de minorités ethniques. Apparaissent ainsi NÉERLANDIA, association d'ouvriers et d'employés hollandais, installée dans le 1<sup>er</sup> arrondissement, et HOLLANDIA située à la périphérie de Paris dans le XVIII<sup>e</sup>. En 1910, une Université populaire regroupe les citoyens russes. Dès le printemps 1902, une Université populaire juive prend naissance dans un milieu d'immigrants et d'ouvriers sous la présidence d'Alexandre Marmorek. Le lien entre tous est le sionisme et parmi les membres connus figurent Bernard Lazare et Max Nordau (93).

Dans le département de la Seine, SCIENCE ET TRAVAIL naissent à Épinay-sur-Seine et à Évry.

Pour le reste de la France, la même rareté s'observe : seules quelques associations apparaissent ici et là. L'année 1905 voit l'ouverture de celle de Belfort, depuis longtemps souhaitée. Dès 1900, Xavier Chirette, secrétaire de la Bourse du travail, évoque la création d'une Université populaire destinée à compléter l'action éducative entreprise auprès de la classe ouvrière avec la bibliothèque et les cours professionnels. Le projet reste en l'état jusqu'en 1905 et c'est Philippe Traut, secrétaire de la Fédération ouvrière, qui relance l'idée. Avec le soutien de L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR POUR TOUS de Besançon, elle est inaugurée le 19 février (94). Pour cette même année, Dax, Cahors, Marmande, Crécy, Creil, Loudun, s'ajoutent aussi à la liste. A Grenoble, l'université naît en 1906 de l'initiative du secrétaire de la Bourse du travail, Pierre David. Dans une ville à l'agitation sociale endémique, elle devient vite un centre actif de propagande libertaire autour des militants Charles Robert, son principal conférencier, et Gustave Henry.

Les années suivantes ajouteront Béthune, Nanteuil-les-Meaux, Quimper, Auxerre, Mouy, Saint-Claude où LA FRATERNELLE, naît dans le giron de La Maison du Peuple.

Le bilan de ces dix années — 1904-1914 — est maigre si on le compare avec la période précédente : 10 % des créations, l'heure est à l'effacement.

A Paris, quatre universités cessent d'exister dès 1902, parfois après seulement quelques mois d'activités : L'AUBE du IV<sup>e</sup>, L'ÉGALITÉ du VII<sup>e</sup>, DIDEROT du XII<sup>e</sup> et LA MAISON COMMUNE du XIX<sup>e</sup> auxquelles s'ajoutent l'Université populaire du VIII<sup>e</sup> et L'IDÉAL SOCIAL du X<sup>e</sup> en 1903. La seule année 1904 compte sept disparitions : LE RÉVEIL des I<sup>er</sup> et II<sup>e</sup>, L'ÉGALITÉ du IX<sup>e</sup>, VOLTAIRE et l'Université polonaise du XI<sup>e</sup>, L'AURORE et LE CONTRAT SOCIAL du XVI<sup>e</sup>, LA SEMEUSE du XVII<sup>e</sup>. Le déclin est irrémédiable et 1906 est particulièrement néfaste. C'est l'année où disparaissent quelques Universités populaires qui furent parmi les plus florissantes telles L'UNION MOUFFETARD du V<sup>e</sup> et L'ENSEIGNEMENT MUTUEL du XVII<sup>e</sup>.

1902, 1904, 1906, les années noires, sont des années électorales et les raisons politiques sont parmi les causes essentielles de disparition. Les élections modifient les rapports de force dans les quartiers et provoquent l'affaiblissement des universités : ainsi les prises de positions politiques très nettes privent L'UNION MOUFFETARD de la moitié de ses adhérents après les législatives de 1902.

Les difficultés financières sont aussi sources de disparition. Après quelques années, les dons des généreux bourgeois sont rares ; la chute des adhésions, la baisse des cotisations ajoutées aux difficultés de recouvrement, rendent insignifiantes les rentrées d'argent. Et pourtant, les frais continuent à courir. « Monsieur Vautour », le propriétaire du local, est toujours très exigeant et quand l'université n'a pas la chance d'être logée par une société amie ou de recevoir le petit billet



d'un des derniers soutiens, il ne reste plus qu'à fermer boutique. LA SEMAILLE doit sa longévité à l'aide de la coopérative La Bellevilloise, au contraire de L'ENSEIGNEMENT MUTUEL qui s'adresse à Daniel Halévy, son mécène, quelques mois avant de disparaître, pour l'informer de l'impossibilité de faire face aux frais et dépenses et lui demander d'avancer les sommes nécessaires. A-t-il répondu ? Peut-être, mais cela n'a pas suffi.

La concurrence des sociétés aux buts sensiblement identiques ne peut être oubliée dans le registre des causes du déclin. Georges Renard, professeur au Conservatoire des arts et métiers, reconnaît que l'extension des cours et leur plus grande variété font passer les auditeurs de 1 200 à 1 800, autant d'adhérents que l'on ne retrouve pas à l'Université populaire.

La modification dans la composition sociologique des divers arrondissements, liée à l'exode des populations ouvrières vers la banlieue retient aussi l'attention. Mais elle profite nullement aux universités des communes de la Seine qui connaissent le même déclin que leurs homologues parisiennes. Huit disparitions avant 1904, année charnière avec six nouvelles cessations d'activités : L'IDÉE d'Alfortville, L'ESSOR de Charenton, TRAVAIL de Clichy, GERMINAL de Nanterre, L'ÉMANCIPATRICE de Nogent-sur-Marne et l'université d'Ivry-sur-Seine. Par la suite, un déclin moins rapide mais continu laisse seulement subsister quatre universités en 1914 : L'ÉDUCATION MUTUELLE de Choisy-le-Roi, LES SOIRÉES OUVRIÈRES de Montreuil, LA GERVAISIENNE du Pré-Saint-Gervais et l'université de Saint-Denis.

La disparition dans les départements est plus difficile à apprécier (95), mais le déclin est certain à partir de 1906-1907 comme le confirme Marie Wathier au Congrès des Universités populaires en 1907 :

« Ce n'est pas sans tristesse que nous abordons le rapport moral des Universités populaires dont l'existence nous est connue. Il serait puéril de nier que ces dix-huit derniers mois en ont vu sombrer un trop grand nombre (96). »

Il n'épargne aucune région, le Gard et l'Hérault, le Sud-Ouest et aussi Lyon « où l'œuvre est agonisante » ; en 1908, les universités de l'Ouest ont pratiquement toutes disparu.

Aux causes déjà observées, il faut ajouter pour les universités de province, un phénomène d'usure, de lassitude, plus important qu'à Paris où les bonnes volontés sont plus nombreuses. Elles fonctionnent avec seulement quelques éléments actifs. La vitalité dépend de la permanence du président ou du secrétaire, âme véritable de l'Université populaire, qui doit avoir des

« qualités nombreuses et diverses, assez d'intelligence pour constituer un programme intéressant, deviner les goûts et les besoins de son petit

peuple, flairer les sujets si l'on peut dire. Il lui faut surtout du tact et de la bonhomie, une familiarité très grande qui n'exclut pas la confiance qu'il doit inspirer, un ardent esprit de prosélytisme, disons le mot, le zèle et la foi d'un apôtre (97) ».

Beaucoup de groupes disparaissent après le déplacement d'un professeur, d'un instituteur ou le mariage du secrétaire. LA MUTUALITÉ INTELLECTUELLE de Saint-Quentin se remet difficilement de la mutation d'Henriette Wurmser et à L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR POUR TOUS de Besançon, la crise éclate en 1906, année où deux piliers de l'Université populaire doivent quitter la commission exécutive pour raisons personnelles : Aeschiman, pour des problèmes de santé et Edouard Droz qui abandonne sa fonction de secrétaire pour soigner sa vieille mère malade. A l'opposé, LA COOPÉRATION DES IDÉES de Rouen, L'ÉDUCATION MUTUELLE de Bourges ou l'université de Meaux, doivent vitalité et longévité à la permanence du secrétaire ou du président : Millot à Rouen, Chartier à Bourges, Mertz à Meaux. L'échec des Universités populaires est peut-être dans cette incapacité à mobiliser les adhérents pour la gestion quotidienne.

Le déclin s'explique également par la désaffection ouvrière provoquée par la crise sociale des années 1907-1908, période de graves tensions économiques et de multiplication des grèves. Dans les régions viticoles du Gard et de l'Hérault, la révolte des vignerons, en 1907, entraîne une crise générale des organisations ouvrières (98). En même temps que de nombreuses Universités populaires disparaissent, le mouvement syndical s'affaiblit en raison de l'extrême misère qui sévit dans ces régions. A Saintes, l'Université populaire et la Bourse du travail sont créées et disparaissent aux mêmes dates, 1901 et 1906. Les problèmes de l'emploi à Levallois-Perret, les grèves à Saint-Quentin, rejaillissent sur le fonctionnement. Les militants délaissent l'université pour le syndicat qui absorbe toutes les énergies et la seule cotisation que permet un budget de chômage.

Le déclin, ce n'est pas seulement les disparitions. Pour toutes celles qui continuent de vivre, c'est la chute des adhésions. Au 3<sup>e</sup> Congrès de 1907, les 30 universités représentées comptent 7 000 membres dont 2 200 pour Paris et sa région. Comparés aux 6 000 adhérents de la seule agglomération parisienne, pour 1901, l'hémorragie est d'importance. Vers 1910, les 10 000 adhérents représentent le 1/5 des effectifs de 1901. L'ampleur du déclin est bien réelle. Quelques exemples : entre 1907 et 1908, l'université de Montpellier passe de 650 à 200 adhérents, Besançon de 635 à 370, L'ÉDUCATION MUTUELLE de Choisy-le-Roi 100 à 60. Cette désaffection est-elle sélective ? Touche-t-elle plus les adhérents ouvriers que les employés ? L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR POUR TOUS de Besançon donne une réponse. En pleine prospérité, début 1903, il regroupe 600 membres dont 362 ouvriers. Quelques mois plus tard, l'arrêt brutal de l'expansion fait chuter les adhésions de 588 à 360. Sur les 228 défections, les ouvriers sont en

majorité. Cet exemple, difficilement transposable au reste du mouvement, montre néanmoins l'amplitude des variations : de même que les adhésions furent très rapides dans les premiers mois, la crise peut anéantir l'Université populaire tout aussi vite.

L'« alanguissement » se mesure aussi au ralentissement des activités : la période de fonctionnement diminue. L'exemple de LA COOPÉRATION DES IDÉES de Rouen vaut pour beaucoup. En 1900, l'ouverture des cours se fait en octobre, dès la fin des vacances universitaires et la clôture, en juillet. En 1905, elle s'arrête en juin pour ne réouvrir qu'en novembre, soit quatre mois d'interruption contre deux seulement en 1900. A cela s'ajoute une nette diminution des conférences proposées : 28 en 1903, 19 en 1905, 13 en 1907. Cette réduction s'observe aussi à Montpellier qui propose 118 conférences, causeries ou auditions musicales en 1902, 87 l'année suivante et 39 en 1904. LE FOYER DU PEUPLE d'Amiens renonce provisoirement, en 1905, aux conférences et se contente d'entretenir la bibliothèque en attendant qu'un moment plus favorable permette de relancer les cours, conférences et concerts.

Cette contraction observée en province vaut aussi pour Paris et la banlieue. L'université Émile Zola du xx<sup>e</sup> passe de quatre conférences par semaine en 1904 à deux en 1908 et une conférence mensuelle en 1909. Elle n'organise plus d'activités le dimanche, laissant ce soin à la Fédération des Universités populaires.

Le dernier indice du déclin est la multiplication des crises qui touche nombre d'universités et d'abord la plus célèbre : LA COOPÉRATION DES IDÉES avec à terme, l'éviction de Georges Deherme (99).

Après sa rupture avec la Société des Universités populaires, Deherme consacre toute son énergie à LA COOPÉRATION DES IDÉES dont il est seul maître à bord. L'œuvre vit bien : plus d'un millier d'adhérents, deux ou trois conférences chaque soir, des cours multiples, une coopérative d'achats, autant d'activités à porter au crédit de Deherme. Mais l'homme, on le sait, ne fait pas l'unanimité. Ses contemporains le décrivent comme un « philosophe au visage dur et ferme », un être « taciturne et entier », un « libertaire autoritaire ». Ses méthodes de gestion, son pouvoir personnel irritent et, pour désamorcer un début de contestation, il met en place, en octobre 1900, un conseil d'administration dont les membres ne sont pas élus, mais choisis par lui parmi ceux qui font acte d'allégeance. Ce semblant de démocratie ne satisfait pas des adhérents qui ne constatent aucune modification dans le fonctionnement. A la fin de 1901, un nouveau différend surgit à propos de la publication de la revue. Le feu qui couvait sous la cendre embrase l'Université populaire à partir de 1903 : le prétexte est le Château du Peuple.

En mars 1903, l'adhérent Emmanuel Vitta propose l'acquisition d'une villa au bois de Boulogne. C'est là que le dimanche, les adhérents viennent se reposer ou se distraire en regardant des projections sur le

Japon ou en écoutant la grande actrice Segond Weber de la Comédie Française. Le Château du Peuple prend très vite de l'importance auprès des adhérents en même temps que son initiateur Vitta dont l'ascension fait ombre au père fondateur. La tension entre les deux hommes est grande et un fait divers provoque la rupture. Deherme apprend que Vitta a un passé judiciaire chargé. Craignant que l'image de LA COOPÉRATION DES IDÉES soit ternie par sa présence, il veut l'expulser. Malheureuse initiative ! Les adhérents qui goûtent avec un parfait bonheur les joies procurées par le « Château » apprennent avec stupeur l'éviction de Vitta et réagissent vertement. Un comité de réorganisation est constitué pour soustraire LA COOPÉRATION DES IDÉES à l'arbitraire de Deherme. Des lettres sont envoyées aux conférenciers pour les avertir qu'il ne représente plus l'Université populaire et que

« s'ils répondaient à l'appel de Deherme, ils seraient accueillis, quoique pour des motifs différents, comme de simples abbés ».

Cette mise en demeure fait effet. Ne pouvant plus assurer un fonctionnement normal, Deherme ferme boutique le 18 avril 1904. Cette cessation est jugée abusive par le tribunal de la Seine, saisi par une requête de 173 adhérents. Le tribunal décide, le 23 avril, la réouverture et nomme un administrateur provisoire, Maître Lemarquis qui confie cette tâche à son secrétaire, l'écrivain Paul Léautaud dont le journal littéraire reflète l'ennui de cette besogne, témoin qu'il est des ardentes discussions entre « compagnons » ou « citoyens » (100).

L'université est réouverte le 9 mai. Deherme ne se tient pas pour battu. Fort du soutien de 191 adhérents et des nombreuses lettres d'encouragement — Henry Mazel, Barrès, Millerand — il s'installe, après la perte du procès, à une centaine de mètres, au 234 de la même rue. Mais le ressort est brisé. Quelle désillusion ! Être exclu d'une œuvre qui représente toute une jeunesse, tout un idéal ! Il ne s'occupe guère de la remise en route et part en voyage d'études pour l'Afrique Occidentale. Après un an, LA COOPÉRATION DES IDÉES de Deherme disparaît. Cette disparition est symbolique : les adhérents ont choisi les activités récréatives, les distractions proposées par Vitta contre l'effort et la rigueur, credo de Georges Deherme.

La crise est aussi présente à Brest. René Litalien lance plusieurs appels à tous les démocrates et socialistes brestois

« pour assurer enfin la vie, longtemps difficile et depuis quelques temps précaire, de l'Université populaire qui devrait être le centre intellectuel de toutes les forces démocratiques et laïques ».

L'ÉDUCATION SOCIALE de Troyes se transforme, en juillet 1907, en COOPÉRATION DES IDÉES ; L'UNION POPULAIRE de Tours est réorganisée par Victor Coissac en 1909. L'ambition d'Orléans et de Limoges est seulement de se maintenir. Toutes ces difficultés n'épargnent pas les



universités parisiennes. *La Petite République* et *L'Humanité* sont remplies de convocations, pour motif de réorganisation, aux adhérents de L'ÉMANCIPATION, L'UNION MOUFFETARD, L'UNION POPULAIRE du XIV<sup>e</sup>, L'ÉDUCATION SOCIALE (101). Cette morosité est générale et ce ne sont pas les quelques universités encore florissantes — Bourges, Abbeville, Le Mans, Saint-Quentin, Ruelle-sur-Touvre, Armentières, Châlons-sur-Marne — qui modifient la tendance.

### Les efforts d'adaptation

Pour faire face à cette crise qui les ronge, les Universités populaires cherchent à s'adapter en regroupant leurs forces et en modifiant les priorités dans leurs activités. Très vite, les difficultés grandissantes obligent à une coordination qui prend la forme de fédérations régionales.

Comme souvent, c'est la région parisienne qui montre l'exemple. Le nombre des Universités populaires, les liens d'amitié entre les membres fondateurs, la proximité géographique, favorisent un tel projet, très vivement encouragé dès l'été 1900, par Jean Allemane qui fait de la fédération des groupements, le seul moyen de survie.

La Société des Universités populaires organisait régulièrement des réunions ouvertes à tous les secrétaires d'universités parisiennes. L'utilité de ces rencontres où l'on échange des adresses de conférenciers, des appréciations sur les orateurs, le bien-fondé de tel ou tel sujet, semble si évidente que l'idée d'un groupement officiel naît dans plusieurs esprits. Bien que jugeant le projet prématuré, Charles Guieysse, secrétaire de la Société, propose en décembre 1901 une modification du secrétariat afin de le mettre au service des Universités populaires : il s'occuperait de trouver des conférenciers et se chargerait de la propagande. Cette mise à disposition est acceptée. Comme elle accroît la charge de travail, Guieysse, déjà bien occupé par sa revue *Pages libres*, cède la place, au début de 1902, à un dénommé Picquemard. Après six mois d'activité, le bilan montre une satisfaction générale. Forts de cette expérience, les responsables d'universités décident d'aller plus loin en créant une Fédération des Universités populaires de Paris et de la banlieue constituée en septembre 1902 ; Paul Kastor en est le secrétaire général (102). Elle regroupe la quasi-totalité des universités parisiennes et de banlieue. Ses actions et services sont multiples : elle propose des fêtes et réceptions avec, en août 1903, l'accueil des universités belges et, le 23 novembre de la même année, la fête des Universités populaires qui réunit plus de 1500 personnes. Elle organise des souscriptions pour financer un monument à la mémoire de Zola ou pour l'envoi d'« upéistes » à l'Exposition de Saint-Louis. Elle facilite enfin la vie quotidienne en

favorisant le recrutement des conférenciers et en assurant la publicité des programmes.

Les universités de province ressentent également la nécessité de se grouper. Le Congrès régional de celles du Nord-Est, réuni le 2 février 1902 à Châlons, jette les bases d'une fédération. Sont présentes : Bar-le-Duc, Châlons-sur-Marne, Épernay, Reims, Suippes, Troyes, Vitry-le-François. Les objectifs sont discutés : la fédération doit faciliter le fonctionnement par l'achat en commun d'ouvrages et la constitution d'une bibliothèque circulante, la mise en place d'un service central de renseignements sur les conférenciers et sur les lectures qui « portent » ou « ne portent pas ». Trois mois plus tard, le 4 mai, les statuts sont adoptés. Après un an, le Congrès du 10 mai 1903, apprécie positivement l'action fédérale qui rend de grands services. Même processus de regroupement dans le Sud-Ouest. Tarbes, Pau, Argelès, Bagnères-de-Bigorre, se fédèrent le 27 septembre 1903 et sont rejointes par LE FOYER DU PEUPLE de Toulouse en 1904. Mêmes objectifs, avec en plus la création d'un bulletin, organe de liaison jugé indispensable. Cette fédération est très vivante, les congrès annuels — 1904, 1905, 1906 — en témoignent et sont l'occasion de faire le point (103).

D'autres projets n'aboutissent pas. La fédération des Universités populaires du Midi, souhaitée en 1902, ébauchée au Congrès régional de mai 1903, n'a pas vu le jour. Il en est de même pour la Fédération des Universités populaires de l'Ouest de la France, proposition de L'ÉDUCATION MUTUELLE de Laval mal accueillie par celle du Mans.

Toutes ces fédérations, qui naissent entre 1902 et 1903, sont les symptômes des difficultés rencontrées après deux ou trois années de fonctionnement. Elles ne permettent pas toujours les rapprochements souhaités et ne peuvent durablement enrayer le déclin. La situation est critique. Elle ne peut durer et le temps est venu de faire un bilan global de l'œuvre entreprise, bilan sans complaisance afin de trouver des remèdes, si remèdes il y a.

Ce sera l'objet du Congrès de 1904 (104). A la fin de 1903, l'idée d'un congrès est dans l'air. Réunie en décembre, la Fédération de Paris propose qu'une commission soit créée pour en étudier la possibilité. Le projet est accepté et la somme de 100 francs matérialise la décision. Début janvier 1904, une circulaire, envoyée à toutes les universités connues, précise les buts et les objectifs d'un tel regroupement : parmi eux figure la constitution d'une fédération nationale. Le principe du congrès reçoit un accueil très favorable. Henri Ablonet, ouvrier ciseleur, membre de L'UNION MOUFFETARD et secrétaire de la commission d'organisation, fait état, le 13 mars 1904, de 80 adhésions : 55 de province, 25 de Paris et de banlieue. Ce nombre est jugé suffisant, le congrès est programmé pour la Pentecôte, les 22 et 23 mai à Paris. Trois Fédérations régionales, 69 Universités populaires — 30 de Paris, 39 des départements — sont représentées. Parmi les délégués,

beaucoup de professeurs. Malgré les efforts des organisateurs, la représentation ouvrière est mince. Henriette Wurmser, désignée par LA MUTUALITÉ INTELLECTUELLE de Saint-Quentin, est présente à son corps défendant, car les ouvriers sollicités se refusent, effrayés par la mission. Quarante et une adhésions individuelles sont recueillies parmi les amis de l'œuvre, professeurs, publicistes, étudiants.

Au Congrès, cinq commissions traitent de l'organisation générale, des rapports avec les organisations ouvrières, de l'enseignement, des consultations juridiques et médicales, du problème de la Fédération. Les débats sont animés surtout quand il s'agit de trancher sur l'orientation générale du mouvement : l'Université se réclame-t-elle de la « lutte de classes » ou de la « fusion des classes », est-elle une œuvre de combat ou de pacification ? Le Congrès ne répond pas vraiment à cette question délicate même s'il engage les universités à multiplier les contacts avec les groupements ouvriers. Même indécision dans le débat sur l'enseignement : faut-il un enseignement bien ordonné, des conférences, des causeries, des cours ? Tout est passé en revue sans qu'aucune de ces pratiques fassent l'unanimité.

Les résultats du congrès sont décevants en regard de l'espérance qu'il fit naître. Le nombre des Universités populaires représentées et la présence de délégués venus parfois de fort loin témoignaient de l'attente. Tous espéraient qu'il en sortirait une formule de vie, pleine d'encouragement pour l'avenir. Il n'en fut rien. Le seul résultat concret fut le projet, largement approuvé, de Fédération nationale investie d'une triple mission : soutenir les universités défaillantes, être une force morale face aux pouvoirs publics et publier un bulletin permettant un meilleur fonctionnement par l'échange d'informations. Le Congrès délègue au bureau de la Fédération de Paris le soin de préparer les statuts de cette Fédération nationale, dans les plus brefs délais afin d'en proposer la création au II<sup>e</sup> Congrès prévu pour avril 1905. Cela est fait, et un an plus tard les Universités populaires réunies les 23 et 24 avril 1905 dans les locaux de L'UNION MOUFFETARD, entérinent la création de la Fédération dont le siège est 28, rue Serpente.

Elle connaît une existence difficile. Peu d'universités adhèrent, 17 seulement alors que 54 ont approuvé sa création ; elle aura un maximum de 31 adhésions en 1906. Son utilité est vite contestée. Malgré l'organisation d'activités de soutien — conférences, envois de livres —, l'impression ressentie est qu'elle n'apporte pas un réel appui. Le seul intérêt reconnu est la publication du bulletin *L'Université populaire*. Le projet de doter le mouvement d'un grand organe d'informations n'est pas nouveau : Deherme voulait transformer *La Coopération des Idées* en quotidien et en 1902, l'idée d'un journal, *L'Écho des Universités populaires*, n'aboutit pas. Malgré la charge financière que représente *L'Université populaire*, la Fédération publie sept numéros — d'octobre 1905 au mois d'août 1910 (105) —, source

de renseignements indispensables qui permet de suivre l'évolution en une période où les témoignages deviennent rares. Le bulletin consacre l'essentiel aux comptes rendus des congrès, organisés par la Fédération. Après Paris en 1904 et 1905, c'est Bourges, en 1907, qui accueille les délégués de 32 universités, puis en avril 1908, mai 1910 et novembre 1912, c'est à nouveau Paris (106). La participation — 68 Universités populaires en 1904, 21 en 1908 — révèlent toute l'ampleur du déclin.

Pour répondre à la crise, les Universités populaires modifient aussi les priorités dans les activités d'enseignement. Les cours professionnels prennent de l'importance : les universités parisiennes proposent deux cours pour 50 conférences ou causeries en 1901 ; en 1904, 11 cours pour 57 causeries ; en 1906, 29 cours pour 32 causeries. Sans atteindre partout cette ampleur, les cours représentent en 1902 plus de la moitié des activités d'enseignement. Ils sont d'une grande variété. LA SOLIDARITÉ du XVIII<sup>e</sup> propose, en novembre 1907, un enseignement industriel et mécanique, un cours de chimie, de physique, d'électricité appliquée, de dessin, d'arithmétique, d'algèbre, de géométrie ; des cours de français, de comptabilité industrielle et commerciale, de sténographie, sont dispensés afin de favoriser la recherche d'un emploi. L'enseignement des langues — l'anglais, l'allemand, mais surtout l'espéranto — occupe une place privilégiée. La vogue de ce dernier correspond à l'essor général de cette langue nouvellement créée. Sa facilité d'apprentissage —

« en une heure, on peut savoir la grammaire, un mois suffit pour apprendre à lire un texte, deux mois pour écrire, trois mois pour parler » —

en fait la seule langue dont l'étude soit abordable par des personnes qui disposent de peu de temps. L'Université populaire voit un autre intérêt pour la classe ouvrière à l'étude de l'espéranto. Il est un

« moyen particulièrement efficace d'accroître son action internationale, pour la réalisation de son idéal de libération et d'opposition à toutes les guerres ».

### Le Congrès de 1907

« estimant que l'étude de la langue auxiliaire espéranto est à la fois, pour le prolétariat, un instrument d'émancipation intellectuel et le seul moyen qu'il possède d'établir avec fruit des relations internationales, engage les Universités populaires à en favoriser l'étude » (107).

Le conseil fut suivi et L'ÉDUCATION SOCIALE de Montmartre, LA MAISON RÉPUBLICAINE, LA COOPÉRATION DES IDÉES, L'ENTRAIDE, L'IDÉE, LA VÉRITÉ de Levallois-Perret, L'ÉDUCATION MUTUELLE du Mans... multiplient les cours.



L'accroissement des activités récréatives — nous y reviendrons — est l'autre réponse apportée à la désaffection des adhérents. Avec le temps, les Universités populaires abandonnent leur prétention à la culture savante. Elles se transforment progressivement en écoles professionnelles, en centres de loisirs où l'on vient se détendre en famille après une longue semaine de travail. Cette adaptation ne suffit cependant pas à enrayer un déclin durable largement redevable à l'environnement extérieur sur lequel l'Université populaire n'a guère prise.

## NOTES DU CHAPITRE III

(1) Pour une vue générale sur la période, MAYEUR (Jean-Marie), *Les débuts de la III<sup>e</sup> République (1871-1898)*, Paris, Seuil, 1973 ; REBÉRIOUX (Madeleine), *La République radicale? 1898-1914*, *op. cit.*

(2) *La Coopération des Idées*, 25 juillet 1900.

(3) *Bulletin des Universités populaires*, n° 2, juin-juillet 1900.

(4) FRANCE (Anatole), *Vers les temps meilleurs. Trente ans de vie sociale, commentés par Claude Aveline, I, Introduction générale 1897-1904*, Paris, Éditions Émile-Paul Frères, 1949, réédition Genève, Édito-service S.A., p. 135-136.

(5) Cette tendance fait référence à l'esprit du siècle des Lumières — Université populaire DIDEROT, VOLTAIRE — et à la Révolution de 1789. Plusieurs titres s'inspirent du calendrier républicain : FLORÉAL d'Asnières, FRUCTIDOR de Bezons, GERMINAL de Nanterre.

(6) *Revue politique et parlementaire*, n° 65, novembre 1899.

(7) *Les Débats*, 7 décembre 1899.

(8) *Le Temps*, 8 novembre 1899.

(9) *La Petite République*, 29 octobre 1900.

(10) *L'Œuvre sociale*, n° 7, 15 juillet 1900.

(11) TEXCIER (Jean), L'école socialiste, *La Vie socialiste*, n° 117-118, décembre 1902 ; ZIEBURA (Gilbert), *Léon Blum et le Parti socialiste, 1872-1934*, Paris, A. Colin, 1967, p. 65 ; PROCHASSON (Christophe), *op. cit.*

(12) *La Petite République*, 29 octobre 1900.

(13) *Id.*, 6 décembre 1900.

(14) *Le Petit Rouennais*, 24 janvier 1900. Pour une approche complète de l'Université populaire, voir les cahiers des procès-verbaux déjà cités et CHEMIN (Marie-José), *La Coopération des Idées*, mémoire de maîtrise publié dans les *Cahiers d'histoire de l'enseignement*, n° 4, 1976, Annales du C.R.D.P., Rouen. Toutes les citations sont extraites des procès-verbaux.

(15) *La Coopération des Idées*, 15 mars 1901.

(16) Émile HERZOG, le futur André MAUROIS, élève au lycée Corneille, témoigne dans ses mémoires de l'influence exercée par ALAIN à l'Université populaire. Dans ses causeries hebdomadaires — sur le féminisme, le libre arbitre, l'existence de Dieu, le socialisme —, sa brillante éloquence emporte l'adhésion de ses adversaires politiques et de ses élèves enthousiastes. Cf. MAUROIS (André), *Mémoires, I, Années d'apprentissage et années de travail*, Paris, Flammarion, 1948. Avant d'être muté à Rouen, ALAIN est en poste à Lorient. C'est là qu'il a vécu l'Affaire. Sur son engagement, ALAIN, *Histoire de mes pensées*, *Nouvelle Revue Française*, 1<sup>er</sup> mars 1936.

(17) CHALLAYE (Félicien), *La France vue de Laval*, *Cahiers de la Quinzaine*, 12<sup>e</sup> Cahier, 8<sup>e</sup> série ; ROBIN (Francis), *L'Université populaire lavalloise (1902-1952)*, *Le Mouvement social*, avril-juin 1961.

(18) *Le Courrier du Maine*, 9 mars 1902.

(19) *Le Patriote de la Mayenne*, *La Mayenne*, 26 juin 1902.

(20) Lettre publiée dans L'Université populaire lavalloise, *op. cit.* Cette mutation profitera à l'université d'Évreux où CHALLAYE continuera d'œuvrer pour l'éducation populaire; en 1904, il sera délégué au 1<sup>er</sup> Congrès des Universités populaires.

(21) *L'Éducation mutuelle*, bulletin de l'Université populaire, mai 1902.

(22) Sur l'environnement politique, MOINE (Jean-Marie), *Le Mouvement socialiste en Meurthe-et-Moselle sous la III<sup>e</sup> République*, mémoire de maîtrise, Nancy, 1972.

(23) *Bulletin de l'Union pour l'action morale*, 15 décembre 1900.

(24) PÉGUY (Charles), *Œuvres en prose, 1898-1908*, Paris, Gallimard, 1959, p. 213-214. *Les Cahiers de la Quinzaine* font une large place aux Universités populaires. Sur PÉGUY, LEROY (Géraldi), *Péguy entre l'ordre et la révolution*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1981.

(25) Cité par ROURE (Henry de), *Les Universités populaires et la politique*, *Le Sillon*, n° 12, juin 1902.

(26) *L'Université populaire*, n° 3, septembre 1907.

(27) Sur la politique religieuse de la République, MAYEUR (Jean-Marie), *La Séparation de l'Église et de l'État*, Paris, Julliard, collection Archives, 1966; OZOUF (Mona), *L'École, l'Église et la République, 1871-1914*, Paris, A. Colin, 1963, 304 pages, récemment réédité aux éditions Cana, Paris 1982, 261 pages.

(28) MOREZ (Pierre), « Un mouvement nouveau : les Universités populaires », *Le Correspondant*, 10 décembre 1899, p. 999-1004; DELORME (Henri), *Les Universités populaires*, *Le Correspondant*, 10 mars 1900, p. 1041-1051; ISABELLE (Étienne), *Le mouvement des Universités populaires*, *Revue du clergé français*, 1<sup>er</sup> juillet 1900, p. 277-292.

(29) *Le Pain*, 11 octobre 1899.

(30) SANGNIER (Marc), *Les catholiques et l'éducation du peuple : les Universités populaires*, *L'Association catholique*, 15 avril 1900, p. 323-333; n° 16, 15 mai 1900, p. 423-433; *id.*, *Une méthode d'éducation démocratique*, Paris, Éditions du Sillon, 1906. Au début, *Le Sillon* donne une large information dans une rubrique : A travers les Universités populaires.

(31) *La Croisade française* citée dans *La Coopération des Idées* du 19 mai 1900; *Les Études religieuses*, 15 mai 1900; *Le Peuple français* cité dans *La Coopération des Idées*, 4 août 1900.

(32) Pendant toute l'affaire DENIS, DEHERME reçoit le soutien des journaux conservateurs et libéraux. *Le Temps* considère DEHERME comme un honnête homme. Les accusations de novembre 1899, au moment de la venue d'orateurs socialistes, sont bien oubliées.

(33) Pour tout ce passage, JAKUBEC (Doris), *Sylvain Pitt ou les avatars de la liberté*, *op. cit.*, p. 122-124.

(34) PITT a fait des études au petit séminaire de Noyon.

(35) *La Petite République*, 26 octobre 1900; l'affaire inspire le romancier Paul BOURGET dans son roman *L'Étape* paru en 1902, sous les traits de l'abbé Chanut.

(36) A la suite de l'affaire, Marc SANGNIER fonde les Instituts populaires dont le premier est inauguré rue Cochin dans le v<sup>e</sup> arrondissement en février 1901.

(37) Du nom du prélat et homme politique français Adrien LAMOURETTE (1742-1794) qui prêcha l'union de tous les députés face aux périls extérieurs.

- (38) *L'Aurore*, 24 octobre 1900.
- (39) *La Coopération des Idées*, 3 novembre 1900.
- (40) Casse-cou, *Cahiers de la Quinzaine*, 7<sup>e</sup> Cahier, 2<sup>e</sup> série.
- (41) JAKUBEC (Doris), *Sylvain Pitt*, *op. cit.*, p. 123-124.
- (42) Les Universités populaires 1900-1901, Paris et banlieue, *Cahiers de la Quinzaine*, 20<sup>e</sup> Cahier, 3<sup>e</sup> série, p. 18.
- (43) *La Coopération des Idées*, 24 novembre 1900.
- (44) *Le Sillon*, 25 janvier 1902.
- (45) *Id.*, 25 février 1901.
- (46) Sur la Ligue de la Patrie française, RIOUX (Jean-Pierre), *Nationalisme et conservatisme : la Ligue de la patrie française 1899-1904*, Paris, Beauchesne, 1977, 117 pages ; CHARPENTIER de BEAUVILLÉ (Philippe), *La Ligue de la patrie française (1898-1902)*, thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Paris IV, 1977.
- (47) *L'Écho de Paris*, 22 mars 1900.
- (48) Sur la place d'Anatole France dans le mouvement des Universités populaires, LEVAILLANT (Jean), *Les aventures du scepticisme. Essai sur l'évolution intellectuelle d'Anatole France*, Paris, A. Colin, 1965, p. 439-647 ; FRANCE (Anatole), *Vers les temps meilleurs. Trente ans de vie sociale*, *op. cit.* ; BANCQUART (Marie-Claire), *Anatole France polémiste*, *op. cit.* p. 325-459.
- (49) Sur l'une de ces interprétations, HOWORTH (Jolyon), *Édouard Vaillant. La création de l'unité socialiste en France*, Paris, Syros, 1982.
- (50) Cf. REBÉRIOUX (Madeleine), *Le socialisme français de 1871 à 1914*, *op. cit.*
- (51) L'intellectuel, néologisme qui acquiert toute sa signification au moment de l'affaire Dreyfus, connaît une trajectoire peu banale. Il sort de l'Affaire complètement discrédité à droite, en faveur chez les libéraux, et porteur à l'extrême gauche d'une ambiguïté de courte durée : après une brève période d'état de grâce, il est dévalorisé à l'extrême.
- (52) *La Petite République*, 6 mars 1900.
- (53) BONNIER (Charles), « Prolétaires et savants », *Le Socialiste*, 18 décembre 1898 ; MILLET (Henri), Pas d'illusions, *Le Socialiste*, 22 janvier 1899.
- (54) A la suite de cet article, Deherme invite Lafargue à présenter la doctrine socialiste aux adhérents de LA COOPÉRATION DES IDÉES. Il n'eut pas de réponse.
- (55) *Le Temps*, 12 avril 1900. La formule lancée par Guesde eut un grand succès. Elle est reprise à travers toute la France. Péguy raconte qu'elle devint l'appellation courante en province : « Bonjour teigneux », « Bonjour. » « Comment va la teigne ? Allons, au revoir teigneux. » Et Péguy d'ajouter : « Ce n'est pas spirituel, spirituel. » Cf. *Entre deux trains. Œuvres en prose 1898-1904*, *op. cit.*, p. 214.
- (56) *La Coopération des Idées*, 23 février 1901.
- (57) *Id.*, 27 avril 1901.
- (58) DUBREUILH (Louis), *L'organisation socialiste*, cité dans *La Coopération des Idées*, 16 février 1902.
- (59) Le texte de la conférence de LAGARDELLE est publié dans les *Cahiers de la Quinzaine*, 4<sup>e</sup> Cahier, 2<sup>e</sup> série ; la réponse de Guieysse dans le 9<sup>e</sup> Cahier, 2<sup>e</sup> série ; cf.



LEROY (Géraldi), *Le débat sur les intellectuels dans les Cahiers de la Quinzaine (1900-1904)*, textes réunis par Simone FRAISSE, Paris, Lettres Modernes Minard, coll. « La Revue des lettres modernes, Charles Péguy, 2 », 1983.

- (60) *Annales de la jeunesse laïque*, janvier 1903.
- (61) FRANCE (Anatole), *Vers les temps meilleurs*, *op. cit.*, p. 292.
- (62) DELAISI (Francis), « Ouvriers et boursiers d'études », *Pages libres*, n° 181, 1904.
- (63) *Les Temps nouveaux*, 17-23 mars 1900.
- (64) DRAMAS (Paul), Universités municipales et Universités populaires, *Le Mouvement socialiste*, n° 30, 15 mars 1900; BERTRAND (Alexis), L'enseignement supérieur municipal à Lyon, *Bulletin de la Ligue de l'enseignement*, n° 203, octobre-décembre 1902. Pour remédier au décousu de l'enseignement, les organisateurs proposent des conférences qui formeraient un tout systématique en référence à la classification des sciences d'Auguste Comte.
- (65) HALÉVY (Daniel), Un épisode, *Cahiers de la Quinzaine*, 6<sup>e</sup> Cahier, 9<sup>e</sup> série.
- (66) DURKHEIM (Émile), « Rôle des Universités dans l'éducation sociale du pays », *Revue française de sociologie*, avril-juin 1976, p. 181-189.
- (67) SUR LA SOLIDARITÉ du XIII<sup>e</sup>, voir les articles d'Henri HAUSER dans la *Revue internationale de l'enseignement*, 1900 et 1901.
- (68) *Le Réveil syndical*, n° 19, septembre 1900.
- (69) DEHERME (Georges), « La Coopération des Idées : une tentative d'éducation et d'organisation populaire », *Bulletin de l'Union pour l'action morale*, n° 14-17, 1901.
- (70) A propos d'un Congrès, *Pages libres*, n° 171, 1904.
- (71) DOLLÉANS (Édouard), « L'expérience des Universités populaires », in *Pour une culture vivante et libre*, Paris, C.C.E.O., 1936.
- (72) GUIEYSSE (Charles), Préface, *Cahiers de la Quinzaine*, 20<sup>e</sup> Cahier, 3<sup>e</sup> série; PLANCHON (Louis), « L'esprit et le but des Universités populaires », in *L'enseignement populaire dans le département de l'Hérault et du Gard*, Montpellier, Société d'Enseignement populaire de l'Hérault, 1903, p. 27.
- (73) Cf. l'allocution d'Émile Duclaux pour l'inauguration de l'École des hautes études sociales, *Cahiers de la Quinzaine*, 1<sup>er</sup> Cahier, 2<sup>e</sup> série, p. 71-73.
- (74) MARTINET (Marcel), *Culture prolétarienne*, Paris, Librairie du Travail, 1935, réédition Maspero, 1976, p. 76.
- (75) *Bulletin de la Ligue de l'enseignement*, n° 187, septembre-octobre 1900.
- (76) « Les Universités populaires 1900-1901 », II-Départements, *Cahiers de la Quinzaine*, 20<sup>e</sup> Cahier, 3<sup>e</sup> série, p. 53.
- (77) Congrès des Universités populaires. Mai 1904, *Cahiers de la Quinzaine*, 20<sup>e</sup> Cahier, 5<sup>e</sup> série, p. 98-99.
- (78) HAMP (Pierre), *La Peine des hommes : Il faut que vous naissiez de nouveau*, *op. cit.*, p. 54.
- (79) DELAISI (Francis), *Ouvriers et boursiers d'études*, *op. cit.*
- (80) GUILLOUX (Louis), *La Maison du peuple*, Paris, Grasset, 1927, p. 25-28.

- (81) YVETOT (Georges), Parallèlement, *La Coopération des Idées*, 2 juin 1900.
- (82) Cette franchise n'est pas pour déplaire à Louis DUBREUILH, cf. son article, Faillite déclarée, *Le Socialiste*, 9-16 novembre 1902.
- (83) *La Petite République*, 4 novembre 1902.
- (84) *Id.*, 9 novembre 1902.
- (85) DEHERME (Georges), « Ce que sera le Palais du Peuple », *Bulletin de l'Union pour l'action morale*, 1<sup>er</sup> avril 1900; *Id.*, LA COOPÉRATION DES IDÉES, *Almanach de la coopération française*, Paris, 1901; FOURNIER (Marcel), « Le Palais du Peuple et LA COOPÉRATION DES IDÉES », *Revue politique et parlementaire*, n° 71, décembre 1900.
- (86) BURÉ (Émile), Les Universités populaires et le mouvement ouvrier, *Le Mouvement socialiste*, 1<sup>er</sup> février 1902.
- (87) Voir la monographie publiée dans le *Bulletin de la Fédération des Universités populaires du Sud-Ouest*, n° 10, juin 1904.
- (88) *L'Émancipation*, 15 juin 1904.
- (89) GUIEYSSE (Charles), Les Universités populaires et les syndicats, *Pages libres*, n° 181, 18 juin 1904.
- (90) LAURIN (M.-T.), Les amicales d'instituteurs et les syndicats, *Le Mouvement socialiste*, n° 153, 15 avril 1905.
- (91) *Bulletin des Universités populaires du Sud-Ouest*, mai 1905.
- (92) Sur l'évolution voir la série d'articles dans *L'Association ouvrière*, mai 1903 à mars 1904.
- (93) MARRUS (Michaël R.), *Les juifs à l'époque de l'Affaire Dreyfus*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p. 310-321.
- (94) *Le Réveil syndical*, n° 1, janvier 1901, n° 4, avril 1901, n° 5, mai 1902, n° 50-51, février-mars 1903; VASSEUR (Daniel), *Les débuts du mouvement ouvrier dans la région de Belfort-Montbéliard (1870-1914)*, Paris, 1967.
- (95) Nous ne disposons pas des rubriques régulières de *La Petite République* ou de *l'Humanité* qui permettent de saisir les disparitions parisiennes.
- (96) *L'Université populaire*, n° 5, juin 1908.
- (97) HUBERT (Pierre), Où en sont les Universités populaires? *Revue de l'enseignement post-scolaire*, compte rendu dans la *Revue internationale de l'enseignement*, T. II, 1907.
- (98) Cf. SAGNES (Jean), *Prolétariat agricole de l'Hérault aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*. Thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Montpellier, 1976.
- (99) L'essentiel de l'information est extrait de « l'Affaire Deherme », *La Coopération des Idées*, n° 38-40, août-octobre 1904. La crise produit de nombreux articles, DOUMERGUE (Paul), Une faillite de l'éducation laïque. Pourquoi l'Université populaire du faubourg Saint-Antoine est tombée? *Foi et Vie*, 1<sup>er</sup> juillet 1904; MAURRAS (Charles), Georges DEHERME ou nos doctrines confirmées, *L'Action française*, n° 118, 15 mai 1904.
- (100) LÉAUTAUD (Paul), *Journal littéraire 1893-1906*, Paris, Mercure de France, 1954, p. 122-127.
- (101) *Le Breton socialiste*, 11 et 18 février 1905; *La Petite République*, 10 et 11 février 1906, 14 février 1911.

(102) KASTOR (Paul), La Fédération des Universités populaires, *L'Association ouvrière*, n° 208, 210, 213, octobre-décembre 1903.

(103) Cf. le *Bulletin de la Fédération des universités pyrénéennes* déposé aux archives départementales de l'Ariège.

(104) Sur ce Congrès voir le compte rendu des travaux paru dans les *Cahiers de la Quinzaine*, 20<sup>e</sup> Cahier, 5<sup>e</sup> série; KAHN (Maurice), Le premier Congrès des Universités populaires en France, *La Revue socialiste*, juillet 1904.

(105) Nous ignorons si la publication a été poursuivie après cette date.

(106) Annoncé dans *l'Humanité*, nous n'avons trouvé aucun compte rendu, a-t-il vraiment eu lieu ?

(107) *L'Université populaire*, n° 3, septembre 1907, p. 11-12.





## CHAPITRE IV

# *L'Université populaire : une nouvelle sociabilité populaire*

L'évolution du mouvement est perçue par les contemporains comme un échec. Les nombreux articles traitant de la « crise » en portent largement témoignage. Cette crise lancinante apparaît moins d'un mois après la première inauguration.

Ce sentiment de l'échec est d'abord celui du père fondateur, Georges Deherme, qui s'est longuement exprimé sur les causes de l'insuccès :

« L'Université populaire n'a pu se réaliser complètement faute d'argent, et elle s'est heurtée à un système politique qui ne peut supporter aucune force sociale organisée. »

Malgré ce revers il reste un convaincu de l'œuvre. Dix ans après les débuts il continue de penser que « la méthode d'éducation par la culture du sentiment social, par l'entraînement de l'action organique pouvait être féconde ». Et de conclure : « Quand les circonstances seront plus favorables ce sera là une œuvre à reprendre. Je n'en sais pas de plus utiles ni de plus belles » (1). Jusqu'à la fin de sa vie, il restera le défenseur de l'enseignement supérieur populaire par l'Université populaire (2).

Ce bel optimisme sur l'utilité de l'Université populaire n'est guère partagé. Si Albert Thomas, l'apôtre du réformisme social, regrette le déclin d'institutions utiles à la classe ouvrière (3), la condamnation de Charles Péguy est vigoureuse, sans nuance et tient même du règlement de compte avec les intellectuels, vieille rancune née des lendemains de l'affaire Dreyfus.

« Autant que personne je sais combien ces efforts d'instruction et de moralisation, ces Universités populaires et toutes autres... autant que personne je sais combien ces efforts bourgeois, intellectuels, distillés d'en haut sur le monde ouvrier étaient factices, vides, vains, creux, combien ils étaient artificiels, superficiels » (4).

Pour Albert Thierry, actif militant d'une éducation syndicaliste, les Universités populaires qui veulent être encyclopédiques, où l'on traite de toutes choses « à la va comme ça vient », ne peuvent être profitables à la classe ouvrière et sont très éloignées de l'Université syndicale qu'il appelle de ses vœux (5).

Cette convergence de condamnation ne suffit cependant pas pour convaincre d'un total fiasco. Les critiques prennent en compte l'enseignement, ses incohérences, son éclectisme et la minceur de ses résultats. Mais l'Université populaire n'est pas uniquement cela. Sinon, comment expliquer la poursuite de l'essor alors que la « faillite de l'enseignement » est partout reconnue et proclamée après quelques mois.

Leur existence témoigne d'un besoin, d'une demande que les institutions ouvrières — parti ou syndicat — ne peuvent satisfaire. Elles contribuent à socialiser des populations jusque-là exclues d'une société masculine — les femmes et les enfants — et elles remplissent un espace vacant entre le parti politique, voué aux tâches électorales, et le syndicat, défenseur des intérêts économiques.

L'Université populaire s'est située « au ras du quotidien » en créant une « convivialité populaire ». En ce début de siècle, elles ne sont pas nombreuses les organisations ouvrières où la famille peut se retrouver tout entière. C'est le but avoué :

« L'Université populaire voulait être le salon de l'ouvrier où s'élabore une sociabilité nouvelle, qui remplace le cabaret et le café-concert... là, dans la salle de conférences, de spectacles, de jeux, de conversations, d'exposition d'art, se réunissent le père, la mère, l'enfant qui sont à l'ordinaire séparés, la mère dans son taudis, le père au cabaret, l'enfant dans la rue » (6).

Centres de vie commune, elles ne seront pas l'endroit où un inconnu débite quelques leçons à des inconnus, puis d'où chacun s'en va sans s'être fait un ami, presque sans saluer personne. Mais bien au contraire, les discussions d'après conférences, les causeries impromptues, les fêtes doivent créer une atmosphère d'active fraternité et de libre coopération entre tous (7). Elles n'ont pas enfanté une « culture prolétarienne » mais elles sont le lieu d'activités jusque-là ignorées de la classe ouvrière. C'est dans le giron de l'Université populaire que naissent les colonies de vacances, se propage le sport ouvrier, germe l'idée d'un cinéma du peuple. Et dans la France de ce début de siècle où le monde ouvrier ne connaît le plus souvent que l'envers de la Belle Époque, elle est, pour la génération de l'industrialisation et de l'acculturation, un refuge pour lutter contre le dépaysement d'une vie urbaine toute nouvelle (8).

## 1. L'UNIVERSITÉ POPULAIRE, SERVICE SOCIAL

La recherche d'un autre art de vivre, d'une sociabilité nouvelle, suppose l'amélioration des conditions matérielles de la vie quotidienne. L'Université populaire est à l'origine de diverses initiatives dans les domaines du logement social, de l'action antialcoolique, de l'assistance ou dans la promotion du temps de loisirs, toutes initiatives destinées à trouver remède à la misère sociale dont souffre le monde ouvrier.

### Le logement social

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle la question du logement se pose dans toutes les grandes villes de France (9). L'essor du peuplement urbain — lié pour partie à l'industrialisation — pose de nombreux problèmes : celui des banlieues, de la division entre quartiers riches et pauvres, des logements rares et de la cherté des loyers. Une enquête faite à Paris en 1893, sur la salubrité, révèle que 4 200 immeubles offrant de très mauvaises conditions d'habitation devraient être détruits en particulier dans le V<sup>e</sup>, XIII<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> arrondissements. Les conséquences pour les populations sont désastreuses : forte mortalité des enfants et des vieillards, épidémies diverses — choléra en 1892 — et la tuberculose fait des ravages (10).

Ces révélations émeuvent hommes politiques et philanthropes ; elles suscitent diverses initiatives. Le député Jules Siegfried fonde en 1895 la Société des Habitations à bon marché. En 1902, Étienne Buisson, proche de Charles Péguy, crée une Société anonyme des logements hygiéniques, sise 66, rue de la Chaussée-d'Antin. Le préambule des statuts révèle les intentions. Constat est fait que toute tentative d'action morale sur la classe ouvrière se heurte aux difficultés d'existence de celle-ci. Pour assurer une liberté d'esprit permettant de recevoir avec fruit un enseignement intellectuel, il faut enlever aux travailleurs tout souci matériel. Et pour ce faire, leur donner la possibilité d'habiter un logement d'une parfaite salubrité et d'un prix abordable. La Société propose, en écartant toute idée de spéculation financière, la construction d'habitations louées à des ouvriers ou employés. L'immeuble comprendrait des magasins pour coopératives, des installations de bains-douches gratuits, une buanderie et certains locaux seraient prêtés à une université populaire avec des salles de cours et une bibliothèque (11). C'est une reprise du Palais du Peuple, le projet avorté de Georges Deherme.

Les Universités populaires ne restent pas à l'écart de ce courant favorable au logement social. Elles furent très sensibles à cet aspect des

difficultés ouvrières et font même œuvre pionnière sur une question qui, à cette époque, ne préoccupe pas les syndicats de façon majeure.

Elles multiplient les initiatives sous forme de conférences d'abord. LA SOLIDARITÉ du XIII<sup>e</sup> présente en mai 1900 une série sur l'hygiène des agglomérations faite par Marcel Mounié, une série sur l'hygiène du vêtement et de l'habitation par le docteur Poirrier, médecin au lycée Montaigne. D'autres incitent les adhérents à embellir leur foyer : c'est l'œuvre des fenêtres fleuries lancée par Mme Chalamet à LA COOPÉRATION DES IDÉES du faubourg Saint-Antoine.

Plus importante est la construction de logements. Dès 1900, les fondateurs de L'ÉDUCATION SOCIALE de Montmartre — Mme Horace Weil, Albert Cahen professeur de rhétorique à Louis le Grand — conçoivent un projet d'habitations hygiéniques à bon marché. Mais comme toujours les problèmes financiers retardent l'exécution. Pour trouver de l'argent, une grande réunion publique est organisée, le vendredi 16 mai 1902, salle de la Société d'Horticulture, rue de Grenelle. C'est l'occasion pour Anatole France de justifier l'œuvre entreprise :

« Comment voulez-vous que des êtres qui vivent six, huit, douze : père, mère, enfants en tas dans une chambre dégoûtante, pensent avec délicatesse et se forment un goût un peu noble des choses ? Et peut-on offrir sans ironie les trésors magnifiques de l'esprit humain à des êtres que la vermine dévore dans des soupentes, et qui ne dorment qu'en respirant le typhus et la tuberculose » (12).

France rappelle les efforts déjà faits à Saint-Denis, dans tout le département de la Seine, à Lyon par la Société de Jules Siegfried, afin de bien montrer la spécificité de l'œuvre entreprise par L'ÉDUCATION SOCIALE : la construction d'un édifice hygiénique en liaison avec l'Université populaire.

Le projet est exposé par le docteur Léon Petit et l'architecte aux sympathies libertaires, Frantz Jourdain. La grande Séverine vient donner des paroles d'encouragement. Un an après, 100 000 francs sont recueillis ; grâce à un emprunt auprès de l'Assistance publique, la Société anonyme des logements hygiéniques à bon marché naît officiellement le 28 mai 1903 sous la présidence de Frantz Jourdain. Les travaux commencent aussitôt sur des plans d'Henri Sauvage et de Charles Sarrazin. Un an plus tard, en juillet 1904, un premier immeuble est prêt 7, rue Trétaigne. Des appartements sont loués à 40 ménages, l'Université populaire s'y transporte et s'adjoint, dans ces nouveaux locaux, un restaurant coopératif et une société coopérative de consommation, La Prolétarienne du XVIII<sup>e</sup>.

L'exemple de L'ÉDUCATION SOCIALE n'est pas unique. L'Université populaire de Tarbes fait œuvre semblable. Après une conférence sur la question du logement prononcée en 1904 par le président Émile



Recejac, plusieurs adhérents manifestent leur intérêt. Fort de cet appui, Recejac, profitant de la législation et des exonérations d'impôts pour de telles constructions, lance un emprunt de 24 000 francs auprès de la Caisse d'Épargne. Les résistances des « réactionnaires » ajoutées aux difficultés administratives retardent la constitution de la Société coopérative jusqu'en 1906. En avril cependant, un terrain de 1 200 m<sup>2</sup> attenant au quartier le plus salubre de la ville est acheté. Quatre maisons ouvrières sont construites, maisons simples « avec tous les perfectionnements de l'hygiène moderne » et un petit jardin de 100 à 200 m<sup>2</sup>. Une cinquième maison s'ajoute en octobre et à Tarbes aujourd'hui, les personnes âgées se souviennent encore de la « Cité de l'Université populaire » (13).

### L'action antialcoolique

L'amélioration de l'habitat, l'accession à la propriété doivent semer dans le cœur des ouvriers cet instinct de propriété qui les transformeront en défenseurs de l'ordre établi et atténueront un sentiment aigu de revendication sociale. Elles ont aussi pour fonction de lutter contre l'alcoolisme, fléau de l'époque, qui occupe une grande place dans les discours ouvriers et bourgeois. La création d'associations telles l'Union française antialcoolique fondée par le docteur Legrain en 1891 ou L'Étoile bleue, d'inspiration protestante, ainsi que les nombreuses résolutions des divers congrès ouvriers montrent toute l'acuité de ce problème.

Bourgeois et militants ouvriers portent une égale condamnation, pour des raisons pas toujours identiques. Dans le discours bourgeois, l'alcoolisme est accusé de tous les maux : il désorganise la famille, favorise la dégénérescence de l'espèce humaine, c'est un ferment de discorde sociale (14). Sans récuser totalement ces arguments, les militants ouvriers ajoutent celui qui leur paraît essentiel. L'alcool est un fléau car le travailleur, imprégné d'absinthe, est incapable de prendre conscience de sa situation d'exploité, incapable de défendre ses intérêts. C'est un être faible, dangereux pour la classe ouvrière. En un mot, l'alcoolisme est un frein au militantisme révolutionnaire. Au-delà des divergences d'analyses, l'accord se fait sur la nécessaire amélioration de l'habitat car le taudis est dénoncé comme le principal « pourvoyeur du cabaret », la vétusté des logements jetant l'ouvrier vers ce lieu de plaisir.

Dans son projet de la rue Paul-Bert, Deherme pose clairement le problème dès 1898.

« Il faudrait pouvoir lutter victorieusement contre les cafés, les marchands de vin, avoir de vrais cercles tempérants qui permettraient de vaincre l'alcoolisme, cette lèpre mortelle » (15).

Toutes les Universités populaires suivent le chemin tracé. Le militant antialcoolique et celui de l'éducation populaire se confondent. La lutte est officialisée, inscrite qu'elle est dans les statuts. Jules Ravaté définit LA COOPÉRATION DES IDÉES de Roanne par trois principes : lutte contre l'alcool, contre l'intolérance, contre l'ignorance. L'ÉMANCIPATION du XV<sup>e</sup> est fondée « pour lutter contre l'alcoolisme en créant en face du cabaret, un lieu de réunion où les travailleurs puissent venir leur tâche accomplie, s'instruire, se reposer et se distraire ». L'ÉDUCATION MUTUELLE de Choisy-le-Roi fait aussi sien cet objectif ; le secrétaire et coopérateur Charles Michel fonde même pour soutenir cette action antialcoolique, La Pensée, Ligue des Travailleurs contre l'alcoolisme.

Les universités de province affichent les mêmes principes. LA SOLIDARITÉ de Brest, dans une région très touchée par ce problème, naît dans le sillage de la Section brestoise antialcoolique. Plusieurs conférences sur « L'alcoolisme et l'ouvrier » faites par René Litalien, professeur au lycée, font apparaître la nécessité d'une université populaire pour renforcer l'action déjà entreprise (16).

Au-delà des statuts, la propagande antialcoolique passe par les conférences et la multiplication des restaurants de tempérance. La première conférence, donnée à LA COOPÉRATION DES IDÉES par le docteur Jacquet, c'est tout un symbole, traite de « L'alcool, des alcoolisés, des alcooliques ». Cette causerie est accompagnée de projections lumineuses destinées à « frapper » l'auditoire. Quelques jours plus tard, le même Jacquet porte la bonne parole à L'ÉMANCIPATION du XV<sup>e</sup>. Le docteur Bertrand aborde devant les adhérents du CONTRAT SOCIAL du XVI<sup>e</sup> en février 1901, « Les causes sociales de l'alcoolisme ». Inutile de multiplier les exemples, mais il faut souligner que cette propagande théorique trouve son prolongement pratique dans les restaurants de tempérance où l'alcool, c'est-à-dire l'absinthe, est proscrit (17). Le vin, boisson noble, est autorisé. Ainsi au banquet fraternel que L'UNION MOUFFETARD organise en mai 1901, il n'est bu pendant tout le repas « que de l'eau claire et fraîche jusqu'au moment où quelques toasts ont été portés au son des verres de fin cristal remplis d'un vin de bon aloi » (18).

Cette activité antialcoolique trouve une suite logique dans la création, au sein même des universités populaires, de sections adhérentes à L'Union française : il en est ainsi pour LA COOPÉRATION DES IDÉES du XI<sup>e</sup> et L'UNION MOUFFETARD déjà citées (19). Une société de tempérance est fondée à Bar-le-Duc après des causeries sur les ravages de l'alcool. Forte de quarante membres, elle tient des réunions mensuelles très suivies. L'Université populaire offre ainsi un nouveau milieu au transfuge du cabaret et offre des conditions favorables à la régénération des alcooliques convertis.

## Les services d'assistance

Les Universités populaires proposent à leurs adhérents des aides ponctuelles sous forme de services d'assistance médicale, juridique, et financière.

Les conférences ne peuvent suffire pour satisfaire le souci hygiéniste des Universités populaires. Il faut faire plus et dès 1900, LA SOLIDARITÉ du XIII<sup>e</sup> propose des consultations de généralistes, faites par le docteur Noé chef de laboratoire à la Faculté de Médecine, et des consultations dentaires. L'UNION MOUFFETARD offre également ce service où « les médecins, par des conseils détaillés d'hygiène guident les membres et leur famille dans la pratique journalière ». Les problèmes rencontrés pour faire des examens approfondis dans des locaux inadaptés n'empêchent pas LA SOLIDARITÉ du XVIII<sup>e</sup> de donner un ensemble de soins très complets : un service dentaire, un service pour les femmes et les enfants, un de médecine générale, des maladies de la peau et des voies urinaires, de consultations de nourrissons, des maladies de la gorge, du nez, et des oreilles. En somme, une vraie annexe hospitalière. Bel essai de démocratisation médicale.

Les consultations juridiques gratuites participent aussi à l'œuvre d'assistance : L'ÉDUCATION MUTUELLE du Mans, LA VÉRITÉ de Levallois-Perret et plusieurs universités parisiennes — LA SEMAILLE du XX<sup>e</sup>, L'ÉMANCIPATION du XV<sup>e</sup>, LA FRATERNELLE du III<sup>e</sup> — offrent ce service. C'est Ernest Tarbourriech, docteur en droit, professeur au Collège libre des sciences sociales, qui pratique à LA SOLIDARITÉ du XIII<sup>e</sup> ; au Mans c'est un premier clerc de notaire qui officie. Ces consultations mettent à disposition des adhérents, des gens qualifiés capables d'apporter des solutions favorables aux nombreux litiges nés de la vie de tous les jours : litiges avec le propriétaire, avec l'employeur. Ce service peu utilisé au début connaît après quelques années de fonctionnement, un franc succès.

L'aide financière est proposée par l'université de Châlons-sur-Marne. Elle crée une société de prévoyance : en cas de décès familial, le survivant perçoit une somme dont le montant est fonction du nombre d'adhérents, chacun d'eux payant un demi-franc. LA COOPÉRATION DES IDÉES de Versailles développe une caisse de prêt sur l'honneur pour aider l'« upiste » lors d'une forte dépense imprévue. L'ÉDUCATION MUTUELLE de Choisy-le-Roi bénéficie de réductions dans divers magasins de la ville et dans deux pharmacies. L'université d'Agen crée une caisse de chômage, celles de Tarbes et de Bourg pratiquent le « placement social » et LA SOLIDARITÉ du XVIII<sup>e</sup> propose un secrétariat ouvrier.

Toutes ces initiatives, parfois uniques et toujours très modestes

attestent des préoccupations sociales des Universités populaires et leurs volontés de pallier les insuffisances d'une législation moribonde.

### Les vacances ouvrières

Au début du siècle, la réduction du temps de travail figure au premier rang des revendications ouvrières. La journée de huit heures, le repos hebdomadaire, la question des retraites (20) sont des thèmes mobilisateurs. L'Université populaire est présente dans la conquête du temps libre par quelques initiatives originales.

La première est la colonie ouvrière de LA COOPÉRATION DES IDÉES, lancée par le secrétaire Sylvain Pitt. Cet ancien professeur de collège sait bien ce qu'est « cette chose exquise », les vacances. Il s'interroge : pourquoi quelques privilégiés sont-ils seuls à jouir de ce loisir,

« le divin loisir, le loisir long, qui permet de redevenir un homme, simplement un homme, de se laisser pénétrer par le repos, de jouir des merveilleux tableaux de la vie, de n'y plus figurer comme un rouage de machine étroitement emprisonné dans sa fonction, — l'ouvrier ne sait pas ce que c'est, les vacances. Il n'en connaît que l'ironie, le chômage, c'est-à-dire les vacances forcées, le loisir sans le repos, le loisir harcelé par les recherches infructueuses, par le plus dur des travaux sans le salaire, le chômage, le hideux chômage » (21).

Des vacances pour l'ouvrier, voilà une tâche de première urgence que Pitt entreprend de concrétiser au début de 1900 sous la forme d'une colonie ouvrière en bord de mer. Fin janvier, une petite affiche apposée au mur de l'Université populaire rend compte de l'avancement du projet. Deux adhérents se proposent pour la cuisine, Léon Letellier cherche un local au bord de la Manche.

Face aux difficultés internes et aux problèmes financiers Deherme souhaite retarder le projet d'un an, mais Pitt, tenace, relance l'idée dès le mois de mai 1900. Son ami Louis Lopicque, maître de conférences à la Sorbonne trouve une maison à Kerninon, près de Paimpol. Grâce aux économies faites pendant l'été, les problèmes financiers sont résolus et le 1<sup>er</sup> septembre six colons — un ébéniste, un typographe, un apprenti mécanicien, une ouvrière en couture et deux jeunes filles — partent pour leurs premières vacances encadrés par Sylvain Pitt. Cette expérience est une pleine réussite : l'imagination et le savoir-faire pallient toutes les difficultés matérielles. Fort de ce premier succès et du soutien financier de Lopicque, Sylvain Pitt signe un bail de cinq ans avec le propriétaire de la maison.

De cet essai concluant naît en février 1901, une association au double objectif : œuvrer pour faire reconnaître le droit de tous aux vacances et montrer par l'exemple que cette idée de vacances ouvrières est réalisable (22).



D'autres groupements ont aussi cet objectif. Eugène Violette fonde, en 1902, *La Nature pour Tous* (23). L'année suivante *Le Rayon de Soleil* offre aux adhérents d'Universités populaires des conditions financières intéressantes pour quelques jours passés sur les plages de l'Atlantique à Châtelailon. Dans une coopérative de vacances créée par les dames Danel et Daviaud, soutenues par le publiciste Gustave Téry, *Le Rayon de Soleil* offre dans une villa spacieuse, à l'ombre d'arbres centenaires et de tamaris, avec la plage à deux pas et une nourriture abondante, un repos paisible pour deux francs par jour aux mois de juillet et septembre et deux francs cinquante au mois d'août. Nul doute que la publicité faite par le journal *L'Association ouvrière* aura attiré nombre de postulants pour quelques jours de détente (24).

La détente n'est pas le seul objectif recherché par les organisateurs de séjours balnéaires ou montagnards. Les préoccupations médicales guident L'ÉDUCATION MUTUELLE de Nancy qui organise des colonies de vacances à la campagne pour les enfants peu heureux et de mauvaise santé. C'est aussi le cas de l'université de Tarbes qui fonde, en 1903, une colonie réservée aux jeunes « qui ont montré le plus d'assiduité aux cours et auxquels le médecin donne le moindre coefficient de santé ». Après une année de tâtonnements — seulement quatre jeunes filles la première année — l'œuvre prend de l'importance et trois ans plus tard, c'est dix-huit personnes qui se retrouvent à Tramezaugues pour y respirer l'air vivifiant des montagnes pyrénéennes sous la surveillance d'institutrices et de représentantes du Conseil d'administration. Recejac fait un bilan très positif de l'expérience dans sa communication au II<sup>e</sup> Congrès des Colonies de vacances réuni à Bordeaux en avril 1906. Il invite les Universités populaires à suivre l'exemple tarbais.

Toutes ces initiatives retiennent l'attention du Congrès des Universités populaires de 1904. On y discute d'un projet d'école de vacances en plein air sur le modèle de Cempuis, fondé dans les années 1880 par l'anarchiste Paul Robin, propagandiste de l'Éducation intégrale (25). En 1907, la Fédération des Universités populaires crée une commission destinée à étudier la question des vacances ouvrières et des colonies (26). Des contacts auprès de responsables politiques pour trouver des possibilités d'accueil ne donnent rien. Cependant au cours de l'été 1909, la Fédération de Paris fait bénéficier quelques membres adhérents et leur famille d'un séjour dans le Pas-de-Calais dans l'ancienne Chartreuse de Neuville. LA VÉRITÉ de Levallois-Perret propose en 1912 à ceux qui veulent jouir de quelques jours de repos à prix modique, de s'adresser à l'association « La Plage pour tous » 22, rue de la Tour-d'Auvergne. Sur présentation de leur carte, ils bénéficieront de conditions particulières pour un séjour à Royan (27).

Les Universités populaires n'ont pas toutes réussi à offrir de vraies vacances. Mais elles mettent un point d'honneur à organiser des excursions à la journée qui, pour être moins ambitieuses, font

néanmoins sortir du cadre de vie quotidien. Le prétexte est des plus divers : il peut s'agir de rendre visite à une université voisine ou découvrir la région. Suivons les adhérents de LA COOPÉRATION DES IDÉES du XI<sup>e</sup> en excursion au bois de Verrière, le 5 mai 1901. Le déplacement se fait en voiture à cheval et groupe 80 personnes. Après trois heures de route, les promeneurs arrivent sur place. Déjeuner sur l'herbe. Après le repas, quartier libre, chacun s'occupe selon son gré : photographies, cueillettes de fleurs ou simplement sieste. Le retour est fixé à 5 heures pour permettre à ceux qui le désirent d'assister à la soirée organisée dans les locaux de l'Université populaire. Quinze jours plus tard, ces mêmes adhérents prennent la direction du lac de Saint-Cucufa, à l'Ouest de Paris ; le 25 mai 1901 tous les camarades des universités parisiennes sont invités à se retrouver en forêt de Sénart. Dans ces visites champêtes, les préoccupations éducatives ne sont pas oubliées. L'ÉDUCATION MUTUELLE de Nancy organise, le 17 mai 1903, une excursion biologique, botanique, zoologique et géologique sous la direction de Prenant, professeur à la Faculté des Sciences (28).

La destination du voyage est parfois plus lointaine. Nancy visite la Maison du Peuple de Bruxelles, en juillet 1902. Auvers-sur-Oise projette d'aller à l'Exposition de Londres en 1908. Pour financer ce déplacement très coûteux, une caisse de voyage est mise en place, alimentée chaque semaine par une modeste cotisation des sociétaires. Ce procédé est également adopté par LE PROGRÈS SOCIAL des Lilas pour une excursion en Belgique. Les Universités populaires négocient avec les Compagnies de chemins de fer ou les loueurs de voitures pour diminuer les coûts. Clermont-Ferrand obtient ainsi « des prix extraordinaires à la portée de toutes les bourses », affirmation optimiste car malgré l'ingéniosité déployée pour réduire au juste prix les dépenses, ces excursions demeurent d'un prix élevé, inaccessibles aux plus démunis, cibles pourtant visées par l'Université populaire.

Ce tableau des différents services sociaux reste très incomplet. Une étude approfondie — que notre documentation n'a pas permise — montrerait la richesse des initiatives dans un domaine qui devient, après quelques mois de fonctionnement, la raison d'être de l'Université populaire.

## 2. LA SOCIALISATION DE LA FAMILLE

Cette nouvelle sociabilité, voulue par l'Université populaire, passe par la réunion de toute la famille autour d'activités communes. Les proclamations d'intentions ne manquent pas.

« L'Université populaire ne laissera pas en dehors de leur action les familles de leurs membres : femmes, enfants, apprentis, domestiques »

affirmait Deherme. A LA MUTUALITÉ de Corbeil-Essonnes, les dames sont priées de faire partie de l'association et L'ÉDUCATION MUTUELLE d'Auvers-sur-Oise se présente comme « le prolongement du foyer familial..., un cercle de travailleurs où femmes et enfants sont les bienvenus ».

### La femme et l'Université populaire

Georges Deherme et plusieurs Universités populaires ajoutent au bas de leurs affiches-programmes « les femmes sont admises », formule ambiguë qui est bien sûr une invite à leur participation mais qui s'interprète aussi comme une tolérance à leur endroit. Et il est vrai que dans les débuts, elles n'occupent qu'une place très limitée, car dans sa volonté d'intégrer la femme à ses activités, l'Université populaire, œuvre essentiellement masculine, se heurte aux préjugés de son temps : la place de la femme est au foyer comme mère et épouse, c'est le sentiment généralement exprimé, tant dans les discours bourgeois que par les militants ouvriers.

Le manque d'imagination de Jules Ravaté, figure de proue du syndicalisme roannais est révélateur.

« Pour la femme, nous ferons tout ce que nous pourrons. Des dames pourraient très bien s'organiser en comité et en plus des cours, elles rechercheront ce qui sera nécessaire à l'embellissement du foyer ; elles pourront accomplir dans le sein de notre université, tout ce qu'elles jugeront digne d'améliorer leur situation. Nos lectrices qui auraient des idées à ce sujet nous procureraient un grand plaisir de nous les communiquer » (29).

Ces propositions ne sont guères novatrices pour un militant socialiste. Il est vrai que nous sommes en 1900 et malgré l'essor du féminisme militant, la femme est encore considérée comme mineure (30).

Deux exemples illustrent bien cette sujétion. A L'ÉDUCATION MUTUELLE de Bourges, les femmes et les enfants ne peuvent faire partie de l'association sans le consentement du mari, père ou tuteur. De même certains sujets sont tabous. LA COOPÉRATION DES IDÉES de Rouen propose au docteur Nicolle de faire une conférence, en janvier 1902, sur la syphilis et le péril vénérien. Le conseil d'administration s'interroge, le 11 décembre 1901, sur le public qui sera admis. Sera-t-elle ouverte à tous les adhérents ou seulement aux hommes ? Grave question qui nécessite de longues discussions et de farouches empoignades. Finalement le conseil tranche : seuls les hommes et les jeunes gens de plus de seize ans pourront participer.

Ce rôle mineur se retrouve à tous les niveaux de fonctionnement. Bien peu de femmes sont à l'origine des créations. A Paris, où pourtant

leur participation pose moins de problèmes qu'en province, elles se comptent sur les doigts d'une main. Sur environ 80 Universités populaires de Paris et de banlieue, seules Dick May participe activement à la naissance de LA SOLIDARITÉ du XIII<sup>e</sup>, E. Barré à celle de L'IDÉAL SOCIAL du X<sup>e</sup>, Madame Horace Weil à L'ÉDUCATION SOCIALE de Montmartre et L'UNION POPULAIRE du XIV<sup>e</sup> est fondée par Pauline Kergomard. Sur les cinquante-trois membres fondateurs de L'ÉMANCIPATION du XV<sup>e</sup>, trois femmes seulement : Marie Baertschi agrégée de l'enseignement secondaire, l'employée Louise Crépin et la publiciste Séverine. En province, les exemples de participation sont plus rares, l'Université populaire de Lyon avec la directrice du lycée de jeunes filles, Desparmet-Ruello, est l'exception. Henriette Wurmser, professeur au lycée de Saint-Quentin, témoigne que dans cette petite ville sa participation fut une sorte de révolution.

« Le scandale fut grand aux yeux d'une directrice timorée, de collègues bien-pensantes, voire même d'un inspecteur général peu libéral » (31).

La femme conférencière n'est pas un phénomène plus courant. Marie Baertschi donne une série de conférences à LA COOPÉRATION DES IDÉES du XI<sup>e</sup> en décembre 1899 et intervient plusieurs fois à L'ÉMANCIPATION du XV<sup>e</sup>, mais pendant les mois de décembre 1903, janvier, février, mars 1904, sur 80 données à LA COOPÉRATION DES IDÉES du XI<sup>e</sup>, une seule est faite par Anne Lampérière. Au fil des mois et des années la représentation féminine ne change guère même si la féministe Madeleine Pelletier, Marie Goldsmith licenciée ès sciences, Vera Starkoff ou la publiciste de *La Fronde*, Constance Dubien, parlent sur des sujets variés. L'institutrice Élisabeth Renaud, fondatrice du groupe des Féministes socialistes, présente le collectivisme aux adhérents de LA MAISON COMMUNE ; une dénommée Orka, habituée de L'ÉDUCATION SOCIALE de Montmartre aborde des sujets sur la femme et la libre pensée, la coopération, la vie communale ; une autre militante, Maria Verone représente L'ÉGALITÉ du IX<sup>e</sup> au Congrès de 1904 et elle parle de « L'éducation des filles », en mars 1904, aux auditeurs de L'ÉDUCATION SOCIALE, tandis que quelques jours plus tard, Mademoiselle Martin s'interroge : « Qu'est-ce que le féminisme ? » Ces rares conférences ne changent pas fondamentalement la sous-représentation féminine.

Dans les universités de province, il n'y a pratiquement pas trace de conférencière et à Roanne, celles d'Odette Laguerre, sur « La femme ouvrière », et de Gabrielle Petit, sur « La femme, son rôle et son avenir », sont faites par des Parisiennes. En province, il n'est pas de bon ton de se montrer en public et les professeurs femmes sont, en ce début de siècle, l'objet d'une étroite surveillance. La pression de l'opinion les retient souvent de toute intervention extérieure à la vie du lycée. Comme le souligne Françoise Mayeur :



« Le genre de vie en province, la suspicion de tous les instants dont le professeur se sentait entouré devaient être la dissuasion la plus efficace » (32).

Ni créatrice, ni conférencière, pratiquement absente de l'administration, cette faible représentation est en contradiction avec la place réelle des femmes dans la vie des Universités populaires ainsi qu'avec l'espoir d'émancipation mis dans ces associations.

Cette importance réelle se mesure dans la participation aux activités. Les femmes sont, pour certaines universités, l'essentiel de l'auditoire. Il en est ainsi à LA FRATERNELLE du III<sup>e</sup> où

« les femmes assistant aux séances sont en nombre à peu près égal à celui des hommes. C'est un grand point pour l'avenir de l'Université et le but qu'elle se propose d'atteindre ».

Pendant la campagne électorale des municipales de 1900, elles sont même seules aux conférences, les hommes assistant aux réunions politiques. C'est le même cas de figure au *Réveil* des I<sup>er</sup> et II<sup>e</sup> arrondissements.

Le décalage entre les discours, promettant l'émancipation, et les pratiques quotidiennes entraîne de nombreuses réactions. Au II<sup>e</sup> Congrès des œuvres et institutions féminines de 1901, Marie Dugard, professeur dans un lycée parisien, regrette que l'ouvrière ne trouve pas dans les Universités populaires

« l'aide intellectuelle et morale dont elle aurait besoin, parce que ce sont des hommes qui collaborent presque exclusivement et qu'il est des circonstances où seule une femme peut parler à des femmes et entrer dans leur pensée » (33).

Trois ans plus tard, le Congrès de mai 1904 revient sur cette question. Il considère

« utile, autant que faire se peut, de multiplier les conférences et surtout les causeries sur les sujets féministes... Un appel aux conférencières pour parler sur ces questions doit être fait, car lorsque l'une d'elles vient dans les Universités populaires, il arrive presque toujours que l'élément féminin domine l'auditoire ».

La conclusion de tous ces débats est exprimée par l'université d'Agen : toute tentative pour libérer l'homme sera vaine si l'émancipation féminine n'est pas faite en même temps. Ce fort sentiment d'exclusion guide la réflexion de L'ÉDUCATION MUTUELLE de Nancy. Après six années d'activités, le secrétaire s'interroge,

« faisant notre examen de conscience, nous pouvons nous demander, nous qui nous sommes tant préoccupés de l'éducation intellectuelle et

morale des citoyens, ce que nous avons fait, ce que nous avons tenté de faire pour la femme. Et la réponse est facile à trouver bien qu'humiliante : nous n'avons rien fait pour la femme et pour la jeune fille. Alors que l'élément féminin constitue les 3/4 de l'auditoire des soirées théâtrales, qu'il existe des patronages organisés par les bourgeois et les prêtres, l'Université populaire ne peut continuer à ignorer les femmes qu'il faut absolument inclure dans l'œuvre d'éducation rationaliste et sociale » (34).

Dans ce but, une réunion pour les jeunes filles est prévue le lundi 5 mars 1906 pour discuter des activités possibles. Toute la question est là : quelles activités proposer et quelles seront leur finalité ? De quoi parlent les fondateurs lorsqu'ils évoquent la nécessaire émancipation féminine ? Est-ce une volonté de faire des citoyennes à qui l'on reconnaîtrait le droit de participer à la vie de la cité ? Pas vraiment si l'on en juge au nombre de conférences faites sur ce thème. Madeleine Pelletier a beau clamer, à LA SEMAILLE, que « la femme n'appartient pas à l'homme et qu'elle doit avoir le droit de vote », cette revendication ne reçoit pas d'écho. Avec l'Université populaire, il s'agit plutôt de conforter la femme dans son rôle d'épouse et de mère, de la cantonner à l'espace restreint qu'est le foyer familial.

Cela passe par la dénonciation du travail féminin. Le Congrès des Universités populaires de 1910 consacre une séance entière à ce problème. La réponse à la question : la femme au foyer ou à l'usine ? est sans ambiguïté. « La femme hors du foyer, c'est la ruine morale de la famille ». Le rapporteur Marie Wathier insiste sur le caractère exceptionnel que doit prendre le travail féminin. Il ne se justifie qu'en cas de chômage ou de maladie du mari. Ce souci de limiter le travail féminin met aussi en jeu des réflexes corporatistes : la mise en concurrence de la main-d'œuvre féminine et masculine permet le maintien de bas salaires. Les arguments moraux ne sont pas absents : le refus du travail féminin s'explique chez les travailleurs organisés, en particulier chez les syndiqués, par un attachement intime à la vie familiale, avec au centre de la famille, la ménagère, non l'ouvrière. Autre raison morale, le travail féminin provoque souvent débauche et prostitution. L'Université populaire doit montrer les avantages « illusoire » de celui-ci et renforcer l'exclusion de la femme du monde du travail.

Toutes les activités proposées cherchent donc à les préparer au mieux au rôle que la nature leur a dévolu : celui de mère et d'épouse. Dans ce sens l'Université populaire veut favoriser l'éducation sexuelle des jeunes filles et pallier ainsi les carences de l'enseignement officiel. Cette préparation ne peut être le fait de l'école primaire, vers 1900, alors que la mixité est déjà un sujet polémique, il est impensable que des maîtres d'école soient chargés d'une mission aussi délicate. Les Universités populaires prennent le relais. Leur rôle est d'enseigner aux parents que parmi les devoirs d'éducateurs, l'un des plus importants et

des plus impérieux, c'est de parler à leurs enfants des devoirs sexuels. Cette tâche incombe particulièrement à la mère, car un homme, malgré tout son tact, toute sa discrétion, serait mal compris, mal jugé. L'université populaire doit donc instruire des femmes sérieuses qui feraient ensuite l'éducation des jeunes filles.

En attendant que cette œuvre de longue haleine fasse effet, l'université gervaisienne souhaite pour l'immédiat que des causeries soient réservées aux jeunes filles de quinze à vingt ans. Les thèmes porteraient sur l'anatomie et l'hygiène des organes sexuels, l'hygiène de la mère avant et après l'accouchement, l'alimentation et l'allaitement du nouveau-né, un cours complet de puériculture. LA SEMAILLE du XX<sup>e</sup> propose une éducation sexuelle plus complète. D'accord pour préparer la jeune fille à devenir une bonne mère de famille, elle souhaite aussi aborder les problèmes de contraception.

« Par éducation sexuelle de la jeune fille, nous entendons une éducation sexuelle complète qui ne recule pas devant l'exposé des théories de la préservation et de la maternité librement consentie » (35).

Cette proposition est très discutée et le congrès de 1910 considère la contraception comme l'affaire des seuls jeunes gens. Étonnante répartition des tâches qui maintient la femme aux confins de l'irresponsabilité.

Ce rôle de mère et d'épouse, comment mieux le conforter qu'en multipliant les cours d'éducation ménagère : l'apprentissage de la couture, les cours de coupe sont largement dispensés. L'université de Tarbes crée une section féminine aux activités spécifiques avec le mercredi, coupe et travaux d'aiguilles. Cette initiative très prisée, 80 jeunes filles sont inscrites, provoque des réactions cléricales car l'Université populaire est accusée de mauvaises mœurs. L'ÉDUCATION SOCIALE de Montmartre organise en 1903-1904 un cours d'élevage des enfants et d'hygiène de la femme. Les séances abordent des questions médicales — l'hygiène de la jeunesse, la ménopause —, des questions morales et intellectuelles — La liberté implique-t-elle le bonheur? —, ou des questions sociales — la protection de l'ouvrière sous la III<sup>e</sup> République —. Toutes les interventions sont faites par des conférencières, Louise Reville, C. Millau, le docteur Desmolières. L'université de Bar-le-Duc crée un cours d'économie domestique : au programme, « Les enfants, les femmes et l'alcoolisme », l'hygiène domestique, les travaux de couture.

L'importance accordée aux problèmes de maternité témoigne du nouveau regard que la médecine, alors en plein essor, porte sur l'enfance. La révolution pastoriennne qui a promu l'hygiène au rang de science reçoit une application privilégiée dans l'« élevage » des jeunes enfants. L'action de l'Université populaire veut préparer la mère à la

progressive médicalisation de l'entrée dans la vie (36). Ces quelques exemples montrent l'action médiatrice de l'Université populaire entre un discours médical nouveau et des pratiques populaires anciennes en même temps qu'ils révèlent toute l'ambiguïté d'un mouvement qui associe des mesures tout à fait traditionnelles — la femme au foyer — et des réflexions d'avant-garde sur des sujets aussi discutés que la coéducation, la liberté sexuelle ou la contraception.

### L'enfance et l'Université populaire

L'Université populaire s'est-elle montrée plus entreprenante dans ses réalisations destinées aux enfants à travers les patronages ? La réponse n'est pas simple.

Le patronage a plusieurs fonctions. Il est perçu comme une école préparatoire à l'enseignement de l'Université populaire, une propédeutique susceptible de favoriser le recrutement. Eugène Clair intervient dans ce sens au congrès de 1904.

« Nous avons constaté, tous, les nombreuses difficultés que nous éprouvons pour amener l'adulte à écouter une conférence. Nous avons certainement tous compris que le seul moyen d'y réussir était d'habituer dès l'enfance, nos futurs adhérents à suivre des cours ou des conférences en dehors de l'école, en un mot, à les habituer à éprouver le besoin d'augmenter continuellement la somme de leurs connaissances »

et Clair de conclure :

« Le patronage est aux enfants ce que l'Université populaire est aux adultes, c'est-à-dire une Université populaire infantine » (37).

Cette volonté de sensibiliser dès le plus jeune âge est réaffirmée par le congrès de 1908 qui invite

« les Universités populaires à créer des groupes de jeunesse comportant les éléments des deux sexes ayant quitté ou fréquentant encore l'école, afin de développer chez ces jeunes gens, avec le désir d'aborder l'étude des problèmes économiques, l'esprit de critique et de libre discussion qui est la base de l'enseignement de l'Université populaire, préparant ainsi l'accroissement et le renouvellement du personnel de l'U.P. » (38).

Le patronage est aussi un refuge, un moyen d'encadrement qui doit permettre de soustraire l'enfant de la classe ouvrière aux mauvaises influences de la rue ou à celles des organisations chrétiennes et lui éviter ainsi toute dégradation morale. Le patronage a charge de poursuivre la diffusion du message laïque commencé avec l'école



républicaine. De même que l'Université populaire est destinée à détourner l'ouvrier du cabaret ou du café-concert, le patronage

« soustrait aux pernicieuses influences de la rue et des vagabondages malsains la population de nos écoles primaires » (39).

Au sortir de l'école, il faut absolument à l'adolescent

« une organisation qui lui évite de devenir la proie des innombrables sociétés chrétiennes où il perdrait ce que l'école laïque a semé en lui comme germe de liberté » (40).

Le patronage prolonge l'institution scolaire. L'ÉMANCIPATION du XV<sup>e</sup> propose un cours préparatoire au certificat d'études et à L'ÉDUCATION SOCIALE de Montmartre, une institutrice fait travailler les enfants de sept à douze ans. L'Université populaire veut également faire évoluer les pratiques scolaires. Le congrès de 1910 discute longuement de la coéducation. Toutes les universités la souhaite, se fondant sur les bons résultats obtenus par quelques essais d'avant-garde tels la Ruche de Sébastien Faure, l'Avenir social de Madeleine Vernet (41) ou l'exemple de Cempuis. Appliqué dès la maternelle, ce régime apprendrait aux garçons et aux filles à mieux se connaître. Il ferait perdre un peu de brutalité aux premiers et donnerait un peu plus d'énergie aux secondes.

Chargés de toutes ces vertus, il n'est pas étonnant que les patronages se multiplient très rapidement : dès 1902 pour L'UNION MOUFFETARD et deux années plus tard pour L'ÉMANCIPATION du XV<sup>e</sup>, LA SOLIDARITÉ du XVIII<sup>e</sup>, SCIENCE ET TRAVAIL de Saint-Ouen. En province, celui de L'ÉDUCATION MUTUELLE du Mans, créé en 1908, connaît un réel succès : 60 à 80 enfants au début, plus de 200 garçons et filles vers 1910, toutes classes sociales confondues.

Les activités vont de la simple garderie à une gamme très complète d'animations. LA SOLIDARITÉ du XVIII<sup>e</sup> propose, les jeudis et dimanches, de 2 heures à 6 heures, un cours d'éducation morale, d'enseignement ménager, des activités de détente — chant, piano, dessin, peinture —, des visites éducatives et des activités physiques. Le programme de L'ÉMANCIPATION du XV<sup>e</sup> n'est pas moins copieux : des études musicales, des répétitions de violon, de mandoline ou de solfège, mais aussi des cours de coupe, sont proposés aux 120 adhérents âgés de 6 à 20 ans.

Le fonctionnement pose maints problèmes financiers ; il faut en effet acheter du petit matériel, offrir le goûter et ce ne sont pas les maigres budgets qui peuvent y suffire. L'occasion est ainsi donnée aux riches bourgeoises de montrer toute leur sollicitude pour l'enfance malheureuse. Le fonctionnement est prétexte à une réflexion sur l'activité ludique des enfants : le congrès de 1910 consacre une séance entière à une discussion sur la valeur pédagogique du jeu, débat centré sur la

question : faut-il laisser l'enfant libre ou au contraire lui imposer des règles ? Pour Hartmann, délégué de Limoges, le jeu doit être dirigé, opinion contraire à celle du représentant d'Auvers-sur-Oise qui fait de l'entière liberté, la condition d'une réelle initiative de l'enfant. Ces divergences, qui ne seront pas tranchées, disparaissent lorsqu'il s'agit de juger les finalités du jeu. L'unanimité se fait sur deux conclusions : il doit être éducatif et permettre de réformer les mauvais penchants. En ce sens, le congrès condamne sans réserve les jouets et équipements militaires qui ne peuvent que renforcer la disposition de ces futurs adultes à la brutalité, l'autoritarisme, l'esprit hiérarchique ou le nationalisme :

« Voyez-les, jouant aux soldats, tous veulent être commandant... S'ils jouent à la bataille, ils veulent être dans le camp français contre les Allemands, les Marocains, les Malgaches, selon qu'ils entendent parler d'une expédition d'actualité ou se remémorent le récit d'une bataille » (42).

Les divergences sur l'éducation des enfants résonnent à l'intérieur même des Universités populaires et L'ENSEIGNEMENT MUTUEL donne l'exemple. Dans une lettre adressée à Daniel Halévy, la responsable Hatzfeld critique le fonctionnement des groupes.

« Nous n'arriverons à rien si nous n'éliminons pas nettement les grands, qui sont un élément inutile et même dangereux, si nous ne séparons pas les enfants suivant leur âge, si nous n'établissons pas une sanction quelconque qui nous permette d'obtenir une discipline » (43).

Le succès nécessite « méthode et autorité ». Nous ne connaissons pas la réponse de Daniel Halévy. Peu importe, ce qui compte c'est de percevoir le nouveau regard que cette fin de siècle porte sur l'enfance. La croyance en une possible connaissance scientifique, fondée sur les progrès de la médecine et de la psychologie infantile avec les travaux d'Alfred Binet, est reprise par l'Université populaire qui fait sienne la réflexion sur une pédagogie du jeu et partage le thème commun aux psychologies de l'enfance sur la nécessité de défendre celui-ci contre les agressions de la société adulte.

### 3. L'UNIVERSITÉ POPULAIRE, ESPACE DE LOISIRS

#### Les activités récréatives

L'échec de l'enseignement — dans son contenu, dans ses méthodes —, et la demande pressante des adhérents, poussent les

Universités populaires à faire des activités récréatives, l'essentiel. Toutes voient dans le théâtre, le sport, le cinéma ou la bibliothèque, les moyens les plus sûrs d'atteindre cette sociabilité tant désirée.

Ce changement d'orientation n'est pas contraire à l'esprit des Universités populaires. Au fronton de LA COOPÉRATION DES IDÉES, l'« appel aux travailleurs » les conviait à venir après la journée de travail, se reposer, s'instruire et se distraire. La réalité du fonctionnement impose la prééminence des divertissements qui relèguent très loin la conférence. Cette réalité, c'est le manque d'assiduité, de participation aux conférences. Sur un ton badin mais ferme, la commission exécutive de la toute jeune université VOLTAIRE interpelle ses adhérents :

« Camarades

Nous avons le plaisir de vous apprendre que notre jeune Université populaire marche très bien, mais elle marcherait encore mieux... si vous étiez moins paresseux ! Nous ne sommes les 3/4 du temps que 30 ou 40 auditeurs sur plus de 200 camarades inscrits. Si vous avez la flemme dès le début, que sera-ce plus tard ?

Il faut plus de dévouement et plus d'exactitude que ça si nous voulons réussir, et l'œuvre en vaut la peine. Notre programme de juin mérite qu'on le suive avec attention et assiduité, malgré la chaleur et l'envie — presque excusable — de fumer sa pipe aux frais après dîner » (44).

Il est vrai que ce programme de juin 1901 est bien alléchant avec des orateurs de renom et des thèmes proches de la sensibilité militante des adhérents : le socialiste Charles Rappoport tente de répondre à la délicate question : « Qu'est-ce que le socialisme intégral » ? tandis que Jean Allemane présente « La grève générale et ses conséquences ». Eugène Briat, membre du Conseil supérieur du Travail, parle de « L'organisation ouvrière » et Chenevier, docteur en droit, disserte sur « Fourier et le Fourierisme ». Les anarchistes Charles Malato et Georges Paraf-Javal sont aussi proposés à côté de Jules Flexner, « camarade » de l'Université populaire, et de Berthelot membre de LA FRATERNELLE du III<sup>e</sup>.

La conférence, sauf circonstances ou orateurs exceptionnels — fête annuelle, séance inaugurale — n'attire jamais plus de la moitié des adhérents. Comparé à cette désaffection, le succès des activités récréatives qui font régulièrement salle comble, amène les responsables à privilégier ces dernières dans la programmation.

Toutes les Universités populaires confirment cet attrait. Les soirées du dimanche de DIDEROT sont une réussite car les familles y trouvent un élément de distraction très précieux pour elles, un plaisir pur tout en étant peu coûteux qui les éloigne de l'horrible café-concert. Les fêtes du samedi de LA MAISON COMMUNE remplissent régulièrement la salle de 200 personnes et les soirées littéraires de GERMINAL sont également très suivies. LA VÉRITÉ de Levallois-Perret accueille 300 personnes aux

matinées alors que seulement 40 à 80 assistent aux conférences. C'est la même proportion au FOYER DU PEUPLE du XVII<sup>e</sup> et le phénomène est identique en province. Ainsi à Montauban

« chaque fois que LA SOLIDARITÉ donne une fête la salle est comble d'un public venu pour se recréer et applaudir quelques chansonnettes ou monologues plus ou moins de bon goût. Ce jour-là seulement, l'Université populaire a du succès ; mais à l'annonce d'une conférence littéraire ou scientifique le vide se fait » (45).

Le congrès de 1905 prend acte du changement.

« Il semble résulter que les fêtes prennent peu à peu le pas sur les conférences et les discussions. Ce glissement n'est pas un problème ni un danger pour les Universités populaires, à la seule condition que ces distractions visent non seulement et exclusivement à amuser, mais surtout à instruire » (46).

Face à cette quasi-unanimité qui reconnaît l'utilité des fêtes, ce ne sont pas les objections de Charles Guieysse et les réticences de LA COOPÉRATION DES IDÉES de Rouen qui modifient l'évolution. Guieysse clame son indignation à l'annonce de la fête annuelle de L'ÉDUCATION MUTUELLE de Choisy-le-Roi. Il y voit le signe d'une décadence et s'interroge :

« Toute l'ambition intellectuelle de nos camarades est-elle de se transformer en cabotins ? Est-ce en prenant les mœurs des cafés-concerts que les Universités populaires lutteront contre les cafés-concerts ? Va-t-on créer des beuglants socialistes ? » (47).

LA COOPÉRATION DES IDÉES de Rouen s'est montrée résolument hostile à tout ce qui n'a pas le sceau de l'intellectualité. L'opposition du Conseil d'administration, où les ouvriers sont absents et les employés minoritaires, à l'organisation d'activités populaires est ancienne. Dès 1900, l'employé Millot, secrétaire de l'Université populaire, est le porte-parole de ceux qui demandent des activités moins intellectuelles que la conférence. Le 23 mai, il souligne que chez

« de nombreux adhérents, surtout parmi les ouvriers que nous devons nous efforcer de satisfaire, on désirerait voir organiser des fêtes de famille les dimanches soir ».

En mars 1905, la trésorière Madame Degruelle souhaite que les réunions familiales deviennent hebdomadaires car

« ces soirées rapprochent et font de la société une grande famille, elles sont le principal élément du succès en amenant des adhésions de toutes parts ».



Un an plus tard, elle propose un bal suivi d'une sauterie. Cette idée ne soulève pas l'enthousiasme du Conseil d'administration. Une réponse dilatoire est donnée sous forme d'une commission chargée d'étudier la proposition, soutenue par Millot estimant que la location d'une salle, d'un piano, ajoutée au cachet du pianiste coûterait au plus 70 francs, somme dont l'extrême modicité ne peut être un frein. Malgré tous ces arguments, l'organisation du bal dépasse l'imagination des administrateurs. Le projet est renvoyé à l'hiver suivant, sans résultat concret et ce n'est qu'en 1910 que les réticences seront vaincues, avec un banquet et un bal pour fêter le dixième anniversaire de l'Université populaire.

Ces deux exemples sont l'exception. Partout bals et banquets deviennent une activité régulière. Les adhérents de l'université de Meaux organisent un banquet annuel et, en 1909, ils peuvent danser sur la musique d'un grand orchestre, dirigé par le professeur de violon Duplant, l'illustre compositeur de la « Valse des Upéistes ». Au Pré-Saint-Gervais, le bal est mensuel. Rien de commun dans tout cela avec la froideur des conférences. C'est l'endroit idéal pour se connaître et rencontrer la femme ou l'homme de sa vie. On se marie beaucoup à l'Université populaire : Jules Ravaté y trouve l'âme sœur et L'UNION MOUFFETARD organise une petite fête pour les « épousailles » de deux adhérents.

Malgré leur fréquence, ces bals sont peu de choses comparés aux soirées récréatives où l'on se retrouve en famille pour voir une pièce de théâtre ou écouter un chanteur, pas n'importe lequel bien sûr. C'est une connaissance, un camarade de travail, un voisin de quartier, qui monte sur les planches pour jouer la comédie. La soirée éducative permet à l'adhérent de se reconnaître dans les petites troupes de théâtre, chorales ou orphéons développés par l'Université populaire. Avec l'activité récréative, l'adhérent ne subit plus, il est acteur et cela explique l'adhésion sans réserve à ces matinées littéraires et théâtrales.

Elles sont l'occasion de jouer les auteurs à la mode — Eugène Labiche est très demandé à Rouen ainsi que Courteline — ou les classiques qui ne sont pas absents : Corneille, Racine, Molière.. L'Université populaire ne saurait oublier les références obligées, clins d'œil à leur républicanisme, que sont Victor Hugo ou Émile Zola. Après la pièce de théâtre, place est faite à la musique et les plus grands sont sollicités : Gluck, Wagner...

Cette place accordée au théâtre est inséparable de la réflexion menée, au tournant du siècle, sur ses vertus éducatives. Vers 1900, les projets de théâtre du peuple, de théâtre populaire, de théâtre socialiste, sont autant de formules qui témoignent du bouillonnement d'idées (48). *La Revue d'Art Dramatique*, fondée cette même année par Eugène Morel, devient la tribune officielle de tous les écrivains qui, de Maurice Pottecher à Romain Rolland, rêvent d'un art pour le

peuple. Les Universités populaires sont nombreuses à vouloir la promotion d'un véritable théâtre populaire, puissant moyen d'éducation. L'instituteur Stéphane Becquerelle le présente ainsi aux adhérents du FOYER DU PEUPLE d'Amiens :

« Il a pour but l'éducation de la classe prolétarienne par le théâtre. Voilà trop longtemps que la scène est souillée par des représentations plus ou moins carnavalesques dans lesquelles on attaque les plus saines convictions. Il est nécessaire que l'on relève l'art théâtral, qu'on le dégage de l'immoralité dans laquelle on l'a maintenu depuis longtemps, qu'on établisse enfin ce théâtre idéal, dans lequel on puisera des enseignements précieux pour la jeunesse, des éclaircissements pour l'établissement de la société plus humaine, plus équitable et plus juste » (49).

LA COOPÉRATION DES IDÉES du XI<sup>e</sup> est la première à faire l'expérience d'une troupe théâtrale. L'initiative revient à l'ancien polytechnicien, Henri Dargel, haut fonctionnaire à la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. Ses intentions à peine connues, les volontaires se pressent en trop grand nombre et la sélection fait beaucoup de mécontents. Malgré un travail acharné, la troupe ne suffit pas à satisfaire les besoins hebdomadaires, l'appel à des groupes extérieurs — Les Amoureux de l'Art, le cercle théâtral de L'ÉMANCIPATION, La Marianne — est indispensable. Il est vrai que la demande est forte : plus de 200 pièces sont jouées entre le premier spectacle du 3 décembre 1899 et l'année 1904. Courteline avec 14 pièces, Eugène Labiche, Edouard Pailleron, Meilhac, Porto-Riche et Eugène Brieux sont particulièrement appréciés.

Le projet de LA SEMAILLE du XX<sup>e</sup> n'a pas de suite, au contraire de l'université DIDEROT qui réunit fin mai 1901 un comité provisoire pour la fondation d'un orchestre symphonique. Le but est de permettre aux élèves de se familiariser avec la musique classique et moderne, excluant celle des bals et des cafés-concerts, et de prêter son concours aux universités parisiennes pour des conférences sur l'art et la musique. Cette troupe — Les Inédits — se produit à L'UNION MOUFFETARD le dimanche 9 février 1902.

Les universités de province ne restent pas à l'écart de ce mouvement et L'ÉDUCATION MUTUELLE du Mans ou de Nancy sollicitent leurs adhérents pour jouer la comédie. Afin de favoriser et d'améliorer la qualité scénique de ces acteurs amateurs, les cours de chant, de solfège ou de diction sont des compléments indispensables et trouvent place parmi les activités proposées.

La constitution d'une troupe théâtrale a plusieurs objectifs. Composée de bénévoles, elle permet des économies financières. Elle autorise également une entière maîtrise du répertoire. La venue de « professionnels » imposait des programmes qui ne correspondaient pas toujours aux visées éducatives recherchées. Enfin et ce n'est pas le

moins important, elles permettent de jouer des pièces spécialement composées pour l'Université populaire, lieu de création et de diffusion culturelle. Stéphane Becquerelle écrit pour LE FOYER DU PEUPLE d'Amiens : *L'Enlissement* et *Le Prométhée enchaîné* qui met en scène un instituteur en butte aux tracasseries de son inspecteur. Mais toutes les Universités populaires n'ont pas un auteur maison, bien peu ont produit un répertoire spécifique. Alors, que proposer aux adhérents ? Deherme sollicité pour donner conseil regrette le peu d'intérêt des auteurs à succès pour le public populaire. Il recommande néanmoins « quelques auteurs probes, sincères, vraiment épris de beauté », tels Eugène Brieux, Lucien Descaves, Jean Jullien ou François de Curel.

L'éducation artistique ne se limite pas au théâtre et la visite des musées est une des activités dominicales préférées, la visualisation de la culture tenant une grande place dans tout processus de démocratisation culturelle (50). Dès 1903, la Fédération des universités parisiennes se lie avec l'association L'Art pour Tous, fondée par des ouvriers du XIII<sup>e</sup> arrondissement avec le concours du publiciste Louis Lumet et d'Émile Chauvelon, professeur au lycée Voltaire (51). Chaque dimanche, sous la conduite d'un guide compétent, la visite d'établissements remarquables par l'originalité de leur travail, telles l'imprimerie nationale ou la manufacture de porcelaine de Sèvres, est organisée. Beaucoup d'artistes — le sculpteur Eugène Carrière, l'affichiste Jules Cheret, le dessinateur Steinlein — ouvrent leurs ateliers. Les musées sont très fréquentés, galeries publiques et galeries privées. A la fin de 1909, la Fédération des Universités populaires propose une visite commentée par Camille Sainte-Croix et Adolphe Derveaux, de la Sainte-Chapelle, de la Conciergerie, du Louvre avec une conférence sur la peinture, du musée Galliéra. Ces visites posent un problème d'initiation préalable. Il n'est pas évident de trouver intérêt, au premier regard, à des œuvres totalement inconnues. Pour favoriser une meilleure approche, une réelle culture esthétique, la Fédération donne, dès 1905, des conférences d'art où sont présentées la vie des artistes et l'ensemble de leurs œuvres : Léonard de Vinci, Raphaël, Ingres, Delacroix, Géricault sont au programme.

LA FRATERNELLE de Saint-Claude veut compléter cette éducation artistique en reprenant, dans l'Université populaire l'idée des Musées du travail de Pelloutier. Les Maisons du Peuple pourraient créer ces musées, représentant l'évolution de la vie sociale, des industries, des mœurs... et des institutions locales ou régionales. Ils seront très accessibles aux ouvriers car, ouverts tous les jours, un conservateur renseignera le chercheur et le guidera dans ses études.

Dans leur désir d'offrir toutes les possibilités d'éducation à leurs adhérents, les Universités populaires rencontrent, au début des années 1900, le nouveau média qu'est le cinéma. Les projections lumineuses accompagnent souvent les conférences, elles ont familiarisé les « upistes » avec ce moyen de communication et les adhérents de LA

COOPÉRATION DES IDÉES du faubourg Saint-Antoine sont initiés, dans une conférence de l'industriel Gaumont, en novembre 1907, à ce nouveau mode d'expression qu'est le cinématographe. Dans les premières années du siècle, les progrès techniques sont très rapides et le cinéma prend rang parmi les arts. Son succès populaire questionne les Universités et le congrès de 1910 s'interroge : le cinéma peut-il contribuer à l'éducation du peuple ? Il répond par la négative.

« Le cinéma est plus dangereux encore actuellement que le théâtre, par sa grande diffusion car les spectacles offerts sont démoralisants ».

Est-ce une condamnation définitive ? Non, répond LA FRATERNELLE de Saint-Claude annonçant sa très prochaine installation dans la Maison du Peuple de la ville.

« Il (le cinéma) est l'objet de désirs communs ; cependant nous sommes effrayés devant la médiocrité des moyens permettant de rendre cet appareil utilisable à une soirée d'éducation populaire. Les sujets scientifiques et attrayants pourront cependant se trouver et concourir tout au moins à un instructif délasserment. »

Les délégués d'Orléans, de Limoges, d'Auvers-sur-Oise, approuvent cette orientation. Le cinéma peut utilement servir à l'éducation, à condition d'en modifier les programmes et de « représenter des voyages dans toutes sortes de pays, des scènes donnant comme des leçons de choses sur la production, la fabrication des aliments, des outils », et de proscrire les scènes de police, les meurtres ou les procès sensationnels (52). Dans cet esprit, le congrès demande à la Ligue de l'enseignement et au Musée pédagogique de constituer une cinémathèque utilisable pour l'éducation populaire, en attendant qu'entre en fonction le cinéma du peuple que projette Marcel Martinet (53).

### Les activités sportives

L'éducation artistique n'épuise pas l'action récréative de l'Université populaire. Les fortes jouissances de l'esprit ne sont pas les seuls objectifs : une tête bien pleine, certes, mais dans un corps bien fait et les universités participent à l'émergence du sport qui prend progressivement sa place dans les milieux populaires. Sur ce terrain, elle rencontre l'action du Parti socialiste qui fonde une fédération sportive en 1907, et celle des Jeunesses syndicalistes (54) mais s'oppose au sport bourgeois et à l'emprise grandissante du sport catholique, moyen efficace utilisé par l'Église pour lutter contre l'action laïcissante de la III<sup>e</sup> République (55).

Elles proposent les activités traditionnelles que sont la gymnastique ou la culture physique sans négliger pour autant les disciplines à la



mode, la canne, le bâton, la boxe française. Elles favorisent des sports alors en plein essor tels le cyclisme, le football, le tennis, et une conférence de janvier 1908 à LA COOPÉRATION DES IDÉES du XI<sup>e</sup> fait découvrir un sport nouveau, le camping. La natation est au programme de L'ÉDUCATION SOCIALE de Montmartre en 1909, mais c'est LA GERVAISIENNE du Pré-Saint-Gervais qui offre l'éventail le plus complet d'activités avec l'escrime, la canne, le bâton, la boxe ; en 1907, elle crée une Union sportive confiée au secrétaire Évrard. Quatre disciplines sont proposées : le cyclisme, la natation, la course à pied, et, grâce à l'obligeance d'un certain Paquin qui met à disposition un grand terrain de pâturage, les upistes peuvent s'initier au football.

Les motivations pour ces diverses activités sont nombreuses. Il y a bien sûr les préoccupations hygiénistes et le sport apparaît comme un travail pratique, suite logique des conférences faites sur ces questions. Les responsables de L'ÉDUCATION MUTUELLE de Nancy sont très clairs :

« La gymnastique nouvelle qui consiste en un développement méthodique et raisonné de tous les muscles du corps, fait sans aucun risque, des hommes forts et robustes... et par là, joyeux, heureux de vivre. »

Mais là n'est peut-être pas l'essentiel. La pratique de la culture physique, de la gymnastique suédoise

« aura aussi l'avantage d'envoyer au régiment des jeunes gens dégrossis qui feront de meilleurs soldats » (56).

Ces préoccupations militaristes, qui empruntent aux origines mêmes du sport (57), ne sont pas courantes dans les Universités populaires plus soucieuses de manifester leurs engagements pacifistes. L'attitude des responsables de Nancy s'explique par la situation géographique d'une ville, dans une région frontière très sensible au patriotisme.

Le sport est également considéré comme un support éducatif capable de rapprocher les individus. L'esprit du baron Pierre de Coubertin souffle sur les Universités populaires et le sport est perçu comme un moyen de fraternité capable d'annuler les conflits sociaux. C'est tout le sens de la lettre, envoyée par Charles Masson, responsable d'Université populaire à l'un de ses collègues. Il propose des réunions sportives annuelles d'où

« il résulterait peut-être... des conséquences sociales, un rapprochement, une diffusion des classes dans ce contact de jeunes gens, d'éducation, de genres de vie différents : l'atelier, l'usine, le bureau, l'étude fraterniseraient dans ces réunions sportives dont l'attrait est commun à toute la jeunesse. Les familles se rencontreraient, se connaîtraient et trouveraient du plaisir à ce spectacle, à ces relations issues de leurs enfants (58).

Cette conception est loin d'être partagée. En plus de son action vulgarisatrice pour des activités qui, entre 1880 et 1914, peineront à descendre jusqu'aux classes populaires, l'Université populaire participe à une vision moins idéaliste et affirme, comme les autres organisations ouvrières, la politisation de l'éducation physique et du sport.

### Les activités de lecture

Bibliothèques et salles de lecture sont parmi les plus beaux fleurons de l'Université populaire. Elle continue ainsi le grand mouvement de propagation de la lecture qui, au travers des « cabinets de lecture », des bibliothèques populaires dont l'essor est manifeste dans les années 1860, des bibliothèques d'organisations ouvrières, témoigne du prestige du livre et du journal, principaux supports de diffusion culturelle en cette fin de siècle (59).

Cet intérêt pour le journal vaut pour L'ÉDUCATION MUTUELLE du Mans, LA SOLIDARITÉ de Brest ou d'Annecy, L'ÉDUCATION SOCIALE de Montmartre. La liste des titres disponibles à LA COOPÉRATION DES IDÉES du XI<sup>e</sup> ou à L'ÉDUCATION MUTUELLE de Bourges montre l'importance de cette salle de lecture. La première offre en mai 1901, plus de 80 quotidiens, revues françaises ou étrangères, dans un registre très large. Pour les nouvelles du jour, *Le Bloc* de Clemenceau, mais pas *L'Aurore* ni *La Petite République*, boycottées depuis l'affaire Denis. Les amitiés nombreuses liées pendant les années de jeunesse dans les milieux littéraires d'avant-garde expliquent la présence de la *Revue Blanche*, du *Mercure de France*, de *L'Ermitage*, de la *Revue Idéliste*, de la *Revue Bleue*, de *La Plume*... Les revues d'Église — *Le Sillon*, *Le Correspondant*, la *Revue Chrétienne*, la *Résurrection*, *L'Écho des Cercles d'Études* — voisinent avec celles du socialisme et de l'éducation populaire — *Le Mouvement socialiste*, la *Revue socialiste*, *Pages libres*, le *Bulletin de la Ligue de l'enseignement*, les *Cahiers de la Quinzaine* —. La femme — *L'École de cuisine* — et l'enfant — *Pour nos enfants* — ne sont pas oubliés. Les revues de loisirs — *Photo gazette*, *Les Nouvelles photographiques* — sont également consultables. Ce large éventail reflète l'audience nationale et internationale de l'Université populaire — *L'Effort* de Bruxelles, la *Scienza sociale*, *Young Oxford* — et l'esprit d'ouverture de Georges Deherme.

L'ÉDUCATION MUTUELLE de Bourges propose un choix plus restreint, surtout des publications ouvrières.

Partout, la mise à disposition des quotidiens et des revues permet à l'adhérent de découvrir des publications jusque-là ignorées et d'en lire un très grand nombre que les modestes budgets d'ouvriers ou d'employés ne pouvaient autoriser.

Tout à côté, la bibliothèque fait l'objet de soins jaloux. Le premier souci de tout fondateur, avant même la recherche du premier conférencier, c'est d'installer dans le fond d'une pièce, quelques livres déposés sur une étagère. Avoir une belle bibliothèque, c'est le projet le plus cher de Jules Delville, professeur de philosophie et président du comité de l'université d'Angoulême.

L'organisation et la gestion causent beaucoup de soucis. Se pose d'abord un problème d'espace : rares sont les Universités populaires comme L'ÉDUCATION MUTUELLE de Nancy, L'UNION MOUFFETARD ou Valréas disposant de pièces assez nombreuses pour réserver une salle spéciale. Souvent à l'étroit dans des locaux exigus, peu fonctionnels, l'Université se contente de quelques rayonnages dans un coin de la salle commune.

Plus qu'une question de place, le problème est surtout d'ordre financier. La maigreur des budgets ne permet pas l'achat de livres. Très peu d'universités ont une ligne achat dans leur budget, les exceptions concernent les plus florissantes — Rouen, Bourges, Nancy. Pour pallier ce manque d'argent, elles font parler le cœur et l'imagination. Le cœur, c'est le don qui constitue l'apport essentiel et permet le démarrage : à L'ÉMANCIPATION INTELLECTUELLE d'Épernay, l'adhérent David offre 50 livres ; les 465 livres de LA COOPÉRATION DES IDÉES de Rouen, en mars 1901, sont donnés par des upistes ou des sociétés sympathisantes. Cette sollicitude privée se retrouve partout. Les pouvoirs publics ne restent pas à l'écart. Le président de L'ÉDUCATION MUTUELLE de Bourges fait, en 1903, une demande de livres transmise au Préfet, puis à différents ministères, l'Intérieur qui ne voit pas l'intérêt de ses publications dans une bibliothèque populaire et l'Instruction publique qui répond favorablement.

L'imagination et la solidarité sont aussi des moyens très efficaces pour garnir les rayons. L'ÉDUCATION MUTUELLE de Nancy crée, en 1900, le groupe des Amis de la bibliothèque qui propose, moyennant une cotisation mensuelle de cinquante centimes, d'acheter des livres reversés ensuite dans le fond commun ; même principe à LA FRATERNELLE du III<sup>e</sup> et à L'ENSEIGNEMENT MUTUEL du XVIII<sup>e</sup>. LES SOIRÉES OUVRIÈRES de Montreuil profitent de l'envoi des éditeurs.

Ces moyens permettent la constitution de bibliothèques d'importance variable. L'ENSEIGNEMENT MUTUEL du XVIII<sup>e</sup> possède en 1900, 1 800 volumes alors que dans le même temps LE CONTRAT SOCIAL du XVI<sup>e</sup> n'a que 300 livres mis à la disposition des adhérents, les jours de conférences. LA SEMAILLE du XX<sup>e</sup> compte 800 volumes et brochures, L'ÉDUCATION d'Angers 400, d'une grande diversité où les romans sont rares, L'ÉDUCATION MUTUELLE de Bourges 700 en 1903 et celle de Nancy 1 220 en 1902, 1 450 en 1904. Leur contenu est mal connu : l'université de Meaux et LA SEMAILLE du XX<sup>e</sup> ont fait imprimer un catalogue ; LA FRATERNELLE de Vitry-le-François promet de répertorier

ses 1 000 volumes, mais les catalogues n'ont pas été retrouvés, et pour l'ensemble du mouvement, faute de personnel, les universités qui ont fait l'inventaire de leurs rayons sont l'exception.

Alors quels livres, quels auteurs ? Le mode d'acquisition — dons de ministères ou de particuliers — compose des bibliothèques très disparates et n'est pas gage de qualité : beaucoup d'ouvrages techniques et de brochures sans grand intérêt dont on se sépare à la faveur d'un déménagement. Quelques éléments d'information cependant : L'ÉDUCATION MUTUELLE de Nancy, publie dans sa revue *L'Éducation sociale* de juillet 1908, un début de catalogue, très partiel puisque 208 volumes sur les 1 500 sont répertoriés. Alexandre Dumas avec 38 titres, Balzac — 25 — et l'écrivain bretonnant Émile Souvestre — 12 titres — sont les plus représentés. A Bourges, le dreyfusard Zola est très demandé (60) et Maxime Gorki figure en bonne place ; à LA COOPÉRATION DES IDÉES du XI<sup>e</sup>, Rudyard Kipling est l'écrivain le plus lu.

Le fonctionnement de la bibliothèque pose de graves problèmes. Elle est ouverte selon la disponibilité des responsables : tous les jours à L'ÉDUCATION SOCIALE de Montmartre et à L'ÉDUCATION MUTUELLE de Bourges, seulement les soirs de conférences à GERMINAL de Nanterre et toute l'année, sans l'interruption des vacances, à Nancy. Les relevés de prêt montrent une bonne rotation des livres : la fréquence des prêts varie selon le nombre d'adhérents et de volumes. A Bourges, il y a 1 427 emprunts en 1902, 5 000 en 1903 et 10 000 en 1904 pour environ 1 000 adhérents.

Les bibliothèques n'ont pu éviter le vol d'ouvrages et les livres rendus avec retard. L'ÉDUCATION MUTUELLE de Nancy a pourtant tout essayé. Le groupe des Amis de la bibliothèque décide, le 12 avril 1904 de réorganiser le système de prêts ; la carte d'adhérent est exigée, deux volumes par mois sont autorisés et l'emprunteur est déclaré responsable sur ses deniers, pour tout livre abîmé ou perdu. Cette rigueur s'impose, l'inventaire de 1903 dénombre 100 livres non rendus sur un total de 1 400 livres que compte la bibliothèque. Cette réorganisation ne change rien et quatre ans plus tard, l'université demande une caution financière de un franc par livre prêté pour trois semaines. Ce problème des vols se retrouve à LA COOPÉRATION DES IDÉES de Rouen. Il révèle un état d'esprit, une mentalité d'égoïsme, de non-respect du bien commun que l'Université populaire se proposait de faire disparaître. Leur permanence témoigne de l'échec dans la volonté de transformer en profondeur les comportements.

Cette ambition était celle des premiers jours. Le rêve évanoui, l'Université populaire se satisfait d'aider les adhérents dans ses tracas quotidiens et, le dimanche venu, de lui apporter quelques distractions. Comment mieux saisir cette volonté de proposer un nouvel art de vivre qu'à travers l'exemple du Château du Peuple, propriété de LA COOPÉRATION DES IDÉES du faubourg Saint-Antoine où, à partir de 1903,



au milieu du bois de Boulogne, dans une demeure de « milliardaire », les adhérents — ouvriers et employés — viennent tous les dimanches respirer le grand air, jouer et s'ébattre sur les pelouses et sous les frondaisons. Ce Château du Peuple, le Mazet de Nîmes ou la maison de campagne de LA COOPÉRATION DES IDÉES de Rouen sont les symboles d'une autre Université populaire, sans doute aux ambitions plus modestes que celles assignées par Deherme ou Séailles ; plus modestes, certes, mais surtout beaucoup plus vraies, plus authentiques, car en parfaite harmonie avec les pratiques culturelles des adhérents.

## NOTES DU CHAPITRE IV

(1) DEHERME (Georges), L'échec des Universités populaires expliqué par son fondateur, *Le Matin*, 29 juin 1909.

(2) *Id.*, Sur un enseignement supérieur populaire, *Cahiers Fustel de Coulanges*, n° 2, décembre 1935.

(3) *L'Humanité*, 26 juin 1909; sur la vie et l'œuvre d'Albert Thomas, SCHAPER (B. W.), *Albert Thomas. Trente ans de réformisme social*, Paris, P.U.F. 1959.

(4) PÉGUY (Charles), Notre jeunesse, *Cahiers de la Quinzaine*, 12<sup>e</sup> Cahier, 11<sup>e</sup> série.

(5) THIERRY (Albert), L'éducation générale supérieure, *La Vie ouvrière*, 5 septembre 1913; pour une vue plus générale sur sa pensée, voir son livre *Réflexions sur l'Éducation*, Paris, Librairie du Travail, 1923.

(6) DEHERME (Georges), L'échec des Universités populaires, *op. cit.*

(7) ISABELLE (Étienne), Le mouvement des Universités populaires, *op. cit.*

(8) Sur les rapports entre industrialisation et acculturation, CRUBELLIER (Maurice), *Histoire culturelle de la France, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup>*, Paris, A. Colin, 1974.

(9) Sur le logement social, GUERRAND (Roger-Henri), *Le logement populaire en France, 1800-1960*, Paris, Centre d'études et de recherches architecturales, 1979; *id.*, *Les origines du logement social*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1966; Actes du colloque consacré à Henri Sellier sur le thème « *Banlieue, municipalités et réformisme, 1900-1940* » à paraître aux Presses Universitaires de Vincennes fin 1986.

(10) SORLIN (Pierre), *La Société française, T. I, 1840-1914*, Paris, Arthaud, 1969, p. 124-126.

(11) *Bulletin de l'Union pour l'action morale*, 15 décembre 1902.

(12) FRANCE (Anatole), *Vers les temps meilleurs, op. cit.*, p. 138.

(13) RECEJAC (Émile), L'Université populaire de Tarbes, 1901-1906, *Pages libres*, n° 314, 1907.

(14) GREBAUT (Roger), *De l'alcoolisme dans ses rapports avec la criminalité*, Paris, 1900; Marrus (Michael R.), L'alcoolisme social à la Belle Époque, *Recherches*, n° 29, 1977, p. 285-314; LALOUETTE (Jacqueline), Le discours bourgeois sur les débits de boissons aux alentours de 1900, *id.*, p. 315-347.

(15) *La Coopération des Idées*, n° 24, janvier 1898.

(16) *Le Breton socialiste*, 16 et 23 juin 1900, 7 juillet 1900.

(17) Sur ce fléau, PANOUILLE (Jean-Pierre), Et les Français prirent goût à l'absinthe... *L'Histoire*, n° 52, janvier 1983.

(18) *L'Alcool*, n° 8, août 1900.

(19) GUIEYSSE (Charles), Les Universités populaires et l'alcool, *L'Alcool*, n° 4, avril 1900.

(20) Sur ce problème et les discussions dans le mouvement ouvrier, HATZFELD (Henri), *Du paupérisme à la sécurité sociale 1850-1940*, Paris, A. Colin, 1971.

(21) PITT (Sylvain), La vie à l'Université populaire, *La Coopération des Idées*, n° 50, mars 1900.

(22) JAKUBEC (Doris), *Sylvain Pitt ou les avatars de la liberté, op. cit.*, p. 133-137.

(23) VIOLETTE (Eugène), La Nature pour tous, *La Vie ouvrière*, n° 46-47, 1911, p. 256-263.

(24) PHILIPPE (G.), Partons en vacances, *L'Association ouvrière*, n° 193, juillet 1903.

(25) Sur l'expérience, LE YAOUANG (Jean), *Les conceptions pédagogiques de Paul Robin, 1870-1914*, D.E.S., Paris 1960.

(26) Cette ambition rencontre celle du Parti socialiste qui fonde, dans les années 1908-1909, une colonie de vacances « le Grand air », *Le Socialiste*, n°s 210, 214, 215, 219, mai-juin 1909.

(27) *Bulletin de la Vérité*, n° 14, mars 1912.

(28) Son fils, Marcel PRENANT, raconte quelques souvenirs sur l'Université populaire dans son livre autobiographique, *Toute une vie à gauche*, Paris, Éditions Encre, 1980.

(29) *L'Avant-Garde*, 11 février 1900.

(30) Sur cette question, SOWERWINE (Charles), *Les femmes et le socialisme*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1978.

(31) WURMSER-DEGOUY (Henriette), *Trois éducatrices modernes*, Paris, P.U.F., 1934.

(32) Sur cet état d'esprit, MAYEUR (Françoise), *L'enseignement secondaire des jeunes filles sous la 3<sup>e</sup> République*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1977, p. 348-363.

(33) *Bulletin de l'Union pour l'action morale*, 15 avril 1901.

(34) *L'Éducation sociale*, mars 1906.

(35) *L'Université populaire*, n° 7, août 1910; sur le néo-malthusianisme, RONSIN (Francis), *La grève des ventes. Propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité en France XIX-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Aubier, 1980.

(36) CRUBELLIER (Maurice), *L'enfance et la jeunesse dans la société française 1800-1950*, Paris, A. Colin, 1979, p. 207-226.

(37) Congrès des Universités populaires, mai 1904, *op. cit.*, p. 32-33.

(38) *L'Université populaire*, n° 5, juin 1908, p. 12.

(39) FRITSCH (Paul), Les œuvres de l'Université populaire, *Bulletin de la Fédération des Universités populaires du Sud-Ouest*, juillet 1904.

(40) *L'Université populaire*, n° 1, *op. cit.* p. 5; sur l'action des chrétiens en faveur de la jeunesse CHOLVY (Gérard), Patronages et œuvres de jeunesse dans la France contemporaine, *Revue d'Histoire de l'Église de France*, n° 181, 1982, p. 235-256.

(41) VERNET (Madeleine), *L'Avenir social. Cinq années d'expérience éducative 1906-1911*, brochure, 1911, 56 p.

(42) *L'Université populaire*, n° 7, août 1910, p. 6.

(43) Archives HALÉVY.

(44) Programme juin 1901.

(45) MAX, Les Universités populaires, *L'Union coopérative*, n° 13, juillet 1905.

(46) *L'Université populaire*, n° 1, *op. cit.*, p. 9.

- (47) *Pages libres*, n° 64, 1902.
- (48) BRACCO (Pierre-Paul), *Le Théâtre populaire en 1900. Étude du théâtre populaire en France de 1895 à 1905*, thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Nice, 1970.
- (49) *Le Réveil syndical*, n° 47, janvier 1903.
- (50) DERVAUX (Adolphe), L'Art et les universités populaires, *Pages libres*, n° 189, 1904; sur la visite des musées, ALBERTINI (Marie-Laure), *Les politiques d'éducation populaire par l'art en France : théâtres et musées, 1895-1914*, thèse du 3<sup>e</sup> cycle, Univ. de Paris I, 1983.
- (51) LUMET (Louis), *L'Art pour tous*, Paris, Cornély, 1904.
- (52) *L'Université populaire*, n° 7, *op. cit.*, p. 16.
- (53) *L'Effort libre*, décembre 1913, p. 190-196.
- (54) Sur la naissance du sport ouvrier, DAVET (Thierry), *Du sport rouge au sport populaire en France de 1919 à 1933*, mémoire de maîtrise, Paris VIII, 1972; pour une vue générale sur l'introduction du sport, Aimez-vous les stades? Les origines des politiques sportives en France 1870-1930, *Recherches*, n° 43, avril 1980.
- (55) Dubreuil (Bernard), La naissance du sport catholique, in *Recherches, op. cit.*, p. 221-251.
- (56) *Bulletin de l'Université populaire*, mars 1904.
- (57) SPIVAK (Marcel), Le développement de l'éducation physique et du sport français de 1852 à 1914, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1977, p. 28-48.
- (58) *L'Association ouvrière*, n° 184, 10 mai 1903.
- (59) Sur cette question, RICHTER (Noé), *Les Bibliothèques populaires*, Le Mans, Bibliothèque universitaire, 1977; PARENT-LARDEUR (Françoise), *Les Cabinets de lecture. La lecture publique à Paris sous la Restauration*, Paris, Payot, 1982, 201 pages.
- (60) Bourges serait l'exception, cf. Colette BECKER, L'audience de Zola, *Les Cahiers naturalistes*, n° 47, 1974, p. 40-69, où l'auteur précise que Zola est peu demandé dans les Universités populaires.



## *Conclusion*

En 1899, l'Université populaire n'est qu'une promesse ; quinze ans plus tard, un souvenir moribond. Dans cet intervalle, 230 universités voient le jour, rassemblant des dizaines de milliers d'adhérents. D'un parfait civisme, elles sont à la pointe du combat républicain à défaut d'être l'aiguillon de la révolution sociale. Elles expriment la vitalité ouvrière, socialisent femmes et enfants et sont porteuses de nouvelles pratiques culturelles. Cette richesse pourrait suffire à porter un jugement positif ; elles laissent pourtant un goût d'inachevé. L'Université populaire n'a pas réalisé son grand dessein et elle témoigne de l'impossible rencontre de la « jaquette et du bourgeron », de l'impossible cohabitation des intellectuels et des militants ouvriers dans un rapport d'égalité fondé sur l'éducation mutuelle.

Née dans la tourmente dreyfusiste, l'Université populaire a pour raison d'être la mise en commun des pratiques et savoirs culturels dans un échange où il n'y aurait que des « égaux volontaires ». Cette formule de Gabriel Séailles entretient l'illusion. Elle justifie pleinement l'empressement des groupements politiques, syndicats, Bourses du travail, coopératives, à prendre l'initiative d'un mouvement qu'ils croient capable de satisfaire l'exigence d'éducation et l'impératif pédagogique partagé par toutes les organisations ouvrières ; ces initiatives ouvrières sont la marque distinctive d'une première phase, celle du démarrage.

Mais plus que l'idée d'éducation mutuelle, l'Université populaire porte en elle l'éducation du peuple ; la première est une revendication ouvrière, la seconde une formule bourgeoise et l'omniprésence des intellectuels dans les débuts du mouvement opère le transfert. Éduquer le peuple, c'est alors lui faire découvrir les beautés de la science, des arts, en un mot, l'élever. L'éducation du peuple veut réhabiliter le « populaire » en le faisant accéder à la culture des élites. Cette démocratisation — car c'est de cela qu'il s'agit — reflète une hiérarchie, avec la valorisation de la bonne culture, celle des élites, et

l'ignorance, la sous-estimation et au pire la négation de la culture populaire. Ce refus de considérer la réalité quotidienne des adhérents réduit la capacité d'intervention des intellectuels. Elle porte en germe les difficultés et sans doute les échecs de tout essai de démocratisation culturelle. L'Université populaire en est l'exemple. Les intellectuels imposent un savoir, une orientation qui ne répond pas à l'attente des adhérents. Les causeries mondaines, où le conférencier vient philosopher sur les beautés du monde, laissent peu de place aux discussions et elles sont bien loin du quotidien. C'est la deuxième phase du mouvement marquée par une double désaffection : celle des adhérents qui désertent l'Université populaire et ses prétentions à l'intellectualisme, celle des « professeurs » qui, l'effet de mode passé et devant leur incapacité à enseigner le peuple, retournent à leurs « chères études ». C'est l'échec et la disparition des Universités populaires à brève échéance.

Le bilan des premières années amène un changement de cap. Les activités récréatives — bals, excursions, fêtes familiales, troupes de théâtre, bibliothèques — et les cours professionnels traduisent mieux les aspirations culturelles et professionnelles des adhérents. Ils permettent certes la survie des universités mais s'en est bien fini du grand espoir des premières années. Au terme de l'évolution, l'Université populaire née dans le giron ouvrier redevient après une brève période dominée par les intellectuels un lieu d'expression de la sociabilité populaire.

L'Université populaire est riche d'un autre enseignement, elle affirme avec vigueur l'importance et la nécessité de l'éducation des adultes. Cela situe bien l'enjeu qu'elle représente et les passions, les querelles sur la neutralité, les rapports à la politique ou à la question religieuse, apparaissent comme un épisode de plus que se livrent, en ce siècle finissant, la République laïque et l'Église sur la question scolaire. A l'affrontement de deux pouvoirs qui se disputent l'éducation du peuple, de la jeunesse des lycées et des facultés, s'ajoute la volonté de contrôler le monde du travail à travers l'éducation des adultes, nouveau maillon dans le procès éducatif. Cette querelle idéologique occulte des questions essentielles : si l'Université populaire pose clairement les conditions minimales d'un bon fonctionnement — libérer du temps pour l'étude — elle n'apporte pas de réponse décisive sur les contenus et méthodes d'enseignement, elle confirme les divergences d'interprétation sur les finalités d'éducation.

L'intérêt de l'Université populaire se mesure aussi à l'empreinte laissée dans le mouvement ouvrier. Il est difficile d'apprécier toutes les retombées positives, mais nul doute qu'elle a joué un rôle d'accompagnement non négligeable dans les revendications des années 1900 que ce soit pour l'amélioration des conditions de travail — journée de 8 heures, vacances ouvrières —, ou pour le renforcement du courant pacifiste. Malgré cela, elles ont laissé le souvenir d'institutions

bourgeoises, de bureaux de bienfaisances intellectuelles, de savantasses et elles vont servir de repoussoir à toutes les tentatives d'éducation ouvrière de l'entre-deux-guerres. Lorsque Marcel Martinet, directeur littéraire de l'*Humanité*, développe en 1921 ses idées sur l'organisation culturelle de la classe ouvrière, il insiste sur l'écueil à éviter : ne pas recommencer les vieilles Universités populaires. Quelques années plus tard, Gaston Guiraud, secrétaire de l'Union des syndicats de la région parisienne, fait la même réflexion à Georges Lefranc venu lui présenter son projet de Centre confédéral d'éducation ouvrière : « avant tout ne refaites pas les Universités populaires » (1). Elles ne méritent sans doute pas cet excès d'indignité, mais ces deux réflexions rappellent à propos, la vanité de tentatives d'éducation qui commencent par la négation de ceux que l'on a le projet d'éduquer.

#### NOTE DE LA CONCLUSION

(1) *Niveaux de culture et groupes sociaux*, Paris-La Haye, Mouton, 1967, p. 237.





## JALONS POUR UNE RECHERCHE

Les origines du mouvement, la pensée de Georges Deherme, peuvent être suivies dans *La Coopération des Idées*, revue mensuelle, publiée à partir de février 1896.

Avec l'essor, en 1900, les sources se diversifient. Outre *La Coopération des Idées* qui devient hebdomadaire, citons :

— *Bulletin des Universités populaires*, publié par la Société pour l'Enseignement supérieur et l'éducation mutuelle, Société des Universités populaires, n° 1, 15 mars 1900 ; n° 2, juin-juillet 1900.

— Cette publication est relayée par 3 numéros des *Cahiers de la Quinzaine* : Les Universités populaires 1900-1901, I, Paris et banlieue, 10<sup>e</sup> cahier, 3<sup>e</sup> série. Les Universités populaires 1900-1901, II, départements, 20<sup>e</sup> cahier, 3<sup>e</sup> série. 1<sup>er</sup> Congrès des Universités populaires, mai 1904, 20<sup>e</sup> cahier, 5<sup>e</sup> série.

— Quelques revues proches du mouvement : *Annales de la Jeunesse laïque*, *Bulletin de l'Union pour l'action morale*, *Bulletin de la Ligue de l'enseignement*, *Pages Libres*.

— Les rubriques « Universités populaires » des journaux républicains, socialistes et anarchistes. Celles de *La Petite République*, des *Temps nouveaux*, de *L'Humanité* à partir de 1904, permettent de suivre quotidiennement les activités des universités parisiennes ; pour la province, la consultation du journal local rend les mêmes services.

Le déclin, vers 1905, tarit les références. Seule *L'Université populaire*, bulletin de la Fédération Nationale des Universités populaires, et ses 7 numéros : n° 1, 15 octobre 1905 ; n° 2, décembre 1906 ; n° 3, septembre 1907 ; le numéro 4 n'a pas été retrouvé ; n° 5, juin 1908 ; n° 6, novembre 1909 ; n° 7, août 1910, permet de suivre l'évolution.

Il faut y ajouter un important dossier — tracts, brochures, programmes — consultable au Musée social, 7, rue Las Cases, Paris.

Sur les rapports des Universités populaires et des syndicats, des bulletins de Bourses du travail ou de Fédérations ont été consultés : *Bulletin de la Bourse de Bourges*, Lyon, Nîmes, La Rochelle... *L'Ouvrier de l'Est*, organe de la Fédération des Syndicats de Meurthe-et-Moselle, *Le Réveil syndical* d'Amiens, *Le Réveil syndical* de Belfort, *La Typographie française* journal de la

Fédération française des travailleurs du Livre, *La Voix du Peuple* organe de la C.G.T.

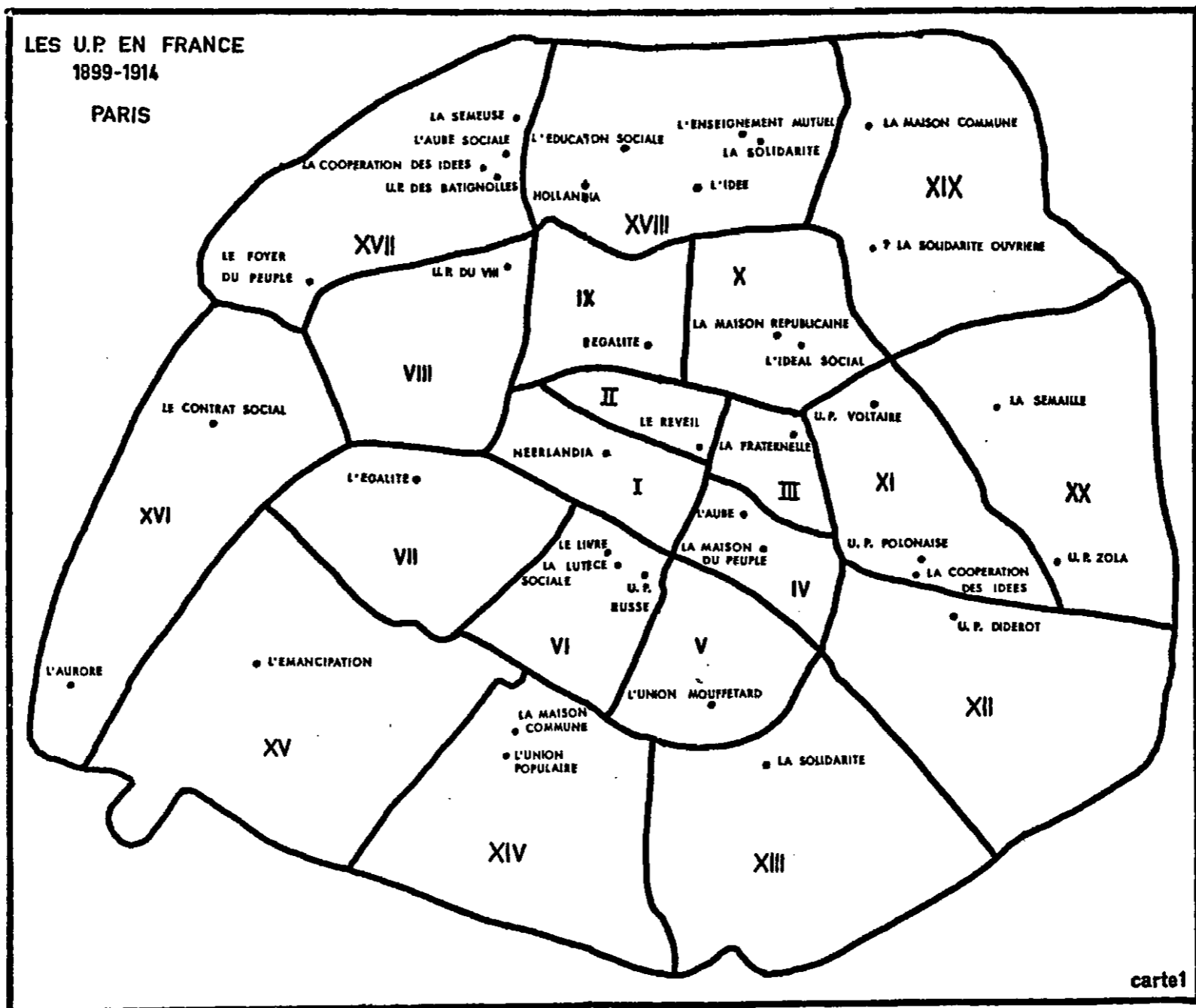
Sur les liens, Universités populaires-coopératives, voir *L'Association coopérative*, organe de la Chambre consultative des Associations ouvrières de production, le *Bulletin de l'Union coopérative*, organe officiel de l'Union Coopérative des Sociétés françaises de consommation, le *Bulletin de la Bourse des Coopératives socialistes*.

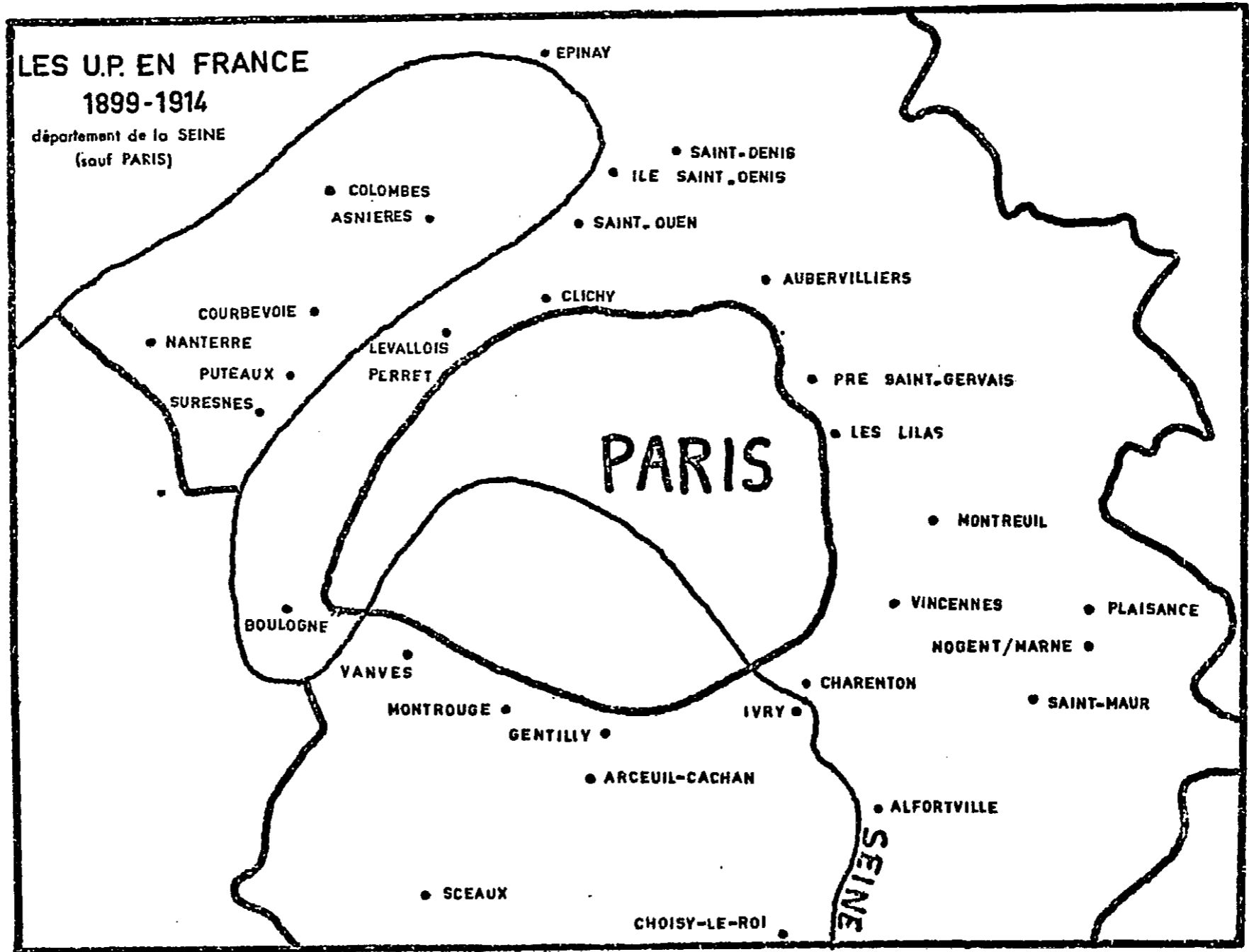
Pour le « curieux » de la vie interne des Universités populaires, soucieux de monographie, la lecture des Bulletins publiés par certaines d'entre elles est indispensable :

*Annales de l'Université populaire lyonnaise*, janvier 1900 ; *Bulletin de la Fédération des universités pyrénéennes*, octobre 1903-septembre 1905 ; *Bulletin de l'Université populaire de Nancy*, 1902-1909 ; *Bulletin de l'Université de Vendôme*, 1909-1913 ; *Bulletin des Conférences*, Université populaire de Besançon, 1907 ; *Bulletin mensuel de L'Union populaire de Tours*, 1909-1911 ; *Les Cahiers de l'Université populaire*, publiés par la Coopération des Idées, 1906-1907 ; *L'Éducation mutuelle* de Bourges, 1905 ; *L'Éducation mutuelle* du Mans, 1902-1906 ; *L'Éducation mutuelle* de Rugles, 1909-1910 ; *L'Effort social*, bulletin de l'Université populaire de Montrouge et de Sceaux, 1907-1908 ; *La Solidarité*, bulletin mensuel de la Maison du Peuple de La Chapelle (Paris), 1907-1908.

Pour être un « upiste » à distance, les archives d'Universités populaires sont très précieuses. Peu ont été retrouvées, il y a là une piste à exploiter. Les trois cahiers manuscrits des procès-verbaux du conseil d'administration de La Coopération des Idées de Rouen, déposés à la Bibliothèque municipale, nous font vivre les débats et passions sur la période 1899-1910. La correspondance Jules Ravaté-Georges Deherme, quelques lettres sur un ensemble de 300, consultable à la Bibliothèque municipale de Roanne, restitue fidèlement les états d'âme du fondateur.

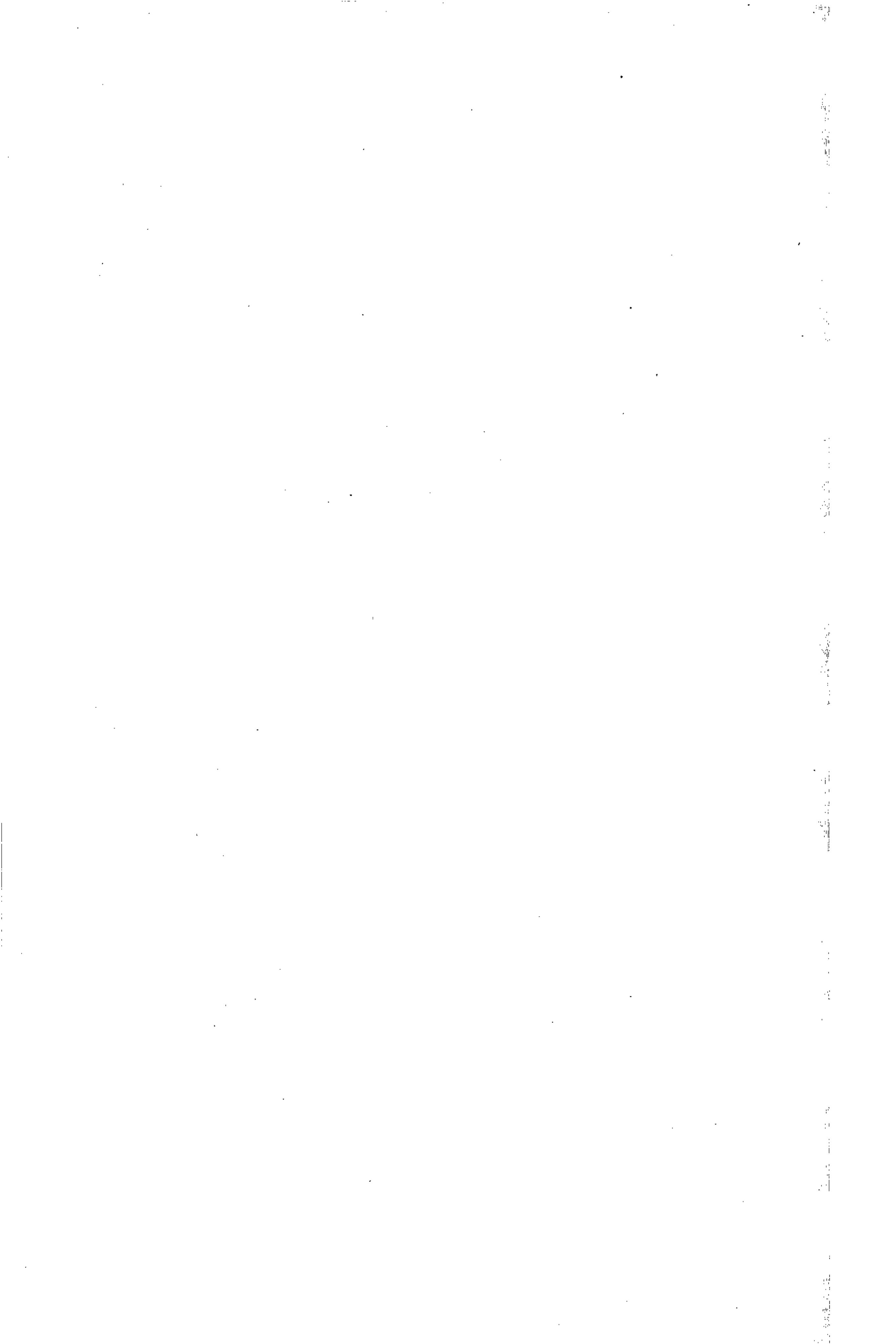
Pour donner du corps à l'ensemble, les archives privées sont indispensables ; elles pallient les carences des archives publiques. Les Archives nationales et départementales donnent de maigres résultats. Sont-ce les problèmes de classement ? Aucun dossier Université populaire aux Archives nationales, des fragments dans les Archives départementales ; seules exceptions, Bourges et Nancy. Les archives privées sont difficiles à localiser. Celles de Daniel Halévy, consultées grâce à l'obligeance de Madame Françoise Joxe-Halévy, témoignent de la richesse de tels papiers. Il reste à retrouver celle de Gabriel Séailles, Charles Guieysse, Paul Kastor, Marie Wathier... et Georges Deherme.











## TABLE DES MATIÈRES

<i>Préface de Madeleine REBÉRIOUX</i> .....	7
<i>Avant-propos</i> .....	11
CHAPITRE I. AUX ORIGINES DU MOUVEMENT : LA COOPÉRATION DES IDÉES, UNE INITIATIVE LIBÉRALE .....	15
1. GEORGES DEHERME, APÔTRE DE L'UNIVERSITÉ POPULAIRE .....	15
Le militant anarchiste. <i>La Coopération des Idées</i> . La rue Paul-Bert. L'Université populaire.	
2. ALLER AU PEUPLE .....	27
L'art social. L'affaire Dreyfus et ses conséquences.	
3. LA COOPÉRATION DES IDÉES, PREMIÈRE UNIVERSITÉ POPULAIRE .....	38
CHAPITRE II. L'ÉMERGENCE DU MOUVEMENT : L'IMPULSION OUVRIÈRE .....	47
1. L'ADHÉSION OUVRIÈRE .....	48
L'éviction de Georges Deherme. L'impératif pédagogique. Une large approbation.	
2. UN ESSOR FULGURANT .....	59
L'implantation. Les initiatives ouvrières. Le soutien des intellectuels.	
3. OUVRIERS ET INTELLECTUELS. LE DIFFICILE ÉQUILIBRE ..	71
L'organisation. L'emprise des intellectuels.	
CHAPITRE III. L'ÉVOLUTION DU MOUVEMENT .....	87
1. L'IMPOSSIBLE NEUTRALITÉ .....	87
L'Université populaire et la politique. L'Université populaire et la question religieuse.	
2. LA REMISE EN CAUSE DES INTELLECTUELS .....	103
L'Intellectuel : une intervention contestée. L'enseignement en question. L'Université populaire, quelle identité ?	
3. LE DÉCLIN .....	126
Des formes multiples. Les efforts d'adaptation.	

CHAPITRE IV. L'UNIVERSITÉ POPULAIRE : UNE NOUVELLE SOCIABILITÉ POPULAIRE .....	145
1. L'UNIVERSITÉ POPULAIRE, SERVICE SOCIAL .....	147
Le logement social. L'action antialcoolique. Les services d'assistance. Les vacances ouvrières.	
2. LA SOCIALISATION DE LA FAMILLE .....	154
La femme et l'Université populaire. L'enfance et l'Université populaire.	
3. L'UNIVERSITÉ POPULAIRE, ESPACE DE LOISIRS .....	162
Les activités récréatives. Les activités sportives. Les activités de lecture.	
<i>Conclusion</i> .....	177
<i>Jalons pour une recherche</i> .....	181





*Achévé d'imprimer en novembre 1986  
sur presse CAMERON  
dans les ateliers de la S.E.P.C.  
à Saint-Amand-Montrond (Cher)*

— N° d'édition : 4393. — N° d'impression : 2679-1722. —  
Dépôt légal : décembre 1986.

*Imprimé en France*

Préface de Madeleine REBERIOUX

Avant-propos

CHAPITRE I. AUX ORIGINES DU MOUVEMENT: LA COOPERATION DES IDEES, UNE INITIATIVE LIBERALE

1. GEORGES DEHERME, APOTRE DE L'UNIVERSITE POPULAIRE

Le militant anarchiste. La Coopération des Idées. La rue Paul-Bert. L'Université populaire.

2. ALLER AU PEUPLE

L'art social. L'affaire Dreyfus et ses conséquences.

3. LA COOPERATION DES IDEES, PREMIERE UNIVERSITE POPULAIRE

CHAPITRE II. L'EMERGENCE DU MOUVEMENT: L'IMPULSION OUVRIERE

1. L'ADHESION OUVRIERE

L'éviction de Georges Deherme. L'impératif pédagogique. Une large approbation.

2. UN ESSOR FULGURANT

L'implantation. Les initiatives ouvrières. Le soutien des intellectuels.

3. OUVRIERS ET INTELLECTUELS. LE DIFFICILE EQUILIBRE

L'organisation. L'emprise des intellectuels.

CHAPITRE III. L'EVOLUTION DU MOUVEMENT

1. L'IMPOSSIBLE NEUTRALITE

L'Université populaire et la politique. L'Université populaire et la question religieuse.

2. LA REMISE EN CAUSE DES INTELLECTUELS

L'Intellectuel: une intervention contestée. L'enseignement en question. L'Université populaire, quelle identité?

3. LE DECLIN

Des formes multiples. Les efforts d'adaptation.

CHAPITRE IV. L'UNIVERSITE POPULAIRE: UNE NOUVELLE SOCIABILITE POPULAIRE

1. L'UNIVERSITE POPULAIRE, SERVICE SOCIAL

Le logement social. L'action antialcoolique. Les services d'assistance. Les vacances ouvrières.

2. LA SOCIALISATION DE LA FAMILLE

La femme et l'Université populaire. L'enfance et l'Université populaire.

3. L'UNIVERSITE POPULAIRE, ESPACE DE LOISIRS

Les activités récréatives. Les activités sportives. Les activités de lecture.

Conclusion

Jalons pour une recherche